

L'emploi des loisirs ouvriers et l'éducation populaire

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le 8 juin 1936 à 14 heures

PAR

Fr. BLOCH-LAINÉ

Président : M. Roger PICARD.

<i>Suffragants</i>	$\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. Camille PERREAU,} \\ \text{B. NOGARO.} \end{array} \right.$	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'emploi des loisirs ouvriers
et
l'éducation populaire

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

L'emploi des loisirs ouvriers et l'éducation populaire

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 juin 1936 à 14 heures

PAR

Fr. BLOCH-LAINÉ

Président : M. Roger PICARD.

Suffragants { MM. Camille PERREAU,
B. NOGARO. } *Professeurs*

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

—
1936



Première Partie

Considérations générales

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITION. UTILITÉ ET PROBLÈME DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

L'évolution du monde contemporain a mis au premier plan la question du progrès intellectuel du peuple. L'accès progressif des classes nombreuses à la vie publique a rendu nécessaire, en effet, de cultiver l'intelligence et d'éclairer le jugement de la masse, de la faire participer plus activement à la vie de l'esprit, qui fut longtemps réservée à une élite. La diminution de la durée du travail, en même temps qu'elle a rendu possible l'accomplissement d'une telle tâche, lui a conféré une nouvelle utilité et un motif d'urgence particulier. En sorte que le problème de l'Education populaire, dont nous souhaitons faire l'objet de la présente étude, paraît aujourd'hui présenter un intérêt à la fois politique et social.

Ce problème, des initiatives chaque jour plus nombreuses s'emploient d'ailleurs à le résoudre. Sur le plan international, des congrès fréquents le débattent et quelques institutions permanentes lui consacrent une large place dans leur activité. A l'intérieur des nations, la plupart des forces sociales, politiques, religieuses, ont joint leurs efforts à ceux des organisations charitables pour former l'esprit de la foule et, depuis peu, les gouvernements eux-mêmes, démocraties et dictatures, contribuent tous, ou à peu près, dans la mesure de leurs moyens respectifs, à une action semblable.

Outre l'intérêt que, par le fait, il présente aujourd'hui

en lui-même, l'examen du problème de l'Education populaire nous a paru susceptible de jeter quelque lumière sur l'ensemble du problème social contemporain, ainsi que sur un certain nombre de questions telles que l'évolution de la culture et l'orientation de la pédagogie, dont les liens avec le problème social sont trop souvent oubliés par les spécialistes.

De nombreux écrits, moins nombreux cependant en France qu'à l'étranger, ont contribué à faire la théorie de l'Education populaire, et les documents ne manquent point sur les efforts déployés dans le monde pour instruire la foule.

Mais les premiers émanent, en général, de personnalités ou de groupements qui poursuivent une action sociale, politique ou religieuse déterminée¹; chacun d'eux, en conséquence, examine la question sous un angle particulier et n'en étudie qu'une partie. Quant aux seconds, ils sont, pour la plupart, volumineux et dispersés.

Or, nous avons pensé qu'il pouvait être utile de consacrer à l'ensemble du problème une étude objective et d'illustrer cette étude de quelques exemples typiques brièvement présentés.

Voici pourquoi.

Quels que soient les buts particuliers qu'elles poursuivent et l'esprit dans lequel elles agissent, toutes les institutions qui ont une influence véritable sur l'esprit du peuple nous paraissent contribuer à une œuvre commune d'utilité civique, d'utilité humaine : l'élévation du niveau intellectuel des masses et l'amélioration des conditions morales de leur existence. Elles ont aussi nombre d'intérêts communs : à un point de vue que l'on pourrait appeler « technique », elles ont à résoudre des problèmes à peu près identiques et manifestent des besoins semblables.

Nous croyons donc que la confrontation de leurs méthodes et l'examen sans parti-pris de leurs résultats peuvent servir à l'établissement progressif d'une science de l'Educa-

1. Dans la bibliographie placée à la fin de l'ouvrage, nous avons établi la liste de ceux qui ont paru en français, en anglais ou en italien et dont nous avons fait usage.

tion populaire et permettre à la fois d'aider chacune d'elles dans l'accomplissement de son œuvre et de fixer les grandes lignes d'une intervention de la collectivité en leur faveur.

C'est là, du moins, la *thèse* que nous essaierons de défendre.

Notre étude sera, d'autre part, volontairement incomplète : elle tendra à une sélection des exemples, à une inégalité des développements à l'effet de servir le plus précisément possible à la solution du problème de l'Éducation populaire en France. Son *plan* procèdera de ce souci.

Avant d'aborder notre sujet, justement parce qu'il prétend à une certaine nouveauté, nous croyons bon de consacrer les quelques lignes qui suivent à le délimiter plus précisément, à faire apparaître mieux son utilité et à faire le compte des questions qu'il soulève.

I

DÉFINITION DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Bien que le terme d'Education populaire puisse englober toutes les activités qui contribuent à « vulgariser le savoir », et bien qu'il soit parfois pris dans ce sens, l'on est, en général, d'accord pour qu'il désigne plus précisément *l'ensemble des moyens qui tendent à accroître les connaissances, à former le jugement, à développer la sensibilité des travailleurs* (ouvriers, petits employés, paysans) *en dehors de leur occupation principale* (les dits travailleurs étant normalement éloignés par la modicité de leurs ressources, par l'objet de leur profession et par leurs habitudes, de la plupart des manifestations de la vie culturelle¹).

Ainsi défini, le domaine de l'Education populaire est considérable. Néanmoins, il peut être séparé avec une certaine netteté du domaine de l'Enseignement et situé avec précision dans celui de l'utilisation des loisirs ouvriers.

A. Domaine de l'Education populaire.

Il est aisé de concevoir a priori l'extrême diversité des formes de l'Education populaire.

Pour agir sur l'esprit de la masse, il n'existe pas de *lieu* particulièrement approprié. Une fois sortis de l'école primaire obligatoire, les individus sont dispersés et nulle

1. Nous emploierons fréquemment ce mauvais mot à cause de son extrême commodité. L'Académie française a admis déjà que le terme de « culture » fût pris dans un sens figuré pour désigner le total du savoir, de la pensée, du goût, de la sensibilité, etc., à la fois comme un état passif (exemple : la culture de tel écrivain) et comme une fonction active (exemple : la culture latine). Mais l'usage seul a, jusqu'à présent, consacré l'adjectif correspondant « culturel », sorti des écrits des théoriciens marxistes et néo-marxistes. Nous n'avons pas cru, pour notre part, devoir attendre qu'il fût de bon français pour parler de *point de vue culturel*, par opposition aux points de vue politique, social, religieux... *d'action culturelle* considérée comme l'une des branches les plus récentes de l'action sociale... et de *vie culturelle* comme ici même.

institution (sauf peut-être dans les nations qui sont soumises à un régime politique autoritaire) ne les rassemble tous dans des conditions favorables à une action éducative¹. Pour les atteindre, il est donc nécessaire d'agir partout où ils se rassemblent. En fait, l'Education populaire est donnée dans presque toutes les catégories de groupements sociaux.

D'autre part, et pour des raisons analogues, la multiplicité des moyens par lesquels le but poursuivi peut être atteint est assez grande. Tous ceux qui sont susceptibles d'attirer et de retenir l'attention de la foule, de frapper son esprit, doivent être a priori considérés comme bons et sont effectivement utilisés.

Enfin, le but même de l'Education populaire n'est pas toujours directement recherché et atteint. Il est le plus souvent un titre accessoire de l'activité des institutions qui le réalisent. On ne saurait donc considérer que seules les œuvres dont il constitue l'objet principal sont des œuvres d'éducation populaire. Il faut aussi tenir le plus grand compte de toutes celles qui, en fait, ont une action éducative efficace.

En dépit de l'extrême complexité des situations que tout ceci fait prévoir, nous essaierons tout au long de cette étude de classer le plus possible les *initiatives*, les *moyens* et les *cadres* des institutions que nous rencontrerons, et nous verrons que ces diverses caractéristiques se ramènent finalement, si l'on ne craint pas pour la clarté des idées, de schématiser un peu, à un assez petit nombre de types.

Pour ce qui est des *initiatives*, nous rencontrerons, presque toujours, s'opposant les unes aux autres, les organisations patronales et les organisations ouvrières, les

1. Le maréchal Lyautey a bien soutenu, à la fin du siècle dernier, que le service militaire, dans les pays qui possèdent une armée de conscription, doit servir à l'éducation morale et sociale du peuple. Il a exposé cette merveilleuse idée dans un article demeuré fameux « Le rôle social de l'Officier... » Mais les gouvernements dictatoriaux sont les seuls, semble-t-il, qui l'aient mise effectivement en pratique : leurs milices ont un rôle formateur assez complet. Sous un régime de liberté, le projet ne serait réalisable que si les chefs militaires avaient tous cet esprit d'apostolat auquel Lyautey les invitait et si la préparation de la guerre n'absorbait point, en fait, la quasi-totalité des activités régimentaires.

organisations religieuses et les organisations laïques, et se distinguant plus ou moins nettement de toutes celles-ci, les organisations neutres, privées ou publiques.

En ce qui concerne les *moyens*, nous pourrions déterminer quatre grandes catégories. Le développement intellectuel de la masse est essentiellement poursuivi, en effet, par un enseignement oral (cours, conférences, lectures, cercles d'études);

par la généralisation de la lecture (bibliothèques, éditions bon marché, publications périodiques);

par le *spectacle* (ce terme étant pris dans un sens large et comprenant aussi bien le théâtre, le cinéma et les concerts que les expositions permanentes ou exceptionnelles, les excursions instructives et la radiophonie);

et par la pratique des beaux-arts (arts individuels et arts collectifs).

Le *cadre*, enfin, des œuvres d'Education populaire (ou, si l'on veut, le système de groupement des individus adopté pour les former intellectuellement) peut être territorial (communauté de voisinage), professionnel (communauté de métier), spirituel (communauté de foi), ou politique (communauté d'idéal).

B. L'Education populaire et l'Enseignement.

Le domaine de l'Education populaire ainsi décrit, n'est-il pas, tout compte fait, une partie du domaine plus général de l'Enseignement, le prolongement en quelque sorte du service de l'Instruction publique ? Toutes les formes que nous venons de décrire comme étant les siennes, sont aussi celles de l'*Ecole*, dont la variété des méthodes s'accroît de jour en jour. Partout, en effet, l'Ecole s'organise, aussi bien dans les communautés de voisinage que dans les communautés de foi; dans certains pays étrangers, elle est même mise souvent dans la dépendance étroite des professions organisées (Italie...) ou des partis politiques (Hollande...). Partout où l'instruction n'est pas le privilège exclusif de l'Etat, toutes les forces sociales sont à même

de l'assumer partiellement, tout au moins d'influer sur elle. Enfin, l'on voit de plus en plus la pédagogie scolaire multiplier ses moyens, utilisant — outre l'enseignement oral et la lecture individuelle — ce que nous avons fait entrer plus haut sous le terme générique de *spectacle* et de *pratique des arts*.

En fait, nombreux sont les spécialistes de l'Education populaire qui, lors même qu'ils conviennent de ne désigner sous son nom que l'éducation des *travailleurs*, considèrent qu'elle se rattache à l'Enseignement, à la fois par son utilité et par ses méthodes.

Nous sommes, pour notre part, d'un avis différent. Dans le courant de cette étude, nous aurons l'occasion de montrer que la médiocrité des résultats obtenus en matière d'Education populaire provient, en général, de l'application de la pédagogie ordinaire à la formation intellectuelle des travailleurs. Mais l'erreur d'une telle confusion peut être, semble-t-il, établie a priori sans qu'il faille recourir à de longues démonstrations. En effet : qui dit occupation scolaire dit *labeur*. L'étude n'est un plaisir que pour quelques êtres d'élite. En général, on la considère comme une corvée. Comment, dès lors, espérer atteindre efficacement l'esprit populaire en l'invitant à étudier durant ses heures de liberté, puisque c'est d'être délassé qu'à cet instant il réclame.

L'Education populaire est précisément la science d'instruire en délassant. Elle nécessite donc des méthodes tout à fait particulières qui la distinguent peut-être plus encore de l'Enseignement que de la *distraction* pure et simple.

Du moins, est-ce ainsi qu'elle devrait être si elle n'avait encore la charge d'un certain nombre de fonctions qui, celles-ci, sont absolument liées à l'Enseignement. Ces fonctions sont les suivantes :

1^o remédier à l'insuffisance des connaissances élémentaires des individus trop tôt sortis de l'école et livrés au métier ;

2^o leur permettre, s'ils sont doués et persévérants, de poursuivre leurs études tout en gagnant leur vie ;

3° ou les perfectionner dans leur métier¹.

Mais ces fonctions incombent anormalement à l'Éducation populaire. Elles lui sont provisoirement confiées ; la preuve en est que la plupart des Etats tendent aujourd'hui, de plus en plus, à l'en libérer en améliorant le système d'instruction élémentaire (pour réduire de plus en plus le nombre des illettrés) en prolongeant le temps de séjour dans les écoles primaires, en organisant, enfin, un régime perfectionné d'apprentissage obligatoire.

Lorsque ces réformes auront tout à fait abouti, l'Éducation populaire sera, dans le fait, conforme à sa définition théorique : un ensemble d'activités nécessairement facultatives et délassantes. Nous aurons l'occasion de voir que, dans ces conditions, son domaine est encore immense.

C. L'Éducation populaire et l'utilisation des loisirs ouvriers.

Qu'elle soit ou non libérée de certaines activités qui appartiennent à l'Enseignement, l'Éducation populaire est, pour les travailleurs, l'un des moyens d'occuper leurs loisirs croissants. En fait, elle est incluse dans la question des *loisirs ouvriers* aussi bien sur le plan international, où celle-ci est examinée et débattue, que sur le plan national, où les institutions sont de jour en jour plus nombreuses depuis la guerre, pour occuper les masses laborieuses en dehors de leurs heures de travail.

Ces institutions ont, dans leur ensemble, un triple objet :

1° améliorer les conditions de la vie familiale. Elles visent alors essentiellement à accroître l'hygiène et l'agrément des habitations ouvrières et rurales ;

1. Aux Etats-Unis, des théoriciens de la question ont désigné ces trois fonctions de la façon suivante :

corrective education,
continuation education,
et *vocational education,*

et les ont fait rentrer dans le domaine de l'« Adult education » (*Encyclopedia of Social Science*, New-York).

2° entretenir la santé physique des travailleurs en évitant que ceux-ci ne développent dans l'oisiveté des habitudes malsaines. Dans ce sens, elles dirigent les plus jeunes vers la pratique des sports, les autres vers la culture des jardins et des *coins de terre* ;

3° développer, enfin, l'esprit des travailleurs, et cette dernière action constitue précisément l'Education populaire.

Ces trois ordres d'activité sont étroitement liés. Il importe même qu'ils soient logiquement proportionnés les uns aux autres. Nous aurons, d'ailleurs, une certaine peine à séparer dans l'étude des faits le troisième, qui nous intéresse, ici plus spécialement, des deux autres. Nous ferons à ceux-ci de fréquentes allusions, soit parce qu'ils sont effectivement l'objet d'institutions uniques, soit pour faire ressortir leur liaison souhaitable avec l'Education populaire.

II

UTILITÉ DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Non seulement l'Education populaire touche à de nombreuses branches de l'activité humaine, et par conséquent à des rouages nombreux de la société, mais encore son développement intéresse la plupart des organisations publiques et privées. Il est peu d'institutions sociales, en effet, que ne contribuent à son organisation, et les *partis*, s'ils lui assignent des objectifs différents, semblent, néanmoins, d'accord pour désirer ses progrès.

C'est à son utilité très générale qu'il faut, semble-t-il, attribuer cette unanimité d'intérêt, utilité qui se manifeste tout à la fois dans l'ordre social, dans l'ordre politique et dans l'ordre culturel.

A. Au point de vue social.

Le développement de l'Education populaire répond à un double souci, de justice sociale et d'ordre social.

a) *Souci de justice sociale.*

Au cours de l'histoire, trois mouvements d'idées ont successivement agi pour faire ressortir la nécessité de donner au peuple les moyens de se développer intellectuellement : le premier, de beaucoup le plus ancien, date de la propagation de l'idée chrétienne ; le second est issu de la Révolution française ; le troisième est né de la révolution industrielle du *xix^e* siècle : sous le nom de « mouvement vers le peuple », il englobe aujourd'hui les prolongements des deux premiers.

1. *Première inspiration : la doctrine chrétienne.*

Nul ne conteste aujourd'hui que l'Eglise catholique a été la première institution à se préoccuper de la condition

matérielle et morale des classes inférieures. L'Évangile ayant établi les prérogatives de *l'homme* quel qu'il soit, *l'égalité des droits humains*, elle s'est appliquée, dès ses origines à combattre toutes les formes de l'esclavage, puis à revendiquer l'élargissement des loisirs (le dimanche, *jour du Seigneur*, est le premier loisir conquis pour le peuple), à offrir, enfin, à la masse les moyens d'accéder à la vie de l'esprit.

Cette attitude, l'Eglise ne s'en est jamais départie. Le protestantisme l'a faite sienne également. L'une et l'autre ont été les premiers zélateurs des mouvements, ceux-là d'inspiration laïque, qui ont surgi au cours des deux derniers siècles en faveur de l'Éducation populaire.

2. *Seconde inspiration : l'idéologie révolutionnaire.*

Le premier des ces mouvements date de la Révolution française. C'est lors de la seconde édition de la *Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen*, édition qui accompagna la Constitution jacobine, que le principe du *droit égal de tous les citoyens à l'instruction* apparut. Il n'a cessé d'être, depuis, l'un des principaux articles du programme républicain et, plus particulièrement, du programme *jacobin* — qui subsiste encore en France, comme dans certains pays étrangers, dans les compétitions politiques d'aujourd'hui. Nous n'avons pas à insister ici sur sa teneur ni sur ses résultats. On sait sous l'influence de quelles idées fut, à petites étapes, institué, dans les nations qui demeurèrent sous l'influence de la Révolution française ou découvrirent après elle les mêmes nécessités, l'enseignement primaire obligatoire et gratuit. On sait aussi quelle est l'inspiration des efforts tentés, et parfois aboutis, pour mettre l'enseignement secondaire à la portée de toutes les catégories de la population.

Il faut voir, sans nul doute, dans le mouvement en faveur de l'Éducation populaire, une contribution des mêmes tendances *démocratiques* — le mot démocratique étant pris pour un synonyme du mot *charitable*, une de ses précisions tout comme l'est le mot *pieux*.

Cependant, il apparaît de plus en plus difficile de dis-

tinguer ce premier groupe de tendances d'un second que nous allons voir, plus récemment apparu et qui semble le prolonger.

3. *Troisième inspiration : le socialisme humanitaire.*

Les idées humanitaires de la Révolution française ont été renforcées par les premières conséquences de la *révolution industrielle*, qu'il faut placer sous la Monarchie de Juillet. Elles sont alors passées du plan civique, où leurs applications pratiques avaient été maigres, au plan social, où elles ont provoqué un prodigieux « mouvement vers le peuple » auquel toutes les forces qui composent la société ont été peu à peu conduites à participer. Ces phénomènes sont choses connues et ce serait faire œuvre banale que de les commenter davantage.

Il n'est pas inutile, cependant, de rappeler l'une des idées maîtresses de l'action sociale entreprise au XIX^e siècle, continuée de nos jours, pour établir la *filiation* de l'œuvre de l'Éducation populaire. Cette idée, la voici résumée : *Il est injuste que l'inégalité des conditions matérielles soit systématiquement doublée d'une inégalité des conditions morales. Or, le développement de la grande industrie tend à rendre ce phénomène inéluctable. Il faut donc s'appliquer à ce que la « satisfaction de l'esprit » soit de plus en plus indépendante de l'état des ressources et du niveau des occupations.*

Sous l'influence de cette idée, un vaste mouvement s'est développé, qui a eu pour but d'offrir aux travailleurs les moyens d'accroître leurs connaissances et de cultiver leur intelligence. La charité privée ou publique a mené de front son œuvre matérielle et son œuvre morale. Elle a redoublé d'efforts pour cette dernière lorsque le temps des loisirs ouvriers s'est trouvé accru grâce à la limitation de la durée du travail. C'est ainsi que l'Éducation populaire est entrée dans la question des loisirs plus qu'elle n'est restée attachée à celle de l'Enseignement laïque et à celle de l'instruction religieuse. Le développement du chômage, enfin, a rendu plus aiguë encore la nécessité d'offrir au

prolétariat des occupations saines et une activité intellectuelle susceptible de compenser l'inaction corporelle.

Dans cette œuvre charitable, la société a manifesté son désintéressement. Cependant, le développement de l'Education populaire ne répond pas seulement à un désir de justice, il n'est pas uniquement un *acte gratuit* des classes dirigeantes au bénéfice des moins favorisés. Il apparaît aussi dicté par un souci de *l'ordre* et, comme tel, il est conforme à l'intérêt direct et personnel de la société.

b) *Souci d'ordre.*

Il y a deux conceptions de l'ordre auxquelles correspondent deux conceptions de l'utilité de l'Education populaire :

1° *Souci de l'ordre dans le sens absolu du terme.*

Il est nécessaire, pour la sauvegarde de l'ordre public, que les masses ouvrières ne consacrent pas leurs loisirs à développer les fléaux sociaux ou à fomenter des troubles. Tout moyen qui tend à les éloigner de l'alcoolisme ou de la sédition contribue au maintien de cet ordre. L'Education populaire en est un : elle offre aux travailleurs des occupations saines et éclairant leur intelligence, les conduit à la modération.

Encore ne faut-il point que, servant une idéologie politique, elle ait précisément pour but d'inciter le peuple aux revendications violentes et à la lutte des classes, auquel cas elle produit un résultat exactement opposé. A la vérité, elle ne sert *l'ordre*, dans le sens absolu du terme, que lorsqu'elle écarte les esprits populaires de leurs préoccupations immédiates pour les conduire à des spéculations désintéressées. De nombreuses organisations poursuivent cette œuvre d'apaisement. Tantôt elles émanent des fractions les plus éclairées de la classe dirigeante, qui cherchent la solution des problèmes sociaux dans la conciliation. Tantôt, elles appartiennent aux Eglises, dont la paix sociale est un des principaux et plus sincères objectifs.

Les groupements qui se servent, à l'inverse, de l'Educa-

tion populaire comme d'une arme de combat, ramènent constamment ceux qu'ils instruisent à des considérations pratiques. S'ils s'opposent à l'ordre établi, ils produisent le désordre pour l'établissement d'un nouvel ordre : leur action éducative a alors une utilité politique que nous examinerons plus loin. S'ils défendent, au contraire, l'ordre établi contre ses détracteurs, ils servent plus un *certain ordre* que l'ordre dans son sens absolu.

2° *Souci d'un certain ordre.*

Les régimes autoritaires ont fait de l'Education populaire l'un de leurs principaux moyens de gouvernement pour renforcer peu à peu l'ordre qu'ils ont rutalementh instauré. Nous verrons assez fréquemment, par la suite, des exemples de cette attitude pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister ici davantage.

B. **Au point de vue politique.**

Ce souci d'instaurer un certain ordre social en faisant subir au peuple une éducation appropriée se rattache autant à l'aspect politique qu'à l'aspect social de l'Education populaire. *Nous considérerons cependant comme constituant à proprement parler l'utilité politique de cette dernière, l'action éducative qui, dans une nation, a pour but, soit de consolider les droits acquis du peuple, soit d'en conquérir pour lui de nouveaux, action qui est menée selon le cas, par les gouvernants ou par l'opposition.*

a) *Pour la consolidation des droits acquis.*

De nombreux peuples ont été conduits, depuis un siècle, à s'émanciper. Ils se sont délivrés soit des régimes despotiques, soit des dominations étrangères, et se donnant à eux-mêmes des gouvernements, ont pris une part grandissante à la marche de leurs affaires. Cependant, leurs capacités ne se sont pas naturellement accrues en fonction de leurs pouvoirs, et leurs dirigeants ont, pour la plupart, compris qu'il fallait éduquer les masses libérées pour les

préparer soit à leur nouveau rôle, soit à leur nouvelle nationalité. Ainsi, dans nombre de pays, la fonction civique de l'Education populaire a-t-elle été développée. Nous en verrons, dans le courant de cette étude, quelques exemples frappants.

Signalons-en tout de suite deux dont l'opposition est instructive. Le peuple d'Italie a conquis, cinquante ans après la formation de l'unité italienne, le suffrage universel. Mais, mal formé, il n'a pu supporter le poids de sa tâche. Il a versé dans l'anarchie avant de perdre ses libertés sous la dictature du fascisme. Le peuple tchécoslovaque, au contraire, ayant de longue date préparé son indépendance par un profond effort culturel, a pu, sans délai, au lendemain de la guerre, constituer à la fois une nation et une démocratie.

b) *Pour la conquête de droits nouveaux.*

L'action éducative est une des principales armes des grands mouvements ouvriers. Sous le nom d'« Education ouvrière »¹, elle contribue dans une très large part à la propagande des idées syndicaliste, coopérative et socialiste. Elle apprend aux foules quels sont leurs droits, quelles doivent être leurs revendications : elle prépare d'abord à la lutte, puis à l'exercice du pouvoir.

Encore négligée par certaines associations de travailleurs, son importance est actuellement mise en lumière par de nombreux leaders, qui s'efforcent de convaincre la masse des militants. M. Henri de Man, en particulier, grand théoricien du marxisme et d'un néo-marxisme, a mené, dans ce sens, de fréquentes campagnes. Il a dénoncé le matérialisme de certains groupements révolutionnaires, le mépris qu'ils manifestent parfois pour le développement des connaissances et de la culture dans le peuple, sous le prétexte que les combattants politiques n'ont pas à s'embar-

1. Les théoriciens définissent l'Education ouvrière : *la branche de l'Education des adultes qui a pour objet d'aider chaque travailleur à résoudre les problèmes qui l'intéressent, non dans un but individuel, mais pour l'ensemble de sa classe* (*Encyclopedia of Social Science*, New-York).

rasser des théories ni des efforts de la pensée. Il a prédit à ces groupements qu'ils seraient, en se maintenant dans cette attitude, *punis de leur défection à l'esprit par la mort de leur corps*. Il les a incités à ne pas attendre d'avoir conquis le pouvoir pour entreprendre une action éducative et culturelle, à mener cette action parallèlement à leur lutte journalière. Ses conseils étaient principalement destinés aux partis socialistes belge et français, au sein desquels l'éducation des adhérents est particulièrement négligée. Ils eussent été inutiles s'ils avaient été destinés aux mouvements ouvriers de la plupart des autres pays, où cette éducation a pris, d'ores et déjà, une grande importance.

Nous consacrerons plus loin d'assez longs développements à la question de l'Education ouvrière, ce qui nous dispense d'insister davantage ici.

De l'utilité politique et de l'utilité sociale de l'Education populaire, il conviendrait de rapprocher son *utilité religieuse* qui tient à la fois de l'une et de l'autre. Au point de vue religieux, l'Education populaire peut, en effet, d'une part servir à l'affermissement et à la propagation de la foi, d'autre part, contribuer à la justice sociale.

Nous verrons plus loin la part considérable que, pour cette double raison, les organisations catholiques et protestantes prennent dans le monde au développement intellectuel et moral des classes nombreuses.

C. Au point de vue culturel.

Nous avons déjà signalé l'imprécision du terme *culturel*. Nous allons néanmoins éprouver une fois de plus sa commodité en groupant autour de lui les diverses utilités de l'Education populaire qui ne rentrent point sous les titres précédents. *Ces utilités sont relatives d'une part au progrès de la civilisation, d'autre part, à l'élargissement et à la rénovation de la vie culturelle.*

a. *Progrès de la civilisation.*

« *L'élévation générale du niveau de la civilisation, la valeur morale d'un peuple, dépendent dans une large mesure de la manière dont l'ensemble des populations dépense ses loisirs* ».

Ainsi s'est exprimée la Conférence Internationale du Travail en des circonstances que nous décrirons plus loin.

Cette idée n'a guère besoin d'être expliquée. On saisit aisément sur quelles constatations elle se base. La voici reprise par M. G. Méquet, du Bureau International du Travail : « *Le problème qui se pose à l'heure actuelle c'est la prévision et la réalisation des moyens qui permettront au producteur de vivre d'une vie vraiment humaine en dehors de ses heures de travail. On ne saurait trop insister sur ce point que, s'ingéniant à satisfaire ainsi ses propres besoins, la génération présente aura du même coup fait énormément pour les générations suivantes. Bien plus, elle restera ainsi dans la ligne constante du développement humain, car il est à remarquer que les civilisations les plus brillantes n'ont guère laissé comme souvenir que les œuvres destinées à satisfaire cette seconde forme des besoins de l'homme* ».

b. *Elargissement et rénovation de la vie culturelle.*

En provoquant la participation croissante de la masse à ce que nous aurons maintes fois l'occasion d'appeler *la vie culturelle*, l'Education populaire est destinée encore à d'autres résultats.

Elle paraît susceptible tout d'abord d'élargir le public des artistes, littérateurs, etc... de rendre par le fait leur situation moins précaire à une époque où la production intellectuelle, en raison des formes coûteuses qu'elle revêt — cinéma, édition, radio... — a besoin, à l'égal des autres productions, de larges débouchés. En même temps, elle doit encourager l'ensemble des travailleurs intellectuels dans leurs travaux, dans leurs recherches, en leur apportant à la fois une audience élargie et des sujets nouveaux d'inspiration. Ainsi doit-elle enfin contribuer à un renouvelle-

ment de la culture, que les révolutionnaires ne sauraient être les seuls à souhaiter et à diriger.

La culture de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième que l'on dénomme très justement *culture bourgeoise*, ne peut être, semble-t-il, *vulgarisée* à l'intention du peuple, non pas tant « *parce qu'elle glorifie*, selon l'expression des marxistes, *un régime social dont le prolétariat a horreur* », que parce qu'elle a été forgée pour une minorité. Elle doit en conséquence renouveler ses sujets et ses formes. Cette nécessité est aujourd'hui considérée comme une circonstance heureuse, par un nombre croissant de personnes parce qu'elle apparaît susceptible d'opérer la réforme souhaitable de la pensée. L'objet de cette réforme ne rentre point dans notre sujet. Qu'il nous suffise d'avoir signalé comment l'Education populaire peut y contribuer.

III

PROBLÈME DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Bien que l'Education populaire se rattache par sa définition à de nombreux domaines et puisse être considérée, en raison de ses utilités, comme l'une des branches de plusieurs autres mouvements, elle soulève des questions qui lui sont propres, dont l'ensemble constitue un problème particulier.

Celui-ci se présente sous deux aspects, un aspect social et un aspect technique qu'il est possible de distinguer pour un examen théorique, mais qui sont en fait intimement liés et ne sauraient être isolément résolus.

Nous plaçant provisoirement dans l'abstrait, nous allons essayer de poser le problème de l'Education populaire sous la forme d'un *questionnaire* classé et détaillé aux principaux points duquel nous nous proposons de faire correspondre ceux de notre conclusion.

La suite de cette étude suffira, nous le pensons, à montrer quel est, dans la réalité, l'enchevêtrement des questions posées.

A. Aspect social du problème

Sous cet aspect le problème nous paraît comporter trois questions générales : celle de l'initiative, celle de l'organisation et celle de l'inspiration.

a) Question de l'initiative.

A qui appartient-il principalement d'organiser l'Education populaire dans un pays ? Aux œuvres privées ou à l'Etat ?

1. Le rôle de l'initiative privée

Toutes les œuvres privées sont-elles compétentes pour exercer une action éducative ? Est-il conforme à l'intérêt

général que n'importe qui puisse enseigner à des adultes, alors que l'éducation des enfants est partout soumise à de strictes réglementations ?

Pour quelles œuvres privées l'éducation populaire constitue-t-elle une branche nécessaire de l'activité ? Convient-il d'en donner le privilège exclusif à celles-là, tout au moins en ce qui concerne l'enseignement post-scolaire ?

2. *Le rôle de l'Etat*

Faut-il considérer que l'Etat a, en matière d'Education populaire les mêmes devoirs que dans le domaine de l'Enseignement proprement dit ? Est-il moralement obligé d'exercer personnellement dans la masse une action éducative strictement neutre et bénéficiant à tous, comme il se doit d'assurer, hors de toutes les tendances et sélections, l'instruction élémentaire des enfants ?

S'il n'est pas obligé d'agir lui-même, ne doit-il pas au moins faire en sorte que les institutions privées d'Education populaire fonctionnent conformément à l'intérêt général ? N'est-il pas dans ses attributions naturelles d'aider ces institutions matériellement et moralement et d'exercer sur elles en contre-partie un certain contrôle ? N'est-il pas le seul capable de coordonner en ce domaine les efforts dispersés et de leur donner une efficacité nationale ? Est-il au contraire autorisé à se désintéresser complètement du problème ?

S'il n'a pas de devoirs rigoureux, quel sont les droits dont il dispose ? Peut-il instituer à son profit le monopole de l'Education populaire ? Quelles seraient, en pratique, les limites d'un tel monopole ? S'il ne cherche point une complète emprise sur la vie culturelle du peuple par quels moyens peut-il cependant intervenir pour établir son influence ? Doit-il agir sur les œuvres privées par la voie réglementaire ou par la voie contractuelle ? Dans quelle mesure son attitude dans ce domaine est-elle liée à la forme du gouvernement ?

b) *Question de l'organisation.*

Dans quel *cadre* l'Education populaire doit-elle être pour-

suivie ? Doit-elle être considérée comme une branche d'activité isolée ou comme le prolongement d'autres actions sociales ?

1. *Le cadre des œuvres.*

L'œuvre éducative peut-elle être entreprise en invitant les individus à des rassemblements temporaires, et de hasard ? Peut-elle par exemple s'exercer sur des travailleurs réunis en dehors de leurs périodes de travail, et de leurs résidences habituelles ?

Ne doit-elle pas au contraire être menée dans des collectivités permanentes reposant sur une certaine communauté de vie — telle que la famille ou le voisinage — d'occupation — telle que la profession — ou de pensée — telle que la religion ?.

2. *La situation des œuvres*

Ces trois ordres de communautés — territoriale, professionnelle et spirituelle — peuvent être utilisés par les œuvres d'Education populaire, soit en dehors de toute autre action sociale, soit en même temps qu'elles sont utilisées par d'autres institutions. La question se pose donc de savoir si l'Education populaire constitue un domaine bien tranché dans la vie de la collectivité, que l'on ne saurait confondre avec des activités professionnelles, politiques, confessionnelles, etc., si au contraire, elle n'est pas un prolongement naturel de ces activités et ne doit pas être mise dans leur dépendance.

Pour prendre parti là-dessus, on peut se placer à deux points de vue différents. Au point de vue expérimental, et la question devient : de quels moyens de s'instruire les individus font-ils de préférence usage, de ceux qu'ils trouvent à l'intérieur des mouvements auxquels ils participent, ou de ceux qui demeurent étrangers à ces mouvements ? Autrement dit : quelle est *la méthode du succès* ?

Au point de vue doctrinal et la question, qui n'a plus à être tranchée par l'expérience, mais par la conviction, se rattache à celle de l'*inspiration* que nous allons poser maintenant.

c) *Question de l'inspiration.*

Quel est le but de l'Education populaire et dans quel esprit doit-elle être entreprise ?

1. *Le but*

L'Education populaire a-t-elle pour objet principal le bien de chaque individu ou celui de la collectivité ? Doit-elle tendre à donner à chacun les moyens de développer ses connaissances au maximum, de réaliser sa personnalité, d'accroître sa situation personnelle ? Doit-elle au contraire avoir pour but essentiel d'améliorer *le rendement* général de la masse ? Il est évident que dans ce dernier cas, elle ne saurait être menée qu'au sein d'une collectivité organisée et dans le prolongement d'une action collective.

L'Education populaire doit-elle être utilitaire ou désintéressée ? Doit-elle rechercher des résultats immédiats et visibles, tels que l'accroissement des connaissances utiles pour le métier de chacun, ou pour le fonctionnement d'un groupement, tels encore que la pratique des arts susceptibles de devenir un gagne-pain ou d'être un moyen de propagande partisane ? Est-il au contraire souhaitable qu'elle poursuive principalement des fins élevées et lointaines telles que le développement de la culture générale de chacun ou le progrès général de la civilisation ?

2. *L'esprit.*

L'œuvre d'Education populaire doit-elle être objective ou tendancieuse ? Doit-elle s'attacher à fournir à chaque individu les moyens de se forger une opinion en s'instruisant ou peut-elle légitimement contribuer à la propagation d'une doctrine de vie déterminée ou d'une certaine règle de pensée ? Constitue-t-elle, autrement dit, une arme légitime de l'action sociale, politique ou religieuse ?

L'Education populaire doit-elle être *conformiste* ou peut-elle ne pas l'être, c'est-à-dire, doit-elle avoir pour fonction de répandre la culture existante ou doit-elle s'appliquer à former une nouvelle culture ?

La réponse à ces dernières questions dépend essentiellement

de l'opinion que l'on fait sienne en matière sociale. Il n'en est pas de même pour la plupart de celles qui précèdent. Seule, en effet, l'étude pratique des œuvres d'Education populaire paraît susceptible de déterminer — si toutefois cela est déterminable — à quelles idéologies se rattachent dans le fait les solutions apportées à la question de l'initiative et à celle de l'organisation.

B. Aspect technique du problème

Certaines questions sont relatives à chacune des branches de l'Education populaire, d'autres concernent l'ensemble de la matière.

a. Questions relatives à chaque ordre d'activité.

1. L'Enseignement.

Existe-t-il une pédagogie particulière pour les adultes ? Les cours destinés à ceux-ci doivent-ils se rapprocher du système scolaire ou du système universitaire ? Quels doivent être, à l'intention du peuple, le domaine respectif du cours, de la conférence, du cercle d'études et de la lecture ?

Sur quelles matières l'Enseignement populaire doit-il porter de préférence ? Doit-il être éclectique ou méthodique ou, comme l'on dit parfois, *extensif* ou *intensif* ?

Dans quelle mesure, à l'Enseignement proprement dit, doit-on mêler l'élément *spectacle* ? Comment utiliser à des fins éducatives le cinéma, la radiophonie et le phonographe ?

Quelle est, en un mot, la *psychologie* de l'Enseignement populaire ?

2. Bibliothèques.

En quoi les bibliothèques populaires doivent-elles différer des bibliothèques publiques ordinaires, quant à leur composition, quant aux locaux mis à la disposition des lecteurs, quant aux heures d'ouverture, quant à la présentation de catalogues et aux fonctions des bibliothécaires ?

Comment accroître leur nombre et comment prolonger leur action dans les localités qui ne sont pas assez importantes pour en posséder une ?

Comment développer dans le peuple le goût de la lecture, comment développer la *demande* en fonction de l'*offre* ? Comment former le goût du livre à l'école ? Comment faire de la publicité pour les bibliothèques ? Comment par la parole amener là la lecture, comment par la lecture facile amener à la lecture utile ?

3. *Beaux-Arts.*

Quelle peut être la part des Beaux-Arts, dans l'éducation populaire ? Dans quelle mesure et par quels moyens le peuple peut-il être conduit à leur contemplation et à leur pratique ?

Toutes les formes de l'art sont-elles *saisissables* pour le peuple ? Toutes les formes de l'art sont-elles *pratiquables* par le peuple ? Faut-il considérer *a priori* tous les ouvriers et tous les paysans comme des *primaires de l'art* et en conséquence limiter étroitement le domaine de leur vie artistique ?

Faut-il chercher à développer également dans le peuple la pratique des arts individuels (dits *arts d'agrément*) et celle des *arts collectifs* (orchestres, chorales, art dramatique) ? Ne faut-il pas plutôt réserver à la seconde les plus gros efforts ?

4. *Divers : participation du peuple aux manifestations générales de la vie culturelle.*

Dans quelle mesure, par une politique appropriée peut-on faire contribuer à l'Éducation populaire, le cinéma, la radio-phonie et l'édition ?

Comment peut-on faciliter au peuple l'accès des manifestations générales de la vie culturelle (théâtre, musées, concerts) et lui en donner le goût ?

b. *Questions relatives à l'ensemble de l'éducation populaire.*

Elles sont deux principales :

1. *Liaison et dosage des diverses activités.*

Faut-il, dans un désir de perfection technique, soumettre

à des organisations d'ensemble l'enseignement, la lecture, les spectacles, la pratique des arts ... ? Ces diverses branches de l'Education populaire doivent-elles être coordonnées, dirigées par les mêmes pensées, soumises à des programmes généraux, dosées selon les besoins de ceux auxquels elles s'adressent ? Ne convient-il pas au contraire de laisser chaque individu libre de se composer pour lui-même le programme de son activité intellectuelle ?

2. Adaptation des diverses branches de l'activité culturelle aux besoins du peuple.

Une dernière question résume, semble-t-il, toutes les précédentes : faut-il, d'une façon générale, faire subir aux diverses activités qui rentrent dans le domaine de l'éducation populaire, enseignement, manifestations artistiques, littérature, etc., des modifications destinées à les rendre plus profitables pour le peuple ? Autrement dit, l'Education populaire doit-elle se créer dans les principales branches de la vie culturelle des domaines particuliers pour la masse, distincts de ceux de l'élite ?

CHAPITRE II

L'ACTION INTERNATIONALE EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Il est nécessaire pour aborder l'étude du problème de l'Education populaire de partir du plan international. C'est en effet de la coopération internationale qui s'est établie depuis la guerre entre les principaux Etats du monde moderne que sont nés les premiers efforts concertés en faveur du développement intellectuel des classes nombreuses. Il n'y avait eu dans ce sens jusqu'en 1914 que quelques tentatives dispersées. La question avait été rarement débattue ; aucune idée d'ensemble ne la dominait. Avec la fondation de la Société des Nations, tout un mouvement social a surgi, de nouvelles préoccupations ont été évoquées et grâce à cela partagées, parmi lesquelles celle qui nous intéresse.

On peut faire grief aux manifestations internationales de l'imprécision de leur objet et plus encore de l'incertitude de leurs résultats. Mais il est difficile de leur dénier toute utilité.

Dans le domaine de l'Education populaire, comme en bien d'autres elles ont eu, semble-t-il, un double mérite. D'une part, elles ont créé entre les Etats une émulation propre à multiplier les initiatives et les réalisations profitables à la classe ouvrière. Elles ont, d'autre part, permis à ces mêmes Etats de s'être réciproquement utiles en les amenant à confronter leurs méthodes et leurs expériences.

A l'accomplissement de cette double fonction ont concouru des réunions temporaires d'une part, des institutions permanentes d'autre part, tantôt à titre principal, tantôt à titre accessoire.

I

LA QUESTION DE L'ÉDUCATION POPULAIRE
ET LES RÉUNIONS INTERNATIONALES

Sur le plan international la question de l'Education populaire a été maintes fois évoquée dans le cadre plus vaste des *loisirs ouvriers*. Elle s'y est peu à peu *construite*. Cette construction paraît s'être effectuée en trois étapes :

Première étape. — Le Traité de Versailles et la Conférence de Washington établissent la *journée de huit heures* dont la Conférence internationale du Travail applique les conséquences en 1924 à la question des loisirs.

Deuxième étape. — Deux Congrès, tenus l'un à Liège en 1930 et l'autre à Los Angeles en 1932, établissent les principes de l'Education populaire.

Troisième étape. — Un Congrès tenu à Bruxelles en 1935 pénètre dans le détail de la question.

Il suffit de citer pour mémoire les documents qui marquent la première étape.

1^o la partie XIV du Traité de Versailles où le principe de la limitation de la durée du travail est établi ;

2^o le projet de convention dressé par la Conférence de Washington en 1919 relatif à la *journée de huit heures* ;

3^o la recommandation enfin adoptée par la Conférence internationale du Travail le 5 juillet 1924 d'après les résultats d'une enquête menée par le Bureau international du Travail dans la plupart des pays.

Le texte de cette recommandation apparaît aujourd'hui assez imprécis. C'est lui cependant qui a déterminé à travers le monde les recherches théoriques et pratiques par l'organisation des loisirs et dirigé le sens des premières expériences.

En particulier il a servi de base de discussion par les différents congrès qui depuis 1924, ont été consacrés au problème qui nous intéresse.

Nous allons nous étendre quelque peu sur les résultats de ces congrès.

A. Congrès de Liège (1930) et de Los Angeles (1931)

Six ans après la recommandation de Genève, l'idée vint de confronter dans un Congrès international les résultats obtenus durant ce laps de temps par les principaux pays, dans le domaine des loisirs ouvriers, afin de dégager, si possible, quelques principes généraux d'action.

A cet effet, deux congrès furent successivement organisés. Le premier tenu à Liège en 1930, eut pour sujet d'étude l'ensemble de la question des loisirs. Il groupa 300 participants de 18 pays différents et 14 délégués officiels des gouvernements. Le second, tenu à Los Angeles en 1932, limita ses travaux à la Récréation. Il groupa pour sa part 700 personnes appartenant à 29 nations. L'un obtint surtout des résultats dans l'ordre de l'Education populaire, tandis que l'autre fit principalement œuvre utile dans le domaine des sports. Nous nous bornerons à signaler le Congrès de Los Angeles, réservant au Congrès de Liège, quelques développements.

A Liège, « *on a loué toutes les initiatives publiques ou privées, du moment qu'elles étaient désintéressées et on a émis des vœux de principe et de pratique qui pourraient ou devraient devenir courants* », (extrait du rapport du secrétaire général).

L'idée du désintéressement des œuvres d'Education populaire paraît bien traduire en effet les tendances générales du Congrès que nous trouvons exprimées en particulier dans les vœux émis par la *Commission intellectuelle et morale* dont les travaux touchaient du plus près au sujet de notre étude.

Cette idée s'est appliquée à la question des initiatives et à la question des programmes.

a. Question des initiatives.

1. Variété souhaitable des initiatives.

*Le Congrès, après avoir pris connaissance des rapports qui lui ont été remis par différents organismes d'Education populaire ;
Constatant que des initiatives du plus haut intérêt ont été prises tant par les pouvoirs publics que par des institutions privées ;
Considérant que la coexistence de ces deux ordres d'institutions*

est un élément favorable au développement du mouvement d'Education populaire ;

Emet le vœu que toutes mesures soient prises pour favoriser le développement de toutes ces activités ;

Estime qu'il y a lieu de rechercher les moyens les plus propres à les coordonner de manières qu'elles s'harmonisent et se complètent de la façon la plus féconde.

Cette variété des initiatives est apparue souhaitable au Congrès, non seulement pour que le plus grand nombre de résultats possible soit acquis, contribuant au développement constant de l'Education populaire, mais encore pour que l'Education populaire ne risque pas d'être monopolisée par quelques organismes et de servir à la propagande d'idées politiques ou religieuses déterminées.

Ce dernier objet est aussi celui de certains vœux émis d'autre part par le Congrès, concernant le rôle des pouvoirs publics.

2. Désintéressement souhaitable des initiatives.

Le Congrès suggère que les pouvoirs publics :

Encouragent par tous les moyens toutes les activités d'Education populaire exercées par des institutions privées, à la condition que les pouvoirs subsidiaires exercent un contrôle suffisant sur ces activités, c'est-à-dire s'assurent du désintéressement de leur action ;

Se réservent plus spécialement l'organisation de toutes espèces d'activité d'Education populaire qui, en raison de leur nature même, n'impliquent aucune question de tendances politique, philosophique ou religieuse.

b. Question des programmes.

Le Congrès, de même qu'il a manifesté sa prédilection pour les œuvres d'Education populaire désintéressées, a émis très nettement le vœu que leur enseignement soit le moins possible utilitaire, ou, plus exactement, que la partie utilitaire de cet enseignement ne soit pas à tel point développée qu'elle atrophie la partie non utilitaire considérée comme la plus importante.

Le Congrès, considérant que l'organisation de l'enseignement professionnel dans certains établissements absorbe, par des prestations quotidiennes trop longues, tous les loisirs garantis aux adolescents par la loi, émet le vœu de voir les programmes des diverses formes d'écoles du soir établis de telle manière que les jeunes travailleurs aient encore la latitude de s'intéresser aux manifestations sportives, intellectuelles, artistiques, morales et sociales.

B. Congrès de Bruxelles (1935)

Le Congrès tenu à Bruxelles, les 15, 16 et 17 juin 1935, contrairement aux précédents, ne s'est pas arrêté longtemps aux grandes lignes du problème de l'Education populaire. Il a seulement renouvelé, de la façon suivante, les vœux exprimés en 1930 :

Le Congrès émet le vœu de voir les pouvoirs publics, encourager et moralement et financièrement les œuvres d'Education populaire dues à l'initiative privée ; — créer des œuvres eux-mêmes, quand l'initiative privée ne dispose pas des moyens suffisants pour les réaliser.

Il a donc consacré la majeure partie de ses travaux à l'étude des réalisations pratiques.

a. *Étude de certaines institutions.*

Rompant, semble-t-il, avec les tendances exclusivement libérales du Congrès de Liège (pour qui les initiatives devaient être désintéressées et les programmes non utilitaires), le Congrès de Bruxelles s'est activement préoccupé de l'*Education ouvrière*.

Faisant siens les désirs manifestés par de nombreux rassemblements ouvriers, il a émis les vœux suivants :

— *Qu'une enquête soit entreprise par le B. I. T. afin de dresser un tableau d'ensemble des écoles ouvrières et de confronter leurs buts et leurs résultats ;*

— *Qu'un questionnaire relatif aux méthodes d'enseignement utilisées dans les écoles ouvrières soit établi par les soins de la Commission internationale des loisirs et soumis à l'ensemble des organismes intéressés ;*

— *Que soit repris, étudié et mis au point le projet d'une Université internationale du travail, qui avait été envisagé par Albert Thomas. La seconde Commission suggère à cet égard qu'elle pourrait recevoir un début de réalisation par la tenue, d'une quinzaine d'études, consacrée aux écoles et s'adressant particulièrement au personnel enseignant dans ces écoles ;*

— *Que, dans ces écoles ou dans ces sections, soit accordée une large part à la formation générale de ces futurs éducateurs.*

En parlant de l'Education ouvrière, dans la seconde partie de cet ouvrage, nous aurons l'occasion de revenir sur les questions soulevées par ces vœux.

b. *Etude de certaines formes d'activité.*

Trois formes d'activité ont retenu d'une façon particulière

l'attention du Congrès. Elles ont été l'objet de trois séries de vœux.

1. Question des arts « pour » et « par » le peuple.

Les vœux suivant ont été émis :

Concernant la musique populaire :

— *Que, dans chaque pays, une enquête soit faite et publiée sur le rôle de la musique dans l'Education populaire ;*

— *Qu'à Genève, un organisme international des loisirs tienne à jour un répertoire pour les sociétés chorales ou instrumentales ; qu'il favorise la publication d'œuvres de choix ; qu'il favorise les échanges dans le domaine du folklore musical ;*

— *Que, surtout, il aide les sociétés d'amateurs à voyager et qu'il exerce, si possible, une sorte de contrôle sur l'organisation des concours internationaux ;*

— *Que, dans les pays où des subsides sont accordés aux bibliothèques et aux cercles d'études, ce système soit étendu aux sociétés de musique, considérées comme œuvres post-scolaires ;*

Concernant l'éducation artistique en général :

— *Qu'en ce qui concerne toutes les manifestations d'art qui sont mises à la disposition du peuple pour l'utilisation de ses loisirs, on surveille la qualité de ces manifestations (théâtre, musique, visite des musées, etc.) en préparant les spectateurs, dans toutes les organisations éducatives, à la compréhension des œuvres et à leur relation avec la vie sociale et artistique ;*

— *Que, dès l'école maternelle et à tous les degrés de l'enseignement, l'éducation de la sensibilité soit faite, de façon à préparer l'initiation artistique.*

Concernant le problème général de l'art populaire :

— *Que la Commission internationale des arts populaires, en particulier, et les organisations de la S. D. N. prennent des mesures pour que la Commission des loisirs de l'ouvrier soit associée à leurs travaux et à leurs congrès ;*

— *Qu'un organisme international nouveau, créé au B. I. T. et s'occupant des loisirs, multiplie les échanges qui se font déjà en matière de théâtre, de moulages, reproductions d'œuvres d'art, etc., que l'on recherche une conciliation entre l'art traditionnel populaire et la psychologie créée par la vie économique moderne ;*

Concernant la fonction sociale des musées :

— *Que, dans tous les pays, les musées et les bibliothèques, sans cesser d'offrir aux spécialistes et aux chercheurs une matière à*

leurs recherches et leurs travaux, soient considérés essentiellement comme un instrument d'Education populaire, grâce aux visites accompagnées à des heures favorables, à l'édition de petits manuels illustrés et de bonnes reproductions à bon marché; souhaite que l'on multiplie les petits musées de folklore ou d'histoire locale ou régionale, que les grands musées nationaux fassent des dépôts dans les villes et bourgades de la province à l'intention de laquelle, d'autre part, il y a lieu d'organiser d'une façon méthodique des expositions itinérantes et des services éducatifs;

— Que l'Office international des musées ne perde point de vue le rôle que doivent et peuvent jouer les collections nationales dans le domaine de l'Education des loisirs.

Concernant le cinéma éducatif :

— Que, dans tous les pays, l'abaissement des tarifs douaniers pour la circulation des films éducatifs soit ratifié.

2. Question des bibliothèques populaires.

Les vœux suivants ont été émis :

— Que soit constituée, à la Commission internationale des loisirs ouvriers, à Genève, avec l'aide du B. I. T. et de l'Institut de coopération intellectuelle, une documentation aussi complète que possible de l'état actuel du développement, dans tous les pays du monde, des bibliothèques publiques, avec une situation de leur outillage, de leur personnel, du nombre de livres mis en circulation, et le budget qui leur est consacré;

— Que soient constitués, dans chaque pays, des organismes destinés à encourager l'institution des bibliothèques publiques, un organisme devant être créé dans chaque province ou département avec des filiales dans chaque localité importante et doté d'une subvention des pouvoirs publics;

— Que des bibliothèques circulantes soient créées à l'intention des communes de trop faible population ou d'un trop grand éloignement des centres de communication;

— Que chaque Etat soit invité à consacrer dans son budget une somme suffisante par tête d'habitant et par an, destinée à la création, à l'aménagement et à l'entretien des bibliothèques publiques, ou que, tout au moins, les pouvoirs publics rétablissent les subsides aux bibliothèques publiques à un taux au moins égal à celui en vigueur avant leur diminution, soit par suite de la compression des dépenses, soit par suite de la dévaluation de la monnaie;

— Que, dans chaque commune, la contribution individuelle des citoyens au profit de la bibliothèque publique soit assurée par un versement par tête d'habitant, le total des cotisations et des dons

recueillis devant être doublé par une subvention communale ;

— Que le gouvernement de chaque pays soit invité à mettre à l'étude des dispositions législatives en faveur de la création et du soutien des bibliothèques publiques, la documentation étant fournie par la Commission internationale de Genève ;

— Que, dans chaque pays, on envisage la formation de bibliothécaires, hommes et femmes, afin qu'ils soient préparés à leur tâche de propagandistes, d'éducateurs, de bibliothécaires ;

— Qu'il soit fait appel notamment, pour trouver des agents, au concours du personnel enseignant et des militants des œuvres post-scolaires ;

— Que, par tout, les éditeurs et libraires soient invités à réserver aux administrateurs de bibliothèques publiques, des réductions sensibles sur le prix marqué des livres, revues, périodiques et journaux qui leur seront achetés par les bibliothèques publiques, ainsi que cela se pratique dans bon nombre de pays déjà ;

— De voir créer, par région, des bibliothèques de degré moyen ou secondaire, dirigées par du personnel spécialisé, dotées des ressources nécessaires, ayant des rapports suivis et coordonnés avec les bibliothèques d'ordre primaire ;

— De voir créer, au sein d'un Office international d'Education populaire (B. I. T.) une section des bibliothèques publiques ;

— De voir se resserrer davantage les liens entre la bibliothèque publique et toutes les œuvres d'Education populaire ; il estime que la lecture prépare à toutes les séances éducatives et peut les parfaire.

3. Question de la radiophonie.

— Que les institutions d'émissions radiophoniques, quel que soit le régime sous lequel elles sont instituées, s'inspirent de ce principe essentiel : répondre effectivement aux goûts les plus évolués des auditeurs, correspondre à leurs besoins et à leurs désirs d'une manière plus authentiquement démocratique que ne le fait la conception hérétique qui prétend donner au public ce qu'il demande ;

— Que ces institutions donnent à ces émissions un caractère inspiré par les possibilités et les nécessités radiophoniques, qui permettent une présentation originale et agréable des programmes éventuels ;

— Qu'elles s'inspirent des expériences faites dans les organismes d'Education populaire et autres groupements spécialisés, en tenant compte du niveau intellectuel de la classe ouvrière et de ses besoins moraux et sociaux ;

— Qu'elles se mettent en rapport avec les différents organismes qui sont tout désignés pour fournir des renseignements utiles quant à l'esprit dans lequel ces émissions peuvent être conçues ; de cette

collaboration permanente avec des catégories particulières d'auditeurs pourraient naître des formes diverses de collaboration entre les auditeurs et les organismes émetteurs, tels que : constitution des groupes d'écoute, organisation de clubs de discussion et d'auditions musicales publiques et gratuites ;

— *Qu'elles réduisent, dans la plus large mesure, la taxe pour les auditeurs à revenus limités (ouvriers, salariés) et obtiennent, si possible, la gratuité complète pour les chômeurs ;*

— *Que, dans chaque pays, un organisme central qualifié s'efforce de favoriser la création de postes publics de réception, en se mettant d'accord avec les groupements particuliers : Universités populaires, centrales d'Education ouvrière, syndicats, Croix-rouge, organismes de tourisme, etc., elle souhaite que ces postes d'écoute soient établis en dehors des débits de boissons ;*

— *Dans le cas où certaine centralisation s'opérerait sur le plan national, la Commission émet le vœu que cette organisation établisse une collaboration étroite avec les organismes de radiodiffusion existants, que, sur la plan international, l'organisme dont la création est projetée au B. I. T., entretienne des relations constantes avec l'organisme existant qui groupe les organisations de radiodiffusion du monde entier, « l'Union internationale de Radiodiffusion de Genève ».*

Il a été décidé également, à Bruxelles, que des Congrès semblables seraient tenus désormais à des intervalles réguliers, cette régularité devant être obtenue grâce à l'action de la Commission internationale des loisirs ouvriers nouvellement créée, que nous allons étudier maintenant.

II

LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Il existe deux catégories d'institutions internationales consacrées au développement de l'Éducation populaire.

D'une part, la *Commission internationale des loisirs des travailleurs* qui a en cette matière une compétence générale ;

d'autre part, quelques associations dont l'action est, soit limitée à certaines formes de l'Éducation populaire, soit soumise à certaines tendances bien tranchées.

A. La Commission Internationale des loisirs des travailleurs.

L'idée de constituer une institution internationale indépendante pour coordonner les efforts menés dans les différents pays en faveur du développement physique et intellectuel des travailleurs date du Congrès tenu à Liège en 1930. Dès cette date, il était apparu que l'organisation internationale du travail ne pourrait toujours assurer par elle-même un tel travail de coordination. « *Des difficultés nombreuses s'y seraient à la longue opposées. Des difficultés non pas constitutionnelles* ¹, *puisque l'organisation internationale du travail est justement reconnue compétente dans ce domaine par les traités de paix, mais pratiques, le Bureau International du Travail ne pouvant entreprendre à lui seul une œuvre qui présuppose, entre autres, une activité constante de propagande et, pour le début même, un véritable apostolat* ».

Albert Thomas, premier directeur du Bureau International du Travail, préparait un projet de Commission internationale des loisirs lorsqu'il mourut. Son idée fut reprise à Genève le 29 juin 1934, date à laquelle une réunion fut organisée avec les représentants de l'Institut International

1. D'un article de M. G. Méquet paru dans la *Revue internationale du travail*.

de coopération intellectuelle, de l'Institut International du cinématographe éducatif, du Conseil Supérieur de l'Éducation populaire de Belgique, de l'Opéra Nazionale Dopolavoro d'Italie, de la National Recreation Association des États-Unis, de l'Y.M.C.A., de l'Internationale Sportive socialiste, de la Confédération Internationale des syndicats chrétiens, de l'Office International du coin de la terre, de l'Institut Supérieur ouvrier de la Confédération Générale du Travail de France. A cette réunion fut adopté le projet de créer une Commission Internationale des loisirs des travailleurs auquel on fixa un statut provisoire.

Au Congrès International des loisirs qui se tint à Bruxelles en juin 1935, ce statut fut discuté mais il n'est pas encore définitif. Voici néanmoins ses grandes lignes telles qu'elles subsisteront sans doute lorsqu'il sera, après toutes consultations et expériences nécessaires, officiellement adopté.

a. *Structure et fonctionnement de la Commission Internationale des loisirs des travailleurs.*

1. *Membres :*

La commission comprend deux sortes de membres :

— les membres actifs dont peuvent être toutes les associations nationales et internationales dont l'un des objets essentiels touche au domaine des loisirs ouvriers ;

— les membres adhérents dont peuvent être toutes les organisations qui s'intéressent à la question des loisirs.

2. *Organes.*

L'assemblée de la commission se réunit au moins une fois par an et nomme un *Comité exécutif* chargé des fonctions permanentes de la commission.

b. *Fonctions de la Commission Internationale des loisirs des travailleurs.*

Le statut provisoire indique que :

— La Commission a pour but de coordonner les efforts des organisations internationales et nationales existantes

qui tendent à faciliter aux masses populaires les moyens d'utiliser sainement et librement leurs loisirs. Elle vise également à la constitution de nouvelles organisations ayant des buts analogues.

Elle collabore à l'organisation de réunions internationales et de congrès en rapport avec l'utilisation des loisirs des travailleurs.

Elle publie un bulletin périodique.

La Commission, suivant les conditions déterminées d'un commun accord, établit une liaison avec le Bureau International du Travail.

Aucun commentaire ne saurait être apporté aux buts ci-dessus énoncés. L'expérience seule permettra dans l'avenir de dire quelle est l'utilité réelle d'une telle institution, ou de suggérer quelles autres fonctions lui devraient être assignées.

B. Association internationale à compétence limitée

Sans doute la *Commission Internationale des loisirs des travailleurs* tendra-t-elle à réunir dans son sein le grand nombre des associations qui existaient avant elle et qui ont dans le domaine de l'Éducation populaire un champ d'activité limité. Il ne semble pas cependant qu'un tel rassemblement pourra se faire sans de grandes difficultés. *Les associations susdites sont en effet pour la plupart assez jalouses de leur indépendance, aussi bien lorsqu'elles se distinguent les unes des autres par la nature de leurs activités que quand elles s'opposent les unes aux autres par leurs tendances culturelles.*

a) Associations distinctes par la nature de leurs activités.

1. Commission Internationale des arts populaires.

Cette Commission coordonne l'activité des Comités nationaux des arts populaires, dont nous aurons l'occasion de parler à propos de ces arts.

Ses membres sont les membres de ces comités qui élisent chaque année un bureau.

La tâche de ce bureau est celle de tout élément permanent

d'une institution internationale : établir les relations entre les membres, rassembler les résultats des enquêtes menées, accroître la documentation, faire paraître des publications, etc.

La Commission ne se reconnaît pas compétente dans tous les domaines qui touchent à l'art populaire. Composée de *spécialistes* c'est-à-dire en majorité *d'esthètes*, elle ne s'estime pas qualifiée pour étudier les questions pédagogiques ou commerciales qui se rattachent à leur sujet, ni pour considérer le rôle que l'art populaire peut précisément jouer dans l'occupation des loisirs ouvriers. Nous verrons en parlant des arts populaires les inconvénients d'une compétence aussi limitée pour le progrès de ces arts.

2. *Institution Internationale du cinématographe éducatif.*

Cet institut a été créé par l'Institut International de Coopération intellectuelle et fonctionne dans son sein.

Etabli à Rome, il a pour but « *par toutes initiatives et suggestions utiles, d'encourager la production et de favoriser la diffusion et l'échange de films éducatifs. Il se préoccupe également de répandre de meilleures méthodes d'utilisation de films au point de vue éducatif. Il est enfin un organe d'informations internationales pour tout ce qui concerne le cinématographe éducatif* ».

Dans le fait, l'activité de cet Institut est plus d'ordre théorique que d'ordre pratique. Le principal de son œuvre est, jusqu'à présent constitué par des études nombreuses destinées soit à réunir une documentation complète sur les divers mouvements nationaux du cinéma éducatif, soit à former une doctrine. Il faut signaler en particulier les rapports établis d'après les réponses à des questionnaires nombreux et détaillés sur le *rôle moral du cinéma*, le *cinéma et les enfants*, etc.

3. *Radio ouvrier.*

Il faut enfin signaler cette association encore peu développée, qui est encore plus attachée à l'Education ouvrière qu'à l'ensemble du mouvement de l'Education populaire, dont le rôle néanmoins est appelé à grandir.

b. *Associations opposées par leurs tendances culturelles.*

Il faudrait placer l'*Association universelle pour l'Education des adultes* parmi les institutions qui ont au point de vue de la « technique » de l'Education populaire une compétence limitée (action éducative proprement dite) si, d'une part, le champ d'activité des institutions nationales qui lui sont affiliées ne s'accroissait de jour en jour et si, d'autre part, un mouvement analogue, mais de tendances opposées, ne se formait peu à peu en face d'elle : celui de l'Education ouvrière.

1° *L'Association universelle pour l'Education des adultes.*

Cette association fut fondée en 1918. Ses buts sont :

— d'une part, promouvoir à travers le monde l'Education des adultes et établir la coordination des divers mouvements nationaux ;

— d'autre part, collaborer avec des mouvements similaires ou voisins.

Elle possède à Londres son siège permanent qui comprend :

— un bureau central d'information ;

— les services de publication d'un bulletin périodique et d'annuaires.

Elle entretient dans le monde entier des agents d'information et un représentant à Genève auprès de la Société des Nations et de l'organisation internationale du Travail.

Elle contribue à la création et au fonctionnement de comités et d'établissements spécialisés dans certaines branches de l'éducation des adultes.

Des institutions nationales nombreuses lui sont affiliées dont les buts et l'activité diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre, reflétant les tendances culturelles de chacun, tendances que nous aurons à examiner au chapitre suivant.

Des congrès périodiques permettent de confronter les résultats obtenus à travers le monde. De celui qui, en 1929, fut tenu à Cambridge en particulier, est sorti un *Handbook* qui est le plus précieux document dont on dispose pour étudier l'ensemble du mouvement de l'éducation des adultes.

L'Association Universelle vise à grouper toutes les tendances culturelles. Néanmoins, elle n'a jamais caché que ses sympathies allaient de préférence aux organisations non tendanciuses qui font de l'« l'éducation pour l'éducation » et non de l'éducation dans un but de lutte politique ou même de prosélytisme religieux. Son esprit est celui du Docteur Albert Mansbridge, fondateur de la *Workers Educational Association* anglaise, dont nous aurons l'occasion de montrer les conceptions libérales. Aussi le mouvement chaque jour grandissant de l'éducation ouvrière tend-il à se séparer de son action pour établir en face d'elle une organisation sinon rivale, du moins opposée.

2° *Le mouvement international de l'éducation ouvrière.*

Ce mouvement n'a pas encore pris cependant une forme définitive. Il a seulement manifesté sa volonté d'exister au cours de nombreux rassemblements internationaux.

C'est sous l'action de la *Fédération Syndicale Internationale* qu'il tend à naître.

En 1923, cette Fédération créa dans son sein une *Section de l'éducation ouvrière* qui organisa en 1924 une conférence internationale à Oxford.

A cette conférence, il apparut aussitôt que pour réussir à se former, le mouvement aurait à concilier deux tendances dont l'opposition se manifesta tout au long des discours qui furent prononcés, la tendance *réformiste* et la tendance *lutte des classes*, opposition que nous avons déjà signalée.

Tous les délégués furent bien d'accord pour estimer que : *l'humanité ne peut être libérée que par la solidarité internationale et que l'éducation ouvrière, plus que tout autre moyen, en contribuant à faire comprendre l'unité de l'humanité sans distinction de race, de croyance ou de pays, permettra que soient posées les bases d'un internationalisme durable* ». Mais unanimement favorables au principe d'une « *croisade éducative* », ils ne purent s'entendre sur les « *buts, les objets et les idéaux* » de cette croisade. Les uns proposèrent cette résolution :

« *L'éducation ouvrière doit viser au développement des*

capacités intellectuelles des ouvriers et de leur force de jugement, afin de les mettre à même de réfléchir aux problèmes sociaux et de travailler plus effectivement à leur solution. Elle doit aider les ouvriers à comprendre leur importance dans la vie collective et donner une impulsion intelligente à leur désir d'un ordre social nouveau... C'est pourquoi l'éducation ouvrière doit être organisée par les ouvriers eux-mêmes.

D'autres délégués proposèrent celle-ci :

« L'éducation ouvrière doit être basée sur le principe de la lutte des classes et se proposer avant tout comme but immédiat d'entraîner les ouvriers pour leur lutte industrielle et politique contre le capitalisme du monde entier et pour la suppression du capitalisme lui-même. Cette éducation doit être en conséquence soustraite au contrôle du capitalisme par les Universités ou autres moyens... Les meilleurs professeurs sont des personnalités du mouvement ouvrier, préparées spécialement pour cette tâche dans des Universités du Travail, au sens exact du terme ».

Cette opposition doctrinale n'a pu être jusqu'à présent réduite. Néanmoins, des manifestations isolées ont pu rassembler à plusieurs reprises, sous les auspices de la Fédération Syndicale Internationale, les représentants des divers mouvements ouvriers. Des *Ecoles d'Été* ont fonctionné en 1924 au Ruskin College d'Oxford (60 participants), à Schoënbrunn (38), à Brunswick (55), à Prague (70), à Bruxelles (66).

A Prague, en 1930, se réunit une Conférence du radio-ouvrier. En 1930, à Bernau et en 1931 à Oxford, se tinrent des Semaines internationales pour jeunes militants ouvriers, initiatives qui eurent le plus grand succès et auront certainement des suites. Ces manifestations furent parfois limitées à certains groupes ethniques. Ainsi fonctionna-t-il à Genève, d'avril à juin 1931, une école d'été qui groupait 34 représentants de deux sociétés d'éducation ouvrière et de nombreux syndicats de Suède, de Norvège, Danemark et Finlande, sous le nom d'*Université populaire des Pays du Nord*. Mais on n'a pas encore réussi à former une *Internationale d'Education Ouvrière* qui serait le pendant de l'*Association Universelle pour l'Education des Adultes*.

Il est à prévoir cependant que cette réalisation ne deviendra possible que lorsque la tendance *lutte de classes* se sera nettement séparée de la tendance modérée ou *réformiste*. Pour l'instant, il n'existe que des organismes rattachés aux divers mouvements ouvriers que nous allons avoir à examiner maintenant en parlant de *l'action de certaines institutions internationales dans le domaine de l'éducation populaire*.

III

**L'ACTION DE CERTAINES INSTITUTIONS INTERNATIONALES
DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION POPULAIRE**

A côté des institutions internationales dont le but essentiel est le développement général ou partiel de l'Education populaire, il faut signaler la contribution à ce développement d'un grand nombre d'institutions dont l'objet principal est autre.

Ces institutions sont tantôt des mouvements à tendances politiques, religieuses ou sociales, qui ont leurs ramifications dans les principaux pays, tantôt des organisations internationales neutres.

A. Action des mouvements à tendances politiques, religieuses ou sociales.

Nos indications sur ce chapitre seront très sommaires pour une double raison : d'une part, l'action culturelle de ces mouvements est liée étroitement à leur action d'ensemble dans le détail de laquelle nous ne pouvons rentrer ici ; d'autre part, nous aurons l'occasion dans le courant de cet ouvrage de revenir sur la structure ou l'activité des dits mouvements. Nous nous bornerons donc le plus souvent à des citations pour mémoire.

a) Des mouvements à tendances sociales.

Les efforts tentés par la Fédération Syndicale Internationale pour constituer une *Internationale d'Education Ouvrière* n'ayant pas abouti, ainsi que nous l'avons vu, cette institution s'est bornée à créer dans son sein une *Section de l'éducation ouvrière*.

b) Des mouvements à tendances politiques.

Les deux grands partis d'extrême-gauche, le parti socia-

liste (Internationale Ouvrière) et le parti communiste (Internationale Communiste), possèdent l'un et l'autre une importante organisation internationale dont une des branches est spécialement consacrée à l'éducation ouvrière.

1° *L'Internationale d'Education socialiste.*

Cet organisme fut fondé en 1924. Il a son siège à Vienne. Il était à l'origine la Fédération des Sociétés d'Education socialiste existant dans sept pays de l'Europe Centrale. Mais son champ d'action ne cesse de s'étendre depuis que l'Internationale Ouvrière estime nécessaire « *d'ajouter une nouvelle forme d'organisation à celle existant déjà pour la lutte de classe : en plus des formes politiques, syndicales, coopératives et de jeunesses socialistes, il doit se constituer un organe éducatif* ».

L'Internationale d'Education socialiste s'occupe essentiellement de l'éducation des enfants et ce n'est qu'indirectement qu'elle traite de l'éducation des ouvriers adultes.

2° *L'Internationale des syndicats rouges.*

« *La classe laborieuse doit remplacer la culture bourgeoise par la culture prolétarienne en vue de préparer les masses au complet rétablissement de l'ordre socialiste* ».

Toute l'organisation de l'Education communiste par l'Internationale des syndicats rouges, est, bien entendu, centralisée à Moscou, où l'on a par surcroît créé depuis peu une *Faculté syndicaliste* à l'*Ecole internationale de Lénine*.

c) *Des mouvements à tendances religieuses.*

C'est encore pour mémoire que nous citerons ici les organisations suivantes sur lesquelles nous donnerons plus de détails en parlant plus loin des *organisations religieuses nationales*.

1° *Confédération Internationale des Syndicats chrétiens.*

Notons ici seulement l'idée exprimée par les membres

de cette Confédération lors du Congrès qu'ils ont tenu à Innsbrück en 1922.

« *La condition indispensable de l'ascension sociale de la classe ouvrière est l'étude approfondie des problèmes sociaux économiques et politiques, la conscience de la dignité du travail, la notion du devoir et le sentiment de la responsabilité envers la société, l'état et la famille* ».

2° *Jeunesse ouvrière chrétienne.*

La Jeunesse ouvrière chrétienne est une organisation relativement récente de jeunes ouvriers catholiques dont nous décrirons l'activité en parlant des œuvres religieuses françaises. Née en Belgique, elle a gagné la France et se répand peu à peu aux Pays-Bas, en Pologne, en Espagne, au Portugal et au Canada. Son programme éducatif est tout à la fois religieux, moral, social et économique. Des congrès internationaux réunissent périodiquement les J.O.C. des différents pays qui sont reliés entre elles de façon permanente par des liens étroits.

3° *Le Comité universel des Unions chrétiennes de jeunes gens.*

Ce comité coordonne l'action des *Alliances d'Unions chrétiennes de jeunes gens* qui existent dans la plupart des pays. Son siège est à Genève.

B. Action des organisations internationales neutres

Des associations de faible importance, telles que l'*Organisation Internationale des Théâtres d'Amateurs* ont, sur le plan international quelque action en faveur de l'éducation populaire. Mais nous ne croyons pas utile de nous y attarder.

Plus importante est l'activité déployée par l'*Organisation Internationale de coopération intellectuelle* dans le domaine de la culture des classes nombreuses.

*Contribution de l'Organisation Internationale
de Coopération Intellectuelle à l'œuvre d'éducation populaire.*

On connaît les buts et la structure générale de cette organisation. Destinée à *amener dans tous les domaines qui relèvent de l'œuvre de coopération intellectuelle une coordination des efforts, une collaboration susceptibles, non seulement d'éviter des pertes de temps, de faciliter l'information, la diffusion du progrès, mais aussi de provoquer la formation, lente peut-être, mais continue de l'esprit international*, elle comprend :

— une commission internationale de dix-sept membres nommés par la Société des Nations ;

— trois institutions permanentes : la *Société de coopération intellectuelle au Secrétariat de la Société des Nations* ; l'*Institut International de coopération intellectuelle*, établi à Paris, et l'*Institut International du cinéma éducatif*, établi à Rome, dont nous avons déjà parlé ;

— quarante-deux commissions nationales ;

— de nombreux comités d'experts, temporairement réunis.

Voici, pour l'année 1934, prise comme exemple, les principales activités de l'organisation qui intéressent l'Education populaire (sans parler de son action dans le domaine du cinéma éducatif, que nous avons déjà signalée) :

1° *Au titre de l'Enseignement.*

Radiodiffusion scolaire. — Dans le *Bulletin de l'Institut* ont été rassemblés, au cours de l'année, tous les renseignements recueillis sur le rôle de la radiodiffusion dans l'enseignement scolaire et post-scolaire. Ainsi ont été centralisés et comparés les méthodes employées et les résultats acquis dans ce domaine.

Instruction post-scolaire, éducation des adultes. — L'Institut a entrepris, en 1933, une enquête comparative sur les méthodes d'éducation des adultes. Cette enquête rassemblera peu à peu d'une part des études effectuées par des spécialistes de premier plan, d'autre part des documentations sur un petit nombre de pays, ceux où l'éducation des adultes est la mieux organisée (Allemagne, Danemark,

Etats-Unis, France, Angleterre, Italie et U.R.S.S.). « *Elle complètera le travail commencé par l'Institut en matière d'utilisation des loisirs ouvriers* », travail qui, nous allons le voir, a déjà porté sur les bibliothèques, les arts et la musique populaires.

D'autre part, l'Institut a posé sur le plan international la question de la prolongation de la scolarité, rendue possible et nécessaire par le chômage des jeunes gens, cette prolongation étant, soit obligatoire, soit facultative.

2° *Au titre des bibliothèques.*

Considérant « qu'un des signes caractéristiques de l'époque moderne est l'importance prise par des problèmes tels que la formation de l'adulte ou l'éducation des masses », l'Institut avait entrepris en 1932, une enquête sur les bibliothèques populaires qui a abouti en 1933 à la publication d'un rapport considérable *Bibliothèques populaires et loisirs ouvriers* dont nous nous servirons pour notre étude.

En 1934, élargissant le problème, il a continué son enquête en étudiant le rôle social des bibliothèques populaires, les collections destinées à ces établissements, l'étude des mesures qui se sont, à l'expérience, révélées les meilleures pour donner à ces bibliothèques leur pleine efficacité.

3° *Au titre des Beaux-Arts.*

À la demande du Bureau International du Travail, l'Institut a préparé et publié, en 1934, deux études fort importantes, l'une sur *Arts populaires et Loisirs ouvriers*, l'autre sur *Musique et Chanson populaires*, dont nous reparlerons et ferons usage au cours de ce travail.

L'Institut, d'autre part, pour ses commissions des musées, a soulevé à plusieurs reprises la question de la mise des patrimoines artistiques à la portée du peuple.

CHAPITRE III

LES FORCES QUI AGISSENT A L'INTÉRIEUR DE CHAQUE NATION SUR LE MOUVEMENT DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Quelle que puisse être leur utilité pour susciter les initiatives, confronter les expériences, les discussions entreprises sur le plan international ne parviendront jamais, semble-t-il, à donner des solutions universelles au problème de l'Education populaire. Celui-ci ne saurait être résolu, en effet, que dans le cadre de chaque nation, puisqu'il se pose dans des termes très variables, non seulement de pays à pays, mais encore à l'intérieur de chaque collectivité nationale.

Cette idée doit demeurer constamment présente lorsqu'on étudie les principales réalisations. Pour la préciser, nous nous proposons, avant d'entrer dans le détail de notre sujet, de dresser un bref tableau de toutes les circonstances qui, dans un pays quelconque, sont susceptibles d'influer sur le mouvement de l'Education populaire, circonstances que nous classerons en trois catégories : *les caractères ethniques, les situations politiques, les conceptions philosophiques, sociales et culturelles.*

Il nous a paru impossible d'énumérer ces diverses *influences* dans l'abstrait et de laisser aux chapitres suivants le privilège de faire œuvre concrète.

En même temps, donc, que nous avons cherché à les définir et à les classer, nous les avons illustrés par quelques exemples pris par anticipation dans l'étude des *faits*

nationaux à laquelle seront consacrées la seconde et la troisième parties.

Ainsi, le présent chapitre fera-t-il, à certains égards, figure tout à la fois d'introduction et de conclusion. Il aura, de ce fait, une utilité particulière : il servira à résumer l'ensemble d'une matière dont nous avons été contraint, pour une étude approfondie, de disperser les éléments.

I

INFLUENCE DES CARACTÈRES ETHNIQUES

De même que les institutions d'un pays quelconque se comprennent mal si l'on ne connaît la mentalité, l'histoire et les mœurs présentes de ceux qui le peuplent, le mouvement de l'Education populaire revêt, selon les lieux, des aspects difficilement explicables sans tenir compte des caractères particuliers des groupements ethniques dans lesquels il se développe. Les habitudes et les goûts locaux ont sur lui une influence considérable et lui confèrent des orientations souvent fort différentes.

Nous allons essayer de faire ressortir pour chacune des collectivités raciales auxquelles nous aurons l'occasion d'emprunter des exemples dans la suite de cette étude, les traits principaux du caractère populaire qui ont une répercussion sur la vie culturelle de la masse.

Nous examinerons successivement à cet effet les pays anglo-saxons, les pays scandinaves, les pays slaves, les pays germaniques et les pays latins, en schématisant volontairement à l'extrême et en omettant d'étudier le cas des « nations composites » qui contiennent diverses races.

A. Dans les pays anglo-saxons.

Dans les pays anglo-saxons, l'Education populaire paraît être influencée par deux tendances principales. Une tendance à faire l'équilibre de « l'éducation et de la récréation » ; une tendance très marquée au libéralisme.

a) *Equilibre des activités éducatives
et des activités récréatives.*

La récréation et l'éducation sont considérées comme deux domaines d'action assez différents. Aux Etats-Unis, la *Playground and Recreation Association*, sous les aus-

pices de laquelle a été tenu le premier Congrès international de récréation, à Los Angeles, en 1932, que nous avons signalé plus haut, s'applique surtout à développer les loisirs récréatifs; elle laisse à d'autres organisations le soin d'utiliser les loisirs ouvriers pour l'amélioration du niveau intellectuel de la masse. En Angleterre, à l'inverse, la *Workers Educational Association*, qui est la principale organisation culturelle du pays, poursuit un but exclusivement éducatif. Dans l'une et l'autre nation, enfin, les *Settlements* et les sections de la *Young Men's Christian Association*, qui assument la majeure partie de l'œuvre des loisirs, réunissent sans doute, dans une même activité, récréation et éducation, mais par des moyens divers, établissent entre celles-ci une ligne de démarcation bien tracée.

Cette attitude de *l'offre* correspond sans nul doute à une certaine attitude de la *demande*. L'Anglo-Saxon a manifesté le premier sur la terre le souci de cultiver également son corps et son esprit. Aujourd'hui, ce souci, généralement partagé, se traduit chez lui par la préoccupation, que la plupart des autres hommes n'ont pas, de réaliser un équilibre parfait entre le loisir physique et le loisir intellectuel; pour y parvenir sûrement, il s'est appliqué à ne pas confondre ces deux ordres d'occupation et sa situation lui paraît bonne s'il sait à qui s'adresser pour satisfaire tantôt l'un, tantôt l'autre de ses besoins.

Cette distinction de l'éducation et de la récréation ne correspond pas cependant chez lui à celle du devoir et du plaisir. Cette seconde opposition est plutôt dans la tendance de ceux qui ne considèrent point l'étude et le sport comme les deux facteurs nécessaires du délassement. L'Anglo-Saxon, sur ce point, n'adopte pas l'attitude des Latins, que nous aurons à étudier plus loin. Il apporte à la pratique des exercices corporels un sérieux et une application assez rares, de même qu'il prend en général, à la lecture d'un livre ou à l'audition d'une conférence, un plaisir véritable.

Pour conclure, Anglais et Américains témoignent, le plus souvent, d'un *goût organisé* là où la plupart des autres

hommes ne manifestent qu'un *besoin irréfléchi*. Il sont, sur le plan culturel, non pas plus précoces, mais plus consciencieux et plus conscients. La supériorité que cette attitude leur confère est davantage, en effet, la conséquence de leurs caractères fonciers que le résultat d'une évolution plus tôt entreprise. C'est pourquoi elle les distinguera, sans doute, toujours, comme elle les distingue aujourd'hui.

b) *Libéralisme des institutions.*

L'Angleterre, puis les Etats-Unis, ont successivement donné à l'idée de liberté les deux plus grandes applications qui en aient été faites, l'une en réalisant la première une démocratie, les autres en instituant avant quiconque, dans la vie sociale, le principe de l'égalité des hommes. Ils sont demeurés, depuis lors, dans la plupart des domaines de l'activité, les libéraux les plus convaincus¹. Cette attitude d'esprit se traduit chez eux d'une manière particulièrement apparente en matière d'Education populaire.

Une multitude d'associations indépendantes contribuent, dans les pays anglo-saxons, au développement intellectuel des classes nombreuses. Ces associations ne sont pas sans liens entre elles ; bien au contraire, elles collaborent étroitement, ainsi que nous le verrons plus loin en parlant de l'Education ouvrière. Mais les institutions qui coordonnent dans une certaine mesure leurs activités restreignent assez peu l'autonomie de chacune d'elles ; elles sont des organismes techniques, le plus souvent sans autorité spirituelle et sans pouvoirs de gouvernement.

D'autre part, en Angleterre et dans ses Dominions, comme aux Etats-Unis, l'Etat intervient à peine dans le domaine de l'Education populaire. Il ne dirige personnellement aucune institution et n'exerce une influence directe sur aucune ; il procède seulement par encouragements, et

1. Hormis peut-être dans le domaine économique.

la plupart de ses actes se traduisent par des subventions très justement réparties.

Enfin, les œuvres religieuses, qui ont dans ces pays une action considérable, font preuve d'une extrême tolérance et d'une grande largesse d'esprit. Il est, en effet, dans la tradition du protestantisme de respecter la liberté de conscience des hommes auxquels il vient en aide. L'Y. M. C. A. (Young Men's Christian Association), quoique d'inspiration et de direction religieuses, n'exerce pas, comme la plupart des œuvres catholiques, une action strictement confessionnelle.

Les principales organisations ouvrières — nous le verrons — adoptent une attitude semblable. Les syndicats anglais et américains confient volontiers, en effet, l'éducation générale de leurs membres à des institutions neutres, au lieu de l'assurer entièrement par eux-mêmes.

Cette mentalité des institutions culturelles trouve une autre explication dans l'horreur native que les Anglais ont pour tous les systèmes trop rigoureux, et qui les empêche de se plier à des disciplines intellectuelles.

B. Dans les pays scandinaves.

Les caractères essentiels que nous venons de reconnaître à l'Education populaire dans les pays anglo-saxons, se retrouvent en partie dans les pays scandinaves. En Suède, en Norvège et au Danemark, il existe, comme en Angleterre et aux Etats-Unis, un grand nombre d'institutions culturelles indépendantes, où l'éducation et la récréation constituent deux activités distinctes.

Quelques différences apparaissent néanmoins sur ce double point entre les deux blocs de pays :

d'une part, pour indépendants qu'ils soient les uns des autres et de l'Etat, les nombreux groupements scandinaves d'Education populaire sont très rarement neutres ;

d'autre part, les activités éducatives du peuple sont sensiblement plus développées que ses activités récréatives.

a) *Caractère tendancieux des institutions culturelles.*

L'amour des nations scandinaves pour l'instruction, leur enthousiasme pour l'éducation des classes nombreuses sont des phénomènes connus. En Suède, en Norvège, au Danemark, on *croit* à l'éducation de la masse, alors que, dans la plupart des autres groupes ethniques, on se contente de la *souhaiter* le plus souvent sans grande foi dans son avenir. Cependant, bien qu'elles considèrent la culture comme une fin plus que comme un moyen, les institutions culturelles de ces pays ne poursuivent pas toutes une œuvre neutre et objective. Elles apparaissent même dans leur ensemble singulièrement plus tendancieuses que les institutions anglo-saxonnes. Chaque parti recherche bien le progrès de l'Education populaire, mais il en poursuit la réalisation par des moyens qui lui sont propres. Le Scandinave a le souci de sa liberté : il veut pouvoir s'associer à d'autres selon un libre choix et n'être attaché à un groupement que par sa libre volonté. Mais il se complaît assez peu dans la neutralité. Il a, comme l'Anglo-Saxon, le respect de toutes les convictions, mais, à l'inverse de celui-ci, il fait état des siennes propres dans la plupart des actes de sa vie. En conséquence, s'il trouve en face de lui, quand il désire occuper ses loisirs, une grande variété d'institutions, celles-ci lui proposent à peu près toutes une discipline d'esprit assez précise.

C'est ainsi que la plupart des grands groupements sociaux scandinaves ont adopté le système des *Hautes Ecoles populaires*, mais que chacun d'eux gère ces écoles selon ses principes et dans son esprit.

b) *Priorité de l'éducation sur la récréation.*

Cet *enthousiasme* des nations scandinaves pour l'Education populaire a, par ailleurs, pour conséquence que les œuvres éducatives sont infiniment plus développées que les œuvres récréatives. C'est un fait remarquable que les paysans et les ouvriers suédois, norvégiens et danois consacrent la majeure partie de leurs loisirs à l'étude. Les

Hautes Ecoles populaires, auxquelles nous venons de faire allusion, sont des institutions sans pareilles dans le monde. Elles groupent pendant les cinq mois d'hiver, alors que le climat oblige à l'inaction, un très grand nombre d'adolescents et d'adultes et les soumettent à la discipline et au travail d'un véritable collège. Pendant les mois de travail, ces paysans et ces ouvriers trouvent encore le moyen d'utiliser quelques-unes de leurs heures de repos pour s'instruire dans les *Cercles populaires*. Quelle que soit par ailleurs leur activité sportive, celle-ci parvient rarement à égaler leur activité studieuse.

C. Dans les pays slaves.

La Finlande ayant appartenu, au cours de son histoire, tantôt à la Suède, tantôt à la Russie, présente, au point de vue culturel, tout à la fois les caractères des pays scandinaves et ceux des pays slaves. Comme nation scandinave, elle possède une population dont le niveau des connaissances est, depuis longtemps déjà, assez élevé, contrairement au cas général des nations slaves. Comme nation slave, elle est au plus profond de la société le siège d'une vie artistique beaucoup plus intense que celle des autres nations scandinaves. Son exemple définit ainsi les caractéristiques des peuples slaves en matière d'Éducation populaire.

a) Niveau médiocre des connaissances générales.

Les populations de l'Europe centrale et orientale de race slave ont été longtemps les dernières à ressentir les progrès de la civilisation blanche. Ce retard se manifestait d'une façon particulière à la veille de la grande guerre dans le niveau de l'instruction en Russie. Nous verrons plus loin que cette situation s'est, depuis lors, transformée sous l'action du régime des Soviets en Russie même, et hors de Russie par l'effet de la formation de nouvelles unités nationales à base slave.

b) *Intensité de la vie artistique.*

Cette seconde caractéristique n'a pas disparu de nos jours. Néanmoins, il n'est pas nécessaire d'insister longtemps sur elle ; le génie artistique des Slaves est assez connu. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de montrer à propos du théâtre populaire qu'il est, en Russie, en Finlande, voire en Pologne, des exemples que nous autres Français ne pouvons imiter, parce qu'ils présupposent des dons et des goûts que nos populations ne possèdent point au même degré.

D. Dans les pays germaniques.

Pour les pays germaniques, comme pour les pays slaves, la politique a profondément modifié, depuis quelques années, l'organisation culturelle qui s'était naturellement constituée avec le temps. *Il demeure, néanmoins, aujourd'hui, en Allemagne et plus encore en Autriche, des signes qui traduisent deux tendances durables, deux caractères profonds, qui sont : le goût des disciplines intellectuelles et la curiosité pour les problèmes philosophiques.*

a) *Goût des disciplines intellectuelles.*

A l'inverse des Anglo-Saxons, dont le libéralisme et la tolérance ont sans doute pour principale origine l'horreur des systèmes, les Allemands ont, à tous les échelons de la société, le goût inné des théories et des doctrines rigoureuses. En conséquence, il n'y a pour ainsi dire jamais eu, en Allemagne, d'action éducative qui ne fût basée sur un système philosophique bien déterminé. Avant l'avènement du régime hitlérien, ces systèmes étaient multiples : les œuvres d'Education populaire étaient rattachées à plusieurs organisations puissantes et hermétiques. Aujourd'hui, le système est unique et les individus n'adhèrent plus volontairement à une discipline d'esprit ; ils la subissent.

En Autriche, une plus grande diversité des *règles* demeure, en dépit des actes d'autorité du parti actuellement au pouvoir.

b) *Curiosité pour les problèmes philosophiques.*

Rien n'est plus remarquable que l'intérêt porté par l'ouvrier allemand aux problèmes philosophiques et même métaphysiques (Henri de Man). Ce goût n'est nullement incompatible avec le précédent. Au contraire, il en est la contrepartie. Et tous deux peuvent être considérés, en définitive, comme les conséquences d'un romantisme ambiant qui, dans les pays allemands, ne disparaît pas... Tout Allemand épris des questions supérieures qui se posent à l'intelligence a le désir impétueux d'arriver à la vérité philosophique ; il la recherche, et quand il croit l'avoir trouvée, il s'applique encore à la cultiver et à la répandre.

Il convient, néanmoins, de remarquer que si ces diverses tendances se manifestent également dans le peuple et dans les classes intellectuellement plus élevées, elles ne sont encore le fait que d'une minorité de la population. A l'inverse des Scandinaves, les Allemands s'appliquent à l'étude en petit nombre ; ou bien, ils ont le goût et l'enthousiasme des connaissances abstraites, ou bien ils demeurent sans grande activité intellectuelle. La plupart d'entre eux sont dans le second cas.

E. Dans les pays latins.

Les populations des pays où la civilisation latine a eu une influence prédominante se distinguent également des Anglo-Saxons, des Scandinaves, des Slaves et des Germains. Contrairement aux Anglais et aux Américains, elles considèrent rarement l'étude comme une partie intéressante du délassement : elles vont plutôt vers elle avec le sentiment d'un devoir sévère à accomplir. A l'inverse, elles cherchent peu à accroître la somme de leurs connaissances en se distrayant ; aux spectacles et aux jeux, elles demandent surtout le plaisir.

Contrairement aux Scandinaves, elles ont plus le goût de la récréation que le désir de s'instruire. Elles ont le sens et le génie des arts moins répandus que les Slaves. Enfin, si elles ont comme les Germains le goût des constructions de l'esprit, elles y apportent plus de scepticisme et d'insouciance. Enfin, elles sont à tel point individualistes que les œuvres d'Education populaire ont peine à les retenir et que ces œuvres ont peine ensuite à s'entendre pour développer leur action.

Nous verrons assez ces caractères en étudiant l'Education populaire en France pour n'avoir pas besoin, ici, d'insister.

Les pays où la langue française est en usage — Belgique, Luxembourg, Suisse et Canada — sont, au point de vue culturel, assez différents des pays latins. Les liens qui les rattachent aux pays germains ou aux pays anglo-saxons leur confèrent, en général, plus d'application et d'esprit de discipline. Il est néanmoins curieux de constater que les œuvres d'Education populaire de Wallonie et de Suisse française, par exemple, rencontrent dans leur action des difficultés assez semblables à celles des œuvres latines, que ne connaissent pas, au contraire, les œuvres flamandes et suisses-allemandes.

Une seule nation du bloc latin tend actuellement à réagir contre ces tendances, c'est l'Italie, que la politique a transformée au cours des dernières années, comme elle a transformé, mais dans une mesure moindre, certains groupements slaves et germains.

Ce sont ces diverses transformations que nous nous proposons d'examiner maintenant.

II

INFLUENCE DES SITUATIONS POLITIQUES

Tous les phénomènes politiques n'ont pas des conséquences nécessaires sur les phénomènes culturels. La plupart des changements de gouvernement, lorsqu'ils s'effectuent dans un pays dont la configuration territoriale est immuable, et selon les règles du jeu démocratique, n'ont sur le mouvement des idées, surtout dans la masse, aucun effet profond. C'est ainsi que le socialisme a pu détenir le pouvoir en Angleterre et dans certains dominions britanniques, en Belgique, en Suède, etc., sans modifier très sensiblement la *physionomie* de l'Education populaire dans ces pays.

Il n'en a pas été de même lorsque la politique a modifié la structure d'une nation en lui ajoutant ou en lui retranchant des territoires, voire en la créant de toutes pièces (Etats issus de la guerre ou grandis par elle : Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie) ou qu'elle a changé les bases du régime, en substituant la dictature à la liberté, la socialisation des biens à la propriété privée (Italie, Allemagne, Russie). Alors, les courants culturels nés des caractères ethniques ont été canalisés, coupés ou fusionnés pour servir la cause de la nouvelle politique. C'est, en effet, à la culture populaire (impressionnée et dirigée par l'Education populaire) que songent d'abord les gouvernements établis par un coup de force ou par une décision brutale, pour fortifier une position que la tradition ne soutient pas, et c'est sur elle qu'ils font porter bien souvent la meilleure part de leur effort.

Entre les divers pays où de tels phénomènes sont observables depuis la guerre, une distinction peut être établie. Tantôt la réformation des tendances culturelles est l'œuvre d'une volonté que subit le peuple : c'est le cas des « dictatures ». Tantôt elle est la conséquence d'une nécessité nationale reconnue par le peuple lui-même : c'est le cas des « Etats nouveaux ».

A. L'action culturelle des dictatures.

Trois régimes dictatoriaux, le communisme russe, les fascismes italien et allemand, ont eu chacun, dans le domaine de l'Education populaire, une action destinée à forger une culture nationale conforme à leur esprit et à leurs buts.

a) *L'action des Soviets en Russie.*

Lorsque les Soviets ont acquis le pouvoir en Russie, ils se sont trouvés en face d'une situation culturelle que nous avons décrite comme résultant des caractères ethniques du peuple slave : ils ont constaté la médiocrité du niveau général de l'instruction et l'intensité de la vie artistique du peuple. Tout aussitôt, ils se sont appliqués à remédier à l'une et à utiliser l'autre.

Mais, dans cette œuvre, ils n'ont pas continuellement suivi, depuis leur avènement, la même ligne de conduite. Ils ont successivement obéi à deux idéologies différentes que l'on peut rattacher aux deux attitudes politiques qu'ils ont successivement adoptées,

Au début, on avait représenté les masses comme la force impulsive de l'évolution politique ; on reconnut ensuite, peu à peu, que la révolution est au fond l'œuvre d'une minorité, que le gouvernement du prolétariat est au fond un gouvernement pour le prolétariat... Dans la théorie de la culture, l'idée d'avant-garde supplanta elle aussi, sous la pression de la réalité, l'idée de masse (Henri de Man).

Autrement dit, les communistes firent d'abord table rase pour laisser se fabriquer à elle-même sa nouvelle culture. Mais les résultats furent décevants : malgré les encouragements considérables dont elle était l'objet, la production intellectuelle du prolétariat demeura faible, sinon en quantité (on imprima à tour de bras pendant les dix premières années du régime et n'importe quoi), du moins en qualité. L'on s'aperçut petit à petit que pour avoir coupé les voies aux apports du passé, le pays serait bientôt

soumis à une extrême disette culturelle. On changea de plan, et l'on confia à une minorité d'intellectuels, formés par la culture bourgeoise, mais gagnés à l'idée d'une culture prolétarienne, la tâche de former comme ils l'entendraient cette nouvelle culture. Ces intellectuels, au lieu de rejeter la culture bourgeoise, s'appliquèrent à l'adopter, c'est-à-dire à la faire assimiler par les nouvelles couches, de telle façon qu'elle fût rendue par elles transformée comme on le souhaitait. Il est encore trop tôt pour juger des résultats de ce *greffage*; il faut croire cependant que son succès ne fait pas de doute aux yeux des principaux intéressés, puisqu'il a déjà été reconnu par l'ensemble des mouvements ouvriers révolutionnaires comme la méthode la plus judicieuse et, en conséquence, très généralement adopté¹.

Nous n'avons pas à rentrer dans le détail de l'action culturelle entreprise selon l'une, puis selon l'autre méthode par le gouvernement des Soviets, bien que cette action constitue l'unique exemple d'une *construction*. Partout ailleurs, les dictatures, soit qu'elles n'aient pas trouvé en arrivant au pouvoir une pauvreté culturelle aussi manifeste, soit qu'elles n'aient pas recherché une transformation aussi complète de la société, se sont contentées d'*adapter*.

b) *L'action du fascisme en Italie.*

Le gouvernement fasciste, nous le verrons en étudiant dans la seconde partie de cet ouvrage l'*Œuvre nationale Dopolavoro*, a dû cependant entreprendre dans le domaine de l'Éducation populaire, une vaste action constructive. Avant son arrivée au pouvoir, l'organisation sociale était à peu près inexistante. Le pays était unifié depuis moins d'une demi siècle et en retard sur la plupart de ses voisins, il effectuait ses premiers essais dans la démocratie. Mais il y existait une culture profondément enracinée, en sorte que M. Mussolini s'est principalement attaché à

donner à cette culture *l'organisation* qui lui était nécessaire. Il n'est pas niable, cependant, qu'il ait fait subir à la culture latine, pour les besoins de sa politique, une certaine déformation et, par l'esprit qu'il lui a donné, et par les méthodes dont il a usé pour la répandre.

Par l'esprit : il n'a cessé de combattre jusque dans les manifestations de la pensée cette *idée de liberté qui a la Méditerranée pour berceau* (Louis Bertrand). Nul doute que, sur ce point, il n'ait, tout comme les communistes, quelque peu *greffé* la culture latine avant de la faire pénétrer dans son peuple.

Par les méthodes : il a réagi contre cet individualisme qui est l'une des caractéristiques des nations latines et singulièrement restreint la liberté de penser, sur quoi, dans ces mêmes nations, l'étude a toujours été fondée.

Faute de place, il nous faut laisser très superficiellement et incomplètement indiqué l'aspect culturel de la doctrine fasciste.

c) *L'action du racisme en Allemagne.*

Pour la même raison, il ne nous est pas possible de développer les conceptions du racisme hitlérien. Du reste, on les connaît dans leurs grandes lignes : élimination de toutes les manifestations de la vie intellectuelle, artistique et spirituelle du pays, qui ne sont pas strictement conformes à la vieille culture germanique — encouragement et développement, au contraire, de tout ce qui exprime les tendances traditionnelles de la *race*.

Ce qui caractérise dans le fait l'action du gouvernement national-socialiste depuis son arrivée au pouvoir, dans le domaine de l'Education populaire et la distingue de celle des autres dictatures, c'est qu'elle a eu affaire à une organisation sociale extrêmement évoluée. Depuis la guerre, l'Allemagne était, en particulier, le foyer de l'*Education ouvrière*. La majeure partie de la vie culturelle du peuple, sinon de la minorité qui devait à la fin reconquérir le pouvoir, était centrée sur les organisations éducatives des prin-

cipaux mouvements ouvriers : socialisme, catholicisme, communisme. Après dix ans de démocratie, l'Education populaire se trouvait donc fortement et parfaitement organisée, si fortement et si parfaitement qu'elle est encore, à titre posthume, donnée en exemple par les grandes institutions internationales aux nations assemblées.

Il est encore trop tôt — d'autant que les renseignements à cet égard sont difficiles à obtenir — pour savoir dans quelle mesure le gouvernement hitlérien a laissé subsister cette organisation, comment il l'a utilisée. La méthode qu'il aura adoptée à cet égard ne manquera pas, lorsqu'elle pourra être exactement et complètement connue, d'apporter au problème de l'Education populaire des données et des solutions assez nouvelles et, par le fait, extrêmement intéressantes.

B. L'action culturelle des « Etats nouveaux ».

La plupart des Etats qui ont été, par les clauses territoriales des traités de paix de 1919, soit créés (Tchécoslovaquie, Pologne...), soit agrandis (Roumanie), se sont largement servis de l'Education populaire. C'est, en effet, grâce au développement de l'instruction qu'ils ont d'abord fait naître et grandir dans leurs parties dispersées l'esprit national, puis qu'ils ont affermi cet esprit pour consolider leur unité conquise. Mais leurs *champions de l'indépendance*, puis leurs gouvernants ne se sont pas tout à fait comportés comme les dictateurs russe, italien et allemand. Ils n'ont pas eu pour but de modifier, dans quelque mesure que ce soit, les tendances culturelles des populations auxquelles ils s'adressaient ; c'est un *réveil* du sentiment national par une renaissance de la langue et de la culture nationales qu'ils se sont appliqués à provoquer, puis à organiser. Ce réveil, ils n'ont même pas cherché à lui conférer une direction politique quelconque : en Tchécoslovaquie comme en Pologne, socialiste et démocrates libéraux n'ont cessé de collaborer dans un esprit essentiellement civique. Quant à la Roumanie, son effort — du reste plus tardif — paraît

actuellement gêné par l'introduction intempestive des querelles sociales dans un ordre d'activité qui devrait intéresser la nation tout entière.

a) *L'action culturelle en Tchécoslovaquie.*

L'historique de la renaissance culturelle du peuple tchèque, grâce à laquelle celui-ci pût obtenir son indépendance en 1918, présente le plus grand intérêt.

En 1848, les Tchèques qui, jusque-là avaient dû se taire, réclamèrent pour la première fois leurs droits politiques et leur émancipation intellectuelle. Pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, la civilisation nationale se développa, une renaissance des lettres et des arts tchèques s'affirma. Les chefs du mouvement d'indépendance ne cessèrent d'être persuadés que la nation tchèque ne réussirait à conquérir son indépendance que par un labeur actif et intelligent. A cet effet, ils durent fournir aux adultes les moyens de développer leur instruction en langue tchèque, car le gouvernement autrichien n'autorisait que les écoles supérieures allemandes. Puis ils fondèrent des associations culturelles et littéraires, ouvrirent des bibliothèques publiques, organisèrent des représentations théâtrales, des réunions et des conférences. L'oppression autrichienne s'étant peu à peu atténuée, des écoles supérieures tchèques purent être ouvertes et, en 1882, fut fondée l'*Université tchèque*.

Dans le même temps, de puissantes organisations ouvrières et, à leur côté, des fédérations professionnelles et politiques fondèrent des centres d'éducation : en 1896, l'*Académie ouvrière*, en 1897, l'*Ecole centrale ouvrière*, qui furent les centres d'éducation, l'une du parti social-démocrate, l'autre du parti social-national ; en 1899, le *Comité des Conférences populaires de l'Université tchèque*. Auparavant le *Sokol* — dont nous parlerons plus loin, et de nombreuses sociétés musicales, chorales, dramatiques, s'étaient librement et spontanément fondées.

Ce ne fut qu'en 1906 que, pour coordonner les efforts tendant à la culture générale du peuple, fut créée, avec

l'accord de tous les partis, la *Ligue de Culture populaire*. Cette ligue ambitionnant d'être le syndicat de toutes les associations préexistantes, s'organisa en fédérations départementales et créa dans les communes des corps locaux. L'opposition de certaines villes soumises à des municipalités allemandes empêcha ce réseau de s'établir sur tout le pays tchèque et le pays slovaque. Néanmoins, à la veille de la guerre, l'œuvre accomplie était considérable. Après la déclaration d'indépendance, elle servit à organiser les premières activités éducatrices du gouvernement tchécoslovaque.

Enfin, en 1920, la *Ligue de Culture populaire* fut réorganisée et donna naissance à l'*Institut Mazaryk*, que nous étudierons en parlant des grandes associations culturelles indépendantes de l'époque présente.

b) *L'action culturelle en Pologne.*

« *La liberté par l'instruction était en Pologne, avant la guerre, le mot d'ordre de tous les hommes d'action et le mouvement intellectuel et culturel polonais a joué un rôle politique important* ».

Ce mouvement, comparable au mouvement tchécoslovaque, se manifesta en pratique sous les formes suivantes.

Sous la domination prussienne, fut créée, en 1880, la *Société des Salles de lecture populaires*. Sous la domination autrichienne, en 1891, la *Société des Ecoles populaires*. Sous la domination russe, en 1905, la *Maternité scolaire polonaise*. Certaines Universités officielles, principalement celles de Cracovie et de Léopol, fondèrent de leurs côtés des Universités populaires sur le modèle de celles de l'Occident.

Toutes ces organisations, faute sans doute d'un organisme coordinateur, furent jusqu'en 1917 plus modestes que les organisations tchécoslovaques. Elles n'acquirent leur importance qu'après la déclaration d'indépendance de 1918, grâce à l'appui du nouveau gouvernement, à tendances socialistes. En sorte que l'Éducation populaire, en Pologne, ne se développa vraiment qu'après la consti-

tution de l'unité nationale. Elle eut alors pour buts : la disparition de l'analphabétisme, le renforcement de *l'esprit civique et de la conscience sociale*, la formation des nouveaux petits propriétaires terriens, et la propagation de l'hygiène et de la morale. Ces buts, elle les poursuit encore, grâce à un ensemble complexe, mais remarquable de lois sociales et d'institutions culturelles.

c) *L'action culturelle en Roumanie.*

La Roumanie n'ayant pas eu à livrer les mêmes combats politiques que la Tchécoslovaquie et la Pologne, se préoccupa beaucoup plus tard d'affermir son unité culturelle. Ce n'est qu'en 1928 que les gouvernants, c'est-à-dire le parti national-paysan, songea que l'organisation des loisirs ouvriers et le développement de l'Education populaire étaient susceptibles de servir et l'intérêt national et la cause ouvrière. Mais des oppositions politiques ont jusqu'à présent empêché la *Centrale de Sport et d'Education ouvrière* d'exercer une action véritablement nationale.

III

INFLUENCE DES CONCEPTIONS PHILOSOPHIQUES.
SOCIALES ET CULTURELLES

Les lignes qui suivent ont pour but de développer ce qui a déjà été dit de *l'inspiration* des œuvres culturelles à propos du *problème de l'Education populaire*, en donnant quelques réponses aux questions qui n'ont été, sous ce titre, qu'énumérées.

Dans les pays où les institutions sont libres, à l'inverse des dictatures où les gouvernants imposent dans tous les domaines une complète unité de doctrine, les diverses conceptions philosophiques, sociales et culturelles contribuent toutes ensemble à *inspirer* le mouvement de l'Education populaire. Des branches de ce mouvement leur correspondent, qui s'opposent les unes aux autres par différents côtés.

Elles se divisent, tout d'abord, sur la question de savoir si la personne humaine doit être le but ou le moyen d'une action éducative. Elles se distinguent en second lieu par l'esprit qu'elles confèrent à cette action, esprit libéral ou tendancieux. Elles poursuivent enfin une œuvre différente, selon qu'elles contribuent au maintien ou à la disparition de la « culture régnante ».

A. L'opposition sur la question des buts.

Deux doctrines qui se rencontrent en de nombreux domaines, l'individualisme et le collectivisme, s'opposent, en particulier, sur le terrain de l'Education populaire.

L'individualisme porte à considérer que l'Education populaire a pour but principal le bien de chaque homme et, pour résultat accessoire — grâce au développement du bien-être général et du savoir — le bien de la collectivité.

Le collectivisme, au contraire, estimant que le bien des

individus ne saurait résulter que de la grandeur de la collectivité, poursuit avant tout celle-ci, l'Education populaire étant une des armes de sa politique.

Nous allons voir quelles sont, dans le fait, les conséquences de l'une et l'autre théories.

a) *Conséquences de la théorie individualiste.*

La théorie individualiste conduit ici, comme ailleurs, à l'*attitude charitable*.

Les gens du peuple ne peuvent, dans les conditions normales de la société, acquérir autant de connaissances que les individus des classes plus élevées. Il en résulte pour eux une certaine *misère morale*. Le savoir, la culture de l'esprit sont, en effet, des bien plus nécessaires que superflus : ils sont un soutien dans la lutte journalière de la vie, une consolation des malheurs. L'absence d'instruction est aussi un facteur d'infériorité matérielle. Elle empêche les plus doués d'améliorer leur situation sociale. Réparer cette double inégalité des pauvres et des riches dans le domaine intellectuel est le but essentiel de l'Education populaire.

Celle-ci doit donc être dispensée comme l'est toute charité : au hasard des rencontres, empiriquement, presque individuellement, en tous cas, sans préoccupation d'équilibre entre les individus. Il ne s'agit pas de relever le niveau d'instruction d'une classe sociale, ni même d'une agglomération urbaine, mais de donner au plus grand nombre possible d'ouvriers et de paysans les moyens de s'instruire. *A ceux qui se présentent, on distribue le savoir comme la soupe chaude ou les vieux vêtements.*

Un autre aspect de l'*attitude charitable* est le souci de donner à l'homme que l'on assiste intellectuellement les connaissances qui lui seraient le plus immédiatement utiles. L'Education populaire entreprise sous l'idée individualiste apparaît le plus souvent limitée aux matières pratiques, celles qui concourent à l'instruction élémentaire ou à la formation professionnelle ; bien qu'elle fasse sienne, en théorie, la doctrine humaniste, selon laquelle l'œuvre

éducatrice n'est pas valable si elle ne s'applique à développer *complètement* la personnalité de chacun, elle apparaîtrait en fait, dans la plupart des cas, trop strictement *utilitaire* pour n'être pas incomplète.

b) *Conséquences de la théorie collectiviste.*

Dans le domaine de l'Education populaire, la conception collectiviste résulte tantôt d'un idéal civique et général, tantôt d'un idéal politique et particulier.

Nous avons vu précédemment, en considérant les conséquences des nécessités politiques sur l'orientation de l'Education populaire, comment, dans le fait, un idéal civique peut se traduire en activité culturelle. Cela est d'ailleurs facile à concevoir dans l'abstrait. L'élévation du niveau général de l'instruction est également susceptible d'accroître le *rendement* et de consolider l'unité spirituelle d'une nation. Il suffit que soient dirigées et coordonnées dans ce sens toutes les activités éducatrices. L'action exercée sur chaque individu, au lieu d'être une fin en soi, comme dans la conception individualiste, n'est alors que l'un des moyens d'une action générale et lui doit être subordonnée.

Mais, tandis que sous l'idéal civique l'Education populaire a pour objet un résultat général et le poursuit grâce à l'union de tous, placée sous un idéal social, elle vise, au contraire, un objectif particulier et procède d'un esprit de combat. Dans le fait, elle est le plus souvent dans ce cas un instrument de la lutte des classes, et nous la montrerons à l'œuvre sous le nom de *mouvement de l'Education ouvrière*.

Quel que soit leur *motif*, les conceptions collectivistes de l'Education populaire se traduisent dans la pratique de façons identiques. Quelles sont donc leurs applications, et dans quelle mesure ces applications se distinguent-elles de celles de la conception individualiste ?

Le souci d'améliorer le rendement général de la collectivité ne conduit pas nécessairement à exercer une action égale sur tous ceux qui composent cette collectivité ; la

méthode éducatrice collectiviste ne s'oppose donc pas à la méthode individualiste en soumettant tous les individus à une stricte égalité de traitement. Au contraire, le sacrifice de l'individu à la collectivité qu'elle préconise entraîne le plus souvent l'inégalité. Il n'est pas rare, en effet, que les mouvements civiques ou sociaux fassent porter leur effort principal sur l'éducation d'une minorité destinée à jouer un rôle particulier. C'est ainsi — nous le verrons plus loin — que la formation des *leaders* est, en général, dans les grands groupements ouvriers, l'objet de plus de soins que l'instruction des masses. En sorte que l'utilitarisme collectiviste se rapproche assez, par ses conséquences, de l'empirisme individualiste.

Il se rapproche aussi de l'utilitarisme individualiste en ce qui concerne le choix des matières enseignées. Les programmes de l'*Education ouvrière* ressemblent, en effet, à ceux de l'*Education charitable* en ce qu'ils visent également à être pratiques, en ce qu'ils présentent par le fait des lacunes et manquent d'élévation. « *L'Education ouvrière doit préparer l'ouvrier à remplir les tâches qui lui sont imposées dans sa classe et par sa classe. Elle doit former des fonctionnaires au sens large du terme, c'est-à-dire des gens qui, en tant qu'ouvriers, remplissent une fonction dans l'intérêt de la classe ouvrière* ». La rigueur de cette opinion — exprimée par le professeur allemand Hermberg — a été tempérée comme suit par M. Henri de Man :

« *Il faut sans doute avant tout, dans l'intérêt de la collectivité, former des « chargés de fonctions ». Mais il faut aussi satisfaire ce besoin qu'à chaque ouvrier de relever sa personnalité, en acquérant non seulement les connaissances qui lui sont nécessaires pour la lutte de classe, mais aussi celles qui tendent à faire disparaître chez lui le sentiment d'infériorité culturelle... L'ouvrier n'est pas un individualiste, mais il a besoin de développer sa personnalité, et c'est là la force qui détermine son effort collectif* ».

Pour conclure, on doit constater que la conception individualiste et la conception collectiviste s'opposent plus en théorie que dans le fait. Leurs inspirations sont contraires, mais, outre que par les atténuations apportées à la rigueur

de chacune elles tendent à se rejoindre, leurs résultats sont à bien des égards analogues. En sorte qu'il apparaît difficile de les distinguer autrement que dans l'abstrait. Il n'en est pas de même de celles qui s'opposent sur la question de *l'esprit*, leurs conséquences pratiques ne cessent, en effet, de se contredire.

B. Opposition sur la question de l'esprit.

Deux théories dominent tout le problème de l'éducation et, par conséquent, le problème particulier de l'Education populaire : la théorie de l'enseignement objectif et neutre opposée à la théorie de l'enseignement subjectif et tendancieux.

a) *Théorie de l'enseignement objectif.*

Cette théorie se rattache à l'idéologie libérale. Elle déclare que la tâche du maître, quel qu'il soit, est de donner à ceux qu'il enseigne de quoi bâtir leurs jugements, non de leur imposer ses propres vues.

Il est rare que cette conception soit admise avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire en condamnant tous les enseignements qui ne sont pas strictement objectifs. Comme telle, elle serait utopique à l'excès. En Angleterre même, où la liberté de conscience est le plus sincèrement et le plus complètement respectée, son champ d'application est limité. Dans ce pays, l'enseignement religieux, d'une part, et l'éducation ouvrière d'autre part, ont reçu des domaines où elles peuvent exercer en propre leur action. On considère assez généralement que les besoins intellectuels de chaque homme sont de deux sortes. D'un côté, le besoin d'une culture générale pour la satisfaction duquel l'objectivité est la règle (nous verrons à cet égard la situation remarquable d'une association culturelle neutre : la *Workers Educational Association*). De l'autre, le besoin d'une formation spirituelle et d'une formation politique que les œuvres religieuses et les organisations ouvrières se réservent de satisfaire hors de tout souci d'objectivité.

Cette solution est celle de la logique : elle fait la part de la *connaissance* et celle de la *conviction*. Cependant, elle n'est pas — il s'en faut — universellement admise. Nombreux sont les mouvements sociaux qui la rejettent.

b) *Théorie de l'enseignement tendancieux.*

La plupart des institutions culturelles ont une attitude tendancieuse dans les principales branches de leur activité sans que l'on puisse les accuser de porter une atteinte profonde à la liberté de conscience. Le plus souvent, elles ont une *étiquette* qui suffit à prévenir de leur esprit les individus auxquels elles s'adressent avant que ceux-ci ne subissent leur influence. D'ailleurs, si elles devaient, en dépit de leur inspiration, observer une neutralité rigoureuse, cette contrainte nuirait sans aucun doute à la qualité de leur œuvre d'éducation, partant, à son succès.

Il faut donc, semble-t-il, ne considérer comme les défenseurs de la théorie de l'enseignement tendancieux, que les mouvements dont la doctrine d'action implique ouvertement le mépris de toute objectivité. Ces mouvements sont, à l'heure actuelle, chaque jour plus nombreux, à mesure que toute l'idéologie libérale est battue en brèche. En Angleterre même, les partis ouvriers tendent, depuis peu, à assurer entièrement par eux-mêmes l'éducation générale de leurs membres (nous y verrons l'opposition de la *Workers Educational Association* et du *National Council of Labour Colleges*). Cette tendance se manifeste depuis longtemps déjà dans les pays germaniques. Enfin, dans les nations soumises à des gouvernements dictatoriaux, la théorie est celle des pouvoirs publics eux-mêmes : elle est exposée avec netteté dans les doctrines soviétique, fasciste et hitlérienne.

C. **Opposition sur la question de l'objet.**

Voici comment se pose cette dernière question :

L'objet de l'Education populaire doit-il être de répandre

la culture *bourgeoise* ou d'instaurer une culture *prolétarienne* ? Notons que la réponse ne dépend pas a priori du régime social auquel est soumis un pays déterminé. Partout où les libertés politiques ne sont pas abolies, les deux cultures coexistent et sont appelées à coexister tant qu'une révolution ou une réaction violente n'anéantira pas l'une ou l'autre, tant que l'évolution lente des sociétés — si toutefois celle-ci doit y tendre — n'a pas fait succéder complètement l'une à l'autre. Il n'est que dans la Russie des Soviets où l'instauration de la culture prolétarienne ait été imposée. Encore ne va-t-elle pas encore sans poser de nombreux problèmes au sujet desquels des tendances différentes s'affrontent.

Nulle part, d'ailleurs, le dilemme ne se présente avec une rigoureuse simplicité. Nulle part le maintien de la culture ancienne n'est strictement opposé à la formation d'une culture nouvelle. Nulle part le débat ne met en présence deux camps bien tranchés. Les conservateurs sont rares qui nient la nécessité d'un renouvellement et qui s'acharnent à l'empêcher. De même, les extrémistes de gauche qui veulent faire table rase, remplacer de toutes pièces et non renouveler, sont de jour en jour moins nombreux.

En général l'on est d'accord sur le fait : les transformations de l'époque actuelle commandent un renouvellement de la culture auquel l'Education populaire doit contribuer. *Mais les points de vue diffèrent sur les motifs de ce renouvellement et sur ses moyens.*

a) *Sur les raisons d'un renouvellement culturel.*

On peut souhaiter un renouvellement de la culture dite *bourgeoise* sans désirer la transformation complète du régime social.

Ce sont cependant les socialistes qui ont, les premiers, réclamé ce renouvellement et le réclament aujourd'hui avec la plus grande netteté. Ils l'ont d'ailleurs entrepris parmi les leurs pour renforcer leur action politique.

« *Le mouvement culturel, récemment entrepris par les organisations socialistes, se distingue des branches plus anciennes du mouvement ouvrier, par exemple de l'action politique ou syndicale, en ce qu'il oriente non pas vers une transformation des institutions, mais vers une transformation des hommes... Il cherche à modifier les circonstances en modifiant les hommes, au lieu de chercher à modifier les hommes en modifiant les circonstances* (Henri de Man, *L'Idée socialiste*).

Pour les socialistes, le renouvellement culturel est donc à la fois un but et un moyen. Un but en ce qu'il doit aboutir en même temps que la transformation des conditions matérielles de la société. Un moyen, en ce qu'il doit être poursuivi de paire avec l'action politique.

Cependant, il ne saurait être considéré comme le monopole exclusif des socialistes organisés. Nous avons dit, en parlant des diverses *utilités* de l'Education populaire, pour quelles raisons il est, en fait, chaque jour plus généralement souhaité.

b) *Sur les moyens d'un renouvellement culturel.*

La divergence des points de vue sur les raisons d'un renouvellement culturel resterait donc toute théorique si elle ne se continuait sur la question des moyens.

Comment opérer la rénovation nécessaire ? Sur ce point, la conception des *réformistes* et celle des partisans de la *lutte des classes* s'opposent.

Les premiers, tout en critiquant l'ordre présent des sociétés capitalistes, n'appliquent pas à la culture bourgeoise une rancune politique. Ils la considèrent et la critiquent en toute objectivité. Ils en éliminent certains éléments, en réforment d'autres, en conservent enfin sans appliquer d'autre critérium que celui de la *vitalité*. Autrement dit, ils procèdent par expérimentations sans idée préconçue. Ils présentent au peuple des livres, des pièces de théâtre, des morceaux de musique, des œuvres d'art. Selon les réactions observées, ils condamnent ou font grâce. Ils procèdent donc empiriquement, dégageant, après expériences et fort prudemment, quelques idées générales.

A côté de ce travail de sélection, s'élabore un travail de création : une jeune littérature, un art nouveau s'établissent peu à peu.

Les révolutionnaires n'apportent à l'œuvre de rénovation culturelle ni le même esprit ni les mêmes méthodes. Le critérium n'a pour eux nulle valeur. C'est a priori qu'ils condamnent les manifestations représentatives d'un ordre social dont ils poursuivent l'abolition. Leur attitude n'est pas, en ce sens, dépourvue d'un certain sectarisme. Ils ont un peu la mentalité des membres du *Comité du Salut public* : parmi eux, les plus ardents combattants ne craignent point de procéder à des massacres. Cependant, une certaine tendance à la modération se manifeste depuis peu dans leurs rangs. L'évolution des méthodes culturelles en U. R. S. S., que nous avons décrite précédemment, les incite, semble-t-il, à moins d'intolérance vis-à-vis des œuvres de la culture bourgeoise. En sorte que, par leurs méthodes, ils tendent désormais à se rapprocher des réformistes.

Certains problèmes pratiques deviennent, par le fait, communs aux uns et aux autres. En particulier, celui-ci : faut-il tendre à une uniformisation des manifestations de la vie culturelle ? Ne faut-il plus opérer de distinction entre l'élite et la masse dès lors que l'on s'efforce d'élever peu à peu la seconde au niveau de la première ? La réponse paraît évidente. La démocratisation de l'instruction, des lettres et des arts n'entraînera jamais l'égalité rigoureuse de toutes les intelligences et de toutes les sensibilités. Ce serait prêter le flanc à une critique facile que de s'y attendre. Personne ne souhaite que la diffusion de la culture provoque son abaissement : elle laissera intactes ces *chapelles*, dont l'utilité est grande, tant pour la satisfaction des esprits supérieurs que pour la progression continue de la pensée. Il faudra toujours distinguer, comme le dit M. Jean-Richard Bloch, qui est l'un des leaders du mouvement culturel révolutionnaire, *la foule et les délicats*.

Deuxième Partie

**Les œuvres d'éducation populaire
hors de France**

Les œuvres d'éducation populaire hors de France

Nous n'avons pas eu pour but, dans les pages qui suivent, de dresser un *tableau* complet de l'organisation et de l'activité des œuvres d'Education populaire fonctionnant à l'étranger. Nous nous sommes borné à relever les manifestations les plus remarquables, soit par leur originalité, soit par leur succès, cherchant surtout à rassembler les *exemples* les plus utiles pour résoudre ensuite le problème de l'Education populaire tel qu'il se pose en France.

Notre étude est donc destinée à être incomplète pour une double cause. D'abord parce qu'elle ne groupera que des *types* d'œuvres et de réalisations. Ensuite, parce qu'elle ne retiendra parmi ces *types*, pour les développer, que ceux dont l'exemple est utilisable dans notre pays. Elle laissera à l'inverse délibérément de côté toutes les indications qui risqueraient de faire double emploi et toutes celles qui auraient trait à des nations ethniquement ou politiquement trop différentes de la nôtre.

A cet égard, nous avons en particulier négligé la masse considérable des exemples que la Russie des Soviets présente aux autres peuples. A notre sens, ces exemples n'ont, dans leur ensemble, de valeur que pour des collectivités qui accepteraient d'adopter un régime semblable ou qui manifesteraient des caractères ethniques analogues. De plus en plus, en effet, il apparaît que les institutions soviétiques ont une faible valeur d'enseignement si on les dépouille de la part de succès qui revient soit à l'organisation forcée, soit aux dons naturels de la population russe.

Nous n'avons pas cru davantage devoir faire état des

exemples japonais, tant il rentre dans leur explication d'éléments étrangers à nos mœurs et à nos possibilités.

C'est pour une raison un peu différente que nous avons été conduits à ne faire que de rares allusions aux institutions allemandes. L'Allemagne pouvait être considérée, jusqu'en 1933, comme la patrie de l'Education populaire. Sous le régime démocratique, qu'elle s'était donné au lendemain de la guerre, les œuvres culturelles destinées à la masse avaient en peu d'années surgi nombreuses, variées, originales et prospères. Nous leur eussions sans doute consacré la majeure partie de notre étude. Mais, depuis trois ans, l'avènement du national-socialisme a entièrement bouleversé l'esprit et l'action de ces œuvres. Autant que les renseignements parvenus à cet égard d'outre-Rhin permettent d'en juger, le gouvernement hitlérien n'en a, semble-t-il, conservé que la structure. A l'inverse des autres dictatures — russe et italienne — qui ont créé de toutes pièces l'activité culturelle du peuple, il a simplement soumis à sa discipline les organisations ouvrières et les organisations catholiques qui s'étaient auparavant développées grâce à leur propre sève. De la sorte, outre qu'elle est mal connue, la situation présente de l'Education populaire en Allemagne ne nous a pas paru susceptible de nous aider beaucoup dans nos recherches. Nous nous sommes borné, en conséquence, à quelques rares indications sur son compte.

En raison de l'aspect essentiellement social et non *technique* qu'elle doit revêtir, nous avons consacré les deux premiers chapitres de l'étude qui suit à l'organisation des œuvres d'Education populaire (*Rôle de l'Etat et Formes principales de l'initiative privée*), réservant le troisième chapitre à l'examen de leurs *principales activités*.

CHAPITRE PREMIER

L'ÉDUCATION POPULAIRE ET LE RÔLE DE L'ÉTAT

Dans la plupart des pays, les liens qui unissent l'Etat aux œuvres d'Education populaire sont assez complexes. Souvent même, ils se modifient d'année en année, à mesure que les pouvoirs publics sont davantage portés à se préoccuper du développement intellectuel et moral des classes nombreuses.

Certaines nations ont cependant adopté à l'égard du problème de l'Education populaire une attitude bien déterminée, dont elles ne se départissent point ensuite si le régime auquel elles sont soumises n'est pas brutalement transformé. En dehors de l'Allemagne, en effet, dont nous avons signalé le cas plus haut, partout où les gouvernants ont depuis peu donné à leur intervention des formes précises celles-ci n'ont pas changé, parce qu'elles correspondent assez bien, semble-t-il, aux tendances et à la situation politiques des pays qu'elles concernent.

C'est ainsi que quelques Etats se sont décidés à organiser et à diriger personnellement tout le domaine de l'Education populaire, tandis que d'autres, laissant ce domaine à l'initiative privée, se sont bornés à une fonction coordinatrice.

Ce sont ces formes d'intervention que nous nous proposons d'étudier à l'exclusion de toutes autres, parce que nous estimons que toutes les nations où le statut de l'Education populaire n'est pas encore fixé doivent tendre à adopter

l'une d'entre elles, selon ses caractéristiques particulières.

Ces formes, nous les avons ramenées à deux types principaux, illustrés chacun par un exemple approprié.

Le type non libéral : « L'Etat organise et dirige », sera représenté par l'Italie.

Le type libéral : « L'Etat coordonne », le sera par la Belgique¹.

1. En Italie et en Belgique nous verrons que le statut de l'Education populaire est lié ainsi qu'il est naturel au statut des loisirs ouvriers. Nous l'y examinerons donc à l'intérieur des institutions nationales qui régissent ceux-ci : *Œuvre nationale Dopolavoro* en Italie et *Organisation des loisirs de l'ouvrier* en Belgique.

I

**L'ÉTAT ORGANISE ET DIRIGE :
L'ŒUVRE NATIONALE DOPOLAVORO EN ITALIE**

Considérant que « *le développement intellectuel et physique du travailleur est une œuvre d'intérêt national* », l'Etat fasciste a, dès les premiers temps de son existence, créé à son profit le monopole de l'Education populaire. *Mais il a procédé par étapes, utilisant toutes les initiatives privées ou semi-publiques et conféré à ses organisations une diversité et une souplesse voulues.*

**A. L'établissement progressif de l'oeuvre nationale
« Dopolavoro »**

Aussitôt après la marche victorieuse sur Rome le gouvernement de M. Mussolini a mis la question des loisirs ouvriers au premier plan de ses préoccupations, en même temps que d'autres problèmes qui ont trait également à la protection des classes nombreuses en dehors des heures de travail : protection des mères et des mineurs, éducation physique et morale de la jeunesse, prévoyance sociale. Ces comités créés au sein du secrétariat général du parti fasciste se sont mis tout d'abord à l'étude. Ils ont rapidement établi les principes directeurs de l'action des pouvoirs publics en ces domaines. Ces principes, en ce qui concerne l'Education populaire, peuvent être résumés comme suit :

1. l'organisation de l'Education populaire revient de droit à l'Etat et à l'Etat seul ;
2. l'Education populaire, comme les autres activités collectives des citoyens doit être organisée le plus possible dans le cadre du système corporatif.

Cela fixé, il s'est établi pendant trois ans une étroite collaboration entre le *Comité provisoire des loisirs ouvriers* d'une part, les employeurs et les municipalités d'autre part, à l'effet de déterminer par expérimentations quels

étaient les penchants de la population italienne, comment il convenait de satisfaire ces penchants et de les utiliser pour le bien commun. Ces préparatifs ont été d'une grande utilité. Ils n'ont pas seulement permis d'en déterminer les grandes lignes d'une *méthode*, ils ont encore, et surtout, eu pour effet de susciter le plus grand nombre d'initiatives privées ou semi publiques. Lors même en effet qu'un pays est placé sous un régime autoritaire, il est peu de résultats valables qui puissent y être obtenus sans l'activité volontaire des individus et des groupements privés. En soumettant ces derniers à l'obligation d'instaurer sans délai des œuvres de loisirs et suivant des formes dès l'abord réglementées, l'Etat italien eût sans doute connu bien des déboires. Ses bureaux contraints de fixer les modalités d'une action collective sans le secours de l'expérience eussent édifié une organisation non viable. En procédant, au contraire, par enquêtes et instructions alternées, ils ont commis peu de maladresses et tenu en haleine toutes les bonnes volontés.

Le patronat guidé et encouragé dans ses premiers efforts par les organisations ouvrières (à travers la tutelle de l'Etat) a enregistré peu d'échecs : son action a constamment progressé. De même les collectivités locales si longues à se décider dans tous les pays du monde, si enclines aussi à commettre des erreurs lorsqu'elles se déterminent trop rapidement à agir, ont eu tout le temps de s'adapter aux idées du pouvoir central et d'édifier des œuvres solides.

Les grandes industries étatisées enfin (chemins de fer, postes, monopoles,) sous l'influence directe des dirigeants, ont offert d'excellents terrains d'expérience, et constitué des organisations modèles à l'usage des industries libres.

Le succès de ses travaux préparatoires a incité le gouvernement fasciste à adopter pour l'œuvre des loisirs une organisation qui continuât à tenir compte de la complexité même de la vie économique et sociale. De même que pour l'établissement de cette œuvre on avait fait appel plus au zèle des organismes privés qu'à leur obéissance, on fit en sorte que la structure de la nouvelle institution laissât une certaine indépendance à toutes les initiatives privées.

B. L'organisation de l'oeuvre nationale « Dopolavoro »

L'Opera Nazionale Dopolavoro (Œuvre nationale de l'après-travail) fut créée par deux décrets de mai 1925 et novembre 1926, pour « *veiller à la constitution, à la coordination et à la propulsion d'institutions capables d'élever physiquement, intellectuellement et moralement les travailleurs intellectuels et manuels pendant les heures libres du travail* ».

Dans cette formule *veiller* paraît être le terme essentiel. Il annonce la constitution d'un organisme officiel unique, fortement organisé et disposant de pouvoirs étendus, dont l'action s'exerce sur des institutions de formes diverses et dotées d'une certaine indépendance.

a) L'organisation centralisée.

Voici tout d'abord l'organisation centralisée à trois échelons.

1. La direction générale .
2. La direction provinciale.
3. La direction communale.

1° La direction générale.

L'Œuvre nationale Dopolavoro dépend entièrement du Ministère des Corporations, où elle est placée sous les ordres d'un commissaire extraordinaire. Au-dessous de ce personnage (qui joue le rôle d'un président et dont la fonction est de la même nature que celle de notre commissaire général du tourisme) il y a un directeur général (correspondant chez nous à un directeur général du ministère) qui gère l'ensemble des services centraux, à savoir :

les services administratifs d'une part sur la contexture desquels il n'est pas besoin d'insister ;

les services techniques d'autre part qui se divisent en : service de l'organisation (service qui centralise l'activité des suivants) :

- service des sports,
- service des excursions,
- service de l'éducation artistique,

service de l'assistance (l'O.B.D., comporte en effet des institutions médicales ou charitables qui doublent en quelque sorte les services de l'Assistance publique).

Ces divers services ne sont pas seulement des organes d'exécution. Constitués en commissions ils ont un rôle essentiel de conseil.

A la direction générale sont entre autres centralisés tous les services essentiels du cinéma éducatif (choix des appareils de projection types, commandes des films officiels) du théâtre d'amateur (édition du répertoire, fixation des règles des tournois entre les troupes, sélection des acteurs qui paraissent dignes d'être professionnalisés, organisation et direction de trois théâtres ambulants modèles : les « Chariots de Thespis »), de la musique communautaire (édition du répertoire, organisation des concours) et de l'action éducative proprement dite (établissement des programmes et formation du haut personnel enseignant des sociétés de culture). La direction générale est donc essentiellement un organe de direction tandis que la plupart des tâches de coordination sont confiées aux directions provinciales.

2° La direction provinciale.

Groupées en neuf zones, pour l'organisation du contrôle exercé sur elles par la direction générale, les provinces italiennes comportent chacune une direction de l'Œuvre nationale Dopolavoro. Cette direction est composée d'un directeur et de commissions techniques, correspondant aux services techniques de la direction générale.

La direction départementale est encore un organe de coordination, non d'action. Elle assume à cet égard des tâches dont une centralisation excessive rendrait l'accomplissement imparfait. Dans les branches d'activité qui composent l'éducation intellectuelle elle a pour fonctions en particulier :

l'organisation des concours et tournois entre les troupes dramatiques et les sociétés musicales ;

la sélection parmi les réalisations locales des meilleures pièces de théâtre et des meilleures harmonisations ainsi que des acteurs et des musiciens les plus doués ;

la formation des régisseurs et metteurs en scène des troupes d'amateurs ;

le service de centralisation et de distribution des films de format réduit qui circulent entre les sociétés de culture et des films de format commercial produits par l'Œuvre nationale Dopolavoro, et passant dans les cinémas publics ;

le contrôle des bibliothèques, la circulation des livres, la répartition des subventions, la formation technique des bibliothécaires ;

le contrôle des programmes des sociétés de culture, la répartition des conférenciers itinérants ;

l'organisation dans la province des tournées effectuées par les *Chariots de Thespis* ou théâtres démontables ambulants ;

relations avec les théâtres, officiels ou non, les exploitations cinématographiques, les sociétés de concerts et les musées afin d'obtenir de ces organismes des réductions au profit des membres de l'œuvre ;

3° *La direction communale.*

La direction communale, ou plus exactement le directoire communal de l'Œuvre nationale Dopolavoro, est un simple conseil. Ses fonctions administratives et de coordination technique sont assez réduites pour qu'il n'y ait pas nécessité d'entretenir des bureaux importants : le directoire n'a pour objet en effet que de servir de lien entre les diverses catégories d'institutions affiliées à l'œuvre. Mais il a pour fonction essentielle de diriger lui-même l'une de ces catégories : celle des Dopolavoro communaux. Son activité à cet égard rentre davantage dans l'étude des institutions que dans celle de l'organisation centralisée.

b) *Les institutions.*

Il existe trois catégories principales d'institutions affiliées à l'Œuvre nationale du Dopolavoro :

1. Les Dopolavoro communaux.
2. Les Dopolavoro des entreprises (privées et publiques).
3. Les associations dépendantes.

La première catégorie s'oppose à la seconde au point de vue de l'organisation ; elle lui est par contre strictement semblable au point de vue de l'activité.

Les Dopolavoro communaux sont dus à l'initiative des municipalités, fonctionnent sous leur autorité directe et à leurs frais ; ils sont mis à la disposition des travailleurs de la commune sans distinction de profession. A l'heure actuelle, sur les 7.915 communes italiennes, 5.010 ont leur « Dopolavoro ». Dans les grands centres usiniers, l'effort patronal dispense parfois les autorités municipales d'une action personnelle. Les Dopolavoro sont alors incorporés aux entreprises, privées ou publiques, ils sont gérés par elles et groupent de ce fait les travailleurs par profession.

L'activité des Dopolavoro communaux et des Dopolavoro des entreprises est à peu près identique. Un Dopolavoro est essentiellement une maison dans laquelle sont groupés une ou plusieurs salles de réunion et de spectacle, une salle de lecture, une bibliothèque, un dispensaire et dans les dépendances de laquelle se trouvent des terrains de sport. Un secrétariat assume le fonctionnement intérieur de la maison et les relations avec le directoire communal et la direction provinciale.

L'opposition entre ces deux premières catégories d'institutions et la troisième consiste au contraire en une différence d'activités.

Les associations dépendantes sont en effet des organismes spécialisés tandis que les Dopolavoro ont une compétence générale. Ce sont (pour ce qui intéresse l'Education populaire) :

des sociétés de culture ;

des sociétés musicales ;

des sociétés dramatiques.

(en ce qui concerne l'éducation physique, ce sont essentiellement des clubs sportifs). Ces sociétés sont composées de certains membres des Dopolavoro proprement dits qui désirent consacrer la majeure partie de leurs loisirs à une occupation intellectuelle déterminée. Elles sont organisées le plus souvent dans les locaux même du Dopolavoro local ou professionnel et sont placées vis-à-vis de lui dans une

dépendance assez étroite. Les seules relations directes qu'elles aient avec le dehors sont d'ordre technique ; encore n'ont-elles guère de rapports suivis qu'avec les commissions techniques spécialisées de la direction générale, de telle sorte qu'il n'y a pas de danger qu'elles profitent de la personnalité particulière qui leur est conférée (et qui tient essentiellement à leur dénomination spéciale) pour prendre une indépendance excessive.

Ce dernier trait de l'organisation de l'Œuvre nationale Dopolavoro rend parfaitement compréhensible la politique qui a présidé à l'édification de cette œuvre considérable et pour tout dire la politique tout entière du gouvernement fasciste en matière sociale : donner à chaque personne, comme à chaque collectivité, les libertés propres à susciter l'initiative et à maintenir l'intérêt, exercer en contrepartie la tutelle nécessaire pour que l'influence de l'Etat soit constamment prépondérante. Ce double souci a permis l'obtention d'un double succès : le développement spontané et rapide des institutions d'éducation populaire, leur parfaite unité d'esprit et d'action .

Pour juger comme il convient un tel résultat et le comparer équitablement aux résultats obtenus dans d'autres pays, il ne faut pas perdre de vue les conditions politiques et sociales, tout à fait particulières, qui ont très largement concouru à son obtention.

C'est bien en effet à l'exercice d'un despotisme éclairé qu'il faut attribuer en définitive la grandeur des chiffres qui suivent (relevés à la fin de l'année 1934).

NOMBRE TOTAL DES MEMBRES ACTIFS DE L'ŒUVRE NATIONALE DOPOLAVORO

2. 108. 227

<i>Matériel</i>	}	3.156 bibliothèques (1.000.000 de livres)	
		1.350 salles de spectacles (2.000.000 de places)	
		3 théâtres démontables ambulants (parcourant ensemble	
		12.800 km. au cours de 276 voyages, groupant	
		770.000 spectateurs).	
<i>Sociétés</i>	}	2.415 compagnies dramatiques	} donnant ensemble un total de
		9.239 sociétés musicales	
		730 sociétés de culture	
		80.024 clubs sportifs.	
			45.250 représentations. (groupant près de 30.000 personnes).

Si nous ne consacrons pas ici des développements plus importants à l'Œuvre nationale Dopolavoro, qui est sans doute l'institution la plus considérable et la plus complète qui existe pour l'Education populaire, c'est que nous comptons faire allusion fréquemment à ses activités en étudiant plus loin les principales réalisations étrangères.

II

**L'ÉTAT COORDONNE :
LES ORGANISMES OFFICIELS POUR L'ÉDUCATION
POPULAIRE EN BELGIQUE**

Nous venons de voir qu'en Italie le mouvement de l'Éducation populaire s'était développé grâce à l'action d'une volonté centrale qui a créé une organisation déconcentrée puis suscité et dirigé les initiatives particulières. En Belgique le processus paraît avoir été contraire.

Un grand nombre d'œuvres privées de toutes tendances, ayant pour but le développement intellectuel et moral des travailleurs, se sont tout d'abord créées en dehors de toute intervention officielle. La vie communautaire a toujours été particulièrement intense dans les Flandres comme en Wallonie ; son intensité n'a fait que s'accroître lorsque les idées sociales de l'après-guerre, jointes aux nécessités créées par la loi de huit heures, ont poussé toutes les organisations religieuses, professionnelles, politiques, voire neutres, à organiser les loisirs de l'ouvrier.

Puis il est apparu dans le Hainaut que l'intervention des autorités provinciales pouvait être utile pour :

- rassembler les résultats des expériences tentées, les examiner, les comparer et en tirer des directives générales ;
- coordonner les efforts dispersés, les encourager moralement et pécuniairement, éventuellement les compléter.

Pour accomplir cette action à la fois théorique et pratique, le Conseil provincial du Hainaut (les Conseils provinciaux en Belgique correspondent à nos Conseils généraux, mais ils sont dotés d'une plus large autonomie et leur initiative est moins bridée par la tutelle de l'État) vota la création d'une Commission provinciale des loisirs de l'ouvrier. Cet exemple fut suivi au cours des années suivantes par la plupart des autres provinces.

Les promoteurs de ces institutions avaient eu dès l'origine l'idée d'une œuvre nationale groupant ces œuvres locales et poursuivant pour l'ensemble du pays une action simi-

laire. Leurs projets, présentés à la Chambre belge en 1922, puis en 1925, n'aboutirent que par la loi du 3 avril 1929 et par l'arrêté organique du 3 mars 1930 qui créèrent le Conseil supérieur de l'Education populaire.

C'est ainsi que l'on se trouve aujourd'hui en présence d'une organisation empiriquement formée, qui présente néanmoins un certain ordre et une certaine unité et par laquelle les Pouvoirs publics assument des fonctions bien spécifiées.

A. Organisation de l'intervention officielle

L'action des Pouvoirs publics dans le domaine de l'Education populaire s'exerce :

sur le plan national par le Conseil supérieur de l'Education populaire ;

sur le plan provincial par les Commissions provinciales des loisirs de l'ouvrier ;

sur le plan communal par les Commissions communales des loisirs de l'ouvrier.

a) Le Conseil supérieur de l'Education populaire.

Cette institution a pour but « d'examiner et de suggérer les meilleurs moyens de coordonner et d'encourager tous les efforts tentés en vue de favoriser l'Education populaire et d'assurer la meilleure utilisation des loisirs des travailleurs ». Placée auprès du Ministre des Sciences et des Arts, elle est essentiellement un organe consultatif : elle n'a pour ainsi dire aucune fonction administrative, la décentralisation des services d'Education populaire étant imposée par la manière dont le mouvement s'est de lui-même développé. Le Conseil est composé de 20 à 30 membres nommés par le roi, sur la proposition du ministre, pour une durée de trois ans. Ces membres sont choisis de telle façon que soient représentées toutes les provinces et les principales associations culturelles (traduisant elles-mêmes toutes les opinions et toutes les tendances). Des fonctionnaires appartenant aux différents départements ministériels qui touchent à l'Education popu-

laire (sciences et arts, intérieur, agriculture, industrie et travail) et des personnalités choisies en raison de leur compétence spéciale, peuvent être également invités à siéger, de façon plus ou moins permanente.

Les actes du Conseil sont des avis et des vœux présentés au ministre, des conseils et encouragements adressés aux œuvres d'Education populaire ou des directives aux commissions provinciales.

b) *Les commissions provinciales.*

Les commissions provinciales assument la majeure partie du travail pratique. Mais elles ne se présentent pas toutes sous la même forme. Tantôt, à l'exemple de l'œuvre du Hainaut, il n'en existe qu'une par province dont la compétence est générale. Tantôt — le cas est plus rare — il en existe plusieurs indépendantes les unes des autres et spécialisées chacune dans l'une des branches de l'organisation des loisirs.

1° *Commissions à compétence générale.*

Elles existent dans les provinces de la Flandre orientale, d'Anvers, du Hainaut, de Liège et de Namur, et présentent des constitutions analogues. Les différences d'organisation qui existent entre elles tiennent à des différences d'activité qui correspondent elles-mêmes à des différences d'habitudes et de goûts entre les diverses fractions de la population.

Pour simplifier, nous nous bornerons à indiquer ici la structure de la Commission du Hainaut. Celle-ci comprend des services d'ordre général et sept sections spécialisées.

Services d'ordre général. — Ce sont :

l'édition d'une revue illustrée ;

une bibliothèque publique documentaire,

des services d'édition, de librairie et d'imprimerie.

Parmi les sections spécialisées, trois ont une activité qui ne rentre pas à proprement parler dans le cadre de l'Education populaire.

Ce sont : la section I pour l'amélioration de l'habitation ouvrière, la section II pour le développement des jardins

ouvriers et des coins de terre et la section III pour le développement du petit élevage.

Une autre concerne essentiellement l'enseignement professionnel et ménager (section IV).

Une autre s'occupe de l'éducation physique (section V). Les deux dernières concernent plus particulièrement ce que nous avons défini en débutant comme rentrant dans le domaine strict de l'Education populaire.

Ce sont : la section VI pour l'éducation artistique dont la compétence est : la formation et la culture du bon goût ; l'art du foyer de l'ouvrier ; la pratique des arts de société (musical et dramatique) et des arts d'agrément.

La section VII pour l'éducation intellectuelle et morale qui s'occupe de l'enseignement post-scolaire sous toutes ses formes, des lectures publiques, des cours, conférences et excursions, des « Maisons pour tous ».

2^o *Commissions spécialisées.*

Ces commissions constituent l'exception ; elles n'existent que dans la Flandre occidentale où elles sont au nombre de trois :

- la Commission de l'éducation physique,
- la Commission d'art dramatique,
- la Commission du jardinage et du petit élevage.

Leur type ne saurait être théoriquement opposé à celui des commissions à compétence générale parce qu'il est en fait la marque d'une action moins poussée dans le domaine de l'organisation des loisirs. Sans doute confère-t-il à la province où il existe une supériorité sur le Limbourg et le Luxembourg où seuls des subsides alloués aux œuvres privées représentent l'activité culturelle des autorités locales. Mais il doit être considéré, semble-t-il, comme une forme transitoire de l'organisation officielle.

c) *Les commissions communales.*

Il y a peu de caractères distinctifs entre les commissions provinciales et les commissions communales. Les secondes sont subordonnées aux premières mais leurs fonctions,

dans un cadre territorial plus restreint, apparaissent à bien des égards identiques. Aussi bien n'existent-elles le plus souvent que dans les centres ouvriers importants.

B. Formes de l'intervention officielle

« Nous n'avons pas à bâtir sur terrain ras, L'initiative privée a déjà beaucoup créé. Il faudra respecter ce qui est fait, ne pas se substituer, mais s'appuyer plutôt sur ce qui existe, veiller par conséquent à ne pas exprimer des tendances trop particulières et envisager toute action du point de vue le plus général ... »

Tels sont les principes, exprimés par le président du *Conseil supérieur* lors de son installation, principes qui régissent en Belgique l'intervention officielle, aux différents échelons de la vie publique, dans le domaine de l'Education populaire. Il reste à voir à quelles méthodes ils aboutissent dans la pratique.

Une question domine à cet égard toutes les autres : quelle est l'arme dont disposent les Pouvoirs publics pour agir ? Essentiellement la *subvention*. On en conçoit d'ailleurs difficilement une autre dans un pays où les institutions démocratiques laissent aux organismes privés une liberté quasi absolue et dans un ordre d'activités où la puissance publique n'a pas nécessairement d'autorité à exercer. Aussi bien est-ce sur l'utilisation de cette arme que repose tout le système belge. Le Parlement vote annuellement un crédit global pour le développement de l'Education populaire auquel viennent s'ajouter des crédits ouverts par les assemblées provinciales et les municipalités. L'utilisation de ces crédits constitue la fonction essentielle des institutions que nous avons précédemment passées en revue, dont l'action peut être de ce fait considérée comme s'exerçant en trois temps :

premier temps : les représentations des Pouvoirs publics se renseignent et se font une opinion ;

deuxième temps : ils émettent des suggestions et lancent des directives ;

troisième temps : ils sanctionnent l'observation de leurs avis.

a) *Travail d'étude.*

« Nous devons dresser l'inventaire des œuvres privées d'Education populaire, en faire un classement judicieux.

« Nous étudierons ensuite de près leur organisation, nous chercherons les causes de la prospérité des unes, de l'insuccès des autres afin de faire profiter des leçons de l'expérience ceux qui recourront à nos conseils ».

Avant d'être réunis pour la documentation du Conseil supérieur, les renseignements de toutes sortes sont recueillis et commentés déjà par les commissions locales, provinciales et communales. Celles-ci sont à même en effet de connaître bien la valeur et le succès réels des institutions particulières qui existent dans leur ressort. Les jugements qu'elles peuvent porter sont basés sur des enquêtes visuelles, inopinées, tandis que pour être directement renseigné, le Conseil supérieur devrait avoir recours aux organismes centraux des grandes œuvres catholiques, socialistes et libérales, qui, en Belgique, assurent la majeure partie de l'action sociale. L'information risquerait fort dans ces conditions d'être fréquemment imparfaite.

Grâce au système de documentation adopté, le fichier des œuvres privées d'Education populaire dont dispose le gouvernement belge peut être considéré comme un modèle du genre.

b) *Travail d'orientation.*

De l'ensemble des institutions officielles, une fois l'information terminée, sort un double travail d'orientation des œuvres privées.

Une orientation générale qui est principalement l'œuvre du Conseil supérieur.

Une orientation technique qui est l'œuvre des commissions locales.

1^o *Orientation générale.*

Le Conseil supérieur, dont les réunions sont assez fréquentes, émet un grand nombre de vœux au nom du pouvoir central qui sont portés à la connaissance de toutes les organisations sociales. D'autre part, il trace aux commissions locales les lignes directrices de leur action. Enfin, et c'est par là peut-être que son influence est la plus active et la plus efficace, il se tient en relations étroites avec les grandes associations, dont les dirigeants sont d'ailleurs représentés dans ses rangs, et il les conseille.

2^o *Orientation technique.*

Mais c'est encore localement, par une intervention dans chacune des principales branches de l'Education populaire, que les représentants des Pouvoirs publics ont l'influence la plus visible et obtiennent les résultats les plus tangibles. Leur action revêt alors un aspect essentiellement technique et s'exerce par des moyens différents selon les activités.

En gros cependant on peut dire qu'elle consiste soit dans l'organisation de cours destinés à la formation des dirigeants d'œuvre (classes pour les chefs d'orchestre, pour les régisseurs et les metteurs en scène dramatiques, pour les bibliothécaires, etc...), soit dans la création et l'entretien d'institutions modèles (centres de petit élevage et de jardinage, bibliothèques modèles, expositions itinérantes ou fixes), soit enfin dans l'établissement de règles strictes pour la participation aux compétitions provinciales ou communales (concours de musique ou d'art dramatique, expositions).

Ce dernier mode d'influence, qui est sans doute parmi les plus efficaces, suppose déjà l'existence d'une sanction : la subvention.

c) *Travail de jugement et de sanction.*

Le Conseil supérieur a parmi ses attributions de juger en gros les principaux efforts déployés dans le domaine de l'Education populaire et de décider la répartition générale des crédits ouverts à cet effet par le Parlement.

« La partie essentielle et la plus ardue de notre mission est de dire, en toute justice et impartialité, sans nous laisser influencer par aucun préjugé d'opinion, quelles sont les œuvres qui méritent de recevoir les encouragements du Trésor public et dans quelle mesure, autrement dit, de donner notre avis sur l'utilisation des crédits mis à la disposition du Ministre par la Chambre ».

Mais en définitive c'est aux commissions locales que le soin de répartir ces subventions est laissé. Cette répartition s'effectue dans une très large part par voie de compétitions qui sont moins organisées sous la forme de concours (où le résultat serait seul jugé, non l'effort) que de *tournois*. Les œuvres, selon les moyens dont elles disposent, sont classées par catégories afin que leurs réalisations puissent être comparées en tenant compte équitablement de leurs mérites. (Nous reviendrons sur les systèmes adoptés à cet égard dans le chapitre consacré aux *Arts populaires*).

Pour les œuvres dont l'activité ne permet pas un jugement par compétition, des barèmes de subvention, extrêmement détaillés, sont établis où il est tenu compte de tous les éléments qui révèlent un effort méritoire. Ainsi l'esprit de justice qui paraît dominer toute l'intervention des Pouvoirs publics belges dans le domaine de l'Education populaire est-il satisfait aussi rigoureusement que possible.

CHAPITRE II

LES FORMES PRINCIPALES DE L'INITIATIVE PRIVÉE

Encore une fois nous n'avons pas pour but de dresser, pour l'ensemble des pays étrangers, un tableau complet de toutes les formes que revêt l'initiative privée dans le domaine de l'Education populaire.

Nous n'aurons ce souci qu'en examinant le problème dans le cadre de la France : nous chercherons alors à faire le compte de toutes les forces sociales, politiques et spirituelles qui contribuent au développement intellectuel des classes nombreuses, et à établir comment ces forces s'opposent ou collaborent.

Ici au contraire nous désirons d'une part, montrer l'action culturelle de deux sortes de groupements particulièrement répandues et puissantes : les organisations ouvrières et les organisations religieuses ; relever d'autre part les types les plus intéressants d'organisations culturelles neutres.

I

LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

Nous avons indiqué dans la première partie de cet ouvrage comment les tendances culturelles des organisations ouvrières s'opposent à celles du mouvement éducatif en général. Cette opposition a été résumée de la façon suivante à l'un des derniers congrès de la Fédération syndicale internationale :

« Le but du système d'éducation actuel est d'adapter l'individu à son milieu, dans la structure de la société d'aujourd'hui, tandis que le but de l'éducation est bien plutôt d'adapter ce milieu aux besoins de l'ouvrier, dans le cadre de la vie moderne ».

C'est ce mouvement de l'éducation ouvrière, l'un des plus importants qui soient en matière d'Éducation populaire, que nous nous proposons d'examiner maintenant. Sans doute les sociétés coopératives, les syndicats ouvriers et les partis politiques qui y participent ne manifestent-ils point partout et toujours une parfaite unité doctrinale. *Il apparaît néanmoins possible de grouper leurs activités culturelles dans une seule et même étude parce qu'ils poursuivent en ce domaine des buts analogues, et qu'ils agissent le plus souvent en étroite collaboration.*

A. Buts de l'Éducation ouvrière

Deux objectifs assez différents s'imposent à toutes les organisations ouvrières :

- développer les connaissances de la masse de leurs membres ;
- sélectionner et former leur personnel dirigeant ;

a) *Éducation des masses.*

La première de ces deux formes d'activité est considérée, semble-t-il, comme la moins importante par la plupart

des syndicats et des partis pour qui les nécessités de l'action journalière, sociale ou politique, sont très pressantes et commandent le sacrifice de l'accessoire à l'essentiel ; elle leur apparaît souhaitable moins pour mener la lutte que pour organiser un jour la victoire. Aussi bien est-elle fréquemment négligée dans les pays où le prolétariat est politiquement minoritaire où par conséquent ses représentants n'ont pas encore détenu personnellement le pouvoir et n'ont pas la certitude de le posséder prochainement (Hollande, Suisse, Pologne). Au contraire, dans les nations où le parti socialiste gouverne de façon permanente ou par alternance quasi régulière avec d'autres partis, l'organisation syndicale est en plus intime liaison avec l'Administration publique : elle reçoit de celle-ci des encouragements directs à collaborer avec elle à l'œuvre générale d'éducation populaire. En même temps le parti socialiste, ayant accompli le premier temps de la conquête du pouvoir, considère comme de son intérêt de consolider sa position dans le pays par l'éducation profonde de la population (Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle Zélande, Afrique du Sud, Tchécoslovaquie, Finlande). Mais, même en ces pays, les organisations ouvrières n'éprouvent pas toujours le besoin de mener personnellement une véritable action culturelle en dehors de leur activité ordinaire (réunion des cellules, congrès locaux ou généraux). Elles se contentent souvent d'encourager des associations extérieures à leurs mouvements, qu'elles savent en parfaite communauté d'esprit et d'idéal avec elles et dont le but essentiel est d'ordre culturel.

Aussi bien il ne nous semble pas utile d'entrer pour chaque nation dans le détail des activités afférentes à l'éducation des masses affiliées aux organisations ouvrières. Ces activités, lors même qu'elles sont menées au sein de ces organisations, offrent peu de particularités intéressantes : les formes qu'elles revêtent sont communes à toutes les associations culturelles : cours, conférences et spectacles.

b) *Formation des leaders.*

L'action des organisations ouvrières qui a pour but la formation de leaders syndicaux ou politiques, semble présenter au contraire des caractères assez spéciaux. Il apparaît tout d'abord qu'elle s'applique volontairement à un nombre réduit d'individus, tandis que toutes les autres formes de l'Éducation populaire ont une vocation à l'universalité. L'enseignement syndical, coopératif ou socialiste, est en effet donné à une élite sélectionnée de militants désignés pour être soit des chefs de file, soit des fonctionnaires.

D'autre part, parce qu'il s'applique à un public restreint, cet enseignement peut être plus poussé. De fait, les cours de formation organisés, soit après le dîner dans les quartiers populaires, soit durant les vacances dans des *collèges résidentiels*, portent sur des programmes dont les matières sont peu variées, mais scrupuleusement étudiées : législation sociale commentée, économie politique vue sous l'angle marxiste, doctrine de la coopération, du syndicalisme ou du socialisme.

Il apparaît enfin que cet enseignement a un caractère essentiellement utilitaire.

S'il ne constitue pas pour les travailleurs qui le reçoivent le moyen d'accroître leur valeur professionnelle et par conséquent leur rémunération, il n'a pas moins en vue des applications immédiates et bien précisées.

A ces deux objectifs de l'action culturelle des organisations ouvrières, éducation des masses, formation des leaders, il faut ajouter un troisième : l'éducation professionnelle. Les syndicats, les coopératives et les partis socialistes font en effet pour la plupart un très grand effort pour donner à leurs affiliés les moyens d'accroître leurs connaissances et leurs capacités techniques. Cette action particulière leur est à la fois un moyen d'attirer et d'occuper des ouvriers. Mais elle ne revêt pas chez eux des formes originales qui vailent la peine d'être signalées.

B. Organisation de l'Éducation ouvrière

Si les buts de l'éducation ouvrière se présentent partout avec une grande simplicité, son organisation apparaît dans la plupart des nations relativement complexe. En effet bien qu'il puisse être dit en règle générale que les trois mouvements coopératif, syndicaliste et socialiste collaborent étroitement en matière culturelle, dans aucun pays, — en dehors bien entendu de la Russie, de l'Allemagne et de l'Italie — il existe entre eux une complète unité d'action. Aussi bien nous a-t-il semblé que le mieux était d'examiner séparément le cas de trois pays typiques avant de tenter toute considération d'ensemble.

a) *L'éducation ouvrière en Grande-Bretagne.*

En Angleterre, patrie du libéralisme, *une association neutre, la Workers Educational Association, vise à être l'organisme unique de l'éducation ouvrière, servant à l'ensemble des mouvements ouvriers ; mais son objectif ne se trouve entièrement atteint du fait qu'il existe aujourd'hui deux actions distinctes de la sienne : celle du mouvement coopératif et celle du parti travailliste.*

1° *La Workers Educational Association.*

C'est sous l'action des tendances libérales, qui se manifestent en Angleterre dans tous les domaines de la vie publique que cette association, sans doute unique dans le monde, a été conçue, créée et développée.

Sa paternité revient au Docteur Albert Mansbridge qui, dès 1903, groupa autour de lui des travailleurs et des universitaires à l'effet d'établir entre ces deux catégories de personnes une étroite coopération intellectuelle. L'idée maîtresse de ce groupement initial était la suivante : donner aux ouvriers les moyens de s'instruire pour conquérir leur liberté, mais en leur laissant le soin de tirer des enseignements fournis toutes conclusions théoriques ou pratiques. Depuis lors, ce principe n'a subi aucune entorse. Il n'a pas

empêché l'association du Docteur Mansbridge de se développer dans des proportions assez considérables grâce à l'adhésion d'un grand nombre de Trade-Unions, de coopératives et de clubs ouvriers. La plupart des dirigeants de ces divers mouvements ont en effet été d'accord avec les fondateurs de la *Workers Educational Association* pour estimer que l'instruction générale doit être donnée hors de toute considération de tendance et de toute opinion politique. Ils n'ont donc cessé d'inciter leurs membres à prendre part aux activités de cette association. En sorte que celle-ci compte aujourd'hui près de 27.000 membres ayant adhéré individuellement, qui sont répartis en 459 associations locales, elles-mêmes groupées en 16 districts. Sous la direction d'un personnel enseignant composé en majeure partie d'universitaires de toutes opinions, des cours de culture générale sont donnés dans les localités ouvrières ou dans les collèges qui dépendent de l'association (dont le *Ruskin Collège* est le plus important ainsi que le premier en date).

A partir de 1919 les Trades-Unions, désireux d'organiser un enseignement proprement syndicaliste, n'ont pas cru devoir se passer pour cela de l'aide de la *Workers Educational Association*. Mais enfin de concilier la neutralité cette institution avec leurs propres besoins, ils ont créé au sein de celle-ci un comité spécial, le *Workers Educational Trade Unions committee*, dont les membres nommés par eux ont pour mission d'organiser sous leur seule responsabilité, grâce aux fonds affectés chaque année à cet emploi, des cours portant sur les sujets suivants : histoire et problèmes du syndicalisme, histoire et problèmes de la coopération, histoire de l'évolution industrielle, histoire de l'évolution politique, problèmes internationaux, sociologie.

En ce qui concerne ces cours, la *Workers Educational Association* joue un rôle purement technique : elle met en somme son organisation au service du mouvement syndicaliste.

Un telle formule de collaboration eût pu s'appliquer, semble-t-il, à l'ensemble des mouvements ouvriers. Cependant elle n'a convenu finalement ni au mouvement coopératif ni au parti travailliste qui se sont appliqués, chacun

à développer un organisme séparé de la *Workers Educational Association*.

2° *L'action culturelle des coopératives.*

Cette action n'a jamais, à vrai dire, pris l'aspect d'une scission complète vis-à-vis de la *Workers Educational Association*. Les dirigeants du mouvement coopératif n'ont cessé en effet d'entretenir avec les disciples du Docteur Mansbridge, les relations les plus cordiales : ils leur ont continuellement confié la culture générale des coopérateurs. Mais dès le début de leur activité, ils ont jugé utile d'assumer par eux-mêmes l'éducation coopérative des travailleurs, en raison, semble-t-il, de l'importance de cette éducation dans la marche même de leur mouvement. Ils ont donc créé :

— un collège coopératif à Manchester, demeurant sous leur contrôle, où se rencontrent périodiquement des travailleurs de toutes sortes, de toutes origines, voire de toutes nationalités ;

— un enseignement par correspondance ;

— un journal enfin, la *Coopérative education*.

Ainsi se trouvent aujourd'hui groupés plus de 45.000 étudiants.

3° *Le National council of Labour Colleges.*

C'est par suite d'une opposition très nette d'opinions concernant l'esprit dans lequel doit être menée l'éducation ouvrière que sous l'influence du travaillisme ont été créés les *Labours Colleges*, destinés à concurrencer les organisations de la *Workers Educational Association*. Dans la première partie de cet ouvrage, nous avons indiqué cette opposition devenue particulièrement sensible depuis le deuxième Congrès de l'éducation ouvrière tenu à Oxford en 1924. Elle n'a pas fait naître spontanément à cette époque une organisation culturelle, ce qui eût été sans doute impossible. Elle a simplement incité le parti travailliste à apporter un appui financier plus important à un mouvement né dès 1908 au Rusking College sous l'influence de la Plebs League.

L'activité de ce mouvement se divise aujourd'hui en quatre sections :

1. classes, cours et lectures du soir du week-end et de l'été;

2. cours par correspondance;

3. cours résidentiels;

4. publications.

160.000 travailleurs y participent activement, répartis en 30 groupes.

b) *L'éducation ouvrière en Belgique.*

En Belgique le mouvement ouvrier est mené par deux *partis* opposés, le parti catholique et le parti socialiste. Nous parlerons de l'action culturelle du parti catholique en parlant de l'Education populaire dans les organisations religieuses. Celle du parti socialiste est menée par un organisme unique : la *Centrale d'éducation ouvrière*.

1° *Structure de la Centrale.*

La Centrale d'éducation ouvrière¹, est une création du mouvement ouvrier socialiste.

Elle est dirigée par un comité qui se compose de délégués du parti ouvrier belge, et des diverses associations qui lui sont affiliées. Son budget est assuré par une cotisation annuelle des membres du parti ouvrier, des syndicats des coopératives et des mutualités socialistes.

Ses services administratifs comprennent :

— un secrétariat général chargé de la direction;

— deux secrétariats adjoints, l'un pour la partie flamande, l'autre pour la partie française du pays;

— deux offices des bibliothèques, l'un flamand, l'autre français;

— deux services d'éditions, l'un flamand, l'autre français, chargés d'éditer mensuellement un bulletin technique pour les secrétaires des comités locaux et un pour les bibliothécaires.

La Centrale d'éducation ouvrière est représentée dans le pays par 368 comités locaux et 18 comités régionaux qui

1. Ces renseignements ont été pris dans un rapport présenté par le secrétaire général de C.E.O. au Congrès des Loisirs de Liège.

sont bâtis sur le même modèle que la Centrale, c'est-à-dire qu'ils sont constitués par des délégués des organisations ouvrières socialistes locales ou générales.

Ces organismes locaux et régionaux sont eux aussi soutenus financièrement par le mouvement ouvrier ; mais ils reçoivent des subsides des Commissions provinciales et communales des loisirs.

2° Fonctionnement de la Centrale.

Toute l'activité éducative socialiste est à base d'autonomie : autonomie culturelle par la séparation des services flamands et des services français, réunis cependant sous une direction commune. Autonomie administrative du fait que ce sont les sections qui déterminent elles-mêmes leurs activités.

En fonction de ces principes d'organisation, chaque service, flamand ou français, dresse son programme de cours et de conférences, s'assure les collaborations indispensables, rédige ses bulletins techniques, donne à ses actions tous conseils utiles, s'efforce par la persuasion de redresser les erreurs commises, assume en bref la direction intellectuelle et morale du mouvement.

Quant aux sections locales, elles veillent à se créer les ressources nécessaires et ordonnent leurs propres activités en s'inspirant des directives de la Centrale.

La fonction des comités régionaux est plus spécialement d'organiser les activités à caractère régional, de coordonner le travail des sections locales, d'aider la Centrale dans le contrôle des initiatives locales et de subsidier ces dernières dans tous les cas où les pouvoirs publics n'interviennent pas, par exemple en ce qui concerne l'éducation à caractère politique.

c) L'éducation ouvrière en Suède.

« Le but du mouvement ouvrier en Suède est d'abolir les distinctions de classes et de ne considérer l'humanité que comme un tout. Le mouvement doit en conséquence faire l'union de ceux qui travaillent et de ceux qui n'ont besoin d'aucune

assistance, considérés dans leur ensemble comme des travailleurs, terme qui doit englober tous ceux qui travaillent ».

Cette idéologie, assez particulière au mouvement ouvrier suédois, explique qu'en dépit de leur diversité les institutions qui contribuent à l'éducation ouvrière agissent en excellente entente et collaboration.

1^o *Diversité des œuvres d'éducation ouvrière.*

Les institutions d'éducation ouvrière sont de deux sortes :

- des écoles,
- des sociétés de conférences.

Ecoles ouvrières. — Il existe depuis longtemps en Suède de *Hautes écoles populaires* qui groupent pendant les six mois d'hiver des paysans adolescents et adultes. Ce n'est toutefois qu'en 1906 qu'une institution semblable fondée à Brunnsvik, fut nommément destinée à l'éducation des ouvriers, à l'exclusion des paysans qui sont en Suède des *bourgeois*. Cette école, à l'origine d'inspiration simplement nationale, devint vers la fin du siècle de tendance socialiste et reçut, lorsqu'elle fut en difficulté l'appui financier des syndicats ouvriers. En 1926 la Confédération générale du Travail de Suède créa, au sein de l'école de Brunnsvik un *College syndical* pour assurer l'éducation proprement syndicale de ses membres agissant dans le même esprit que les Trades Unions anglais, fondant un « Trade Union Committee » au sein de la *Workers Educational Association*.

En sorte que Brunnsvik demeure le centre unique de l'éducation ouvrière sous la forme *résidentielle* ; une telle unité ne caractérise pas, par contre, le mouvement des sociétés de conférences.

Sociétés de conférences. — Pourtant une évolution à peu près semblable à celle des écoles ouvrières s'est produite dans le domaine des *Conférences populaires*. Celles-ci existaient depuis un certain temps déjà lorsque, en 1880, fut fondé l'Institut ouvrier de Stockholm destiné aux ouvriers, par opposition aux premières. Cet institut servit de modèle à un grand nombre d'institutions semblables.

A côté de ce mouvement, on créa en 1919 l'*Association d'éducation ouvrière* dont l'objet est d'organiser des *tour-*

nées de conférences, en liaison le plus souvent avec les cercles d'études (qui sont des associations d'un type que nous étudierons plus loin, en parlant des associations neutres, le type *settlement*).

Un grand nombre de sociétés de conférences, d'origines diverses, concourent également à l'éducation ouvrière, groupées en unions dont l'ensemble joint aux grandes institutions ci-dessus mentionnées revêt un caractère d'extrême complexité.

2° *Entente des œuvres d'éducation ouvrière.*

Mais la multiplicité des œuvres ne traduit pas un fractionnement de l'opinion. Bien au contraire, l'entente qui existe entre les diverses écoles et sociétés de conférences est particulièrement remarquable dans ce pays. Par surcroît aucune ne se dresse en ennemie des pouvoirs établis. Les subventions de l'Etat sont réparties entre toutes en considération seulement du nombre de leurs membres et de leur activité.

Enfin des organismes de coordination des efforts ont été peu à peu établis.

Dès 1898 des *bureaux centraux* ont été créés pour établir, par région, les listes de conférenciers et les sujets de conférences. Ces bureaux sont aujourd'hui au nombre de trois.

Plus récemment a été fondée la *Fédération nationale des Conférences populaires* qui coordonne l'ensemble des activités.

Faute de place, nous devons renoncer à signaler les œuvres d'éducation ouvrière d'Autriche et de Tchécoslovaquie, intéressantes à bien des égards, mais qui ne présentent pas de caractères originaux par rapport à celle des pays que nous venons d'examiner.

Pour conclure, il convient de remarquer que partout les groupements placés sous la dépendance des institutions communistes assurent isolément leur travail culturel. Un fossé profond sépare leurs conceptions en cette matière des idées pratiquées par les autres groupements ouvriers. Ces groupements sont en effet le plus souvent tolérants ;

ils collaborent volontiers, soit avec l'Etat (si celui-ci est sympathisant) soit avec des associations neutres.

Cette tolérance varie cependant selon les pays ; à chacun de ses degrés correspond une formule de collaboration. Les exemples que nous avons donnés ci-dessus, et bien d'autres que l'on pourrait y joindre, montrent qu'il existe à cet égard trois systèmes d'organisation de l'éducation ouvrière.

Premier système (très tolérant) : l'éducation ouvrière dans son ensemble est confiée à une multitude d'associations neutres (cas de la Suède).

Deuxième système (assez tolérant) : l'éducation populaire est scindée en deux parties : la partie *enseignement général* est confiée soit à l'Etat, soit à une association culturelle neutre unique (cas de l'Angleterre). La partie *enseignement syndicaliste, coopératif ou socialiste* est assurée par contre, soit par un organisme de contrôle placé au sein d'une association neutre (cas de l'Angleterre pour l'enseignement syndicaliste), soit par un organisme appartenant en propre à chaque groupement ouvrier (cas de l'Angleterre pour l'enseignement socialiste).

Troisième système (peu tolérant) : l'éducation ouvrière dans son ensemble est assurée par un organisme appartenant en propre au *parti ouvrier* (cas de la Belgique).

C'est vers ce troisième système que paraissent tendre à l'heure actuelle la grande majorité des organisations ouvrières. Aux plus récents congrès de ces dernières, au Congrès même des loisirs ouvriers, tenu à Bruxelles en juin 1935, cette tendance s'est manifestée de plus en plus nettement. On a recommandé non seulement l'encouragement, sur le plan national comme sur le plan international, du mouvement des écoles ouvrières, mais encore l'annexion progressive par ces écoles du domaine de l'Education populaire grâce à la création d'*auxiliaires sociaux* dont la fonction serait de porter partout, dans la masse des travailleurs, l'esprit des enseignements donnés aux fonctionnaires syndicaux ou aux leaders politiques.

Une telle évolution est de nature, nous l'avons déjà dit et nous le redirons au sujet de la France, à éclaircir grandement le problème général de l'Education populaire.

II

LES ORGANISATIONS RELIGIEUSES

En dressant le tableau des *utilités de l'Education populaire*, nous avons dit que la doctrine chrétienne avait provoqué le premier mouvement en faveur du développement intellectuel de la masse. *Nous devons maintenant montrer comment les organisations religieuses contemporaines, œuvres catholiques et œuvres protestantes, agissent effectivement.*

A. L'Education populaire et les oeuvres catholiques

C'est un ouvrage considérable qu'il faudrait consacrer à cette question pour l'étudier comme il conviendrait. Nous nous bornerons ici à donner quelques indications générales et quelques exemples. *Nous essaierons d'abord de tracer les grandes lignes de l'attitude de l'Eglise catholique devant le problème de l'Education populaire, puis nous indiquerons les principales catégories d'œuvres par lesquelles cette attitude se traduit.*

a) *La solution catholique du problème de l'Education populaire.*

L'Eglise catholique a basé, semble-t-il, son action éducative sur une double conception des besoins de l'homme et des besoins de la Société.

1° *Quelle est cette conception ?*

Besoins de l'homme. — « L'homme n'est pas qu'un outil de travail, un instrument de production au service d'un petit nombre ou de la collectivité ... Il est une personne libre, autonome, orientée vers une destinée qu'il doit réaliser et atteindre dans la perfection de son être » (Mgr. Saliège). Cette idée résume l'enseignement des apôtres, de Saint Paul en particulier, qui est « une exaltation de la nature humaine divinisée

par le Christ ». En conséquence, l'homme, tout homme, a des besoins intellectuels et spirituels qui lui sont propres. Ce sont ces besoins que la culture doit, avant toutes choses, satisfaire.

D'où une conception bien nette de la culture qui s'oppose, semble-t-il, à celle des dictatures et des partis collectivistes : la fin de toute action culturelle est l'homme auquel la société doit donner les moyens de poursuivre sa destinée individuelle.

Cette conception va-t-elle à l'encontre des besoins de la collectivité que les dictatures et le collectivisme mettent au premier plan ? Non dans l'esprit de l'Eglise qui prétend en l'appliquant satisfaire à la fois, les besoins de l'homme et ceux de la société présente.

Besoins de la société présente. — L'Eglise est la première à reconnaître les tares de la société actuelle. Mais elle attribue ces tares davantage aux conséquences de la déchristianisation des individus qu'à l'imperfection des institutions. Elle ne pense pas que la réforme de ces derniers suffirait à réformer la société tout entière. Elle estime plutôt que si l'on agissait sur la moralité individuelle, les mœurs se modifieraient d'elles-mêmes, et que les institutions seraient automatiquement rendues meilleures.

2° *Conséquences pratiques de cette conception.*

Les caractéristiques générales de l'œuvre culturelle entreprise par l'Eglise découlent naturellement de cette double conception des besoins de l'homme et de ceux de la société. Voici comment elles peuvent être résumées :

Pour atteindre l'homme, tous les hommes, l'Eglise doit être partout, prête à éduquer. Il ne suffit point qu'elle capte à la source les personnalités naissantes, qu'elle limite à l'école son action. « *La mission de l'Eglise est d'être présente autant qu'elle le peut en tous temps et en tous lieux.* » Elle doit donc exercer également son influence sur la famille et sur le groupement professionnel.

Pour éduquer l'homme dans le sens où elle l'entend, elle ne doit pas, d'autre part, borner son activité à l'instruction. Elle doit poursuivre la formation complète de l'individu,

intellectuelle, morale, religieuse. Point d'utilitarisme dans ses méthodes : elle doit travailler en profondeur sans chercher des résultats trop rapides et par conséquent superficiels. C'est pourquoi son action est en général placée hors de la politique qui, nous l'avons vu, impose trop de sacrifices à l'immédiat.

Enfin, pour opérer le salut des âmes, ce qui constitue en définitive sa principale fonction, elle fait de la religion l'axe de son action culturelle. Elle la place à la base de sa méthode : la formation religieuse de l'individu contenant, selon elle, toutes les autres formations. Elle lui attache l'attitude d'esprit qu'elle donne à ceux qu'elle forme : amour et charité par opposition à la haine.

b) *Les principales œuvres catholiques
d'Éducation populaire.*

Telle est la doctrine culturelle du catholicisme. Son unité et sa netteté remarquables ne signifient point cependant qu'elle soit uniformément appliquée. Dans le fait, les diverses organisations catholiques qui contribuent à l'éducation du peuple se distinguent les unes des autres par maints côtés. Elles peuvent être, semble-t-il, rangées en deux grandes catégories, selon qu'elles tiennent compte ou non de divisions sociales :

1° *Première catégorie : les œuvres qui ne tiennent pas compte des divisions sociales.*

Ce sont les plus nombreuses. Tantôt elles se rattachent à l'organisation culturelle, tantôt elles constituent des associations séparées. Nous ne leur consacrerons pas ici de longs développements, nous réservant de les décrire plus à fond dans le cadre de la France. Ce sont, d'une part, toutes les institutions du type *patronage*, toutes celles qui réunissent étudiants et jeunes ouvriers dans une commune étude, toutes celles enfin qui groupent les adultes pour parfaire leur instruction ou les aider dans l'accomplissement de leurs obligations sociales. Ce sont, d'autre part, toutes les associations librement constituées qui se placent sous la

tutelle de l'Eglise et contribuent à son action tout en conservant leur indépendance : associations sportives et de scoutisme. Ces œuvres excluent à peu près complètement de leurs activités toutes préoccupations d'ordre politique, voire d'ordre social. Elles s'efforcent, d'autre part, d'établir la collaboration la plus étroite possible entre les classes possédantes et les classes non possédantes. C'est par ce double caractère qu'elles se distinguent le plus nettement de celles dont nous allons maintenant approfondir un peu davantage l'esprit et la structure.

2^o *Seconde catégorie : les œuvres qui tiennent compte des divisions sociales.*

Elles sont de deux sortes : les *Syndicats chrétiens* et les *Jeunesses ouvrières chrétiennes*, que nous nous proposons d'examiner les uns en Autriche, les autres en Belgique.

Il faut d'abord remarquer que ces deux mouvements procèdent de la même idée : « *Une œuvre qui ne serait qu'un milieu artificiel, un milieu fermé, où loin du danger, loin du milieu naturel, on réunit un groupe d'ouvriers, même pour leur donner une vie religieuse plus intense, et qui ne serait pas une organisation complète dans le milieu même du travail, ne pourra jamais reconquérir la classe ouvrière* » (Maurice Poussin, *Routes nouvelles*).

Syndicats chrétiens et Jeunesses ouvrières chrétiennes ont fait également leur cette assertion ; ils se sont attachés à agir « *à l'intérieur, de l'intérieur et par l'intérieur* » du milieu ouvrier. Mais tandis que les uns, groupent les travailleurs de tous les âges, leur proposent une action surtout professionnelle, les autres s'adressant exclusivement aux adolescents, les invitent à un véritable apostolat social.

Les Syndicats chrétiens en Autriche. — Le syndicalisme chrétien avait reçu en Allemagne, avant l'avènement d'Hitler, son plus complet développement. Aujourd'hui c'est en Autriche qu'il paraît être en meilleure posture.

D'une façon générale, les syndicats chrétiens se distinguent peu des syndicats *indépendants*, c'est-à-dire socialistes. Ils ne s'en écartent de façon sensible que sur le plan de l'éducation. Là, ils entendent substituer à l'esprit de lutte

de classe l'esprit chrétien de conciliation et de paix et exercer sur leurs adhérents une action formatrice infiniment plus complète que celle de la plupart des organisations ouvrières. Leur doctrine à cet égard a été résumée dans les trois points suivants, par un leader autrichien.

L'ouvrier doit être éduqué à la lumière des principes chrétiens, avec la préoccupation principale de former son caractère (caractère s'entend ici comme le total de l'intelligence, de la moralité et de la sensibilité).

On lui doit donner avant toutes choses le sens de ses responsabilités et le désir de collaborer aux institutions économiques et sociales existantes, plus spécialement aux organisations industrielles.

Un nouveau système culturel doit remplacer le système *bourgeois* à l'effet de rendre l'ouvrier capable — tout en restant ouvrier — de développer sa personnalité d'homme et de citoyen.

Les moyens mis en œuvre par les syndicats directeurs autrichiens pour obtenir ces résultats comprennent des classes du soir et du dimanche — surtout pendant les mois d'hiver — avec un programme à la fois technique et général, des cours de fin de semaine sur des sujets civiques, sociaux, et syndicalistes, spécialement destinés à la formation des militants.

Il convient de remarquer que le syndicalisme chrétien, en Autriche comme ailleurs, se place délibérément sur le terrain professionnel et sur le terrain politique. Sur le terrain professionnel, parce qu'il considère que « *la base de l'éducation ouvrière est le métier, base tout à fait suffisante pour une culture complète de l'esprit et de la sensibilité, parce qu'excellent point de départ aussi bien pour l'instruction que pour l'éducation* ». Sur le terrain politique, parce qu'en fait l'action syndicale du christianisme ne se développe véritablement bien qu'avec l'appui d'un *parti catholique* fonctionnant à l'égal des autres partis. Par ce dernier trait, les syndicats chrétiens se différencient profondément de la *Jeunesse ouvrière chrétienne*.

La Jeunesse ouvrière chrétienne en Belgique. — « *La division de notre société en classes sociales apparaît aujourd'hui*

sur le plan économique-social et politique comme une égalité certaine qu'il serait vain de nier... Il ne s'agit donc pas de combattre l'esprit de classe, mais de le rendre conforme à l'esprit chrétien, c'est-à-dire d'éviter qu'il ne tourne en haine de classe.... Il faut développer et diriger la fierté ouvrière ... C'est ce que nous avons pensé quand nous avons voulu créer un mouvement de reconquête du prolétariat ...

« Nous avons d'abord bien réfléchi, bien étudié le problème. C'est de cette réflexion, de cette étude qu'est sorti le Manuel de la Jeunesse ouvrière chrétienne, véritable plan sur quoi est fondée toute notre méthode, toute notre organisation ... La Jeunesse ouvrière chrétienne, est une institution permanente qui groupe tous les jeunes travailleurs sortis de l'école et leur donne entre 14 et 25 ans une formation intégrale, c'est-à-dire tout à la fois religieuse, morale, sociale, générale et physique. Elle adopte à cet égard la seule méthode d'éducation vraiment efficace, vraiment adaptée à l'âge, à la mentalité, aux besoins des jeunes ouvriers, celle qui leur donne les moyens de collaborer entre eux, par eux et pour eux, à leur propre formation sans laisser aux représentants d'un autre milieu que le leur, sans laisser même aux adultes le soin de décider en leur nom de leurs propres intérêts.

« Toute une organisation s'est ainsi établie qui, avec ses secrétariats, ses salles de réunions, ses services d'orientation professionnelle, d'épargne, de mutualité, avec ses sections syndicales, ses cercles d'études, ses journaux, son insigne, ses cotisations, avec ses comités et ses congrès, et aujourd'hui avec ses centres permanents de chômage, forme une mentalité et une opinion, un courant d'idées, exerce une influence et un prestige, crée enfin une atmosphère, une émulation et surtout une psychologie de la masse, grâce auxquelles les jeunes salariés ont plus de confiance, acquièrent plus d'audace, se surveillent davantage et se sentent plus soutenus, mieux compris, mieux aimés ».

Ces quelques citations, prises çà et là dans les publications de la Jeunesse ouvrière catholique, et raboutées, indiquent aussi bien qu'une étude détaillée l'esprit et la méthode de cette restriction. Voici cependant quelques précisions :

Organisation. — *La Jeunesse ouvrière chrétienne* comprend des fédérations. Chaque fédération se divise en sections locales (paroissiales ou interparoissiales), en sections d'écoles professionnelles et en groupes d'usines. Chaque section est dirigée par un comité élu de 3 à 10 membres et possède un aumônier.

Principales activités. — Le cercle d'études est le noyau de toute l'activité *jociste* autour duquel se groupent le service des *pré-jocistes* (adolescents de 12 à 13 ans pris en main avant leur sortie de l'école et guidés dans l'apprentissage), le service d'orientation, de placement et de logement, les services de l'épargne et de l'organisation professionnelle, organismes sportifs et récréatifs.

Résultats. — En Belgique aujourd'hui, la Jeunesse ouvrière chrétienne comprend 56 fédérations, 2.100 sections locales et groupe 80.000 membres.

B. L'Éducation populaire et les œuvres protestantes¹

L'œuvre éducatrice des Églises protestantes, malgré la diversité des sectes, est presque entièrement assurée par les *Unions chrétiennes de jeunes gens* (en anglais, *Young Men's Christian Associations*) disséminées dans le monde entier, mais fortement unies entre elles. Un comité universel — nous l'avons vu dans la première partie de cet ouvrage — situé à Genève, domine l'ensemble de ces groupements, entretient leur esprit commun et les met à même de profiter mutuellement de leurs expériences. Néanmoins, les méthodes de chaque union dépendent essentiellement du milieu dans lequel elle agit, conférant aux activités du mouvement un aspect d'extrême diversité.

Nous verrons d'abord quel est l'esprit des unions chrétiennes de jeunes gens et quelles méthodes leur sont communes.

1. Ces renseignements sont, en majorité, tirés du rapport présenté au Congrès des Loisirs de Liège, par le Comité universel des U. C. J. G.

Puis nous examinerons quelques réalisations typiques choisies dans des pays différents.

a) Esprit et méthodes du mouvement.

1° Esprit.

L'esprit des unions chrétiennes de jeunes gens est essentiellement libéral.

« Notre activité est nettement interconfessionnelle et politiquement neutre. Notre but est de montrer d'une manière visible ce qu'est l'esprit de service lorsqu'il pousse les hommes à faire le bien autour d'eux ... »

« L'Union n'est affiliée à aucun parti, elle est plus que neutre, elle est basée sur l'idée de collaboration »...

En fait les unions cherchent, partout où elles fonctionnent, à se concilier toutes les personnalités et tous les groupements. Elles s'entendent avec les syndicats ouvriers comme avec les organisations patronales, et se préoccupent peu des tendances des gouvernements pour leur offrir de collaborer.

Mais cette neutralité d'attitude n'est nullement faite pour cacher leurs convictions spirituelles :

« L'Union chrétienne de jeunes gens ne s'excuse pas d'avoir un but et un caractère chrétiens ». L'objet essentiel de son œuvre est ouvertement « de contribuer au développement de l'esprit chrétien tant chez le patron que chez l'employé et l'ouvrier et d'aider à ce que les principes de Jésus-Christ soient mis en pratique dans l'industrie ».

2° Méthodes.

Le processus suivi par un secrétaire (militant) des unions chrétiennes de jeunes gens lorsqu'il fonde une union est le suivant.

Avant tout, création d'un local attirant. *« Les Unions mettent à la disposition des jeunes employés et ouvriers, des pensions, des restaurants, des cercles, des bibliothèques, des salles de cours, des salles de gymnastique et des terrains de jeu ».* Lorsqu'il s'est ainsi formé, par les services reçus en commun, une communauté, le travail culturel commence.

Des séances d'études, pratiques et attrayantes, sont d'abord organisées après le travail ou pendant les heures de pause ; ce n'est qu'en dernier lieu que des cours et des conférences sont donnés.

Mais ce processus est bien la seule méthode générale que l'on trouve dans l'action des Unions chrétiennes de jeunes gens, car la méthode est dans la plus large part empirique. Le mouvement s'adapte volontairement à tous les aspects, à tous les phénomènes, à toutes les circonstances de la vie sociale des peuples. Il serait vain de vouloir dresser une liste des « types » de groupements soumis à son influence.

« L'Union est prête à aller partout où les hommes sont groupés, partout où il y a des besoins, partout où il y a possibilité de travail ».

Elle utilise par conséquent aussi bien la communauté de voisinage que la communauté de travail, aussi bien les groupements stables que les groupements instables (elle s'installe souvent dans des baraques auprès des chantiers temporaires). Enfin, à l'exemple des missions catholiques, elle s'adresse à toutes les races et agit sous toutes les latitudes.

Il s'ensuit que les moyens d'action des Unions chrétiennes de jeunes gens sont extrêmement divers.

b) *Quelques réalisations.*

1° *Le département industriel de la Young Men's Christian Association de Passaic, N.Y. (Etats-Unis).*

« Dans tous les centres industriels des Etats-Unis sous une forme ou sous une autre, on trouve les Young Men's Christian Association à l'œuvre ».

Voici un exemple :

L'action éducative du département de Passaic consiste en :

- un service d'orientation professionnelle et de placement ;
- des cours de premiers soins en cas d'accident ;
- un *executive club* qui réunit une fois par mois les ouvriers supérieurs et les membres du personnel dirigeant des usines pour étudier en commun des sujets moraux, civiques ou sociaux ;

— des conférences sur les *relations humaines dans l'industrie* ;

— des cours pour les contremaîtres ;

— des soirées récréatives.

2° *L'Union chrétienne de jeunes gens aux Indes.*

Chargée de l'œuvre sociale des filatures *Empress Mills* de Wagpou, l'Union chrétienne de jeunes gens a profité de cette situation pour exercer une action éducative dans les quatorze villages qui entourent cette entreprise.

Écoles. — En deux ans (1927-1929), 318 élèves ont fréquenté les huit écoles créées pour les instruire, avec une moyenne de 218 présences par jour.

Cours d'adultes. — Pour atteindre un plus grand nombre d'ouvriers, les cours d'adultes ont été décentralisés. Ils ont fonctionné par roulement entre les villages.

Conférences. — Quant aux conférences, elles ont été de trois sortes :

les conférences scolaires, données comme les cours des écoles, au centre de l'œuvre, qui ont porté sur les sujets suivants : l'aviation, mon prochain, l'amour de l'ordre, les leaders, le sacrifice, l'obéissance, pas de dettes, la vie de Shivaji, maladies contagieuses ; comment puis-je embellir ma maison, mon village, les avantages d'une bibliothèque, les mauvaises habitudes.

les conférences données à des groupes de villageois, comme les cours d'adultes, qui furent en deux ans au nombre de 40 et groupèrent 2.000 auditeurs.

les conférences avec projections lumineuses qui sont une institution régulière et sont données dans les villages ou au centre. Elles ont groupé 11.000 ouvriers.

Causeries, débats. — On organise de temps à autre dans les villages des causeries-débats afin d'habituer les ouvriers à discuter et à parler en public. Les sujets sont en général indiqués par les habitants de chaque village ; plusieurs ouvriers préparent le débat et l'introduisent (exemples de sujets : la crémation ou l'enterrement, les boissons alcooliques sont-elles mauvaises ? la vie à la ville ou au village ? le tissage à la main ou le tissage mécanique ?). Les nouvel-

les du jour sont répandues parfois dans les écoles et commentées par voie de discussion.

Bibliothèques. — Chaque village a sa bibliothèque composée de livres écrits en dialecte local.

Des séances récréatives complètent cet ensemble.

3^o *Le village modèle de Pootung (Shanghai, Chine).*

La *Young Men's Christian Association* non seulement se sert de tous les groupements humains qui se forment pour établir son action mais encore crée parfois de toutes pièces ces groupements. C'est ainsi qu'elle a fondé en 1926 près de Shanghai un village de 24 maisons dont le succès lui a valu d'être chargée d'en fonder plusieurs autres semblables dans le pays. Elle a donné à ces villages une constitution démocratique et les a dotés d'un grand nombre de services, parmi lesquels, pour l'Education populaire, des cours, des conférences, un club dramatique, etc.

*
* *

Pour résumer cette étude, nous allons essayer de répondre sommairement à la double question suivante :

1^o Y a-t-il une doctrine chrétienne (catholique et protestante) de l'Education populaire ?

2^o Dans quelle mesure cette doctrine s'oppose-t-elle à celle de l'Education ouvrière ?

Voici les points sur lesquels nous paraissent s'opposer avec une certaine netteté les organisations catholiques et protestantes, aux organisations ouvrières proprement dites.

1^{er} point : à la lutte des classes, généralement préconisée par le mouvement de l'éducation ouvrière, les institutions religieuses d'Education populaire opposent sinon toujours une collaboration effective des classes, du moins un esprit de conciliation et de paix.

2^e point : au matérialisme socialiste, le christianisme oppose un idéalisme très poussé qui se traduit en matière culturelle par une activité plus « désintéressée » qu'utilitaire (par là il s'oppose également au libéralisme qu'il accuse de pécher tout autant par la priorité qu'il

donne à la matière sur l'âme, à la satisfaction des besoins immédiats sur la préparation de la vie éternelle).

3^e point : au *collectivisme* de l'éducation ouvrière, le christianisme oppose le souci primordial du bien de chaque homme.

Dans la pratique, l'action culturelle des organisations catholiques diffère par maints côtés de celle des organisations protestantes. En particulier, elle est, semble-t-il moins libérale, et moins empirique. Cela paraît imputable au fait que le catholicisme est une *Eglise* tandis que le protestantisme est une infinité de groupements qui n'ont point d'ambition collective et ne prétendent point régner.

III

LES ORGANISATIONS NEUTRES

Il paraît impossible de réunir dans la présente étude, ne fût-ce que pour les mentionner, toutes les institutions étrangères qui, sans poursuivre une action spirituelle ou politique déterminée, contribuent au développement intellectuel des classes nombreuses. Dans tous les pays, en effet, la quasi-totalité des œuvres sociales, quel que soit leur objet principal, ont une action culturelle. D'autre part, il est en général difficile de déterminer avec certitude quelles sont les organisations populaires réellement soustraites à toute volonté tendancieuse ; car il n'en est aucune qui puisse vivre sans faire appel à des aides financières et les subventions (la charité pure s'exerçant peu en matière culturelle) s'offrent rarement sans l'espoir d'une influence.

Cette double constatation nous incite, d'une part, à considérer comme *neutres* toutes les institutions dont l'activité n'est pas placée sous une *étiquette* trop précise, d'autre part à n'étudier parmi ces institutions que celles dont le *type* est universellement répandu et celles qui présentent une originalité intéressante¹.

Les types communs que nous avons choisis se répartissent en deux catégories que nous examinerons successivement :

- *les œuvres neutres hors du « système académique »*,
- *les œuvres neutres dans le « système académique »*.

Nous citerons pour terminer une grande organisation nationale neutre — l'Institut Masaryk de Prague — dont l'importance et la rareté sont également remarquables.

1. Nous ne ferons aucune distinction ici entre les centres d'Education populaire entretenus par le patronat et les œuvres qui sont à proprement parler indépendantes et neutres. Cette distinction n'a d'intérêt, en effet, que dans le cadre d'un pays déterminé ; au point de vue *technique*, elle ne correspond pas à des différences apparentes dans les institutions.

A. Les oeuvres neutres hors du système académique

Sous ce premier type, deux types principaux d'association méritent à notre sens de retenir l'attention, le type « *Settlement* » et le type « *Sokol* », l'un parce qu'il résume la majorité des groupements culturels indépendants et neutres qui se sont développés depuis cinquante ans, l'autre parce qu'il représente selon nous la forme d'action culturelle qui est appelée dans l'avenir au plus grand développement.

a) Les associations du type « *Settlement* »

Les *settlements* sont nés en Angleterre il y a un peu plus de cinquante ans. En 1884 un clergyman anglais, Canon Burnett, ouvrit dans un quartier populaire de Londres, avec l'aide de sa femme, une maison destinée au délassement et à l'instruction des personnes des alentours. Cette maison s'appelait *Toynbee hall*. C'est l'esprit dans lequel elle fut fondée et l'organisation qui lui fut conférée qui donnèrent à l'initiative de Canon Burnett un caractère d'originalité et le firent imiter. C'est en Angleterre tout d'abord que le mouvement se développa : aujourd'hui on compte dans ce pays une centaine de *settlements* qui sont hébergés par d'autres institutions (tout en conservant leur autonomie), ou possèdent des locaux personnels, qui ont un programme social étendu (*Residential settlements*) ou poursuivent surtout une activité éducative (*Educational settlements*), qui englobent toutes les formes de l'action culturelle ou se spécialisent dans certaines d'entre elles, qui groupent enfin les travailleurs pendant leurs heures journalières de repos ou les rassemblent durant leurs vacances (*Residential colleges*).

Mais c'est aux Etats-Unis que les *settlements* ont pris la plus grande extension. « *Transportés d'Angleterre à New-York en 1886, par Stanton Cort, à Boston par Robert Woods, ils sont aujourd'hui plus de 500. Alors que les settlements anglais sont nés pour la plupart de groupements consti-*

tués, églises ou universités, le Centre Social d'Amérique doit presque toujours son origine à une forte personnalité. Le premier résident en est le plus souvent l'initiateur. Dans ce pays neuf, à la population hétérogène, aux transformations rapides, nulle institution n'était mieux faite que le settlement pour cristalliser, harmoniser les velléités de la cité ».

Le mouvement des settlements s'est par ailleurs développé, inspiré ou non par les settlements anglais, en Pologne, en Hollande, en Allemagne, dans les pays scandinaves, au Canada et au Japon. — « *Partout les settlements reconnaissent Toynbee-hall comme leur point de départ mais ils se développent selon des caractéristiques nettement représentatives de leur milieu* »¹.

Nous ne pouvons, faute de place, étudier dans le détail l'organisation et l'activité des diverses catégories de settlements. Nous nous bornerons à dégager sommairement les caractères fondamentaux du *type settlement* en indiquant les variantes principales de ces caractères.

1^o *Les associations du type « settlement » utilisent la communauté de voisinage.*

Par là elles se distinguent très nettement des groupements basés sur une communauté d'intérêts, d'occupations ou d'opinions. Les settlements et leurs dérivés sont des *cercles de village ou de quartier*.

Cependant il existe des associations temporaires groupant des personnes d'origines territoriales diverses qui doivent être néanmoins considérées comme appartenant au type settlement : ce sont, en commençant par les *Residential colleges* anglo-saxons, toutes les réunions culturelles organisées par les travailleurs, hors des villes pour la durée de leurs vacances.

2^o *Les associations du type « settlement » sont indépendantes.*

Ce sont en effet essentiellement de petites communautés

1. Cette citation et celle qui précède sont tirées de la monographie de Milles Bassot et Diémer sur les *Centres sociaux* (Le Redressement français, éditeur).

ayant leur autonomie, lors même qu'elles paraissent rattachées à une usine, une commune ou une institution quelconque. Cela ne les empêche pas d'être parfois groupées en fédération, mode de groupement qui n'est nullement exclusif d'une assez large liberté.

3° Les associations du type « settlement » se gouvernent elles-mêmes sous une forme démocratique.

Partout ceux qui ont pris l'initiative d'un settlement agissent plus en chefs qu'en mandataires de ceux qu'ils réunissent. Ils sont d'ailleurs encouragés dans cette attitude par ceux qui les commanditent.

Néanmoins, le principe d'un gouvernement démocratique est très fréquemment observé dans les formes. Il permet d'intéresser les membres du settlement à la marche de l'association et d'agir en connaissant leurs désirs et leurs goûts.

4° Les associations du type « settlement » sont placées sous le signe de la coopération.

Quelles que soient en effet les opinions et les tendances de ceux qui les inspirent, les settlements font appel avec une très grande netteté d'attitude à la collaboration des classes en matière culturelle, et souvent à celle des partis et des religions les plus opposés.

5° Les associations du type « settlement » ne participent activement à aucune action partisane.

Ce principe résulte en quelque sorte du précédent. Il ne signifie pas encore une fois que la neutralité des associations considérées soit absolue.

Nous nous proposons d'examiner plus en détail la structure et l'activité des settlements en parlant du mouvement des *centres sociaux* en France.

C'est également au sujet de la France que nous consacrerons quelques développements au mouvement des *Universités populaires* qui se rattache à la fois au mouvement settlement et au mouvement de l'*Extension universitaire* que nous verrons plus loin.

C'est grâce aux settlements et à leurs dérivés que depuis cinquante ans la meilleure besogne a été accomplie en

matière d'éducation populaire. A l'époque présente, ces institutions paraissent néanmoins subir un certain recul. Dispersées de par leur nature même, elles sont faibles en face des grands *mouvements* qui, pour rassembler plus sûrement leurs adhérents, tendent à assumer entièrement par eux-mêmes, toute l'œuvre culturelle. Elles sont parmi les victimes du déclin de l'individualisme.

Il faudrait conclure, en conséquence, à la disparition progressive de l'Education populaire indépendante et neutre si les associations du type que nous allons examiner maintenant ne donnaient pour l'avenir de la culture libre les plus grands espoirs.

b) *Les associations du type « Sokol »*

Le *Sokol* est une immense association populaire qui, fondée en 1862, groupe aujourd'hui en Tchécoslovaquie près de 350.000 membres et 160.000 adolescents, répartis en 3.140 sections locales. Absolument indépendant du gouvernement, il vise à « *maintenir et à éduquer les forces physiques, spirituelles et morales de la nation* ». Il possède dans la plupart des agglomérations rurales et urbaines un gymnase et une bibliothèque, autour desquels se réunissent en formations disciplinées, hommes, femmes, jeunes gens et jeunes filles animés d'un même idéal de fraternité, guidés par le même souci de se développer le corps et l'esprit.

Le *Sokol* est unique au monde. Il apparaît néanmoins possible de lui rattacher, pour une étude combinée, le mouvement international du *scoutisme*¹ qui sans doute accomplit

1. Pour mémoire : le scoutisme a été conçu et créé par lord Baden-Powell, vers l'année 1900. Actuellement, en pratique dans quarante nations, il groupe plus de deux millions de garçons et près d'un million de filles.

En ce qui concerne les garçons, les statistiques par pays sont les suivantes :

Etats-Unis.	800.000
Angleterre.	400.000
Pologne.	60.000
Tchécoslovaquie.	30.000
France.	25.000

(En outre, la Fédération des Scouts de France, exclusivement catholique, groupe 50.000 membres).

Belgique.	8.000
Suisse.	5.000

dans le domaine de l'Education populaire un œuvre moins complète que la sienne (puisqu'il ne s'adresse qu'à la jeunesse et que son programme est plus précisément limité), mais qui présente cependant avec lui, partout où il revêt la forme d'associations neutres, de nombreux caractères communs.

En effet *Sokol* et *Scoutisme* proposent à leurs membres un idéal élevé, contribuent de façon complète à leur formation et les groupent en des communautés fortement organisées.

1° *Premier point : idéal.*

Quelle que soit la précision de leurs tendances politiques ou religieuses ou la rigueur de leurs principes moraux, les groupements que nous avons jusqu'à présent étudiés n'exigent point de leurs membres la pratique permanente d'un idéal précis. Le *Sokol* au contraire astreint ses adhérents à l'engagement d'agir en toutes circonstances selon des principes bien déterminés : fraternité, patriotisme, etc... Le scoutisme va plus loin encore puisqu'il demande à ceux qui entrent dans ses rangs un *serment* : celui de se soumettre aux dix articles d'une *loi* spéciale. Membres du *Sokol* ou scouts sont ainsi les militants actifs non d'une forme de gouvernement ou d'une religion¹, mais d'une moralité et d'un civisme placés au-dessus des oppositions d'intérêts ou d'opinion qui peuvent exister dans un pays.

2° *Second point : formation complète.*

Un grand nombre d'organismes d'éducation populaire offrent à leurs membres, grâce à la disposition de locaux étendus, et d'une organisation importante, la possibilité de se développer à la fois le corps et l'esprit. Mais seuls le *Sokol* et le scoutisme ont pour objet essentiel de donner aux leurs une formation véritablement complète. Le *Sokol*, en effet, a la préoccupation constante de doser judicieusement dans ses programmes l'activité physique et l'activité intellectuelle et, à l'intérieur de ces deux catégories, de choisir les formes d'activité qui s'accordent et se complètent. Le scoutisme, pour sa part, n'est pas aussi éclectique dans

1. Hormis dans les pays où les associations de scoutisme sont confessionnelles (France...).

l'élaboration de ses programmes : il donne au jeu par opposition à l'étude, à l'étude de la nature par opposition à l'étude de tout le reste une priorité telle que son action formatrice paraît à première vue pleine de lacunes. On peut dire cependant que son œuvre est sinon complète, du moins cohérente, puisqu'elle vise par-dessus tout la formation du caractère et qu'il faut bien reconnaître avec les Anglais que cette formation commande et résume toutes les autres.

3° *Troisième point : communauté organisée.*

Certaines grandes institutions culturelles présentent une organisation remarquable, mais aucune n'est en mesure de donner à chacun de ses membres, comme le font le Sokol et les associations de scoutisme, l'impression dominante d'appartenir à une communauté très unie. Cette impression est provoquée dans l'organisation Sokol ou scout de deux façons :

- par la soumission des membres à une hiérarchie imitée de la hiérarchie militaire,

- par la réalisation de fréquentes manifestations communes (rassemblements régionaux ou nationaux).

On peut dire que le Sokol et le scoutisme sont des mouvements créés en réaction contre l'individualisme, mais sur la base du respect de la liberté individuelle.

Comme tels, ils s'opposent,

- d'une part, à la multitude des petits groupements autonomes qui dans les nations démocratiques, par souci excessif de leur indépendance et de l'indépendance de chacun de leurs membres, demeurent faibles et périssent de jour en jour ;

- d'autre part, aux grandes associations de jeunes et d'adultes, formées par les dictatures, dont la puissance grandissante se forme au détriment des droits de l'homme.

B. Les œuvres neutres dans le système académique

Les diverses catégories d'œuvres privées que nous avons jusqu'à présent examinées se caractérisent par le fait qu'elles sont, sauf de rares exceptions, assez éloignées des

institutions officielles. Cet éloignement elles le recherchent quand elles sont neutres, parce qu'elles y voient une condition de leur indépendance ; il s'impose à elles au contraire, quand elles sont politiques ou religieuses, du fait de la neutralité nécessaire de l'Etat.

Nous devons maintenant examiner deux types d'organisation qui vivent en certains pays dans l'orbite des établissements publics d'enseignement.

Ce sont : — *les œuvres complémentaires de l'Ecole publique qui se rattachent au service de l'Enseignement primaire,*
et — *le mouvement de l'Extension universitaire qui est lié au service de l'Enseignement supérieur.*

a) Œuvres complémentaires de l'école publique.

Sous ce titre, on ne désigne pas toujours à vrai dire que des œuvres privées. Dans certains pays, en effet, l'Etat entreprend à ses frais, en utilisant ses instituteurs primaires, des cours d'adultes qui ont pour but, soit de donner un minimum d'instruction aux individus qui sont passés, légalement ou non, à travers les mailles de l'école publique et qui demeurent en conséquence illettrés, soit d'offrir aux plus persévérants des diplômés primaires le moyen d'accroître leurs connaissances générales. De tels cours sont d'ailleurs destinés — nous l'avons indiqué en définissant au début de cet ouvrage l'Education populaire — dans le premier cas, à être rendus obligatoires et à faire l'objet d'une organisation spéciale, dans le second cas, à être rattachés au système de l'enseignement secondaire.

A côté de cela, existent des œuvres dont le champ d'activité est l'Education populaire proprement dite et qui, de ces fait, sont et demeurent privées dans les pays démocratiques.

Ces œuvres sont, néanmoins, rattachées aux écoles primaires pour deux raisons : une raison de recrutement (elles s'adressent aux anciens élèves de l'école, forme de groupement qui présente souvent de grandes qualités) et une raison de fonctionnement (elles font appel à l'ac-

tivité bénévole, mais rétribuée, des instituteurs durant les loisirs assez larges dont ceux-ci disposent).

Leur but est d'instruire en délassant par les moyens habituels des œuvres culturelles : conférences avec public étendu ou restreint, fêtes, représentations dramatiques et soirées musicales. En sorte qu'elles présentent peu de caractères intéressants à étudier si elles ne sont pas examinées dans le cadre d'un pays donné.

C'est pourquoi nous nous réservons de leur consacrer quelques développements à propos de l'Education populaire en France.

b) *L'extension universitaire.*

C'est en Angleterre que le mouvement de l'extension universitaire a pris naissance et qu'il s'est développé de la façon la plus caractéristique. C'est donc dans ce pays, qu'à titre d'exemple, nous l'étudierons¹.

En parlant de l'Education ouvrière en Grande-Bretagne, nous avons dit ce qu'est la *Workers Educational Association* : un organisme qui accomplit par délégation (tacite ou expresse) l'œuvre culturelle des organisations ouvrières.

Or, la *Workers Educational Association* ne joue qu'un rôle d'intermédiaire entre la « demande » d'enseignement faite par ces organisations et une offre d'enseignement qui est effectuée par une partie du personnel enseignant des collèges et des universités. A l'exemple de la *Workers Educational Association*, les *Educational settlements* font également usage de cette offre dont l'organisation et les formes constituent précisément le mouvement de l'extension universitaire.

1^o *Organisation.*

L'organisation de l'extension universitaire est, en Angleterre, extrêmement réduite.

1. Il convient cependant de remarquer que le *système académique* n'est pas, en Angleterre, juridiquement rattaché à l'Etat. On sait, en effet, que l'enseignement est, dans ce pays, à peu près entièrement laissé à l'initiative privée. Néanmoins, les Universités et les collèges anglais se présentent assez comme des institutions publiques pour qu'on les considère comme des organismes officiels.

Un comité central, composé en égales parties d'universitaires et de délégués de la *Workers Educational Association*, contrôle et oriente l'ensemble du mouvement.

Deux *extra mural boards* fonctionnent au sein des deux plus anciennes universités, Oxford et Cambridge, qui sont aussi celles dont l'activité *hors murs* est la plus développée ; ces organismes ont des attributions semblables à celles du comité central.

2° Formes.

La contribution des universités et des collèges anglais à l'Education populaire s'effectue actuellement sous quatre formes principales : les « *extensive lectures* », les « *Tutorial classes* », les cours par correspondance, les écoles de vacances.

Extensive lectures. — Cette forme d'enseignement *hors murs* est la plus ancienne de toutes. Dès 1865, il vint à l'idée de quelques maîtres et de quelques étudiants de l'Université d'Oxford d'organiser dans les centres ouvriers des alentours des séries de conférences sur des sujets de culture générale. Cette initiative ayant eu du succès, la plupart des universités et des collèges la suivirent. Il sont deux cents aujourd'hui.

Tutorial classes. — Les premières *Tutorial classes* n'ont été créées qu'en 1908. Elles constituent la forme essentielle de « l'extension universitaire » parce que la plus complète et la plus poussée. Voici en quoi elles consistent : les auditeurs les plus assidus des *extensive lectures*, qui désirent poursuivre à fond leur formation supérieure, sont groupés en classes dont le but est l'étude d'un sujet bien déterminé. Ils sont réunis vingt-quatre fois par an pendant trois ans. En fin d'études, ils subissent un examen qui leur confère un grade spécial. On conçoit qu'un petit nombre seulement de travailleurs acceptent de s'astreindre à une tâche aussi régulière. De fait, les inscrits aux *Tutorial classes* constituent une minorité ; mais cette minorité est encore imposante, comme on en peut juger par les chiffres suivants (établis pour 1929, le mouvement est depuis lors demeuré à peu près stationnaire).

Sujets des classes	Nombre de classes	Nombre d'étudiants
Sciences économiques	215	3.421
Philosophie et sociologie	184	3.410
Beaux-Arts	26	489
Histoire et géographie	65	1.174
Langues et littérature	165	3.134
Sciences	20	348
Total	675	11.976

Des statistiques établies par le *Board of Education* font ressortir, d'autre part, la composition diverse de ces classes : ouvriers qualifiés, artisans, employés, petits commerçants et instituteurs primaires se retrouvent partout en quantités à peu près égales.

Aux Tutorial classes, on peut rattacher des cours de plus brève durée — deux ans, un an, six mois — qui procèdent d'un même esprit, mais s'adressent à des auditeurs plus occupés ou moins persévérants. Ces cours groupent ensemble un nombre à peu près égal d'étudiants que les Tutorial classes (dix mille environ).

Cours par correspondance. — Près de cent Universités et collèges ont établi une organisation permanente de cours par correspondance. Au surplus, tous les établissements d'enseignement supérieur entretiennent des services d'information pour les travailleurs des environs (avec envoi de livres ou d'indications bibliographiques). Pour l'ensemble de ces services, près de vingt mille personnes qui ne sont pas à même de suivre des cours (des paysans en particulier) sont touchées.

Ecoles de vacances. — De création plus récente sont les *Week-End schools* et les *Saturday schools*, qui ne se distinguent des Tutorial classes et des Extensive lectures que par le lieu où elles sont établies (à la campagne le plus souvent) et l'éclectisme de leur programme (on considère d'abord le temps disponible pour l'enseignement, puis on établit le plan d'étude, de façon que cet enseignement soit aussi complet qu'il est possible).

L'Institut Masaryk en Tchécoslovaquie

La neutralité des institutions en général, des institutions culturelles en particulier, a le plus souvent pour conséquence leur dispersément. Lorsque l'initiative privée va vers l'action sans vouloir poursuivre la réalisation d'un programme spirituel ou politique déterminé, il est rare qu'elle tende à s'inféoder. D'autant que la neutralité se double, d'habitude, d'un souci extrême d'indépendance et conduit avec celui-ci à un individualisme très poussé.

Néanmoins, un grand nombre d'œuvres privées ont des dimensions assez importantes pour constituer l'équivalent des grandes associations ouvrières ou religieuses. Nous avons montré à cet égard que les organismes du type sokol pouvaient être considérés comme la contrepartie, en pays libéraux, des jeunesses ouvrières ou nationalistes des dictatures.

D'autre part, nombreuses sont les institutions qui se groupent en fédérations pour coopérer. Ces fédérations, tantôt ont une compétence générale, tantôt sont spécialisées dans une branche particulière de l'Education populaire (nous signalerons certaines de celles-ci en parlant de l'organisation des Arts populaires).

Parmi les premières, il faut citer : en Angleterre, la *Workers Educational Association*, que nous avons décrite à propos de l'Education ouvrière, et l'association des *Settlements*, et, en France, la *Fédération des centres sociaux*, dont nous parlerons en troisième partie.

Mais nulle part ailleurs qu'en Tchécoslovaquie l'on n'a, semble-t-il, constitué une institution nationale strictement neutre et indépendante des Pouvoirs publics, qui parvint à grouper l'ensemble des associations culturelles du pays. C'est pourquoi nous avons tenu à faire ressortir le cas de l'Institut Masaryk de Prague.

Dans la première partie de cet ouvrage, en parlant de l'influence des situations politiques sur l'Education populaire, nous avons décrit la genèse de cet Institut, c'est-à-dire la formation avant la guerre, dans les pays tchèques et slovaques soumis à la domination autrichienne et l'ac-

tion de la *Ligue de culture populaire*, dont l'objectif était d'établir une communauté culturelle étroite entre les populations dont on souhaitait établir l'autonomie et l'unité politiques. Cette ligue avait réussi à grouper jusqu'au bout de la lutte pour l'indépendance l'ensemble des partis. Elle conserva ceux-ci rassemblés après la victoire, développa son organisation grâce à l'appui des pouvoirs Publics, jusqu'au jour (mars 1920) où elle se transforma pour devenir l'Institut Masaryk.

L'Institut Masaryk est une organisation d'étude et de travail. Il est l'informateur de toutes les associations éducatrices en Tchécoslovaquie ; il se tient en contact permanent avec elles, exerçant une influence profonde sur leur activité.

Il est divisé en plusieurs sections dont les attributions suivent :

1^o Section des bibliothèques.

En parlant plus loin des bibliothèques populaires, nous citerons la loi qui, en Tchécoslovaquie, domine cette matière. L'Institut est chargé de faciliter l'application de cette loi : il expédie des livres aux bibliothèques communales (près de 50.000 par an), édite des catalogues, forme des bibliothécaires.

2^o Section de l'enseignement.

L'Institut a gardé, à Prague, une Université populaire appelée *Ecole Huss pour développer la culture générale et l'éducation nationale*, une institution modèle qui sert à la fois d'exemple et de terrain d'expériences. Les résultats annuels de la gestion de cette école permettent à l'Institut de dresser des recueils de suggestions théoriques et pratiques dont bénéficient les associations qui le veulent.

D'autre part, l'Institut a organisé un service d'enseignement par correspondance, s'efforçant ainsi non plus d'orienter et d'aider les institutions culturelles, mais de compléter leur action en atteignant les citoyens des régions les plus éloignées des centres intellectuels.

3^o Section des Beaux-Arts.

L'Institut agit directement et par lui-même dans toutes les branches de l'éducation artistique : il organise des concerts populaires, des émissions radiophoniques, des expositions ambulantes, des séances cinématographiques modèles. Il encourage, d'autre part, les troupes dramatiques d'amateurs et les théâtres de marionnettes.

Chaque section — qui se subdivise en de nombreuses sous-sections — constitue un organe consultatif. L'ensemble des organes consultatifs forme le Conseil consultatif.

Quant à la direction de l'Institut, elle est assurée par trois organes :

- l'assemblée générale qui groupe les membres fondateurs (grandes associations culturelles préexistantes à l'Institut) qui ont une voix entière pour voter ; les membres d'honneur (institutions publiques, qui ont également une voix) et les membres contributaires (personnes isolées, qui ne disposent que d'un vingtième de voix) ;
 - le Comité administratif nommé par l'assemblée qui nomme lui-même des *réviseurs* ou arbitres chargés de régler les conflits.
-

CHAPITRE III

LES PRINCIPALES RÉALISATIONS

Des diverses sortes d'activités que nous avons indiquées en débutant comme rentrant dans le domaine de l'Education populaire, nous laisserons ici de côté celles qui se rattachent à l'idée *d'enseignement populaire* (cours, conférences, cercles d'études et lectures) parce qu'elles se distinguent assez peu des activités analogues déployées en France, et dont il sera fait une ample description.

Nous examinerons, par contre, toutes les autres, *les rattachant à trois questions : celle des bibliothèques populaires, celle des arts populaires et celle de la participation du peuple aux manifestations générales de la vie culturelle.*

I

LES BIBLIOTHÈQUES POPULAIRES

Parmi les diverses branches de l'Education populaire, celle des bibliothèques est partout la plus développée.

Ce phénomène paraît dû, en premier lieu, à ce que l'on reconnaît très généralement aux bibliothèques une utilité de premier plan. Quand on commença à se préoccuper dans le monde du développement intellectuel et moral des classes laborieuses, c'est par le livre que l'on pensa d'abord à agir. Aujourd'hui, quoique cette action culturelle revête bien d'autres formes, le livre est toujours considéré comme un moyen d'action essentiel.

Ce qui paraît avoir également aidé au développement des bibliothèques, c'est que les divers groupements intéressés à l'Education populaire n'ont jamais refusé de collaborer à leur création et à leur entretien, leurs tendances opposées ne les obligeant point, dans ce domaine, à des actions séparées.

Enfin, dernière circonstance favorable : c'est à l'œuvre des bibliothèques que l'Etat, partout et toujours, a le plus volontiers contribué.

Les bibliothèques populaires ne se distinguent pas toujours nettement des autres sortes de bibliothèques.

Souvent, elles se confondent complètement avec les bibliothèques publiques. Aux Etats-Unis, par exemple, celles-ci sont si nombreuses (près de 11.000, soit une par 12.000 habitants, avec une proportion de 33 volumes pour 29 personnes), et fonctionnent d'une façon si favorable à la classe ouvrière (elles sont à la disposition de tous gratuitement et demeurent ouvertes le soir et le dimanche), qu'il n'est pas question de distinguer celles qui sont destinées à l'éducation des travailleurs de celles qui ne le sont pas.

Souvent aussi les bibliothèques populaires portent des noms divers — qui paraissent les rattacher à des mouve-

ments assez différents – alors qu'elles présentent dans leur ensemble une grande unité. Il en est ainsi dans tous les pays à tendances individualistes où chaque œuvre privée fait montre d'une indépendance absolue.

Aussi bien est-ce moins par leurs dénominations que par leurs caractères fonciers que les bibliothèques populaires peuvent être définies comme telles et étudiées toutes ensemble.

Ces caractères sont essentiellement les suivants :

1^o *Aller au devant des lecteurs* et non point les attendre, c'est-à-dire : organisation déconcentrée, par apposition aux « bibliothèques savantes » où la concentration est la règle.

2^o *Composition très éclectique du catalogue* : mélange du type instructif et du type distrayant. Dans chaque type, extrême variété des genres et des *niveaux* (une bibliothèque populaire doit éviter d'être trop exclusivement *savante* et ne saurait être, à l'inverse, en majorité *vulgaire*).

3^o *Fonctionnement adapté à la vie des classes laborieuses* particulièrement en ce qui concerne les heures d'ouverture des locaux.

*
* *

Ces caractères fondamentaux, qui permettent de reconnaître une bibliothèque populaire, ne demandent guère à être développés. Aussi bien en devons-nous choisir d'autres pour étudier le « mouvement » dans son ensemble.

Les voici :

1^{er} point : *L'action des Etats en faveur des bibliothèques populaires revêt partout des formes analogues.*

2^e point : *Il y a, dans les principaux pays, une tendance à soumettre les bibliothèques populaires à une organisation d'ensemble.*

3^e point : *Les mêmes principes dominent la politique des principaux mouvements nationaux des bibliothèques populaires.*

A. Action des pouvoirs publics.

Les pays où l'Etat organise lui-même et possède l'ensemble des bibliothèques populaires, tout comme ceux où les Pouvoirs publics ont le monopole de l'Education populaire sont l'exception. Ce sont, du reste, les mêmes dans un cas et dans l'autre : Russie, Italie, Allemagne.

Aussi peut-on dire qu'en ce domaine l'initiative privée est maîtresse. Mais partout l'Etat n'en a pas moins pour cela une action extrêmement importante.

Dans cinq pays, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la Suède et la Tchécoslovaquie, des lois spéciales régissent la question des bibliothèques populaires. Ces lois contiennent des dispositions qui se retrouvent dans la législation de la plupart des autres nations. Mais elles sont plus complètes. Comme elles ont au surplus le mérite d'être claires, nous bornerons à elles notre étude, *les analysant concurremment pour faire ressortir le rôle de l'Etat à la création des bibliothèques d'une part, au cours de leur existence d'autre part.*

a) Rôle de l'Etat à la création.

La création des bibliothèques populaires est tantôt imposée, tantôt encouragée.

1^o Création imposée.

L'obligation de fonder une bibliothèque est imposée, en *Tchécoslovaquie*, à toutes les communes du territoire national. La loi du 22 juillet 1919 déclare :

« Pour compléter et approfondir l'instruction de toutes les couches de la population, les communes sont tenues de créer des bibliothèques publiques, contenant des lectures instructives et récréatives présentant une réelle valeur... »

« Dans les communes où il existe des minorités ethniques, il sera créé aussi pour chacune de ces minorités une bibliothèque particulière ou, dans la bibliothèque générale, une section particulière... Chaque bibliothèque aura une salle de

lecture pour le prêt des livres, une salle pour les journaux, etc.

« *Les dépenses pour la création et l'entretien d'une bibliothèque publique sont à la charge de la commune et imputables sur son budget ordinaire. La part que la commune doit y affecter annuellement sera fixée par décret...*

« *La surveillance de toutes les bibliothèques publiques appartient au Ministère de l'Instruction publique, qui forme à cet effet, les instructeurs nécessaires et décide en dernier ressort de toutes les questions litigieuses concernant les bibliothèques publiques* ».

Mais une telle disposition est exceptionnelle. Partout ailleurs, l'Etat se borne à encourager la création des bibliothèques populaires.

2^o *Création encouragée.*

De façon générale, les encouragements de l'Etat ne bénéficient pas qu'aux communes.

En *Belgique*, ils peuvent aller à trois catégories de personnes morales :

- aux municipalités ;
- aux associations *adoptées* par les communes ;
- aux associations libres, enfin.

Ces personnes morales doivent déclarer se soumettre à la loi des bibliothèques populaires en en réclamant le bénéfice.

Au *Danemark*, la bibliothèque seule est considérée par l'Etat, non le groupement auquel elle est rattachée.

En *Finlande*, aux communes ne sont jointes pour l'application de la loi que les sociétés subventionnées d'Education populaire.

En *Suède*, restriction analogue : la loi ne concerne que les administrations paroissiales, les communes laïques et les associations de paroisses ou de communes.

Ces encouragements consistent essentiellement bien entendu, en subsides initiaux ou annuels (capital ou rente).

Les conditions auxquelles ils sont donnés sont partout à peu près identiques :

1^o *Qualités techniques.*

Local convenable et bien situé, minimum de livres et

variété, gratuité des prêts, gestion par un bibliothécaire qualifié (diplômé ou non par l'Etat).

2° *Soumission au contrôle de l'Etat.*

Ce contrôle est exercé le plus souvent par les soins d'une commission nommée par le pouvoir central : conseil supérieur des bibliothèques publiques en Belgique, Conseil des bibliothèques au Danemark, Commission des bibliothèques en Finlande, premier conseiller des bibliothèques en Suède.

Ces organismes sont plus ou moins indépendants du gouvernement. Ils sont dotés de pouvoirs disciplinaires souvent fort étendus.

b) *Rôle de l'Etat en cours d'existence.*

D'une façon générale, l'Etat vient en aide aux bibliothèques populaires, dans le courant de leur existence, par des moyens à la fois financiers et techniques.

1° *Moyens financiers.*

Les subventions du Trésor public aux bibliothèques sont généralement réglées par un *contrat d'adhésion* (soumission volontaire à la loi) qui lie l'Etat aux collectivités publiques ou privées ayant une activité dans ce domaine. Elles comprennent, le plus souvent, un élément fixe (qui dépend de la population du lieu, du nombre de livres utilisables, etc.) et un élément variable (fonction du nombre de prêts, des achats de livres, etc.). Leur calcul est plus ou moins compliqué selon les pays. En Suède, les règles de ce calcul ont été précisées à l'extrême par la loi, afin de ne laisser aucune part à l'arbitraire des services d'inspection. Elles apparaissent par le fait assez complexes.

Très fréquemment, ces subsides ne sont pas payés en numéraire, mais en titres. Seuls les bibliothécaires, dans les pays où il en est ainsi, touchent des indemnités en argent. Entrer dans le détail de ces diverses modalités compliquerait à l'extrême l'exposé.

2° *Moyens techniques.*

Plus simples sont les moyens techniques par lesquels

l'Etat vient constamment en aide aux bibliothèques populaires.

Il y a, tout d'abord, le service d'information qu'il entretient à peu près partout à leur intention. Ce service a pour mission de fournir aux bibliothécaires, soit des renseignements bibliographiques, soit des livres. Il comprend donc un vaste fichier et un bureau d'achat. C'est gratuitement, en général, qu'il documente et les commandes qui s'effectuent par son intermédiaire bénéficient de réductions importantes auprès des éditeurs, des libraires et des relieurs.

D'autre part, dans un grand nombre de pays, des livres sont fréquemment prêtés par les grandes bibliothèques publiques, spécialisées ou non, aux bibliothèques populaires. De tels prêts permettent à ces dernières de satisfaire à toutes les demandes de leurs lecteurs, sans effectuer l'achat coûteux d'ouvrages que leur nature ne destine pas à être lus par un grand nombre de personnes.

Enfin, les bibliothécaires sont généralement réunis de façon régulière par les soins de l'Etat, à la fois pour recevoir une instruction technique élémentaire et pour être tenus au courant des éditions nouvelles. Il apparaît que, par ces réunions, les Pouvoirs publics sont en mesure d'exercer indirectement sur le mouvement des lectures une influence assez grande. En général, ils n'y manquent pas, et lorsqu'ils n'exercent pas par ailleurs la censure des livres, ils ont là le moyen de « filtrer » assez sérieusement la production journalière.

Cette aide permanente de l'Etat aux bibliothèques populaires comporte, en contrepartie, un contrôle assez strict qui s'effectue grâce à des services d'inspection dans le détail desquels nous n'entrerons pas.

B. Organisation d'ensemble des bibliothèques populaires

Il est apparu peu à peu, dans la plupart des pays, que la répartition territoriale des bibliothèques populaires,

telle qu'elle résulte de la naissance spontanée de ces dernières, est généralement assez peu satisfaisante. Pour remédier à ce défaut, *l'on a tantôt créé des bibliothèques nouvelles selon un plan d'ensemble, tantôt établi des organismes intermédiaires susceptibles de rendre complet et cohérent le système existant.*

a) *Première méthode.*

Des ensembles de bibliothèques ont été créés qui dépendent d'une grande institution culturelle ou constituent des institutions autonomes.

1° Le parti communiste en Russie, l'Œuvre nationale Dopolavoro en Italie, l'Association d'Education ouvrière au Japon, l'Institut roumain de sport et d'éducation, l'Association Urania en Autriche, le Secrétariat de l'Enseignement public au Mexique, la Fédération des associations d'Education populaire au Luxembourg, la Centrale ouvrière en Belgique, la Centrale suisse d'Education ouvrière, l'Institut Masaryk en Tchécoslovaquie, ont créé et administrent des ensembles de bibliothèques, effectuant la répartition des établissements en fonction des besoins réels des populations.

2° L'association dite *La Bibliothèque pour tous* qui fonctionne en Suisse depuis 1921, est un organisme indépendant qui n'a d'autre objet que de réaliser la diffusion du livre. Son caractère essentiellement *technique* constitue son originalité et nous incite à l'étudier de préférence aux organisations précédemment énumérées.

La *Bibliothèque du soldat* fondée par l'état-major de l'armée suisse durant la grande guerre, fonctionnant par le système des « Caisses ambulantes » (dont nous parlerons plus loin) avait donné d'excellents résultats. Elle possédait 40.000 volumes et 300 caisses qui demeurèrent inutilisées au lendemain de l'armistice. L'idée vint à l'*Association des bibliothécaires* qui se préoccupait d'améliorer dans les cantons les plus isolés la diffusion du livre, d'utiliser ce matériel au profit de la population civile. Le Conseil fédéral

adopta cette idée en 1920, affectant à l'organisme nouveau une subvention annuelle de 60.000 fr.

La *Bibliothèque pour tous* connut à partir de ce moment le plus grand succès : communes, associations, fondations, entreprises commerciales et particuliers adhèrent à son organisation que voici :

Six dépôts régionaux (établis à Bellinzone, Coire, Fribourg, Lausanne, Lucerne et Zurich) fournissent sur demande, pour une durée de un à neuf mois des cantines contenant 20, 40, 70 ou 100 volumes. Le lieu de séjour d'une cantine s'appelle dépôt. Un dépôt central prête directement les ouvrages d'une demande restreinte.

L'ensemble de l'œuvre est dirigé par un comité directeur, lui-même placé sous la haute direction d'un Conseil de fondation.

En 1932, 1.059 stations ont été desservies par 1872 cantines contenant un total de 91.194 volumes (chaque livre est prêté en moyenne trois fois dans chaque station).

La *Bibliothèque pour tous* joue également un rôle de complément puisqu'elle obvie à l'insuffisance des bibliothèques populaires fixes qui existent en Suisse. A cet égard, elle constitue dans une certaine mesure une application de la seconde méthode que nous allons maintenant étudier

b) *Deuxième méthode.*

Les organisations dont nous venons d'examiner le principe, à moins qu'elles n'émanent de l'Etat lui-même et pourvoient à l'ensemble des besoins du pays, n'atteignent qu'assez imparfaitement le but visé qui est en définitive de permettre à n'importe quel citoyen de se procurer aisément n'importe quel ouvrage. Quelle que soit en effet leur importance, leurs ressources personnelles en livres sont illimitées. Lorsque, par surcroît, elles sont rattachées à une grande institution culturelle, elles ne servent qu'à une partie de la population.

Aussi bien, la méthode qui consiste à établir par des organisations intermédiaires une certaine cohésion dans le

système existant, paraît-elle à bien des égards satisfaire davantage l'intérêt général de la population.

Elle est appliquée sous deux formes différentes en Angleterre et en Suède.

1° *En Angleterre.*

Nous avons déjà dit qu'en Angleterre les bibliothèques publiques sont extrêmement répandues dans les comtés et possèdent des branches dans les principaux quartiers des villes où elles existent ; toutes ont de nombreuses succursales dans les villages. On compte en outre une grande quantité de bibliothèques municipales indépendantes.

Pour perfectionner ce réseau, deux organisations ont été établies :

La *National central library* (à laquelle est joint à Londres, un dépôt principal) peut fournir rapidement à la bibliothèque la plus éloignée n'importe quel livre, pourvu qu'il ne soit pas d'un caractère trop spécial. Quant aux livres techniques, etc... les *outlier libraries* (bibliothèques à « l'usage des lecteurs résidant au dehors », situées le plus souvent auprès d'institutions savantes) les font parvenir à la *National central library*, qui peut ensuite les envoyer aux bibliothèques qui les demandent.

Ainsi est réalisée la liaison verticale.

La liaison horizontale est le but d'une organisation plus récemment créée, celle des Services régionaux d'échanges de livres entre bibliothèques, qui réalisent en quelque sorte la mise en commun des stocks d'ouvrages du pays tout entier en utilisant le Service postal des prêts. Il existe actuellement trois de ces organismes qui groupent chacun quatre ou cinq comtés.

2° *En Suède.*

Pour coordonner l'ensemble des bibliothèques populaires, l'on a procédé en Suède assez différemment. La bibliothèque communale (ou assimilée) qui présente dans un *län* (province) la meilleure organisation a été investie du titre de Bibliothèque centrale ; elle reçoit de ce fait une subvention supplémentaire et doit en contrepartie assumer une tâche de coordination.

« Toute bibliothèque centrale doit compléter le travail des bibliothèques locales dans une zone déterminée par le gouvernement, au moyen du prêt direct ou gratuit de livres nécessaires aux études (livres dits « savants »), de l'organisation de bibliothèques ambulantes et d'instructions techniques sur le fonctionnement des bibliothèques, le tout en conformité avec les prescriptions détaillées, élaborées à cet effet par l'autorité scolaire supérieure.

« Pour pouvoir être admise dans la catégorie des bibliothèques centrales et recevoir la subvention spéciale allouée à ces bibliothèques, une bibliothèque populaire communale ou assimilée doit être pourvue d'une salle de lecture contenant une bibliothèque de référence approuvée par le premier conseiller des bibliothèques et ouverte matin et soir tous les jours non fériés, à des heures commodes pour le public ; il est également nécessaire que ses collections soient satisfaisantes au point de vue de leur importance et de leur composition, que son directeur et le reste de son personnel possèdent la compétence requise ».

C. Politique des bibliothèques populaires

Dans tous les pays le mouvement des bibliothèques populaires poursuit un triple but : mettre le livre le plus à portée possible du peuple, attirer le peuple vers les bibliothèques, adapter les bibliothèques au peuple.

a) Mesures destinées à accroître la diffusion du livre

Partout il est apparu que même si toutes les agglomérations qui peuvent avoir une bibliothèque en avaient une, la diffusion du livre serait encore très imparfaite. A côté donc de l'effort qui est mené pour faire naître des bibliothèques dans toutes les localités et à l'intérieur de tous les groupements populaires, les Etats et les grandes institutions culturelles s'appliquent assez généralement à multiplier les dépôts de livres fixes ou mobiles.

1° Les dépôts fixes sont les moins fréquents. Ils sont effectués par les soins d'une bibliothèque régionale dans les usines, les paroisses, les écoles, les bureaux de poste. Leur utilité apparaît surtout dans les pays où les agglomérations sont nombreuses et toutes également petites : il n'est alors nulle part possible d'installer une bibliothèque dans un local particulier et de la faire tenir par un spécialiste.

Ces dépôts existent surtout en *Norvège*, pays de petits villages dispersés.

2° Les dépôts mobiles sont beaucoup plus fréquents et présentent un intérêt plus grand. Ils s'effectuent eux-mêmes par deux moyens :

— Celui des *caisses circulantes* est le plus répandu. Il a son origine en Amérique. Nous l'avons déjà décrit dans ses grandes lignes en parlant de la *Bibliothèque pour tous* en Suisse. Des caisses contenant une centaine de volumes en moyenne sont déposées par les soins d'une organisation centrale dans des endroits accessibles à tous et sous la responsabilité d'une personne désignée.

Un peu partout, comme preuve de l'intérêt qu'elles suscitent, on cite des cas assez fréquents où elles ont entraîné la création de bibliothèques permanentes.

— Le système des bibliothèques ambulantes ou *bibliobus* moins répandu pour le moment, tend néanmoins à se généraliser. Voici en quoi il consiste : une voiture, contenant des ouvrages récréatifs ou adaptés à la clientèle, arrive à jours fixes dans chaque village, ou s'arrête à intervalles réguliers devant les maisons isolées des campagnes ; le bibliothécaire change les livres et conseille les nouveaux lecteurs. Ce système est particulièrement développé aux Indes Néerlandaises, par les soins du gouvernement, en Espagne, grâce aux cercles de culture (*Athénées ouvriers*), au Danemark enfin où cependant il tend à disparaître grâce au développement des bibliothèques fixes.

b) *Mesures destinées à accroître la fréquentation des bibliothèques.*

1^o Les unes ont pour but de donner aux gens du peuple, dès leur plus jeune âge, le goût de la lecture. C'est ainsi, par exemple, qu'en Belgique et en Suède, des subventions relativement importantes sont allouées aux bibliothèques scolaires afin que l'habitude de lire soit donnée aux enfants. Une politique semblable est suivie dans la plupart des autres pays.

Parfois même, dans les programmes des écoles primaires sont prévues des heures de lecture récréative faites par l'instituteur. Le but de ces lectures n'est pas le même que celui des lectures expliquées. On s'attache surtout à développer grâce à elles le goût de la lecture chez les élèves, à éveiller leur sens de la beauté ou leur intérêt pour une branche de connaissances.

2^o D'autres mesures sont destinées, un peu partout, à faciliter à tous l'accès des bibliothèques : ouverture aux heures de loisirs, y compris la soirée et tout au moins la matinée des jours fériés ; local situé dans le centre de l'agglomération ; gratuité ou quasi-gratuité des prêts.

3^o D'autres mesures encore visent à rendre les bibliothèques attrayantes et confortables : par la décoration du local, l'aménagement des salles de lecture et de réunion (parfois on a créé des salles de projections et d'auditions radiophoniques ou phonographiques pour inciter par l'image et par le son à la lecture), la présentation des livres (reliures élégantes et peu salissantes).

4^o Enfin des dispositions extrêmement variées ont été prises dans différents pays pour informer le public sur ce qu'il peut trouver à la bibliothèque : publicité générale sur les murs ou dans les journaux ; envoi à domicile d'extraits commentés du catalogue ; affichage dans les locaux de la liste des nouveaux livres avec notices explicatives ; simplification des catalogues ; et surtout, œuvres d'information du bibliothécaire. La tâche du bibliothécaire ne consiste pas seulement à distribuer

des livres, mais aussi et surtout à guider les lecteurs. Nous n'insisterons pas, faute de place, sur l'application de ce principe essentiel.

c) *Mesures destinées à adapter les bibliothèques aux diverses catégories de lecteurs.*

Ces mesures sont de trois sortes :

1^o Les unes consistent dans la création, quand les circonstances s'y prêtent, de bibliothèques spécialisées. C'est ainsi que dans la plupart des pays, il existe des bibliothèques séparées pour les ouvriers d'usines, les ouvriers agricoles et les marins, des bibliothèques pour artisans, des bibliothèques pour enfants, des bibliothèques pour hôpitaux.

2^o Une seconde série de mesures a pour but de réaliser une adaptation semblable des livres au public dans les bibliothèques communes à toutes les catégories de la population. Elles consistent à établir le catalogue, ou à séparer les locaux, soit selon les catégories de lecteurs, soit selon les classes de matières.

3^o Enfin l'on a parfois pensé que la meilleure façon d'adapter le livre au lecteur populaire serait d'éditer à son intention des collections spéciales. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, sous le nom de *Reading with a purpose*, la *Library association* publie une série de bibliographies analytiques donnant des indications détaillées sur les ouvrages plus particulièrement désignés pour la lecture populaire ;

— qu'en Hongrie, le Ministre de l'Instruction Publique a fait rédiger des *Livres d'enseignement pour le peuple hongrois* ; — qu'en Roumanie, le Ministère du Travail a fait éditer sous le titre de *Bibliothèque du travail* une série de livres d'enseignement général ou spécial d'un format unique et illustré.

II

LES ARTS POPULAIRES

Nous ne pouvons étudier ici que très sommairement ce sujet considérable.

Comme l'objet de cet ouvrage est avant tout théorique, *nous consacrerons une part égale de développement à la théorie des arts populaires et aux principales réalisations.*

A. Théorie des arts populaires.

Depuis quelques années, la question de l'art populaire est fréquemment agitée. Elle suscite des enquêtes, des conférences, des études nombreuses. Un mouvement est né sur le plan international qui, dans les principaux pays, possède des ramifications actives : la Commission internationale des Arts populaires coordonne l'action de comités nationaux. Il faut reconnaître que, dans son ensemble, l'activité de ce mouvement est encore très théorique. Elle en est à la période d'étude, assez loin encore de celle des réalisations.

Cependant, des enquêtes partielles jusqu'à présent effectuées — dont la plus récente a été menée, à la demande du Bureau International du Travail, par l'Institut international de Coopération intellectuelle —, et des commentaires encore désordonnés qui accompagnent ces enquêtes, une certaine *doctrine*, contenant quelques principes d'action, peut être dégagée.

Nous en exposerons d'abord les lignes principales ; nous dirons ensuite quelles observations elle nous paraît soulever.

a) Etat actuel de la théorie des arts populaires.

Cette théorie peut être résumée, semble-t-il, par les trois propositions suivantes :

— la décadence incontestable des arts populaires, à

l'époque contemporaine, est due à un complexe de causes économiques, sociales, culturelles et spirituelles ;

— il apparaît néanmoins possible de se servir des manifestations survivantes de ces arts pour occuper les loisirs ouvriers ;

— plus encore, pourrait-on utiliser les loisirs ouvriers à la renaissance de ces arts

1^o Causes de la décadence des arts populaires.

Elles sont de quatre sortes :

Causes d'ordre économique. — Ce sont celles qui en provoquant la disparition progressive de l'artisanat ont assuré le règne de l'objet fabriqué en grande série. Il n'est pas nécessaire d'insister longuement à leur sujet. Elles sont la contrepartie de ce que l'on a maintes fois décrit et expliqué sous le nom de *conquête du machinisme*. Dans le domaine de l'art populaire, elles ont eu un double effet : elles ont restreint la production artisanale d'une part, elles l'ont rendue trop coûteuse par rapport à la production industrielle d'autre part. Autrement dit, elles ont détourné le producteur et découragé le consommateur.

*Causes d'ordre social.*¹ — « Les mouvements politiques profonds, qui, à partir de la Révolution Française ont assuré même aux classes les plus humbles un régime démocratique de liberté et d'égalité ont aussi déterminé un nivellement notable des diverses classes sociales.. Autrefois le costume des paysans et des artisans, l'aménagement de leur intérieur, leur passe-temps, appartenaient en propre à ces classes de la population et se distinguaient par plusieurs de leurs aspects essentiels de ceux des classes plus élevées... Aujourd'hui ces différences ont perdu et continuent à perdre beaucoup de leur importance... La mode qui était autrefois diverse, tend à se réduire à une forme unique : pour les classes populaires, adopter les modes des classes aisées et des populations urbaines, c'est affirmer leur égalité avec ces classes et ces populations ».

1. Cette citation et celles qui suivent sont tirées de l'étude d'ensemble faite par l'Institut international de Coopération intellectuelle, à la suite de l'enquête que nous avons mentionnée plus haut.

Causes d'ordre culturel. — « L'élévation remarquable à notre époque et dans tous les pays civilisés du niveau moyen de la culture n'a pas été favorable aux arts populaires. On pourrait même dire que la connaissance plus répandue et plus sûre des événements de la vie courante, de l'histoire des hommes, des phénomènes de la nature, a tari peu à peu maintes sources très abondantes d'images et d'idées, chères aux hommes primitifs. Idées et images qui, bien qu'inspirées par une foule innombrable d'erreurs, de croyances enfantines, de superstitions séculaires, étaient interprétées avec amour et avec un sentiment incomparable de la beauté, parla fantaisie ingénue, ardente et intarissable du peuple, dans le langage des formes et des sons, dans la décoration figurée, dans la musique et dans la danse ».

Causes d'ordre spirituel. — Celles-là aussi sont fort connues : recul de la foi, de l'enthousiasme, du désintéressement. Dans le domaine de l'art populaire, leurs effets sont trop évidents pour que l'on doive s'y arrêter.

2^o *Utilisation des arts populaires pour l'occupation des loisirs.*

« L'importance des causes qui ont déterminé la décadence de l'art populaire — et plus spécialement le fait que ces causes dépendent de l'organisation même de la vie économique et sociale de l'époque actuelle — organisation que personne ne songe certainement à modifier — semblerait devoir faire considérer avec un optimisme très limité la possibilité d'amener les travailleurs à consacrer leurs loisirs à la pratique de cet art. Cependant d'autres circonstances et d'autres facteurs, profondément enracinés dans la psychologie du peuple, permettent d'espérer que la belle plante millénaire pourra encore vivre, même reprendre une nouvelle vigueur et donner de nouveaux fruits, en accord avec les conditions de vie actuelle et sous la réserve que les efforts dirigés dans ce sens soient coordonnés ».

En quoi consistent ces « efforts » ? Comment les coordonner ?

« Il serait extrêmement difficile, sinon impossible, de proposer en cette matière des mesures applicables à tous les

pays... Une condition est essentielle : chaque fois qu'on tente d'aiguiller le goût artistique de l'ouvrier dans une certaine direction, il faut lui laisser la plus grande liberté dans l'expression de ses sentiments esthétiques... L'art du travailleur doit être adapté à ses goûts, à ses conceptions et à ses possibilités techniques. D'un autre côté, il faut éviter soigneusement de faire naître dans l'esprit de l'ouvrier une impression quelconque de recul ou de régression... Il y a là une œuvre qui doit être conduite avec beaucoup de tact et de discrétion pour amener peu à peu les ouvriers à considérer comme une occupation naturelle et amusante l'effort, le travail intellectuel ou physique consacré à la production d'une œuvre d'art ».

Deux groupes d'efforts qui se manifestent déjà pour agir dans ce sens doivent être développés.

Un premier groupe vise la préparation d'une *atmosphère favorable* à l'art populaire dans les milieux ouvriers.

Il comporte : — l'aménagement de petits musées d'art local ;

— une initiation artistique générale en dehors ou dans l'école publique ;

— l'organisation de jeux, cortèges et fêtes traditionnelles ;

— une propagande générale par le moyen de brochures, de la presse, de la T.S.F. et du disque.

Un second groupe d'efforts est destiné à encourager directement l'ouvrier à s'occuper activement de l'art populaire.

Il comporte — un enseignement préalable, commençant à l'école, continuant au sein de toutes les associations culturelles ;

— l'aménagement d'ateliers pourvus des outils nécessaires et de groupements musicaux et dramatiques possédant un certain matériel ;

— l'organisation de concours ;

— éventuellement l'organisation de la vente des objets fabriqués et de représentations payantes. (Des réserves nombreuses sont faites sur ce dernier point qui émanent des théoriciens pour lesquels l'art populaire ne doit pas être lucratif. Nous les examinerons plus tard).

3° *Utilisation des loisirs pour la renaissance des arts populaires.*

Cette idée est étroitement liée à la précédente. (Il faut en effet — c'est de toute évidence — que les travailleurs consacrent une partie de leurs loisirs à la pratique des formes survivantes de l'art populaire, pour que d'autres formes de cet art puissent naître ou renaître).

Cependant elle pose des questions particulières.

Première question : *Est-il possible de favoriser une renaissance des arts populaires ?* Autrement dit : en admettant que l'on réussisse par l'utilisation orientée des loisirs à assurer le maintien des catégories de ces arts qui n'ont pas disparu, faut-il espérer que seraient rappelées à la vie celles qui ne sont plus ?

Cette espérance est assez généralement partagée : on pense même dans les milieux de *spécialistes* — ces spécialistes tantôt sont partisans de l'art pour l'art, tantôt préconisent un art révolutionnaire — que les conditions du monde moderne contribuent à créer une esthétique nouvelle que les masses populaires seraient naturellement portées à exprimer. Des pages innombrables ont été consacrées à la défense et à l'illustration de cette idée. Nous sortirions, sinon des limites de notre sujet, du moins du cadre de cet ouvrage, si nous devions les analyser et les commenter.

Seconde question : *Dans quel sens et par quels moyens faut-il favoriser cette renaissance ?* Sur ce point également les opinions abondent que nous ne pouvons toutes indiquer. Il convient d'ailleurs de remarquer qu'en l'état actuel de la doctrine elles se traduisent rarement par des recommandations pratiques.

b) *Observation sur cette théorie.*

Une constatation s'impose dès l'abord : la plupart pour ne pas dire la totalité des avis dont l'ensemble constitue ce que nous avons appelé *l'état présent de la théorie des arts populaires* demeurent imprécis. Mais on aurait mauvaise grâce à insister sur le fait. Le problème vient à peine d'être abordé :

il était inévitable que les premières solutions manquassent de netteté et de solidité. L'important est qu'elles ne soient pas génératrices d'erreurs. C'est à ce point de vue seulement que nous voudrions nous placer pour les juger.

La critique des premiers principes établis par les divers organismes nationaux et internationaux qui s'occupent de la question des arts populaires a souvent surgi de ces organismes mêmes. Elle a été faite en particulier avec une rare clarté et une grande justesse par M. le Professeur Albert Marinus, membre à la fois du Comité national belge, et de la Commission internationale des arts populaires. Les écrits de M. le Professeur Marinus ont servi de base aux observations qui suivent, relatives à la définition et à la pratique de l'art populaire.

1^o Définition de l'art populaire.

Il serait essentiel, avouons-le, de poser une définition précise du terme dont on fait un cheval de bataille. Or l'unité n'est point faite, il s'en faut, là-dessus ¹.

« Dès que l'on aborde l'examen du problème de l'art populaire, on constate, se nuancant à l'infini, une diversité très grande dans les explications et les interprétations que donnent, de ces principes, les spécialistes ». Cette diversité tient dans une large part au fait que chaque spécialiste « voit le problème sous l'angle de la situation particulière de son pays et étend ses conclusions à l'ensemble des peuples ». Elle provient plus encore — ou du moins est sous cet aspect particulièrement choquante — d'un certain nombre d'erreurs de jugement dont il convient de dénoncer les deux principales, qui d'ailleurs s'opposent et se contredisent :

Première erreur : celle du « folkloriste ». — « Le spécialiste de l'art populaire est généralement conservateur de musée, collectionneur ou ethnographe. Sa tendance est celle-ci : on appelle art populaire celui que l'homme du peuple, ayant peu de culture, conçoit par lui-même indépendamment des influences d'écoles, et exécute, spontanément ou traditionnellement, au moyen d'un outillage rudimentaire. En fait, dans nos

1. Tiré, ainsi que les citations qui suivent, des écrits de M. le professeur Marinus.

musées de folklore, d'ethnographie et ou d'art populaire, les pièces exposées répondent généralement à cette définition. Mais si celle-ci doit servir de base, non plus seulement à un classement archéologique, mais à une action sociale, elle apparaît inutilisable. Ou bien elle confère aux nouvelles manifestations d'art populaire le caractère d'une reconstitution, non d'une renaissance, ou bien elle fait conclure à la mort irrévocable ou inévitable de l'art populaire ».

Cette seconde attitude — la plus fréquente chez les spécialistes les plus éclairés — est *« juste si on limite d'avance le domaine de l'art populaire aux formes, aux techniques d'une époque disparue, l'époque qui a précédé le machinisme ... Mais elle est fausse si on est fermement attaché à ce principes essentiels que l'homme fruste ou cultivé, a toujours eu un souci de la beauté et un besoin de se distraire »*. Cette conviction — qui est encore résumée comme suit par M. le Professeur Marinus : *« Nous croyons rester dans la réalité humaine et vivante ... en disant que si les conceptions anciennes de l'art populaire disparaissent, elles doivent être remplacées par d'autres »*, — cette conviction peut néanmoins servir de point de départ à une autre sorte d'erreur.

Seconde erreur : celle du « moderniste ». — « On a fait un peu partout des efforts pour tâcher d'inspirer aux ouvriers des préoccupations artistiques ... on a multiplié les cours d'art, organisé des conférences, essayé des visites accompagnées dans les musées, etc., élaboré des styles décoratifs pour les logis ouvriers... Les échecs furent presque toujours retentissants, et il ne pouvait en être autrement. On ne crée pas un art pour le peuple ; on ne ramènera l'ouvrier à l'art que lorsque l'ouvrier lui-même se créera son art. La formule à rechercher doit être l'art par le peuple lui-même, adapté à ses goûts, à ses conceptions, à ses possibilités techniques ».

Rien ne paraît plus faux en effet que la conception d'un art populaire réplique du Grand Art. Cela ne signifie point que pour sauvegarder la pureté de l'inspiration populaire, il faudrait systématiquement soustraire l'homme du peuple à toutes les influences artistiques de son temps, surtout lorsque ce temps est celui de la diffusion rapide et profonde

de toutes les tendances. Une telle politique, en admettant qu'elle soit possible, isolerait à l'extrême l'art populaire de toutes les autres sources de l'art, au moment même où il a le plus besoin d'être alimenté.

Aussi bien faut-il adopter dans le fait une définition plus large de l'art populaire que ne le font les esthètes ou les sociologues, l'important étant d'obtenir des résultats tangibles, non de satisfaire l'esprit. M. le Professeur Marinus en est le premier convaincu. Il recommande même de ne négliger aucun des apports à l'art des foules qui sont susceptibles d'en déterminer la renaissance. Pourquoi limiter cet art en effet, le comprimer avant qu'il ne manifeste son retour à la vie ? Il s'agit d'abord de *provoquer*, (dans le bon « esprit » bien entendu : c'est pour cela que l'examen théorique de la question n'est pas inutile). On verra ensuite à *systématiser*.

Comment *provoquer* ? Sur ce point, la théorie est assez imprécise et les observations qu'on lui peut ajouter ne sont pas faites pour accroître sa valeur pratique.

2^o *Pratique de l'art populaire.*

M. le Professeur Marinus manifeste tout d'abord la crainte que les *spécialites* qui dans la plupart des pays travaillent à la renaissance des arts populaires, n'aient pas toute la compétence nécessaire pour passer de la théorie à la pratique et qu'en conséquence leurs recommandations soient à maints égards inapplicables. Il fait observer que le problème pratique de l'art populaire ne comporte pas seulement des éléments artistiques, qu'il présente aussi des aspects économiques (Faut-il commercialiser l'art populaire ?) et pédagogiques (quels procédés faut-il utiliser dans l'enseignement pour généraliser la pratique de l'art populaire ?).

Or ces deux derniers points de vue n'ont pas été jusqu'à présent approfondis. « *Il est donc souhaitable que des contacts soient établis entre les comités nationaux des arts populaires et les organismes économiques et pédagogiques compétents ...*

« *Il s'agit d'une œuvre de longue haleine, d'un travail lent et susceptible d'améliorations constantes. On ne peut croire*

qu'on va pouvoir tout de suite dresser un programme et passer à la réalisation. Ce serait avoir une vision étroite de la question ... Le problème est vaste, complexe, et il ne sera jamais résolu. Le travail actif sera fait surtout par les organisations populaires et celui des comités nationaux ne sera qu'une collaboration et un contrôle ».

On peut, par ailleurs, observer que les recommandations établies ne sauraient jamais être universellement appliquées. Dans chaque pays, le problème de la renaissance des arts populaires revêt en effet un aspect différent selon que l'artisanat survit en partie ou qu'il a totalement disparu, selon que les traditions populaires se sont en partie maintenues ou qu'elles ont été tout à fait perdues.

Différences tenant à la situation de l'artisanat.

Il y a, on n'insiste peut-être pas assez sur ce point, deux aspects très nettement séparés de l'art populaire : l'aspect *professionnel* et l'aspect *amateur*. Non seulement les mesures à appliquer à l'un ou l'autre diffèrent profondément (nature et sens des encouragements) mais encore ce n'est pas la même politique qu'il faut adopter s'ils coexistent tous deux ou si le second demeure seul. Sur ce point « *la situation réelle des arts populaires varie de pays à pays. Nous voyons par exemple certains spécialistes s'inquiéter de la concurrence commerciale que les œuvres produites par les ouvriers pendant leurs loisirs ferait à la population qui vit de la production de ces œuvres ... dans d'autres pays cette préoccupation n'est même pas mentionnée* ».

Comme conséquence de cette différence : « *Dans les pays où la tradition se perpétue avec le caractère d'un métier lucratif on trouve tellement naturel que l'école se préoccupe de l'enseignement de la technique qu'on ne songe même pas à signaler l'école comme un moyen de développement et de diffusion. Dans les autres pays, on redoute de compter en quoi que ce soit sur l'école pour l'enseignement des arts populaires* ».

Différences tenant à la vitalité des traditions.

De même ne peut-on recommander les mêmes méthodes aux pays où le goût des manifestations traditionnelles est demeuré vivace (Hongrie, Italie, Mexique) et à ceux où l'industrialisation a fait disparaître toutes les coutumes locales. Tantôt l'action en faveur des arts populaires doit être à la fois de maintien et de rénovation ; tantôt elle ne saurait être que de rénovation. La différence est considérable. Nous n'insistons pas.

Ces diverses observations tendent essentiellement à montrer :

— d'une part que tout essai de construction théorique, a priori, dans le domaine des arts populaires, est assez vain. La seule utilité d'un tel essai (et c'est pour cela que nous avons montré comment il est généralement tenté) est de faire ressortir, connaître et partant condamner, les erreurs de conception les plus caractérisées ;

— d'autre part, que le problème des arts populaires doit être considéré d'abord et presque exclusivement dans le cadre particulier de chaque pays.

Dans l'examen pratique que nous allons entreprendre maintenant, nous nous attacherons surtout, en conséquence de cette seconde conclusion, à décrire parmi toutes les réalisations nationales celles qui constituent un exemple applicable en France.

B. Les principales réalisations.

Il y a trois branches principales de l'art populaire :

- *celle des arts plastiques et décoratifs ;*
- *celle du chant et de la musique ;*
- *celle de l'art dramatique.*

Après avoir examiné dans chacune d'elles les réalisations qui nous paraissent les plus intéressantes, nous consacrerons quelques lignes aux principales organisations qui visent au développement de l'ensemble des arts populaires.

a) *Arts plastiques et décoratifs.*1° *Peinture, sculpture, poterie et production de tous « objets d'art ».*

C'est en cette matière que la distinction du travail professionnel et du travail d'amateur apparaît essentielle. D'un côté, des réalisations intéressantes (exemple : la Hongrie) ; de l'autre, inévitable insuccès (exemple : la Belgique).

Protection de « l'industrie domestique » en Hongrie. — L'industrie domestique dans ce pays où les traditions demeurent particulièrement vivaces, produit soit des objets à destination purement pratique, tels que draperies sans ornementation et vaisselle unies, soit des objets d'une valeur artistique tels que toiles brodées, poteries, céramiques. La production des objets de la première catégorie n'est encouragée que pour des raisons économiques (l'artisanat élément de stabilité sociale principalement en temps de crise industrielle et agricole). Celle des « objets d'art » l'est au contraire à des fins artistiques et culturelles (accessoirement dans un but psychologique : soutenir le moral des populations agricoles pendant l'hiver). L'action des Pouvoirs publics dans ce domaine consiste en :

— propagande destinée à inciter les travailleurs à employer leurs loisirs aux travaux de l'industrie domestique ;

— des cours de formation technique à l'usage des débutants ;

— des subventions (en 1933 : à 15 ateliers de broderie ; 5 ateliers de dentelles ; 4 ateliers de tissages ; 2 ateliers de tapis ; 12 ateliers de sculpture sur bois, de céramique, d'applications du cuir) ;

— des expositions à l'étranger pour accroître les débouchés commerciaux.

Les résultats de cette action sont excellents : en 1933, 82.822 personnes (40.100 pour le tissage, 11.470 pour la broderie et la couture ; 577 pour la sculpture sur bois ; divers 30.675), réparties dans 1.019 villages, pratiquaient l'industrie domestique.

Encouragement de « l'Art au Foyer » en Belgique. —

Parmi tant de réalisations heureuses, la Belgique paraît mener dans le domaine des arts plastiques et décoratifs d'agrément, une action assez vaine. Des expositions locales d'objets d'art, fabriqués par des ouvriers pendant leurs heures de loisirs, sont organisées chaque année par certaines *Commissions provinciales des loisirs*¹; leurs résultats sont extrêmement médiocres. « *La majorité des œuvres exposées sont totalement dépourvues de valeur et les encouragements qui sont prodigués à leurs auteurs sont des prix de consolation. Les quelques objets qui témoignent d'un certain talent suscitent des applaudissements excessifs et suscitent chez ceux dont ils sont l'œuvre des prétentions ridicules* » (Avis recueilli au cours de notre enquête).

2^o Costume.

Seul parmi les arts appliqués l'art du costume ne nécessite pas que l'on distingue en ce qui le concerne le travail des professionnels de celui des amateurs. Partout où il est encouragé, les progrès qu'il marque sont indépendants de cette distinction.

En Italie, « *les fêtes du Costume se sont multipliées et ont fait renaître dans les campagnes les arts inhérents au costume populaire. Cette renaissance fut spontanée et non provoquée artificiellement; elle résulta simplement d'une propagande avisée et vigilante et se développa d'elle-même, comme si elle répondait à un nouveau besoin spirituel* ».

En trois ans, 250 présentations de costumes furent effectuées devant des publics souvent considérables dans les principales provinces italiennes; leurs résultats furent doubles :

— tendance des habitants de ces provinces à reprendre pour les jours de fête leurs costumes traditionnels et à s'inspirer des lignes et des motifs de ces costumes dans leur habillement moderne et courant ;

— tendance des citadins qui assistèrent à ces « fêtes » à commander aux paysans des broderies, voire des pièces de costume pour leur habillement personnel. D'où l'influence de l'art populaire sur la *mode*.

1. Voir au chapitre : *L'Etat et l'Education populaire* (Belgique), dans la première partie de l'ouvrage.

Ces résultats pourraient être indiqués à titre d'exemple à certains mouvements de rénovation du costume traditionnel (nous pensons à la France), qui, faisant plus œuvre de reconstitution que de renouvellement, n'aboutissent qu'à l'organisation de *mascarades* plus ou moins réussies.

3° *Décoration du logis.*

L'effort le plus intéressant et le plus complet dans le sens d'une amélioration décorative du logis ouvrier, a été fait en *Belgique*.

La Commission provinciale des loisirs du Hainaut, par exemple, a recherché « *la conception harmonieuse de l'habitation ouvrière, son ameublement simple, confortable et de bon goût, quoique peu coûteux et sa décoration artistique, en vue de la réalisation du Foyer de l'ouvrier-type*, par les moyens suivants :

— concours pour l'élaboration de plans de mobiliers ouvriers standardisés ;

— exposition itinérante de ces mobiliers standards comportant dix-huit ensembles (de la chambre à coucher à l'arrière-cuisine) d'un prix variant de 3.715 à 530 francs belges ;

— conférences de vulgarisation en vue de faire l'éducation du public dans le domaine de l'habitation, de l'hygiène, du bon goût, etc...

— concours permanent de l'habitation harmonieuse avec primes de 1.000 francs belges pour encourager les lauréats ;

— concours annuels pour l'amélioration du logement des ouvriers agricoles (primes de 100 à 1.500 francs belges) ;

— vente à prix extrêmement bas d'images, poteries, moulages pour l'embellissement du foyer.

Cette action appelle quelques observations.

Imposer des modèles types serait partout ailleurs, que dans un pays industrialisé à l'extrême, une profonde erreur. Ainsi en France faudrait-il n'agir ainsi que dans les régions où un mobilier traditionnel ne subsiste pas. En Bretagne, en Provence, au Pays-Basque, etc... il faudrait au contraire encourager le maintien et le perfectionnement de ce qui est.

Vendre des objets d'art à bas prix — et par conséquent produits en grande série — contredit sans doute la *théorie* de l'art populaire. Mais c'est un bon moyen de susciter la production populaire par le bon exemple.

b) *Chant et musique.*

La musique et le chant considérés comme des arts d'agrément, à pratiquer individuellement sans viser à des manifestations collectives, est en général — à très juste titre — assez peu encouragé.

Trois branches de l'art musical sont au contraire partout développées : la chanson populaire, le chant choral, les orchestres.

1° *Rénovation de la chanson populaire.*

La chanson populaire — moderne ou ancienne — est une des rares manifestations de l'art que l'élite et le peuple apprécient à un degré égal. Cette circonstance explique le succès partout rencontré par les mouvements nombreux dans le monde, qui s'efforcent soit de faire chanter à nouveau des chansons oubliées, soit de susciter chez les auteurs lyriques une production adaptée au goût populaire. (Cette seconde action rencontre d'autant moins d'obstacles en général, qu'elle est conforme aux intérêts pécuniaires des dits auteurs : la chanson populaire moderne est partout en effet une des plus belles sources de revenus pour les compositeurs et les poètes).

2° *Les chorales et les orchestres.*

Nous n'entrerons pas dans le détail des activités qui ont pour but d'accroître le nombre et d'améliorer la valeur artistique des chorales et des orchestres qui partout, spontanément pour ainsi dire, se créent dans les milieux populaires. Notons seulement que l'effort principal de ceux qui ont entrepris une telle action a pour but de diriger les divers groupements musicaux dans le choix d'un répertoire conforme à leurs possibilités techniques et au goût de la masse du public auquel ils se destinent.

Des concours sont partout organisés dont le principe

est le même que celui des concours d'art dramatique : classement des orchestres en catégories (selon leur ancienneté, leur importance, leur valeur technique) et attributions de prix à l'intérieur des catégories.

c) *Art dramatique.*

Il apparaît impossible dans les limites de cet ouvrage de résumer l'ensemble de la question du théâtre populaire. Nous nous bornerons donc à grouper quelques *exemples* qui nous ont paru à la fois intéressants et utilisables.

Il nous faut d'abord renoncer à décrire les deux plus grands mouvements du théâtre populaire : le mouvement russe et le mouvement finlandais, tant ils nous paraissent éloignés de nos possibilités. Le goût et le sens du théâtre sont en effet dans ces pays plus répandus parmi les masses qu'ils ne le seront jamais chez nous. Cela est trop évident à notre sens pour pouvoir même être discuté. Sans doute est-on tenté d'attribuer en Russie le prodigieux développement du théâtre ouvrier à l'action assez autoritaire du Gouvernement soviétique dans ce domaine et de penser que par des procédés semblables des résultats analogues pourraient être obtenus dans l'Europe occidentale. Mais une telle opinion n'est plus défendable si l'on considère l'exemple de la Finlande où spontanément, du sein des syndicats ouvriers sont nées des troupes d'amateurs que le succès a bientôt conduites à se professionnaliser et à mener des exploitations permanentes (en 1931 on comptait 500 théâtres professionnels ou réguliers d'amateurs issus de ce mouvement !). En sorte qu'il faut laisser aux techniciens du théâtre le soin d'examiner de près l'activité dramatique des nations slaves et ne s'attacher dans une étude comme celle-ci qu'à des exemples ethniquement et culturellement plus proches.

On peut dire que tous les groupements populaires ont une activité théâtrale : en effet, il n'est pas pour ainsi dire dans le monde une association qui ne donne périodiquement des fêtes où le théâtre a la plus grande place. Mais si les manifestations dramatiques dans le peuple sont pratique-

ment innombrables, la proportion de celles qui, du point de vue de l'art populaire, (en ne jugeant point du haut d'un esthétisme trop restrictif) présentent quelque qualité, est généralement assez faible. C'est à ces dernières seulement que nous nous arrêterons, considérant comme telles celles qui sont bien inspirées et qui font preuve d'une valeur artistique. Ces qualités ne sont en général obtenues que grâce à l'existence d'un organisme qui oriente et coordonne l'ensemble des essais dramatiques d'un pays ou d'une communauté et par le souci prépondérant de la qualité technique.

Nous allons voir par quelques exemples comment, en pratique, cette double condition est réalisée.

1^o *Exemples de Fédérations dramatiques.*

La « Société Philodramatique » en Italie. — En décrivant l'organisation de l'Œuvre nationale Dopolavoro, nous avons dit que parmi les *associations dépendantes* rattachées aux Dopolavoro communaux, il y avait pour l'ensemble du pays près de 2.500 groupements dramatiques locaux. Ces groupements sont administrativement affiliés à l'organisation communale, provinciale, nationale des loisirs et techniquement rattachés à un organisme qui demeure, bien entendu, sous le contrôle étroit de l'Œuvre nationale Dopolavoro, et qui a nom *Société Philodramatique*. A la tête de cette société, sont placées des personnalités qui ont en matière dramatique une compétence particulière, dont les fonctions consistent à tracer les grandes lignes de l'enseignement technique donné dans les provinces, à sélectionner les pièces du répertoire, à établir les règlements de base des concours inter-troupes. Par les soins de la société, sont organisés, dans un grand nombre de *centres*, des cours de régie et de mise en scène, de décoration, de confection des costumes, d'histoire et de législation du théâtre ; des professeurs de diction sont formés ; les jeunes auteurs sont conseillés, orientés, encouragés. La société a sur l'ensemble des troupes des pouvoirs disciplinaires assez étendus.

La « British Drama League » et la « Village Drama Society ». — La libéralisme anglais est ennemi de toute

formation imposée, en matière artistique comme dans tous les autres domaines de la vie. Il ne s'oppose pas cependant — il s'en faut — à la naissance et au développement des « mouvements ». Deux associations mènent, en Angleterre, le mouvement dramatique populaire : la *British Drama League*, dont l'action s'exerce principalement dans les grandes villes, et la *Village Drama Society*, dont le champ d'activité est essentiellement rural. Les troupes d'amateurs, extrêmement nombreuses, qui font partie de ces associations conservent une grande autonomie. Elles s'inspirent néanmoins, dans une très large mesure, des idées de l'association, en sorte qu'elles présentent dans leur ensemble une unité technique et littéraire assez remarquable. Cette unité se traduit dans le choix de leurs répertoires et le style de leurs représentations qui suivent la tendance générale d'un moment, s'inspirent des « découvertes » faites par l'une des leurs, ou qui, au contraire, s'opposent, pour illustrer des courants d'idées qui s'affrontent en toute loyauté à l'intérieur de chaque association.

Sans constituer une *fédération dramatique* proprement dite, les institutions qui, en Belgique, s'occupent de l'Éducation populaire (essentiellement les Commissions provinciales des loisirs ouvriers) s'appliquent à l'orientation et à la coordination des activités dramatiques populaires (nous verrons plus loin comment).

L' « Association des théâtres populaires » en Pologne. —

Cette association groupe 30.000 ensembles dramatiques. Elle a été fondée au début du siècle, quand s'est produit l'éveil des masses sociales à la vie politique et spirituelle. Les organisations paysannes et ouvrières ont vite apprécié alors la valeur et l'influence morale du théâtre populaire. Elle s'est efforcée, par des recherches et des expériences, d'approfondir le problème théorique du théâtre populaire ; grâce à cela, elle a déjà pu formuler quelques principes et tracer les lignes générales d'un programme d'action. Cette action n'est cependant pas centralisées entre ses mains. Le théâtre populaire, en Pologne, devient de plus en plus

un mouvement spontané, *donnant aux individus la possibilité d'une expansion artistique. Grâce à cela, le théâtre est considéré par des centaines d'adultes et surtout par la jeunesse, comme la forme favorite du travail et de la distraction.*

L' « Union centrale des amateurs ouvriers du théâtre » en Tchécoslovaquie est également un organisme d'étude théorique et de coordination des efforts, qui laisse naître spontanément chaque groupement local, respecte son autonomie et son indépendance.

L' « Union des associations des théâtres populaires » et la « Société des théâtres populaires » en Allemagne. — Ces institutions « fondent » des troupes d'amateurs dans le plus grand nombre possible de localités. Elles les forment et ne cessent ensuite d'exercer sur elles leur influence en organisant réunions, congrès et concours, et par la voie de publications périodiques.

2° Comment réaliser le perfectionnement technique des groupements dramatiques ?

Il existe, à cet égard, deux méthodes principales : l'une, à laquelle on recourt toujours, consiste à réunir les régisseurs de troupes pour les former. L'autre, à laquelle on songe moins souvent, consiste à mêler le plus possible les éléments professionnels et les éléments amateurs.

Première méthode : la formation des régisseurs. — Elle est très généralement employée.

En Belgique, par exemple, la Commission provinciale des loisirs, de la province du Hainaut, organise des cours de régie, périodiques et itinérants, en douze séances de deux heures, suivis d'un examen pratique et de la délivrance d'un certificat. Ces cours sont accompagnés d'une bibliothèque itinérante d'art dramatique.

En Italie, nous l'avons vu plus haut, la formation des chefs de troupes est l'objet de l'une des principales activités de la Société philodramatique.

En Roumanie, où la tâche de développer la pratique des arts populaires est confiée dans chaque village, par les grandes associations culturelles, à l'instituteur, des

cours de formation technique sont organisés pour l'ensemble des instituteurs d'une province.

Il en est à peu près de même dans un grand nombre de pays.

Seconde méthode : mélange des amateurs et des professionnels.

Le théâtre populaire est, le plus souvent, considéré, dans les pays d'Europe occidentale, comme l'une des branches du théâtre d'amateur. En fait, il s'apparente bien, en général, au théâtre d'amateur par la médiocrité technique de ses réalisations.

Certains Etats ou certains mouvements culturels ont estimé qu'une telle situation était blâmable et qu'en mêlant dans les organisations dramatiques populaires artistes professionnels et artistes amateurs, on améliorerait les uns et les autres : les amateurs en leur offrant les leçons et l'exemple des professionnels, les professionnels en leur proposant l'idéal et le désintéressement des amateurs.

Ce mélange a été réalisé, en *Italie*, de la façon suivante :

— formation des troupes d'amateurs confiée à des professionnels appointés ;

— organisation de représentations extraordinaires où professionnels et amateurs collaborent ;

— tournées en *Chariots de Thespis*, théâtres démontables, qui vont dans les moindres villages et qui tantôt offrent en exemple des pièces montées entièrement par des professionnels, tantôt font « tourner » les meilleures réalisations d'amateurs ;

— enfin et surtout, recrutement des comédiens professionnels parmi les troupes d'amateurs, les sélections s'opérant par des concours régionaux ou nationaux. Ce dernier moyen crée, par surcroît, une émulation parmi les amateurs qui améliore grandement la qualité de leurs efforts.

c.) *Institutions nationales consacrées au développement des arts populaires.*

Toutes les associations qui contribuent à titre principal ou accessoire à l'Education populaire, ont une action pra-

tique dans le domaine des arts populaires. Par ailleurs, il existe, dans la plupart des nations, des Comités nationaux des arts populaires dont l'activité est surtout doctrinale. Indépendamment de ces deux catégories d'institutions, il y a, dans certains pays, des organismes dont le but unique est de développer par tous les moyens la pratique des arts populaires. L'action de ces organismes est le plus souvent limitée à un groupe ethnique déterminé; elle est en général, motivée par le souci de protéger ou de faire renaître dans un pays une culture dialectale.

Nous citerons deux exemples : celui de l'association *Astra*, en Roumanie, et celui des *Fédérations wallonnes*, en Belgique.

1^o *L'Association roumaine « Astra ».*

L'influence de l'association *Astra* s'étend, en Roumanie, sur la Transylvanie et sur les provinces limitrophes (dans les provinces saxonnes s'exerce celle du « Sebastian Hann Verein für heimische kunst-Bestrebungen »); elle atteint aujourd'hui près de 40.000 personnes.

Les directives générales et les programmes d'activité sont établis chaque année par un Comité central; mais chaque association régionale est libre de les transformer selon ses propres besoins. Au surplus, les paysans font eux-mêmes des suggestions et des propositions dont il est tenu compte autant au siège principal de l'association que dans les organes régionaux; leur intérêt pour cette œuvre est constant, « car ils savent que l'*Astra* va les aider à garder pures de tout mélange leur langue et leurs mœurs ».

Pourtant, l'initiative vient d'en haut. Des délégués de l'association sont envoyés dans les villages. Ils groupent d'abord les jeunes gens, leur apprenant des chansons, stimulant les bonnes volontés par des primes et des récompenses. Puis, ils organisent une fête où les jeunes gens chantent ce qu'on leur a appris. Les habitants plus âgés, frappés de la valeur et l'intérêt de ces premiers essais, se cotisent pour donner un local au nouveau groupement. Ils fournissent soit de l'argent, soit des matériaux de construction. Ainsi naissent les « Maisons nationales »,

placées sous la direction de l'instituteur ou du curé. L'activité de ces maisons grandit peu à peu et finit par englober toutes les formes de l'art populaire. La majeure partie de la population s'y réunit chaque jour pour la veillée et chacun se spécialisant, ce sont chaque jour de véritables « *ruches de travail d'art* ».

2° *Les Fédérations wallonnes.*

Dès le XVIII^e siècle, on chercha, dans les provinces de Liège, Namur, Hainaut et Brabant, à faire renaître la langue wallonne, pour renforcer le mouvement tendant à l'indépendance de la Belgique. Mais ce ne fut que dans la seconde moitié du siècle dernier, après que l'indépendance eût été réalisée, que les premières manifestations dialectales wallones apparurent. Les sociétés littéraires et dramatiques naquirent à partir de 1892. Au nombre de quatre aujourd'hui, elles possèdent de vastes salles de spectacle (le Théâtre wallon à Liège est un magnifique édifice), entretiennent des troupes quasi-régulières, organisent des tournois littéraires dramatiques. Leurs activités sont coordonnées par un Comité interfédéral siégeant à Liège, qui agit lui-même en intime liaison avec les commissions provinciales des loisirs.

III

PARTICIPATION DU PEUPLE AUX MANIFESTATIONS
GÉNÉRALES DE LA VIE CULTURELLE

La plupart des activités que nous avons jusqu'à présent examinées sont des activités particulières au peuple : l'enseignement populaire, même lorsqu'il est donné sous le signe de l'*Extension universitaire*, demeure distinct de l'enseignement donné aux classes plus instruites de la population. Les bibliothèques populaires, souvent communes à toutes les catégories de citoyens, sont plus souvent encore affectées en propre aux milieux d'ouvriers ou de paysans. Quant aux arts populaires, leur particularisme est, nous l'avons vu, une des conditions de base de leur valeur et de leur utilité.

Mais nombreuses sont, à côté de celles-là, les manifestations de la vie culturelle auxquelles on entend faire participer sans distinction la masse et l'élite intellectuelle. A vrai dire, il n'y aurait pas, dans ce sens, d'action à mener si ces deux éléments de la population n'étaient, en fait, le plus souvent séparés pour l'occupation de leurs loisirs, séparés dans l'espace parce qu'ils résident rarement ensemble et que les gens du peuple sortent peu, durant leurs heures de liberté, du cercle de leur vie quotidienne, séparés plus encore par leurs goûts qui, en règle générale, — exception faite des sports — ne les portent point vers les mêmes occupations délassantes.

Deux moyens sont employés pour faire participer néanmoins le peuple aux manifestations générales de la vie de l'esprit, qui consistent l'un à *mener* le peuple vers ces manifestations, l'autre à *porter* ces manifestations au peuple.

Nous étudierons ces moyens successivement, examinant enfin les principales manifestations culturelles qui sont naturellement communes à toutes les classes de la population et que l'on oriente parfois vers les besoins du peuple.

A. Pour conduire le peuple aux manifestations culturelles des classes plus favorisées.

La première de ces méthodes est jusqu'à présent celle qui donne les moins bons résultats. Néanmoins, elle est peut-être celle qui est destinée au plus grand avenir si elle parvient petit à petit à secouer l'apathie du peuple, à le faire *sortir de chez lui*, à utiliser, enfin, le progrès croissant des moyens de transport pour accroître son bien-être intellectuel.

Méthode de vulgarisation, elle consiste essentiellement à mettre les manifestations de l'art et de l'esprit à la portée des gens du peuple, à inciter ceux-ci à user des facilités qui leur sont offertes, à les faire profiter le plus possible de ce qu'on les conduit à voir.

a) *Mise à la portée du peuple des manifestations générales de la vie culturelle.*

Elle s'effectue par deux moyens sur lesquels il n'est pas nécessaire d'insister longtemps.

1° *Une action sur les prix* — Sur le prix des moyens de transport d'abord (trains spéciaux, billets spéciaux, etc.) — sur le prix des entrées aux manifestations ensuite (prix des musées, des théâtres, des concerts, des expositions).

Il n'est pas pour ainsi dire de pays où des efforts importants n'aient été faits dans ce sens. Les *excursions populaires* se sont partout développées depuis la guerre, et particulièrement au cours des dernières années où les recettes du « tourisme-cher » déclinant, on a cherché à « faire rendre le « tourisme-bon-marché ». Partout également, à l'occasion des grandes expositions, des facilités de transport ont été accordées aux individus voyageant isolément pour s'y rendre, et plus encore à des groupes.

Enfin les théâtres et les concerts ont très généralement fait un effort pour attirer à eux le public populaire. Tantôt

ils organisent des séances spéciales à prix réduits, tantôt ils distribuent à certains groupements populaires des entrées à tarif de faveur. Quant aux musées, sous l'influence des Pouvoirs publics, ils ont partout depuis la guerre abaissé le prix des entrées.

2° *Les horaires de ces diverses manifestations ont été par ailleurs adaptés aux possibilités de la masse.* Les musées en particulier sont ouverts de plus en plus tard les jours ouvrables, de plus en plus souvent les jours fériés.

b) *Propagande dans le peuple en faveur de ces manifestations.*

Cette propagande utilise les voies les plus variées : tantôt elle se sert des moyens habituels de la publicité — (tracts, affiches, articles dans les journaux) — tantôt elle agit par l'intermédiaire des écoles publiques ou des groupements ouvriers.

Il n'est pas nécessaire d'insister davantage sur ce point.

c) *Organisation rationnelle de la participation du peuple à ces manifestations.*

Malgré le désir que l'on peut avoir que ces diverses manifestations soient offertes sans distinction à la masse et à l'élite intellectuelle, il faut reconnaître que la masse est moins bien armée pour en bénéficier pleinement. Aussi est-il parfois nécessaire de les expliquer, de les interpréter aux publics populaires qui viennent y participer.

Un exemple : en *Belgique* a été créé un *Comité d'initiation artistique* placé auprès des musées nationaux, dont le but est d'organiser des visites accompagnées pour les ouvriers. Des guides qualifiés sont entretenus par cet organisme auquel s'adressent toutes les œuvres d'éducation populaire.

Autre part, ce sont des brochures spéciales que l'on édite à l'occasion d'une exposition pour « éclairer » les visiteurs les moins instruits.

De semblables exemples abondent.

B. Pour porter au peuple les manifestations culturelles.

Deux méthodes sont employées pour faire participer la masse aux manifestations générales de la vie culturelle sans la forcer à se déranger :

— ou bien l'on fait « circuler » ces manifestations, ou bien l'on en répand les « reproductions ».

a) Manifestations circulantes.

En voici deux exemples typiques : les expositions ambulantes suédoises et les Chariots de Thespis en Italie.

1° Expositions ambulantes en Suède.

Le Musée National a organisé des expositions ambulantes qui parcourent non seulement les villes possédant des galeries d'art, mais aussi les communes qui manifestent un intérêt véritable pour les arts. Douze expositions de ce genre ont eu lieu pendant ces dix dernières années. Quelques-unes ont parcouru tout le pays ; deux d'entre elles ont couvert plus de 2.000 km. Le matériel artistique de ces expositions provenait en premier lieu des collections du Musée National. Des collectionneurs et des artistes ont prêté les œuvres nécessaires pour compléter... Au début, ces expositions ont fait l'objet de catalogues très simples ; mais par la suite, ces catalogues se sont développés : ils comprennent maintenant, en plus de brèves notices, des aperçus historiques ou techniques, de petites monographies, des indications bibliographiques. Aux collections proprement dites, est venue s'adjoindre une bibliothèque ambulante composée de planches, de matériel de projections lumineuses et de livres illustrant le côté technique de l'exposition. On a également accompagné ces collections d'un choix de grandes planches destinées à la vente, ainsi que de reproductions en couleurs, convenant à la décoration des écoles, des hôpitaux ou des intérieurs... Dans les villes, ce sont les locaux où se trouvent des galeries qui abritent

habituellement les expositions... Dans les villages, on doit se contenter des salles de mairies, d'écoles ou autres bâtiments, provisoirement aménagés à cet effet.

Un des résultats les plus marquants de ces expositions est la coopération que l'on a ainsi réalisée avec l'enseignement populaire en général. Que l'on en juge par les chiffres suivants : chaque année une exposition ambulante a été organisée qui a passé dans dix ou douze villes pendant les dix mois de travail. Le nombre total des visiteurs a oscillé entre 9.000 et 20.000. On a organisé en outre une vingtaine de conférences et quelques cercles d'études. 4.000 catalogues ont été vendus.

Outre les expositions ambulantes, le Musée National a organisé de véritables fêtes, dites *Foires artistiques* au cours desquelles toute la population d'une région peut admirer les meilleures productions de l'art suédois. Cinq de ces foires ont été organisées jusqu'à présent, groupant chacune de 10.000 à 60.000 visiteurs.

2° Les « Chariots de Thespis » en Italie.

Nous avons déjà, à plusieurs reprises, mentionné ces théâtres démontables ambulants qui fonctionnent sous l'autorité de l'œuvre nationale *Dopolavoro*. Nous ne les signalons à cette place que parce qu'ils ont remporté dans l'ordre du *théâtre ambulant*, un succès rarement obtenu dans d'autres pays. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir sur ce point en parlant des tentatives faites en France, dans le même sens, par Firmin Gémier.

b) Reproductions.

Bien qu'elles contribuent dans une très large mesure, partout où elles sont instituées, à l'Éducation populaire, ces manifestations ambulantes ont encore un champ d'action assez limité.

On note en Suède à propos des expositions que nous avons signalées plus haut : « Si le Musée National voulait favoriser toutes les villes de la même manière, chaque ville suédoise ne pourrait guère compter que sur une exposition

ambulante chaque dix ans ». De même les Chariots de Thespis, qui sont cependant au nombre de quatre, ne sont encore passés que dans bien peu de localités par rapport à l'ensemble du territoire italien.

Une seconde méthode doit donc compléter la première. C'est la méthode des *reproductions*.

Nous n'entrerons pas dans le détail : 1° des musées populaires d'iconographie et de chalcographie ; 2° de collections photographiques et phonographiques mises un peu partout à la disposition des écoles et des associations populaires ; 3° du rôle du cinéma enfin comme *distributeur d'art dramatique*.

C. **Pour orienter vers les besoins du peuple les manifestations communes à toutes les classes de la population.**

Deux nouveaux ordres de manifestations culturelles, le cinéma et la radiodiffusion, dont l'importance va chaque jour grandissante, s'adressent sans distinction à toutes les catégories de la population. Ils exercent une influence de plus en plus considérable. Nombreux sont les gouvernements et les grandes associations qui ont compris quels instruments ils peuvent être pour l'Éducation populaire.

a) *Action dans le domaine du cinéma.*

Une distinction s'impose à cet égard : celle des pays soumis à des régimes autoritaires et celle des démocraties.

1° *Pays soumis à des régimes autoritaires.*

Ces pays (Russie, Italie, Allemagne) sont les seuls où les Pouvoirs publics aient ouvertement une action directe sur la production et la distribution des films. D'autres États dont les gouvernements sont moins dictatoriaux, ont une influence certaine sur l'industrie cinématographique, tantôt positive (subvention), tantôt négative (censure), mais cette influence ne revêt pas de formes visibles et étudiables.

Des trois pays cités plus haut, la *Russie* est le seul cependant où l'on ait établi au profit de l'Etat le monopole du cinéma. Dans les deux autres, la libre concurrence demeure la règle ; mais dans cette concurrence, le gouvernement possède les avantages appréciables : non seulement les sociétés qu'il a fondées, qu'il influence et qu'il contrôle, sont appuyées par tous les rouages de l'administration dans la recherche des débouchés, mais encore leurs rivales peuvent être éliminées pour les besoins de la propagande officielle grâce à l'exercice d'une censure discrétionnaire.

Ces sociétés ont pris ainsi une place de tout premier plan.

En *Italie*, elles sont au nombre de deux : l'une l'*Union cinematografica educativa* se spécialise dans la production documentaire. L'autre, l'*Institut Luce*, exerce son activité dans les autres branches du septième art.

En *Allemagne*, un seul organisme : le *Lampe Institut* assume l'ensemble de ces tâches.

2° Démocraties.

Plus intéressants à étudier pour nous Français, sont les organismes qui, dépendant de l'*Université cinématographique internationale*, exercent dans certaines nations démocratiques une action éducative par le cinéma, (Belgique, Angleterre, etc...).

Nous prendrons comme exemple l'activité de l'*Université cinégraphique belge*.

« Si le cinéma a pris un essor prodigieux, il reste néanmoins entaché d'une grande lacune : il ne contribue guère à augmenter le trésor de nos connaissances. Pour combler cette lacune, l'*Union cinégraphique belge* édite des films, tournés ou non par elle, et en assure la diffusion.

Edition des films. — « Les films que nous présentons ne sont pas de ceux que l'on appelle communément des documentaires. Ces derniers sont certes intéressants, mais sont bien souvent le résultat de prises de vues sans directive ni conception éducative, tandis que nos films sont basés sur des principes pédagogiques et didactiques et réalisés par des compétences.

«... Notre filmathèque comprend plus de 800 sujets... Nos

bandes sont éditées ou revues et titrées par les soins de nos services techniques... Ecartant tout sujet pouvant froisser une catégorie quelconque de citoyens, l'Union cinégraphique belge s'interdit formellement toute tendance ou toute immixtion sur les terrains politiques et confessionnels ».

Diffusion des films. — « Dans chaque localité intéressante se forme un comité local de propagande. Dès que celui-ci a réuni un nombre suffisant d'adhérents, on déclanche, avec le concours de la presse, le mouvement par une séance de démonstration. Après une séance bien conduite, un noyau d'intéressés est constitué qui est grossi peu à peu par des nouveaux venus jusqu'à ce que la salle occupée soit comble.

A Anvers, par exemple, nous comptons trois groupements totalisant plus de 6.000 membres.

Le mouvement tout entier est passé de 500 membres en 1925 à 60.000 en 1929-30.

«... Des intellectuels furent nos premiers adhérents et nous sont restés fidèles (nous comptons aujourd'hui parmi nos membres, quatre gouverneurs de province, 40 magistrats, 500 avocats, 650 ingénieurs, 1.290 professeurs, 500 médecins). Cependant la très grande majorité de nos membres sont des ouvriers, des employés et des petits commerçants ».

b) Action dans le domaine de la radiodiffusion.

Il faudrait également distinguer dans ce domaine la situation des pays soumis à des dictatures et celle des démocraties. Mais plutôt que d'établir la gamme des statuts de la radiodiffusion dans le monde, nous préférons nous borner à mentionner ici d'une part, l'action entreprise en Tchécoslovaquie par le mouvement syndical en faveur de la *Radio ouvrière*; d'autre part, l'activité radiophonique de l'œuvre italienne du *Dopolavoro*.

1° En Tchécoslovaquie. La Delnicka Akademie (Académie ouvrière, organe du parti social démocrate) et l'Ustredni Skola Delnicka (Ecole Centrale ouvrière, organe du parti socialiste) ont créé conjointement les Delnicky Rozlas (Emissions radiophoniques pour les ouvriers).

Les émissions comportent essentiellement des conférences dont les plus importantes sont ensuite polycopiées et groupées, et adressées aux ouvriers qui désirent approfondir les sujets qu'elles ont traités.

Voici les principaux sujets de ces conférences :

Les résultats de la XIV^e Conférence internationale du Travail. — Comment l'ouvrier doit-il lire ? — Le rôle de la musique dans les mouvements révolutionnaires. — Les livres nouveaux. — Le 350^e anniversaire de l'imprimeur Mélantrich. — Les chansons ouvrières. — Le mouvement paneuropéen. — L'assurance contre le chômage en Amérique. — Le cinéma au service du mouvement ouvrier etc..

2° En *Italie*, on a, dès 1926, obtenu du Ministère des Communications, la transmission sériale de notes brèves de culture générale, de propagande nationale, d'art, d'économie domestique et agraire, de prévoyance sociale, etc... Plus tard, on institua des jours de semaine fixes consacrés à des sujets divers.

De nombreux pays enfin, agissent à l'heure actuelle pour mettre en pratique les principes posés au dernier Congrès International des loisirs (Bruxelles 1935) que nous avons cités dans la première partie de cet ouvrage.

Troisième Partie

**Les œuvres françaises d'éducation
populaire**

Les œuvres françaises d'éducation populaire

Après avoir groupé en une sorte d'*anthologie* les principales méthodes d'organisation et les meilleures réalisations étrangères, nous voudrions d'une part, établir un *tableau* de la situation française, d'autre part rapporter à cette situation les enseignements qui se dégagent des expériences faites hors de France.

C'est bien un *tableau* qu'il nous paraît nécessaire de dresser, aussi complet que possible mais simplifié et même schématisé, afin de faire ressortir les mérites et les défauts de l'ensemble des œuvres culturelles du pays. Ce tableau sera double. Il présentera les *initiatives* (chapitre 1^{er}) d'une part, les *réalisations* (chapitre II) de l'autre, opérant ainsi la distinction que nous avons dès le début établie : celle de l'aspect social du problème de l'Education populaire et de son aspect technique.

Quant aux conclusions, nous les grouperons dans un troisième chapitre.

CHAPITRE PREMIER

TABEAU DES INITIATIVES

La complexité de la vie sociale française, qui tient principalement à l'individualisme extrême qui se manifeste dans notre pays, rend impossible le classement rigoureux de toutes les organisations qui concourent à l'Education du peuple.

Il nous a paru néanmoins possible de grouper les plus importantes d'entre celles-ci en les rapportant à deux oppositions de tendances qui, l'une dans l'ordre des intérêts matériels, l'autre dans le domaine spirituel, gagnent chaque jour en force et en netteté, à savoir : d'une part, l'opposition du patronat au prolétariat, d'autre part, celle du catholicisme à la laïcité. De plus en plus en effet, les institutions privées ont été conduites à choisir leur position économique ou morale, à prendre parti pour l'industriel ou pour le syndicat, pour *le curé ou pour l'instituteur*. Quant à celles qui n'ont pas ouvertement opté, il apparaît aisé, dans la quasi-totalité des cas, de déterminer leur affectation officielle.

Sans doute — du moins il faut l'espérer pour l'avenir de la France — ces camps ont-ils été davantage tranchés par la volonté des hommes qu'ils ne résultent nécessairement de la réalité des choses, et masquent-ils soit une complexité plus grande des intérêts et des sentiments, soit — ce que l'on n'ose trop espérer — une autre simplicité.

Quoi qu'il en soit, il nous semble qu'une telle situation

se prête trop bien à l'exposition des faits pour que l'on hésite à l'utiliser par crainte de la consacrer davantage.

Après avoir rattaché la majorité des œuvres françaises d'Education populaire soit à l'action des « grandes classes économiques », soit à celle des « forces morales », nous grouperons sous le titre « d'action des neutres » toutes celles, privées ou publiques, qui ne nous paraissent pas susceptibles d'une affectation aussi précise.

I

« L'ACTION DES GRANDES CLASSES ÉCONOMIQUES »

Depuis un siècle, deux forces concourent à améliorer la situation des travailleurs. D'une part, celle des employeurs qui, par intérêt bien compris ou par charité, s'efforcent d'atténuer les résultats rigoureux de la libre concurrence sur le marché du travail. D'autre part, celle des salariés eux-mêmes qui se groupent et se coalisent pour revendiquer des droits puis, lorsque ceux-ci leur ont été reconnus, pour les défendre et en tirer tous les avantages possibles.

Cette dualité des initiatives sur le plan de l'action sociale se retrouve bien entendu parmi les œuvres d'Éducation populaire dont les unes, nées ou non de la volonté personnelle du patronat, sont entretenues par lui, tandis que les autres, créées par les organisations ouvrières, vivent aux dépens de celles-ci.

Ces deux catégories d'institutions s'opposent le plus souvent les unes aux autres par « l'esprit » qu'elles s'efforcent de développer chez ceux qu'elles groupent, esprit de paix chez les unes, esprit de combat chez les autres.

**A. Les institutions du patronat**

Par souci de clarté et de sincérité, nous avons joint aux œuvres qui sont gérées par les patrons isolément ou en association, celles qui, placées hors des entreprises, sont à peu près exclusivement entretenues par la classe patronale.

a) Action directe des patrons isolés.

La Confédération générale de la Production française a ouvert en 1931 une grande enquête auprès des entreprises sur l'utilisation des loisirs des ouvriers, à l'effet de « démontrer la part prise par les industriels à l'amélioration matérielle et intellectuelle du sort de leurs collaborateurs ».

Elle adressa, par la voie des fédérations de syndicats et des syndicats patronaux, à la plupart des industriels, un questionnaire pour leur demander des détails sur les activités de leurs œuvres à un quadruple point de vue : hygiène et formation physique, confort, distractions, formation intellectuelle, civile et sociale.

Mais cette initiative fut prise en pleine crise : les réponses restèrent rares et il fut impossible d'en dégager des conclusions. Les quelques renseignements que l'on put réunir ont depuis lors perdu toute actualité, les patrons ayant pour la plupart procédé à des économies importantes sur le poste *œuvres sociales* de leur compte Profits et Pertes.

D'autres enquêtes, qui visaient sans doute à des résultats moins généraux et moins complets, ont mieux abouti ; elles permettent de dégager les grandes lignes de l'action directe du patronat dans le domaine de l'Éducation populaire.

Il convient de remarquer tout d'abord que parmi les œuvres sociales créées et entretenues par les chefs d'entreprise, celles qui ont pour but le développement intellectuel et moral des travailleurs ne sont ni les premières fondées, ni les plus courageusement maintenues. En règle générale, les patrons pensent d'abord aux questions d'hygiène et d'assistance, puis ils créent des organisations sportives dont le succès leur paraît assuré. Ce n'est qu'en dernier lieu qu'ils établissent des cours, des conférences, des spectacles éducatifs et des bibliothèques où qu'ils se préoccupent de la pratique des arts populaires. Nous rechercherons plus loin les raisons d'une telle attitude. Qu'il nous suffise pour l'instant de constater le fait.

1° *Organisation de ces œuvres*¹.

Les œuvres dues à l'initiative directe du patronat fonctionnent toujours sinon dans les murs mêmes de l'entreprise, du moins dans son orbite. Néanmoins elles ne sont pas toutes soumises à une organisation identique ; les modes de gestion qu'elles adoptent se rattachent à trois systèmes.

1. Ces renseignements sont extraits de la documentation établie par l'Union des Industries métallurgiques et minières ; ils ont été rassemblés par Mme G. Etienne, dont nous citons l'ouvrage dans la bibliographie.

Système de la gestion patronale. — Dans ce système le patron organise l'œuvre de sa propre autorité ; il en prend tous les frais à sa charge, demandant, pour le principe, de faibles cotisations à ses employés.

Pour la longévité de l'œuvre, une telle formule est préférable à toute autre ; elle est en contrepartie la plus onéreuse pour le patron. Mais le principal reproche qu'on lui peut faire est de porter atteinte à la liberté du travailleur durant ses heures de loisir. Astreint à ce que M. Paul Rives¹ a appelé une *corvée de joie*, l'ouvrier demeure ainsi sous la dépendance du patron jusque dans ses distractions. A cette critique, l'on n'a pas manqué de répondre en faisant remarquer qu'aucun ouvrier n'a jamais été contraint de participer aux délassements mis à sa disposition par le patron, puisque celui-ci ne fait qu'ouvrir largement les portes de ses institutions à tous ceux qui veulent en profiter.

Système de la gestion ouvrière. — Dans ce système, les ouvriers élisent eux-mêmes un comité de direction pour l'œuvre. Le patron fournit, en général, les installations, le terrain et prodigue quelques subventions. Mais il n'exerce en contrepartie aucune autorité reconnue.

Système mixte. — Dans ce dernier système, le comité est composé en parties égales de membres élus par les ouvriers et de représentants du patron. Celui-ci paie les frais d'installation, donne des subventions et se réserve, en dernier ressort, le contrôle de la gestion. Le succès de ce système dépend de l'entente qui existe entre employeur et employés.

Il ne faudrait pas exagérer cependant l'importance de telles distinctions. Dès lors, en effet, qu'une œuvre ne peut vivre que grâce à l'appui financier de l'entreprise, la seule possibilité du retrait de cet appui est l'origine principale de l'influence exercée par le patron. En sorte que le principal intérêt des chiffres suivants — qui indiquent les modes de gestion adoptés par 161 institutions — est de montrer dans quelle mesure les employeurs ont le souci d'adopter une attitude libérale à l'égard de leurs ouvriers.

1. Paul Rives, *La Corvée de joie*, voir à la bibliographie.

Sur 33 bibliothèques, 17 sont soumises à la gestion patronale, 7 à la gestion ouvrière, 9 à la gestion mixte ;
 sur 13 cercles culturels, la répartition est 4, 12 et 3 ;
 pour 47 théâtres, cinémas : 25, 12 et 9 ;
 pour 12 organisations de conférences : 9, 2 et 1 ;
 pour 56 sociétés musicales : 24, 18 et 14.

2° *Activité des ces œuvres.*

Nous avons déjà dit que le patronat agit plus volontiers en matière d'hygiène et d'assistance sociales qu'en matière d'Education populaire. Qui plus est, il s'intéresse davantage à l'instruction professionnelle et à l'instruction ménagère qu'au développement culturel des ouvriers. Cela d'ailleurs est parfaitement compréhensible : l'on ne saurait demander à un patron de faire porter son effort principal sur une œuvre dont les résultats sont nécessairement les moins certains, les moins tangibles et les plus lointains.

Voici, pour illustrer cette tendance, quelques chiffres.

— Tous les établissements, pour ainsi dire, qui ont une œuvre autonome pour l'occupation des loisirs de leurs employés organisent des cours techniques. Certains de ces cours ont parfois une importance considérable par rapport à la taille de l'entreprise elle-même : ils servent alors aux ouvriers des entreprises voisines.

— Ce sont ensuite les sociétés musicales qui sont les plus nombreuses — on en compte 63 sur 86 établissements interrogés pour une enquête. Leur entretien coûte parfois aux patrons de 40 à 50.000 francs par an. De tels sacrifices s'expliquent, nous le verrons en conclusion, par le fait que ces sociétés sont d'un « rendement social » immédiat excellent.

— Puis viennent les salles de spectacle. Sur 86 établissements, il en existe 41 pouvant contenir plus de 1.000 spectateurs, qui ont coûté à construire chacune plusieurs millions et dont l'entretien annuel représente une dépense de 10 à 25.000 francs.

— L'action éducative proprement dite est infiniment moins favorisée : sur 86 établissements, 17 possèdent des cercles culturels et organisent des conférences régulières.

Ces vues générales étant données, il nous paraît utile de montrer, à titre d'exemple, l'organisation et l'activité des œuvres d'Éducation populaire d'une entreprise déterminée. Nous avons enquêté personnellement dans ce but après de la *Compagnie parisienne de Distribution d'Électricité*.

Les raisons qui nous ont fait choisir cette entreprise sont les suivantes :

— la variété de son personnel : celui-ci comprend toutes les catégories de travailleurs, de l'employé de la direction au manoeuvre d'usine, en passant par toute la gamme des contremaîtres et des ouvriers spécialisés ;

— la dispersion de son personnel, semblable à celle qui existe pour les réseaux de chemins de fer, moins accentuée cependant. Cette dispersion entraîne une variété de résidences : centre de Paris, quartiers ouvriers, banlieue industrielle, banlieue campagnarde ;

— l'importance, enfin, de son effort en matière sociale.

Le nombre d'employés de la C. P. D. E. est de 5.000. Ses œuvres sociales comprennent les services :

de l'hygiène,

de l'habitation,

de la formation physique,

des distractions,

de la formation intellectuelle, civique et sociale.

Les deux premiers services et la partie enseignement du dernier dépendent directement de la Direction générale (gestion patronale). Tout le reste est autonome (gestion ouvrière) et est organisé sous la forme de deux associations : le groupe sportif et artistique, le radio-club.

Enseignement. — Deux sortes de réalisations sont destinées à accroître la valeur professionnelle des employés les plus doués :

— les bourses scolaires. « *La Compagnie a voulu faciliter les études de ceux des enfants de ses agents qui lui semblaient le mériter particulièrement. La gratuité des enseignements primaire et secondaire lui a permis de réserver son aide à l'enseignement supérieur. Depuis 1928, trente*

bourses, représentant une somme de 45.000 francs, ont été accordées pour l'Ecole des Travaux publics, l'Ecole d'Electricité, l'Institut de chimie, la Faculté de Droit, etc.

— la formation professionnelle. « La Compagnie a établi un programme d'études à plusieurs degrés. Le premier degré est obligatoire : il a pour but de donner aux débutants des notions élémentaires d'électricité, et il est sanctionné par un examen. Les degrés suivants comportent des cours techniques plus poussés et des cours de culture générale. Ces cours sont complétés par des conférences, des visites et des projections cinématographiques.

Conférences et réunions familiales. — Ces manifestations se rattachent aux services sociaux gérés personnellement par la Direction générale. Elles comprennent :

— les soirées familiales qui, à raison d'une par mois, offrent aux membres du personnel qui peuvent venir après dîner à la salle de spectacle de la *Section Barbès*, des conférences, des films, des pièces de théâtre, de la musique, selon le système du dosage de la parole et du spectacle ;

— les matinées enfantines qui sont données le jeudi, tous les quinze jours, à la même salle ;

Groupement artistique : est rattaché au groupement sportif qui est infiniment plus important que lui. Il comprend : un orchestre symphonique qui organise un gala annuel ; une troupe de comédie tout à fait irrégulière ;

Des bulletins périodiques complètent cet effort. Un bulletin général, dit *Bulletin du personnel* ; un bulletin particulier au groupement artistique et sportif ; un bulletin horticole.

b) *Action directe des patrons associés.*

Il est peu d'entreprises qui aient une importance assez grande pour organiser et administrer elles-mêmes toutes les catégories d'œuvres sociales. Le plus souvent, les patrons appartenant soit à une même région industrielle, soit à une même profession, unissent leurs efforts et confient à des organismes communs le soin d'assurer,

outre l'hygiène et le bien-être familial, l'éducation physique et intellectuelle de leurs membres. Ces organismes existent en grand nombre. Nous en citerons deux :

1° Collaboration des patrons dans le cadre de la région : l'action éducative de la Chambre de commerce de Paris.

Notons tout de suite que — plus encore que l'activité isolée des patrons dans le domaine de l'Éducation populaire — cette action a pour but essentiel l'accroissement de la valeur professionnelle des plus dignes. Voici, en effet, comment elle se décompose.

La Chambre de commerce de Paris organise des ateliers-écoles pour l'apprentissage ;

— subventionne certaines grandes sociétés d'Éducation populaire : l'Association polytechnique et l'Association philotechnique, dont nous aurons l'occasion de parler plus loin ;

— s'efforce, enfin, de relever d'une façon générale l'apprentissage en faisant accepter son contrôle à des associations qui ont créé des écoles (grâce à un organisme spécial : la *Commission supérieure d'apprentissage de la Chambre de commerce*).

2° Collaboration des patrons dans le cadre de la profession : l'action éducative de « l'Union des industries métallurgiques ».

Cette organisation patronale a fourni surtout un gros effort dans le domaine des bibliothèques populaires. Dans trente établissements qui lui sont affiliés, elle a monté 50 bibliothèques desservant un total de 65.000 ouvriers. En raison de la dispersion des agglomérations ouvrières auxquelles elle a affaire, elle n'a guère développé d'autres formes d'activité. Il apparaît cependant qu'il lui eût été possible, ainsi qu'à la plupart des grandes ententes industrielles, de créer une organisation semblable à celles des Compagnies de chemins de fer qui, au point de vue social, sont aussi, en quelque sorte, des fédérations de groupements ouvriers répartis sur de grandes portions du territoire.

c) *Action indirecte des ouvriers.*

Les patrons subventionnent une multitude d'œuvres sociales. Chacun d'eux encourage volontiers, dans la localité où fonctionne son entreprise, toutes les initiatives qui sont de nature à *apaiser* son personnel. En sorte que l'on ne peut songer à dresser un tableau complet de l'action patronale indirecte dans le domaine de l'Éducation populaire.

Nous bornerons en conséquence notre étude à la *Fédération des Centres sociaux*, qui nous paraît grouper les réalisations les plus intelligentes et les plus bienfaisantes à la fois du capital.

Les plus intelligentes d'abord, parce qu'elles se présentent partout sans étiquette religieuse ou sociale susceptibles de les compromettre, attirant ainsi toutes les catégories de la population.

« *Les centres sociaux ne se spécialisent pas. Si leur programme, largement humain, pose rigoureusement les principes d'ordre, de famille, de nationalité, ils demeurent ouverts à tous* »¹.

Les plus bienfaisants, d'autre part, non seulement parce que, grâce à leur indépendance et à leur neutralité, elles atteignent un grand nombre de personnes, mais encore parce que, dégagées en quelque sorte des préoccupations trop utilitaires des patrons (apaisement des esprits, amélioration du travail par l'emploi judicieux des loisirs), elles peuvent viser à des buts sociaux plus généraux, plus lointains et, par conséquent, plus conformes aux intérêts supérieurs de la nation.

1° *Situation du mouvement des Centres sociaux.*

La Fédération des Centres Sociaux compte 72 centres :

30 à Paris et dans sa banlieue (dont la Résidence Sociale de Levallois-Perret, le Moulin Vert, etc.) ;

13 dans les villes de province (dont le Foyer Rémois, le Centre Social d'Aulnoye, etc.) ;

1. Cf. *Les Centres sociaux*, ouvrage de Mlles Diémer et Bassot, déjà cité.

29 dans des localités rurales (dont le Foyer des Campagnes, la Maison Familiale de Louzouer, etc.).

Les *présences* rassemblées par l'ensemble de ces œuvres au cours de l'année 1933 sont données par les chiffres suivants :

Bibliothèques, cercles et conférences : 300.694 présences ;

Cours techniques et enseignement ménager : 174.000 présences ;

Réunions familiales (séances récréatives) : 692.253 présences (nombre total de « familles françaises touchées » : 50.000).

2^o Caractères généraux des Centres Sociaux.

Eclectisme dans le recrutement et l'activité. — « Alors que la plupart des œuvres d'éducation exercent une action limitée, s'adressant à une clientèle définie, le Centre Social embrasse dans son cadre les activités les plus diverses et fait accueil à tous. Cette synthèse peut paraître ambitieuse. Elle est simplement logique ; la vie est une, tout en ayant des manifestations complexes, et une action n'est vraiment profonde qu'en allant jusqu'à la racine des êtres, en atteignant la source des problèmes... Cependant, un Centre Social n'est pas un agrégat d'activités diverses, mais une vivante synthèse au triple point de vue individuel, familial et social ».

Caractère familial. — « Ce qui différencie, d'autre part, l'action du Centre Social de celle exercée par beaucoup d'autres organisations s'occupant des loisirs ouvriers et même des mouvements de settlements à l'étranger, c'est un caractère nettement familial : parents, enfants, jeunes et vieux trouvent là des intérêts et des plaisirs qui les réunissent, sont en relations avec les mêmes personnes, se passionnent pour les mêmes questions sans que les goûts différents de l'un ou de l'autre puissent amener une dissociation du groupe familial, puisque tous sont satisfaits au même foyer ».

Communauté de voisinage. — « Un autre caractère du Centre Social est ce recrutement local, basé sur le voisinage des vies, en vertu duquel les travailleurs intellectuels et les

manuels se rencontrent pour les mêmes études et pour les mêmes distractions ; des patrons, des commerçants s'y peuvent mêler à leurs employés. La commune amitié des résidentes s'adresse aux hôtes les plus différents quant à la culture intellectuelle ou quant à la fortune, et, sans aucune acception de classe, vise à établir entre tous les rapports les plus cordiaux.

3^o Organisation des Centres Sociaux.

La *Fédération* n'est qu'un organisme de coordination des efforts, chaque centre conservant son entière autonomie. Elle entretient des services de documentation et de correspondance. Surtout, elle forme les « Résidentes », qui sont ensuite appelées directement à la direction, des Centres.

Chaque Centre né spontanément (il n'adhère à la *Fédération* que lorsqu'il a acquis de lui-même sa *solidité*) a une organisation adaptée au milieu dans lequel il existe et aux conditions dans lesquelles il vit. Partout, néanmoins, on trouve les mêmes organes de direction : un comité directeur, la réunion des Résidentes et l'assemblée des chefs de famille.

B. Les institutions du prolétariat.

Les institutions qui rassemblent en France les travailleurs se répartissent en deux groupes au point de vue de l'Education populaire :

— un premier groupe réunit la Confédération générale du Travail, le parti socialiste S. F. I. O. et les coopératives de consommation ;

— un deuxième groupe, la Confédération générale du Travail unitaire et le parti communiste.

Ces deux groupes ont eu jusqu'à présent une action éducative séparée, le premier étant plutôt *réformiste*, tandis que le second est *totalement révolutionnaire*. Depuis la création, sur le terrain politique, du *Front populaire*, ils ont une certaine tendance à avoir une activité culturelle commune. Mais cette tendance reflète plus, semble-t-il, les

nécessités d'un moment qu'un désir profond et des possibilités véritables. Déjà, cependant, la fusion des deux mouvements syndicalistes, C. G. T. et C. G. T. U., a fait disparaître l'un des traits de l'opposition définie plus haut.

a) *Action culturelle du groupe réformiste.*

Nous trouvons, en France, ce que nous avons relevé en de nombreux pays au sujet de l'organisation de l'éducation ouvrière : un organisme commun aux mouvements syndicaliste, coopératif et socialiste assure en grande partie l'éducation générale des membres de ces mouvements, tandis que l'éducation particulière — syndicaliste, coopérative ou socialiste — des organisations ouvrières est assurée séparément par chacune d'elles.

1° *Le Comité national des loisirs.*

Nous avons vu que l'organisme commun pour l'éducation générale est tantôt indépendant (Angleterre), tantôt syndicaliste (Tchécoslovaquie), tantôt socialiste (Belgique). En France, il est une émanation de la Fédération nationale des coopératives de consommation et se nomme : le *Comité national des loisirs*.

Le *Comité national des loisirs* a été fondé, en 1929, sous l'instigation d'Albert Thomas, premier directeur du Bureau international du Travail.

« Dès l'origine, notre mouvement coopératif s'est soucié du loisir (voyez l'attitude des pionniers de Rochedale), et lorsque nous fondions nos petites sociétés, dans de petites villes de province, dans les quartiers de Paris, ce n'était pas uniquement avec la pensée de distribuer des marchandises à meilleur marché, mais avec une pensée d'organisation intelligente des loisirs pour les familles ouvrières... »¹.

« Nous venons vous proposer aujourd'hui le moyen d'organiser rationnellement les loisirs dans le mouvement coopératif, sur le plan local, sur le plan régional, sur le plan national. A la base, nous voyons, à côté de chaque société

1. Du discours prononcé par Albert Thomas, au Congrès des Coopératives de Royan, d'où devait sortir le Comité national.

*coopérative de consommation, la création d'un organisme ayant son autonomie propre, sa capacité juridique et qui aurait pour mission d'organiser les loisirs au bénéfice non seulement de tous les adhérents de la société coopérative, mais encore de tous ceux qui voudraient y participer... Au sommet, un Comité national »*¹.

L'institution fondée sur cette idée avait donc une vocation à l'universalité; son nom l'indique clairement : *Comité national*. Mais le but proposé, grouper la plus grande partie possible de la population, afin d'être reconnu institution officielle n'a été que très imparfaitement atteint.

Les organisations ouvrières, C. G. T. et parti S. F. I. O., ainsi que les œuvres laïques (patronages laïques, Ligue de l'enseignement, etc.) ont sans doute incité leurs membres à faire appel aux services du Comité national. Mais elles ne lui ont jamais reconnu un véritable monopole. Elles ne l'ont même jamais officiellement investi, de telle sorte qu'il est resté l'organisme éducatif du mouvement coopératif, dont bénéficient éventuellement, sans règles établies, les autres groupements ouvriers.

Organisation du Comité national des loisirs. — Le *Comité national*, installé à Paris, au siège de la Fédération nationale des coopératives de consommation, groupe les *comités locaux* des loisirs (eux-mêmes rattachés aux sociétés coopératives locales) et les fédère entre elles. Il possède en propre un service de renseignements, un service d'assurances accidents, un service juridique, un service du contentieux. Il se divise en plusieurs sections spécialisées chacune dans une des catégories de loisirs : voici les sections qui intéressent l'Education populaire :

— Office des centres de culture, qui comprend l'organisation des musées communaux ;

— Office de la décoration du foyer ;

— Office des spectacles et fêtes populaires ;

— Office des centres photographiques ;

— Office du cinéma.

Le Comité national a, enfin, sous sa propre direction

1. Du discours prononcé par M. Fauconnet au même Congrès.

une institution de perfectionnement technique et professionnel.

Les Comités locaux, qui se groupent parfois par régions, ont une organisation uniforme : conseil d'administration, assemblée générale, commission de contrôle, qui est celle de la plupart des associations françaises.

2° *Les organismes particuliers à chacune des organisations ouvrières.*

La France paraît être le pays où les organisations ouvrières ont l'action la moins développée en matière culturelle. Sans doute, la Confédération générale du Travail a-t-elle, dès le Congrès tenu à Lyon en 1919, émis un vœu en faveur du développement de l'éducation ouvrière, vœu qu'elle a depuis lors fréquemment renouvelé ; de même, le parti socialiste S. F. I. O. a-t-il souvent manifesté dans ses résolutions le désir de travailler lui-même à la formation intellectuelle de ses membres. Mais l'une et l'autre de ces institutions, accaparées par la lutte politique, n'ont pas eu le loisir, semble-t-il, de transformer complètement leurs paroles en actes. Leurs réalisations dans le domaine de l'Education populaire sont demeurées en effet extrêmement limitées.

Action culturelle de la C. G. T. — La C. G. T. a créé dans son sein, il y a longtemps déjà, une commission composée de professeurs et de techniciens, qui a pour but de rassembler tous les renseignements sur les initiatives locales des syndicats en matière éducative et de dresser peu à peu un programme général.

Vers 1922, un mouvement s'est créé pour instituer une *Université du Travail* qui eût entrepris une action d'ensemble pour l'éducation du peuple, en réaction contre l'idéologie des Universités populaires dont les années qui précédèrent la guerre avaient vu l'échec. Mais, des copieuses discussions entreprises à l'époque entre les partisans et les adversaires des principes de Georges Sorel (discussions que nous résumerons plus loin), il ne sortit qu'une *Ecole du militant* qui fonctionne aujourd'hui à Paris et poursuit un enseignement à peu près exclusivement syndical.

Action culturelle du parti socialiste (S.F.I.O.). — Depuis la guerre, le socialisme s'est principalement attaché dans la plupart des pays où son importance a grandi, à la formation de la Jeunesse. A côté de l'Education ouvrière qui s'adresse finalement — comme nous l'avons vu — à une minorité d'adultes, il a créé des patronages et des cohortes d'action politique destinés à rassembler dans leur ensemble le plus grand nombre possible d'enfants et d'adolescents.

Les patronages appelés *Amis de l'enfance* sont des *républiques d'enfants* qui visent à remplacer l'éducation familiale. Les groupements de scoutisme qui n'ont emprunté au mouvement fondé par Lord Baden-Powell que les formes extérieures de l'organisation et de l'activité, s'appellent *Faucons Rouges*. Les cohortes, enfin, sont les *Jeunesses socialistes* qui, plus encore que des organismes de formation, sont des groupements de combat.

Amis de l'Enfance et *Faucons rouges* se sont particulièrement développés dans les pays germaniques. C'est en Belgique au contraire, que les *Jeunesses socialistes* présentent la meilleure organisation. Mais ni les uns, ni les autres n'ont connu jusqu'à présent, en France, un très grand succès.

En 1932, un millier de jeunes socialistes de tous les pays vinrent camper en France pour donner l'exemple. Mais les fils et les filles des militants socialistes étaient déjà embrigadés dans les œuvres laïques et le parti S.F.I.O. n'a pu encore effectuer autour de lui un rassemblement important. Les *Faucons rouges* se sont développés surtout au sein du parti communiste. Les *Jeunesses socialistes* enfin, sont restées à peu près exclusivement un mouvement d'action politique dont le nombre des adhérents est par le fait même limité.

A quoi faut-il attribuer que les socialistes français portent si peu de soin à l'éducation du peuple, que dans les organisations syndicales les activités culturelles soient si peu développées et que dans le parti même il soit fait une si faible place à la formation de la jeunesse ? — Sans doute au fait que le socialisme n'a pas encore détenu personnellement le pouvoir dans le pays. Ayant toujours lutté et jamais gouverné, il s'est, jusqu'à présent, davantage occupé

de tenir en haleine des minorités agissantes, que d'impressionner profondément la masse.

Nous devons renoncer à mentionner toutes les tentatives faites depuis la guerre sous l'idiologie socialiste réformiste pour éduquer le peuple, tentatives qui n'ont pas abouti ou dont les réalisations ont fusionné avec le *Comité national des loisirs* lors de la création de celui-ci. Nous citerons seulement pour mémoire : *L'Université floréal* et le groupe des *Amis des jardins*.

b) Action culturelle du groupe révolutionnaire.

L'ensemble des organisations placées sous l'idée communiste ont, à l'instar des Soviets, une action culturelle assez poussée ; qui plus est, à l'inverse des autres groupements ouvriers, elles agissent autant dans le domaine de la culture générale que dans celui de l'Education sociale.

1° Education sociale.

Le parti communiste organise des cours de formation politique et sociale dans le détail desquels — faute d'avoir pu nous procurer les renseignements nécessaires — nous n'entrerons pas.

2° Travail culturel.

Ce travail s'effectue par le jeu d'une double organisation. D'une part, des centres culturels installés dans les agglomérations ouvrières ont pour but la formation intellectuelle des militants communistes. D'autre part, une association éduque des écrivains et des artistes révolutionnaires et coordonne leurs activités. Autrement dit, travail à deux échelons : à l'échelon *masse*, à l'échelon *élite*.

Travail à l'échelon « masse ». — Nous ne croyons pas qu'il y ait pour assurer ce travail une organisation d'ensemble. Mais partout où cela a été possible, on a créé des cercles culturels dont le principal est l'*Université ouvrière* de Paris. Dans cette dernière institution, qui fonctionne comme un *soviet*, sont organisés des cours, des conférences et des spectacles, avec l'aide du personnel, de techniciens, d'in-

tellectuels et d'artistes, formés ou réunis par l'organisme qui travaille à l'échelon *élite*.

Travail à l'échelon « élite ». — *L'Association des écrivains et artistes révolutionnaires* est en principe indépendante du parti communiste. Mais cette indépendance est purement formelle. Son but est double : grouper, former.

Elle groupe tous les écrivains et tous les artistes qui adhèrent au « mouvement révolutionnaire », c'est-à-dire qui se mettent à la disposition du parti. Elle est pour eux un *lieu de rencontre*. Dans ce sens, elle consacre ses locaux à des expositions, à des conférences contradictoires et elle publie une revue : *Commune*.

Elle forme d'autre part, grâce au concours des personnalités littéraires et artistiques dont elle dispose, soit des acteurs, soit des musiciens. Dans ce but, elle a créé dans son sein la *Fédération du théâtre ouvrier français* et la *Fédération musicale populaire* dont nous décrirons l'activité plus loin.

II

L'ACTION DES FORCES MORALES

La France paraît être le pays où l'opposition des tendances spirituelles a les conséquences les plus nombreuses et les plus nettes sur le terrain de l'action.

Partout ailleurs le heurt des intérêts matériels conduit sur le plan social à l'établissement de camps bien tranchés. Il est plus rare que la contrariété des conceptions morales ait un résultat semblable.

Or l'on est tenté de dire que dans notre pays les querelles religieuses influent plus que les querelles économiques sur la solution du problème social. Ce phénomène est sans doute dû, dans une large part, à l'antériorité des premières sur les secondes. La politique intérieure française, en effet, tient compte depuis plus longtemps de la lutte menée contre l'Eglise catholique par la *laïcité* que du combat qui met aux prises le Capital et le Travail. Sans doute ce fait tend-il à disparaître en raison d'une part de l'importance croissante du problème économique, d'autre part, de la *fatigue*, de plus en plus manifeste, de l'anticléricalisme.

Quoiqu'il en soit, nous constatons encore qu'il existe deux vastes organisations — on serait tenté de dire deux *Eglises* — dont les éléments s'opposent chacun à chacun, à tous les échelons, à l'échelon *commune* (où l'Ecole publique laïque et les œuvres qui en dépendent combattent pied à pied les institutions paroissiales), comme à l'échelon *nation* où la *Ligue de l'Enseignement* groupe des associations en tous points identiques à celles qui fonctionnent dans la catholicité.

A. Les œuvres catholiques.

Nous nous bornerons à mentionner les œuvres protestantes et juives qui, à côté des œuvres catholiques, s'opposent dans une certaine mesure à l'action laïque et à la *libre pensée* que celle-ci s'efforce de répandre.

Il n'est pas besoin en effet que nous revenions sur les œuvres protestantes françaises après ce que nous avons dit dans la seconde partie de cet ouvrage de la contribution du « mouvement Y.M.C.A. » à l'Education populaire. *L'Alliance des Unions chrétiennes de Jeunes gens de France* poursuit en ce domaine les mêmes buts que l'Y.M.C.A. et par les mêmes moyens. Elle a groupé 10.000 jeunes gens en 1240 *Unions*. Elle a par ailleurs créé la *Fédération des Eclaireurs Unionistes* qui est un des trois groupements de scoutisme existant en France.

Il ne nous paraît pas utile d'autre part d'insister sur le cas de l'*Union des Jeunesses Juives* qui touche sans doute 10.000 personnes, mais dont l'œuvre éducative est très strictement limitée aux études juives (études hébraïques ou problèmes actuels *vus du point de vue juif*).

*
* * *

Des œuvres catholiques elles-mêmes, nous n'avons plus à commenter la méthode éducative qui, inspirée des directives du Saint-Siège est à peu près semblable en tous les pays. Nous voulons seulement dresser un tableau de l'action catholique française dans le domaine de l'Education populaire. De même que, par souci de simplification et aussi de sincérité, nous avons précédemment placé les Centres sociaux dans l'*Œuvre du patronat* et le *Comité national des loisirs* dans celle du prolétariat, nous assimilerons ici de volonté délibérée aux œuvres d'action catholique certaines institutions qui, sans être soumises à l'autorité ecclésiastique sont d'inspiration et de règle spécifiquement catholiques.

Nous avons à considérer six institutions principales : les *Patronages*, l'*Association Catholique de la jeunesse française*, les *Equipes sociales*, *La Jeunesse ouvrière chrétienne*, l'*Association des scouts de France*, la *Confédération des syndicats chrétiens*. On pourrait classer ces institutions de différentes façons.

D'abord, selon qu'elles sont ou non dans le *système paroissial*. A cet égard, il les faudrait grouper en trois catégories correspondant à trois situations différentes :

— les patronages sont exclusivement soumis au curé ; la direction des œuvres, qui existe dans chaque évêché, n'a point d'action directe sur eux ;

— les groupements locaux de la jeunesse ouvrière chrétienne, l'Association catholique de la jeunesse française et les Scouts de France, ainsi que les syndicats chrétiens, sont les hôtes du curé, qui a sur leur activité un droit de contrôle. Mais ils relèvent essentiellement d'une association nationale qui est tantôt soumise aux autorités ecclésiastiques supérieures (J. O. C., A. C. J. F.), tantôt indépendante de ces autorités (Scouts de France) ;

— les Equipes sociales, enfin, ne reçoivent que par exception l'hospitalité des paroisses (dans ce cas, elles conservent néanmoins leur complète autonomie) et leur direction générale est tout à fait indépendante des autorités ecclésiastiques.

Ces institutions pourraient être classées d'autre part selon le *degré de désintéressement* de leurs activités culturelles. Il faudrait à cet égard les répartir en deux groupes.

Dans un premier groupe figureraient, d'une part, les patronages et les Scouts de France, où l'étude du dogme catholique ne constituant pas l'activité principale, a une place limitée ; d'autre part, les Equipes sociales dont la majorité n'aborde même pas cette étude.

Dans un second groupe, on placerait l'A. C. J. F., qui a pour but essentiel l'enseignement de la doctrine sociale catholique ; les syndicats chrétiens qui sont réunis pour faire triompher les revendications ouvrières ; la J. O. C., enfin, qui poursuit l'un et l'autre de ces objets.

Si l'on avait, enfin, à tenir compte du *degré d'adhésion* à l'action catholique que ces institutions exigent de leurs membres, la graduation suivante pourrait être donnée :

— les Equipes sociales, dont les adhérents ignorent même parfois l'inspiration catholique de leurs dirigeants, et pourtant ne prennent pas le moindre engagement, même tacite ;

— les patronages, où cette ignorance n'existe point, parce qu'ils sont intimement liés à la paroisse ;

— les syndicats chrétiens, que leurs membres ont choisis de préférence aux syndicats de la C. G. T.

— la J. O. C. et l'A. C. J. F., qui proposent par surcroît à leurs membres un idéal d'action précis ;

— les Scouts de France, enfin, que l'on a pu nommer les *Chevaliers de l'action catholique*.

Nous nous bornerons à étudier l'une après l'autre chacune de ces institutions¹.

a) *Les patronages.*

L'importance des patronages en France est considérable. Le patronage s'oppose aux œuvres laïques, dites *complémentaires de l'école publique* que nous verrons plus loin, comme l'école libre s'oppose à l'école communale. Cependant, il est impossible de donner aucun chiffre. « *Ces patronages s'organisent et se répartissent diocèse par diocèse, reliés à chaque direction des œuvres diocésaines ; aucune association ne coordonne leurs efforts pour l'ensemble du territoire national...*

« *Dans un patronage, où se concentrent parfois des centaines de jeunes apprentis, ouvriers et employés (et il en est de même pour les jeunes filles), on essaie de répondre aux divers besoins et aux divers tempéraments... Au point de vue intellectuel et spirituel, le patronage veut former chez le jeune homme l'être religieux, l'être moral, en même temps qu'il veut compléter sa culture générale. Le point où ces formations diverses se rejoignent, c'est le cercle d'études, puissant moyen d'Education populaire, qui existe dans presque tous les patronages. C'est parfois le prêtre lui-même qui assure le fonctionnement du cercle. C'est d'autres fois un collaborateur laïque, choisi dans une des diverses associations formées pour soutenir cet effort. Quelquefois aussi (de plus en plus depuis 1919), des cours techniques sont créés pour les jeunes gens qui n'ont plus à se déplacer pour les suivre au dehors...*

« *Ce patronage est un organisme bien vivant, un tout*

1. Les principales citations qui suivent sont extraites de l'étude faite par M. Jean-Henri Adam et publiée par les *Cahiers du Redressement français*.

qui se suffit ; il prend l'enfant très jeune, bien avant l'apprentissage, il l'aide souvent à se placer et l'oriente ; il le suit dans les années d'apprentissage, pendant le service militaire et l'attend au retour où « l'Amicale des anciens » du patro » est toute prête à fédérer les hommes ; il se tient en rapport avec la famille des jeunes gens, la voit à domicile ou l'invite dans son cercle à une fête ».

b) *L'Association catholique de la jeunesse française.*

Cette association, qui s'appelle aussi *La Jeunesse catholique*, compte 100.000 membres répartis en 3.600 cercles d'études, 73 unions diocésaines, 11 unions régionales. Les sections de la jeunesse ouvrière chrétienne lui sont par surcroît localement affiliées.

Buts. — Elle se propose surtout de faire étudier la doctrine sociale catholique, théorique et pratique. Sa formation est, avant tout, religieuse, sociale et civique. Elle soutient cette formation par une éducation générale.

Fonctionnement. — Le cercle d'études est le centre de cette activité ; l'aumônier y assiste, le président du bureau élu dirige la discussion. Le cercle travaille sur un programme déterminé que lui fournit l'association et qu'il complète suivant ses besoins propres. Il travaille en faisant discuter et en mettant en commun les idées et expériences de ses membres... En général, le *cercle d'études des grands* est précédé d'une avant-garde qui prend l'adolescent déjà sorti de l'école pour affermir la culture religieuse et assurer les bases d'une éducation sociale et générale.

Organisation générale. — Les groupes sont unis dans des unions diocésaines qui, souvent, possèdent un organe ; les unions diocésaines sont fédérées en unions régionales ; les deux organes fédératifs sont : le Conseil fédéral (assemblée annuelle des délégués des groupes et de leurs aumôniers), le Comité général permanent nommé par le Conseil fédéral, pour diriger l'association...

Chaque année a lieu un Congrès d'études civiques, qui étudie une question mise à l'ordre du jour par l'associa-

tion et qui est préparée par un questionnaire envoyé à tous les groupes (exemples : la mutualité, 1904 ; les conditions du travail de la jeunesse ouvrière, 1905 ; l'organisation professionnelle, 1912 ; l'ordre social chrétien des campagnes, 1922 ; la vie municipale, 1923).

Annexes. — L'A. C. J. F. a beaucoup contribué à l'organisation des œuvres rurales, en particulier des semaines rurales pour jeunes gens et jeunes filles (qui comprennent : allocutions précises, conférences morales, démonstrations pratiques, cercles d'études, séances récréatives). D'autre part, elle a créé en 1926 un organe nouveau : l'Equipe ouvrière.

c) *La Confédération des syndicats chrétiens.*

Les syndicats chrétiens français n'ont pas, dans le domaine de l'Education populaire, une action aussi complète que certains mouvements similaires à l'étranger. Ils assurent bien par eux-mêmes la formation technique et syndicale de leurs membres, mais ils s'en remettent aux autres organisations catholiques pour compléter cette formation.

Pour l'enseignement professionnel et technique, ils ont organisé près de 500 cours reconnus par les Commissions locales de l'enseignement technique, qui fonctionnent dans les principales agglomérations ouvrières.

Au centre social de la Confédération, a été créé un cours de formation syndicale réparti sur deux années d'enseignement et où sont étudiées en même temps que les principes d'ordre social, les différentes doctrines, les différentes formes de syndicalisme, leurs méthodes, leurs organisations. Un cours de rédaction et un cours de *conférence* complètent ce travail.

d) *La Jeunesse ouvrière chrétienne.*

Quatre mouvements s'inspirent du même esprit, poursuivent des buts analogues, utilisent des méthodes semblables : la Jeunesse ouvrière catholique (J. O. C.), la

Jeunesse agricole catholique (J. A. C.), la Jeunesse maritime catholique (J. M. C.) et la Jeunesse étudiante catholique (J. E. C.).

Le premier de tous, la J. O. C., a pris le plus grand développement : en 1933, il comptait près de 50.000 membres répartis en 500 sections qui forment à travers la France 70 fédérations soumises à un secrétariat général siégeant à Paris. 1.000 cercles d'études sont organisés chaque semaine par ses soins. Il édite un journal qui se tire à 150.000 exemplaires (distribués comme suit : Paris, 17.000 ; Nord, 24.540 ; Est, 4.900 ; Nord-Ouest, 7.400 ; Ouest, 4.500 ; Sud-Ouest, 6.100 ; Centre, 7.100 ; Midi, 4.000).

Ce que nous avons dit en parlant des organisations religieuses étrangères, de l'esprit et des méthodes de la J. O. C. belge, nous dispense d'insister ici davantage.

e) *Les Equipes sociales.*

Idee de base. — En mai 1919, trois jeunes normaliens catholiques (dont M. Robert Garric) se rencontrèrent avec les jeunes gens du patronage de Reuilly : « *Les causeries du front, les prêts de livres, les discussions et les conversations avaient ouvert des horizons nouveaux... La guerre finie, nous avons proposé aux jeunes travailleurs du quartier de Reuilly de se rapprocher de nous en une commune amitié, leur offrant la possibilité d'accroître leurs connaissances générales, de s'élever dans leur métier en établissant entre nous, étudiants, et eux, ouvriers, un courant d'échanges bienfaisant pour tous et permettant à chacun, humainement, de valoir plus* ». C'est ainsi que fut créée la première équipe.

Situation actuelle. — En 1921, un mouvement naquit, bientôt étendu aux jeunes filles. En 1933, on comptait :

— à Paris : 80 équipes de jeunes gens, assurant 68 cercles d'études, 24 cours de français, 16 cours de langues vivantes, 17 cours techniques, 3 *cours des gosses*, 2 cours divers ;

— 50 équipes de jeunes filles, assurant 33 cercles

d'études, 36 cours de français, 51 cours de langues vivantes, 8 cours d'arithmétique, 19 cours techniques, 16 cours divers, 4 *cours des gosses*, 21 cours divers ;

— en Province : 20 équipes de jeunes gens ; 52 équipes de jeunes filles.

Nombre total d'équipiers : Paris : 3.000 jeunes gens, 2.500 jeunes filles.

Province : 5.000 jeunes gens et jeunes filles. Certaines de ces équipes sont dites « confessionnelles » parce qu'elles sont constituées dans une paroisse. Mais la plupart sont « non confessionnelles ».

Méthodes. — Qui enseigne ? Des étudiants, des avocats, des ingénieurs, etc., qui adhèrent au mouvement, reçoivent la mission de fonder une équipe dans un endroit déterminé, ou sont affectés à une équipe qui fonctionne déjà. Ces *équipiers enseignants* se réunissent périodiquement pour discuter et recevoir la *méthode* ; une revue mensuelle, le *Bulletin de méthode*, leur est destiné.

Où enseigne-t-on ? Dans un local quelconque, public (salle de café ou salle de fêtes) ou privé (centre social, locaux paroissiaux, etc.).

Qu'enseigne-t-on ? Les fondateurs des équipes sociales ont peu à peu constaté qu'une Education populaire, pour être complète, doit donner :

— un enseignement technique (ils cherchent d'abord, par souci de *réalisme*, à donner des connaissances pratiques) ;

— un enseignement général (ils s'aperçurent ensuite qu'un enseignement exclusivement pratique était *spirituellement* incomplet) ;

— un enseignement complémentaire de l'école primaire (ayant remarqué enfin que l'insuffisance des connaissances élémentaires chez les ouvriers nuisait grandement à l'acquisition des connaissances générales).

La plupart des équipes mènent de front ces trois enseignements.

Depuis peu, des concours ont été organisés sur les principales matières des programmes entre les diverses équipes.

Tendances actuelles. — « Cette œuvre d'Éducation populaire ne s'adresse pas au grand nombre, elle vise plutôt à former des cadres ouvriers ». D'ailleurs, ne recrutant ses adhérents que sur la base de l'instruction et leur demandant un travail soutenu et régulier, les équipes ne peuvent attirer à elles que les jeunes ouvriers qui ont vraiment à cœur de travailler et de compléter leur culture.

Cette idée explique que le recrutement des *équipiers enseignés*, au cours des années récentes, soit demeuré beaucoup plus limité que celui des *équipiers enseignants* (considérable du fait de la tendance de plus en plus marquée de la jeunesse étudiante à faire de l'action sociale). Elle fait comprendre également pourquoi les dirigeants du mouvement s'appliquent à développer chaque jour davantage dans les équipes *l'esprit de corps*, soit en incitant les équipiers enseignants à organiser des sorties et des colonies de vacances, soit en multipliant les congrès et manifestations collectives des équipes existant dans une même région. Ainsi pensent-ils former une élite ouvrière propre à devenir le *noyau* d'une action plus profonde.

f) *L'Association des Scouts de France.*

Pour ne pas sortir du cadre de cet ouvrage, il nous faut être bref sur ce mouvement qui, né en 1920, béni par le pape en 1923, reconnu d'utilité publique en 1929, groupe aujourd'hui plus de 50.000 garçons de 8 à 25 ans¹.

Dans presque toutes les paroisses de France, il existe, à l'heure actuelle, une *groupe scout* comprenant une ou plusieurs *meutes de louveteaux* (garçons de 8 à 11 ans), une ou plusieurs *troupes de scouts* (garçons de 11 à 17 ans) et un *cland de routiers* (garçons de 17 à 21 ans).

A chacune de ces catégories de groupements, correspondent une méthode éducative et une esthétique. Dans les meutes, sous l'influence poétique du *Livre de la jungle*, de Rudyard Kipling, on apprend aux louveteaux à se

1. Bornons-nous à signaler l'association « sœur » : celle des « Guides de France », qui, née quelques années après, groupe aujourd'hui plusieurs milliers de petites filles et jeunes filles.

débrouiller et à penser aux autres. Dans les troupes, les garçons sont groupés en *patrouilles*, petites communautés autonomes gouvernées par l'un d'entre eux, qui possèdent des ressources en propre, ont leur local et forment dans les jeux des équipes permanentes et interchangeable. A l'intérieur des *patrouilles*, s'exécute tout un travail d'éducation mutuelle qui porte en apparence sur une *technique* limitée (où la *science des bois*, empruntée aux Peaux-Rouges, a la première place), mais qui contribue, en réalité, à la formation complète du caractère. Par surcroît, les troupes tendent de plus en plus à participer à des manifestations susceptibles d'accroître la culture générale de leurs membres. Dans les clans, enfin, les *routiers*, sous un idéal de *chevalerie nouvelle*, poursuivent un *service social* en vue duquel ils s'instruisent d'une façon qui s'approfondit chaque jour davantage. Parmi les branches de ce service, nombreuses sont celles qui sont d'ordre culturel : conférences, représentations dramatiques, etc., données dans des agglomérations ouvrières.

L'on a souvent fait grief au mouvement des Scouts de France de négliger à l'excès la culture intellectuelle d'une part, la culture physique d'autre part, pour consacrer un peu trop exclusivement son activité au « jeu » et à l'instruction religieuse. Ce reproche est à maints égards fondé. Il n'est pas niable, cependant, que grâce à ce qui a déjà été fait, une certaine *culture scout* tend à se préciser, à se développer, et ce phénomène n'est pas un des moins intéressants dont la France est le théâtre. Une esthétique, une poésie scout se dégagent chaque jour davantage, qui présentent ce caractère remarquable de convenir uniformément à des garçons dont les origines sont très diverses, les occupations très variées. Il y aurait beaucoup à dire là-dessus. Nous y reviendrons plus loin à propos du théâtre populaire et, plus loin encore, en conclusion.

En examinant ces six grandes institutions, nous avons négligé un grand nombre d'œuvres d'inspiration catholique qui contribuent également au développement intellectuel des classes nombreuses. Mais on peut dire que toutes ces œuvres se rattachent par leur caractère, tantôt

à un, tantôt à plusieurs des *types* que nous venons de montrer. Aussi, sommes-nous dispensé d'une énumération difficile.

B. Les œuvres laïques.

Le direction supérieure des œuvres laïques est assurée par la *Ligue de l'enseignement*, qui encourage, oriente et coordonne les efforts d'un nombre considérable d'institutions, lesquelles institutions sont tantôt rattachées à l'école publique, tantôt indépendantes.

a) *La Ligue de l'enseignement.*

La Ligue française de l'enseignement, reconnue d'utilité publique, qui s'appelle également depuis la guerre *Confédération nationale des œuvres laïques de France*, a été fondée, en 1866, par Jean Macé, dans le but de « *provoquer par tous les moyens l'initiative individuelle pour la propagation de l'instruction et de l'Education populaire* ». Elle groupe aujourd'hui plus d'un million de personnes (500.000 enfants et adolescents, 500.000 adultes) réparties en 67 fédérations départementales et 20.000 groupements. Elle est administrée par un Conseil général dont les membres sont désignés par les fédérations départementales et l'assemblée générale annuelle. Ce Conseil se réunit au moins quatre fois par an. Les fédérations jouissent de la plus large autonomie.

Le rôle de la Ligue est double : action théorique, action pratique.

1° *Action théorique.*

L'un des principaux buts de la Ligue, depuis sa fondation, a été d'agir sur l'opinion pour obtenir du législateur et du gouvernement les réformes souhaitées par les œuvres laïques. Elle a fait campagne en faveur des principales « conquêtes de l'enseignement laïque, gratuit et obligatoire » à l'occasion de chacun de ses congrès annuels.

« *Fidèle à sa tradition, la Ligue veut que le progrès soit ininterrompu dans le domaine de l'enseignement; elle ambitionne de combattre la routine, l'immobilité, les résistances intéressées qui se manifestent dans les services publics et qui sont susceptibles de porter atteinte aux droits sacrés de la jeunesse...*¹.

« *Les ligueurs constatent par ailleurs que l'école publique est toujours attaquée, que les principes de laïcité qui sont à la base du régime républicain ne cessent d'être remis en discussion, que l'Eglise catholique et le conservatisme politique et social usent de tous les moyens et de toutes les armes pour combattre les œuvres de la Ligue et contrecarrer son action...*

« *L'opinion publique, chaque jour travaillée par une presse généralement tendancieuse, doit être informée, détournée, alertée, conquise... C'est pourquoi à chaque congrès de la Ligue, des communications sont faites sur des sujets préalablement fixés par l'assemblée générale; des questions d'actualité, choisies par les délégués au Congrès annuel, sont mises à l'étude; toutes les fédérations en sont informées, en même temps qu'elles sont invitées à les mettre en discussion, d'abord dans chaque groupement, puis dans les congrès du canton, de l'arrondissement, du département et, enfin, au Congrès national qui émet des vœux. C'est le résultat de ce travail sérieux et ordonné qui est enfin porté à la connaissance de l'opinion publique, des administrations intéressées, du Parlement et du gouvernement ».*

Par ces mêmes moyens, la Ligue a sur tous les groupements qui lui sont affiliés une influence doctrinale extrêmement forte.

A l'heure actuelle, son *effort théorique* porte principalement sur la question de l'organisation d'un enseignement post-scolaire obligatoire.

2^o Action pratique.

La Ligue, tout en respectant l'autonomie des groupements adhérents et des fédérations, s'efforce :

1. Les citations qui suivent sont empruntées à deux études, l'une de M. Brenier sur la Ligue, l'autre de M. Labbé sur l'enseignement post-scolaire.

d'une part, de susciter elle-même de nouvelles initiatives ; *« ses communications servent, en général, de base de départ à des créations nouvelles »* ;

d'autre part, de *« créer des contacts sans cesse plus fréquents, entre les groupements existants, d'orienter leur activité, d'harmoniser leurs efforts, de contrôler les résultats obtenus, de les vulgariser et, le moment venu, de rassembler les œuvres de même catégorie en des sections nationales qui deviennent les grandes filiales de la Ligue »*. C'est ainsi que fonctionnent déjà *« L'Union française des œuvres laïques d'éducation physique*, qui réunit en 5.000 groupes 300.000 sportifs ; *l'Union française des œuvres laïques d'éducation artistique*, et la *Section nationale du cinéma éducateur*.

Comment est assurée la vie financière de la Ligue ? *« Il faut déplorer amèrement l'insuffisance criante de l'aide matérielle apportée à la Ligue par les gouvernements... Cette insuffisance oblige la Confédération à chercher elle-même les ressources matérielles qui lui permettront de vivre... »*.

Peut-être faut-il voir dans cette situation l'origine d'un certain *sectarisme* qui se manifeste dans les actes de la Ligue et que condamnent même certains de ses dirigeants. *« Gardons-nous d'opposer un dogmatisme à un autre. On « oublie aisément que ce n'est pas la négation, mais la liberté qui nous caractérise »*. Ayant financièrement besoin des *« forces de négation »*, la Ligue obéit sans doute par nécessité à des influences plus exigeantes que ne serait, tout compte fait, pour elle, la tutelle de l'Etat.

Il nous paraît inutile d'insister longuement sur l'organisation et le rôle des fédérations départementales de la Ligue. Nous nous bornerons à signaler que ces organismes publient le plus souvent un journal et qu'ils contribuent ainsi, tous ensemble, à la formation d'une *« presse »* puissante.

b) *Les œuvres laïques rattachées à l'école*¹.

Nous avons dit plus haut que l'école joue, pour les œuvres laïques, le rôle de la paroisse pour les œuvres catholiques. Voici l'illustration de cette idée.

La Ligue de l'enseignement encourage la formation, près de chaque école communale, d'une *Amicale des anciens élèves de l'école* qui, tantôt à ses propres frais, tantôt en utilisant les subventions qu'elle reçoit dans ce but, engage l'instituteur à créer diverses *œuvres complémentaires*. Ce processus ne saurait être cependant considéré comme généralement adopté. Souvent, en effet, c'est l'instituteur qui prend l'initiative, groupe l'amicale et demande une aide financière, soit aux autorités locales directement, soit à la fédération départementale de la Ligue. Souvent encore, c'est la commune, soucieuse d'action laïque, qui provoque seule la création des œuvres.

Quoi qu'il en soit, l'instituteur est la clef de voûte de toutes les organisations complémentaires de l'école. Il prend une part, plus ou moins active selon les cas, à la création et au fonctionnement des institutions suivantes :

1° *Patronage laïque.*

La patronage laïque, contrairement aux autres œuvres complémentaires, s'adresse aux élèves mêmes de l'école, qu'il groupe, comme le patronage catholique, pendant les heures libres et les jours de vacances. Il ne présente aucun caractère particulier sur lequel il soit nécessaire d'insister. Une œuvre nationale, l'*Œuvre des patronages laïques*, oriente l'activité des patronages communaux, sans la diriger, et fournit surtout les moyens matériels de poursuivre cette activité (livres, instruments de sport, organisation de colonies de vacances, etc.).

2° *Cours d'adultes.*

Les cours d'adultes constituent l'organisation centrale de ce que l'on appelle en France l'enseignement post-

1. C'est dans les rapports de M. Maurice Roger sur les œuvres complémentaires de l'Ecole publique, que nous avons trouvé la plupart des renseignements relatifs à cette question.

scolaire. Ils sont une application de ce qui a nom, sur le plan international, *Adults Educational Movement*. Ils ont pour but de compléter l'enseignement de l'école, soit en comblant ses lacunes (ils doublent alors l'enseignement primaire), soit en la continuant (ils doublent dans une certaine mesure l'enseignement primaire supérieur et l'enseignement secondaire). Au fur et à mesure que *l'analphabétisme* tend à disparaître, ils accomplissent plutôt cette seconde fonction que la première. Nous verrons plus loin que leur importance ne cesse de décroître depuis peu.

3^o *Conférences, lectures, séances récréatives.*

Ces diverses manifestations revêtent les mêmes formes ici que partout ailleurs.

4^o *Bibliothèques.*

La plupart des écoles communales possèdent une bibliothèque dont tous les habitants de la commune peuvent bénéficier.

c) *Les œuvres laïques indépendantes de l'école.*

Le classement que nous avons adopté est nécessairement arbitraire. Dans un grand nombre de communes, il est bien difficile, en effet, de déterminer parmi les œuvres affiliées à la *Ligue de l'enseignement* lesquelles sont liées à l'école publique et lesquelles ne le sont pas. Il en est peu, en effet, auxquelles l'activité de l'instituteur ne soit pas mêlée, comme il en est peu dont l'instituteur soit le seul à assurer le fonctionnement. Il y a, le plus souvent, collaboration étroite de la municipalité, de l'instituteur et des particuliers soucieux de contribuer à « l'action laïque ».

Néanmoins, une ligne de démarcation peut être tracée entre les œuvres qui sont à proprement parler *complémentaires* de l'école et celles qui ne le sont pas. Les premières se distinguent des secondes par plusieurs caractères : elles sont essentiellement pédagogiques. Elles recrutent leurs membres dans la *communauté scolaire*.

Leurs programmes comprennent les matières dont certains souhaiteraient qu'elles fissent partie d'un enseignement post-scolaire obligatoire. Elles bénéficient, enfin, de la majeure partie des subventions officielles.

Parmi les œuvres que l'on peut dire indépendantes de l'école publique, les unes sont de petits groupements locaux directement affiliés à la Ligue, les autres, des sections de certaines grandes associations laïques.

1° *Groupements locaux indépendants.*

Il est impossible de donner une énumération complète de ces groupements. Sous des dénominations extrêmement diverses, ils poursuivent des activités multiples.

Ce sont tantôt des *cercles populaires* ou des *foyers*, ou des *Universités populaires* (simples organisations de conférences qui ne méritent nullement ce nom ; nous parlerons plus loin du mouvement défunt des Universités populaires), tantôt des groupements sportifs ou artistiques.

2° *Associations laïques d'Education populaire.*

Ces associations régionales ou nationales sont assez nombreuses. Elles appartiennent à plusieurs types différents :

Sociétés d'instruction populaire. — On en compte actuellement près de six cents. La plupart d'entre elles ont un champ d'activité limité à une région (la principale société régionale est la *Société d'enseignement professionnel du Rhône*, qui a su conjuguer l'enseignement général et l'enseignement professionnel. Elle a organisé, en 1932, 342 cours groupant 10.381 élèves. Certaines ont une activité nationale ; mais les liens qui rattachent les plus importantes d'entre elles, à savoir : la *Société polytechnique*, la *Société philotechnique* et la *Société philomatique*, à la Ligue de l'enseignement, ne sont pas formels, et nous devons les examiner plutôt parmi les institutions neutres.

Notons ici cependant, pour n'y pas revenir, l'*Association Léopold-Bellan*, qui « embrasse un réseau d'œuvres sociales et d'œuvres d'instruction populaire » et dont l'action s'exerce en majeure partie dans l'orbite de l'école publique. (Il faut citer aussi, bien qu'elles soient de moindre impor-

tance : l'Union française de la jeunesse, le Cercle populaire de l'enseignement laïque, l'Association des instituteurs, la Ligue d'éducation morale.)

Au contraire, l'Association des *Jeunesses laïques et républicaines* mérite d'autant plus d'être citée à cette place, qu'elle poursuit nettement des fins laïques. Elle a même des tendances politiques assez accentuées, qui se manifestent dans les réunions d'études que, parmi d'autres manifestations collectives, elle organise.

Ces réunions sont de trois sortes :

- causeries et discussions à l'intérieur des sections ;
- conférences publiques et contradictoires ;
- congrès.

S'y ajoutent : une activité récréative (fêtes et concerts) et la publication d'un journal, *Fructidor*.

III

L'ACTION DES NEUTRES

Il n'y a pas à proprement parler, en France, de mouvement en faveur de la neutralité de l'Education populaire, semblable à celui qui, dans les pays anglo-saxons par exemple, se fait le champion du libéralisme en matière culturelle.

Les institutions qui travaillent au développement intellectuel du peuple sans poursuivre de fins sociales, politiques ou religieuses, constituent dans notre pays une infime minorité ; l'importance de chacune d'elles est, en général, assez faible et leur situation apparaît dans l'ensemble chaque jour moins favorable.

D'autre part, l'Etat qui, dans une démocratie, est le grand *acteur neutre*, est assez peu poussé par l'opinion publique à faire œuvre effective dans le domaine de l'Education populaire ; son rôle demeure donc extrêmement limité.

Ces deux faits constituent les deux aspects d'un phénomène essentiel, dont découlent bien d'autres conséquences, et que nous étudierons à cause de cela en conclusion : la faiblesse du libéralisme sur le terrain social en France.

Ici même, nous nous bornerons à décrire la situation en dressant séparément le tableau des œuvres neutres dues à l'initiative privée et celui de l'action des pouvoirs publics.

A. Les œuvres neutres dues à l'initiative privée.

Il existe deux groupes d'institutions neutres dues à l'initiative privée : d'une part, des sociétés d'instruction et, d'autre part, une association de scoutisme.

a) Sociétés d'instruction.

Il faut encore distinguer deux groupes sous ce titre, qui correspondent même à deux mouvements dont l'un

tend à se maintenir, sinon à progresser, tandis que l'autre est aujourd'hui à peu près complètement disparu.

1^o *Premier mouvement : les Sociétés polytechnique, philotechnique et philomatique.*

C'est dans la seconde moitié du siècle dernier que, par suite d'un *mouvement vers le peuple* des intellectuels et des techniciens se préoccupèrent de donner aux ouvriers et aux employés, principalement à ceux de la région parisienne, les moyens d'accroître leurs connaissances pratiques et générales. Ces promoteurs étaient désintéressés et si, par leurs idées sociales généreuses, ils se rapprochaient des premiers socialistes, ils n'avaient d'autre but, en fondant leurs sociétés d'instruction, que le progrès de l'Éducation populaire.

Trois associations sont ainsi nées successivement :

L'Association polytechnique fut la première à fonctionner. Dès 1830, d'anciens élèves de l'École polytechnique avaient pris l'initiative d'organiser des cours pour les ouvriers. L'Association donne aujourd'hui 448 cours par an, grâce à la collaboration bénévole de 334 professeurs. Ces cours se répartissent comme suit :

enseignement général ou artistique : 223 ;

enseignement professionnel : 124 ;

enseignement juridique : 57 ;

éducation physique et préparation militaire : 44.

Elle organise aussi des cours par correspondance (2.000 correspondants environ), des conférences et des lectures. A Paris, elle comprend une trentaine de sections.

Elle groupe près de 10.000 élèves ; grâce à elle, en 1932-33, 29 petits employés ont été reçus au diplôme légal de notariat, 170 aux examens de capacité en droit.

Enfin, possédant en province une vingtaine de filiales, elle les groupe en une *Union des Associations polytechniques*.

L'Association philotechnique donne à ses membres un enseignement moins supérieur. Ses cours sont de trois sortes :

— des cours d'enseignement général qui préparent au certificat d'études des adultes, au certificat élémentaire, éventuellement au baccalauréat ;

— des cours d'enseignement technique (coupe, couture, broderie, sténo-dactylographie, sténotypie);

— des cours d'enseignement artistique (dessin, peinture, musique).

Depuis peu, elle a ouvert, par surcroît — rapprochant en cela son action de celle de l'Association polytechnique — des cours supérieurs de banque et d'assurances qui préparent à l'actuariat.

Enfin, ses conférences et lectures obtiennent — fait intéressant à noter — un succès qui va chaque année croissant (en particulier ses lectures populaires créées à la fin du siècle dernier par Maurice Bouchor).

Une *Union des Sociétés philotechniques* réunit l'Association mère à ses filiales de province.

L'*Association philomatique* poursuit des fins semblables, mais elle est moins nombreuse. Elle organise chaque année environ 90 cours dont une vingtaine d'enseignement général, une quarantaine d'enseignement technique et une trentaine d'enseignement artistique. Ses 100 professeurs réunissent, bon an mal an, deux mille élèves.

L'Association possède une *Amicale* qui compte près de 200 membres et qui organise surtout des visites de musées et d'usines.

Ces trois associations, avec un succès variable, mais selon des méthodes à peu près identiques, ont une action analogue. On comprend mal pourquoi elles n'ont pas encore fusionné leurs efforts et constitué toutes trois ensemble le mouvement de l'Éducation populaire neutre et utilitaire. Ce mouvement s'opposerait, d'une part, à celui de l'éducation ouvrière, dont nous avons vu les applications françaises, et qui réagit contre la neutralité, d'autre part, à celui des Universités populaires, qui s'est toujours montré l'ennemi de l'utilitarisme.

2^o *Second mouvement : les Universités populaires.*

Bien qu'il soit aujourd'hui à peu près complètement éteint, ce mouvement a eu un tel retentissement, a soulevé de telles controverses et revêtu pour tout dire une telle valeur d'exemple, qu'il nous paraît nécessaire de lui

consacrer quelques développements ¹, d'autant que ses rares survivances apparaissent à maints égards pleines d'intérêt.

Dans les dix dernières années du XIX^e siècle, un grand nombre d'intellectuels, gagnés eux-là aux idées démocratiques les plus audacieuses, se « *portèrent vers le peuple dans le but de substituer aux impulsions aveugles de la foule, le mouvement réfléchi d'une collectivité affranchie de l'ignorance et de l'erreur* ». Ils pensaient ² « *qu'une révolution purement économique ne serait jamais qu'un déplacement d'inégalité si le niveau moral des nouvelles classes dirigeantes n'était pas mis à la hauteur de la conception harmonieuse de la société future* ». Ils estimaient en conséquence nécessaire de mener en marge de l'action politique et en dehors d'elle, une action éducative dirigée sur cet objectif idéaliste.

En 1895 et 1900, dans cet esprit, de très nombreux groupements se formèrent sous des noms divers : à Paris (la *Coopération des idées* du Faubourg Saint-Antoine, le *Réveil des I^{er} et II^e arrondissements*, la *Fraternelle du III^e*, l'*Emancipation du XV^e*, etc.); dans la banlieue : (*Soirées ouvrières* de Montreuil, l'*Education mutuelle* de Choisy-le-Roi); en province : (Amiens, Châlons-sur-Marne, Nîmes). Une *Société des Universités populaires* fut fondée, en 1900, sous la présidence de Gabriel Séailles, pour fédérer tous ces efforts. Dans le même temps, quelques revues, dirigées par Charles Péguy, Charles Guieyesse, Hubert Lagardelle, Georges Deherme, soutenaient le mouvement et lui apportaient la collaboration d'un nombre croissant d'écrivains, d'artistes, de professeurs.

Mais bientôt, il apparut que l'idée poursuivie était utopie, que les ouvriers soucieux de s'instruire hors de

1. Né en France, le mouvement s'est également manifesté dans un certain nombre de pays étrangers. C'est pourquoi nous eussions dû en parler dans la seconde partie de cet ouvrage, à propos des organisations neutres. En le décrivant dans le cadre de la France, nous pensons combler suffisamment cette lacune, du reste voulue.

2. Ces formules sont empruntées aux écrits et à la documentation de M. Maurice Bertrand, l'actuel secrétaire général de l'Universitaire populaire de Saint-Denis.

toute préoccupation immédiate, constituaient une infime minorité. La plupart des Universités populaires durent fermer leurs portes. En 1907, il ne restait plus que celle du Faubourg Saint-Antoine, autour de laquelle se groupèrent, jusqu'à la guerre, ceux qui demeuraient fidèles aux principes du mouvement et confiants dans son destin.

Après la guerre, deux tendances opposées se manifestèrent, l'une pour la rénovation des Universités populaires, l'autre pour leur remplacement par des institutions basées sur des principes différents. Mais l'une et l'autre demeurèrent sans grands résultats.

D'un côté, en partant de la critique de l'*Enseignement supérieur populaire* que les Universités populaires avaient prétendu instituer, les organisations syndicales tentèrent de créer une *Université du Travail* où serait donnée aux ouvriers « *une forte instruction professionnelle, se prolongeant éventuellement en culture générale, en philosophie du Travail* ». Mais leurs efforts n'aboutirent qu'à la fondation de l'Ecole du militant de Paris et de quelques institutions similaires en province, que nous avons signalées plus haut. A l'opposé, l'idée fut lancée, vers 1922, par M. Maurice Bertrand, de faire renaître les Universités populaires en les perfectionnant. « *Les Universités populaires d'avant-guerre, disait à peu près M. Bertrand à l'époque, ont commis une erreur de méthode, non d'inspiration : les intellectuels qui les dirigèrent n'usèrent pas d'une pédagogie rationnelle : ils firent pleuvoir sur de rudes cerveaux un déluge de connaissances hétéroclites sans se demander si l'assimilation était possible, sans graduer l'effort de compréhension demandé ; la désaffectation des ouvriers à leur égard vint sans tarder, sanctionnant la maladresse... Mais le développement de la sensibilité, du goût, de l'harmonie dans l'esprit du peuple qui fut dès l'origine recherché, est aujourd'hui plus que jamais nécessaire. Il doit être poursuivi à côté et en plus de l'amélioration des connaissances techniques, de la formation syndicaliste ou politique* ».

L'idée eut peu d'applications. L'Université populaire de Saint-Denis, dirigée par M. Bertrand lui-même, la mit

à peu près seule en pratique¹. Par contre, cette association est depuis dix ans florissante. Elle n'a cessé d'englober de 1.500 à 2.000 auditeurs qui paient une cotisation d'environ 15 francs par an. Elle a organisé un nombre considérable de conférences et de spectacles, entretenu quelques cours (de plus en plus rares), grâce à la collaboration des personnalités les plus variées. M. Bertrand s'est constamment attaché à ne pas donner à son groupement une *allure scolaire*, à soumettre le plus possible l'enseignement à un plan méthodique sans que ce plan apparaisse, à faire intervenir le plus possible dans ses réunions l'élément *spectacle*, à éveiller constamment par ses programmes la curiosité, à suivre les tendances et les goûts du moment. Et c'est à tous ces soins que son succès paraît essentiellement imputable. Nous reviendrons sur ce résultat dans nos conclusions pour en dégager la leçon générale.

b) *L'Association des Eclaireurs de France.*

Troisième des associations de scoutisme français, sinon par l'ancienneté (sa fondation a précédé celle des *Scouts de France*), du moins par le nombre de ses adhérents (6.000 contre 12.000 aux *Eclaireurs unionistes*, rattachés aux œuvres protestantes, et 50.000 aux *Scouts de France*, rattachés aux œuvres catholiques), l'*Association des éclaireurs de France* doit être considérée comme neutre, malgré les liens de plus en plus étroits qu'elle peut avoir avec l'ensemble des œuvres laïques. La plupart de ses dirigeants appartiennent à l'Université.

Nous n'avons pas à approfondir son activité après les considérations générales sur le scoutisme que nous avons données en seconde partie et l'examen de l'action éducative des Scouts de France.

Dans ce *tableau*, nous avons été forcé d'omettre quelques institutions indépendantes, de faible importance,

1. Nombreux sont aujourd'hui les groupements qui se dénomment Universités populaires et qui ne sont que des sociétés d'instruction dans la dépendance de l'Ecole publique. Méritent seulement le titre, semble-t-il, l'U. P. de Montpellier et celle de Lausanne, en Suisse.

et qui ne se rattachent à aucune des grandes « formules » que nous avons essayées de dégager. Ces institutions, nous aurons l'occasion de citer certaines d'entre elles dans le chapitre suivant en dressant le tableau des réalisations. Ce sont les *Tribunes libres*, l'*Association l'Art pour le peuple*, et tant d'autres qui en unissant leurs efforts eussent peut-être accompli autre chose que d'éternels essais.

B. L'action des pouvoirs publics.

La France est, sans nul doute, l'un des pays où les pouvoirs publics ont le moins agi dans le domaine de l'Éducation populaire. Le contraste est même frappant entre cette action restreinte et les efforts nombreux déployés par l'État français en matière d'enseignement. Il semblerait que le gouvernement de la République a voulu limiter son influence à l'école et ne l'exercer que sur les enfants. Partout où il eût pu atteindre les adolescents et les adultes, il a pour ainsi dire laissé tout le soin d'agir à l'initiative privée.

Il est néanmoins nécessaire d'examiner ce que les pouvoirs publics ont fait en France pour le développement intellectuel des classes nombreuses, quand ce ne serait que pour montrer ce qu'ils eussent pu faire tout en demeurant dans la neutralité fort estimable qu'ils ont observée. (On ne saurait, en effet, reprocher à la démocratie française de n'avoir pas suivi sur ce terrain une ligne de conduite analogue à celle des gouvernements autoritaires. Mais, réserve et abstention ne sont pas toujours synonymes).

Trois services administratifs sont intéressés dans notre pays à la question de l'Éducation populaire :

- le Travail ;
- l'Instruction publique ;
- les Beaux-Arts (auxquels il faut joindre les P.T.T. pour la radiophonie).

a) Action du Ministère du Travail.

Au lendemain de la promulgation de la loi de huit heures,

le Ministère du Travail a attiré l'attention des patrons sur la nécessité qui s'imposait à eux de développer les œuvres sociales en fonction de l'augmentation des heures de loisirs. Puis, il a chargé les inspecteurs du travail de mener une enquête permanente sur les réalisations patronales. Les résultats de cette enquête ont été publiés au *Bulletin du Ministère du Travail* de l'année 1920 à l'année 1924 incluse. Puis l'enquête paraît avoir été abandonnée, après avoir sans doute réuni un nombre appréciable de monographies, mais n'ayant dégagé aucune idée d'ensemble, aucune recommandation, et surtout s'arrêtant au moment même où partout ailleurs (à la suite de la recommandation de Genève) les gouvernements commençaient à agir dans ce domaine.

Le Ministère du Travail eût été à même cependant d'avoir une action théorique extrêmement utile. Au lieu de se borner à *jouer les gendarmes* auprès des patrons, il aurait pu user de son influence sur les organisations ouvrières pour que celles-ci développent également leurs œuvres éducatives. Il aurait pu surtout avoir un rôle de médiateur (rôle qu'il s'efforce continuellement de tenir dans les *relations industrielles*, dans les conflits qui opposent les employés aux employeurs) en incitant les groupements patronaux et les syndicats ouvriers à créer ensemble des écoles populaires, des conférences, des groupements artistiques ; l'efficacité qu'une telle action eût pu avoir ne semble pas tellement improbable puisque l'Etat a par ailleurs obtenu que les « grandes classes économiques » collaborent à l'application de la loi sur l'enseignement technique que nous indiquerons plus loin. Autrement dit, le Ministère du Travail aurait pu, en continuant son enquête, en la développant, en lui apportant des conclusions, contribuer dans une large part à la solution de ce que nous avons appelé la partie « sociale » du problème de l'Éducation populaire.

La partie technique de ce même problème est de la compétence de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Dans quelle mesure ces deux administrations s'en sont-elles effectivement préoccupées, c'est ce que nous allons voir maintenant.

b) *Action du Ministère de l'Instruction publique.*

Le Ministère de l'Instruction publique est, en ce qui concerne l'Education populaire, le centre d'un travail à la fois théorique et pratique.

1^o *Travail théorique.*

Si les fonctionnaires du Ministère du Travail se préoccupent peu du problème de l'Education populaire — et même du problème des loisirs ouvriers en général — il n'en est pas de même de certains membres du haut personnel de l'Instruction publique, qui ont consacré à ce problème de longues études. Parmi eux, M. Maurice Roger, inspecteur général, chargé de 1916 à 1933 du rapport annuel sur les *œuvres complémentaires de l'Ecole publique*, est devenu l'un des plus éminents spécialistes de la question. Il ne s'est pas contenté d'être l'observateur objectif des efforts déployés par des organismes privés pour développer les connaissances des ouvriers, paysans et employés, adolescents ou adultes, il s'est fait, d'année en année, plus chaudement le défenseur d'une thèse : celle de l'enseignement post-scolaire obligatoire. Montrant dans ses rapports annuels, d'une part, la pauvreté croissante des résultats obtenus dans notre pays par l'initiative privée, d'autre part, le succès dans certaines nations étrangères de l'action des Pouvoirs publics dans le domaine de l'Education populaire, il n'a cessé de demander au législateur et au gouvernement une intervention plus complète. Il s'est trouvé dans cette campagne en plein accord de vue avec la Ligue de l'enseignement, dont il a été en quelque sorte le porte-parole auprès des Pouvoirs publics. A maintes reprises, il a, par surcroît, reçu l'approbation des principales organisations ouvrières.

Son idée a été exprimée par ailleurs, par M. Ed. Labbé qui, fidèle militant de la Ligue, a été directeur de l'Enseignement technique :

« La République a beaucoup fait pour les différents ordres d'enseignement. Elle a donné aux uns, comme l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, un déve-

loppement qu'ils n'avaient jamais connu. Elle en a créé d'autres à peu près de toutes pièces, comme l'enseignement primaire supérieur. D'autres, enfin, l'enseignement primaire et l'enseignement technique, les vrais enseignements du peuple, lui doivent tout et sont liés à sa destinée.

« Cette œuvre admirable suffit-elle ? Non. Si on en excepte l'école primaire commune à tous, ceux qui vont à l'école sont, après tout, des privilégiés. Ils ont le temps sinon l'argent, le temps de continuer leurs études, d'échapper au métier. Mais la plupart doivent gagner leur vie, aller à l'usine, au comptoir, aux champs. Dira-t-on que ce sont les moins doués et que les autres forment l'élite ?... Non. En fait, la fortune, le hasard jouent un grand rôle... Le métier précoce accapare pêle-mêle les têtes bien faites et les têtes rebelles. Il serait injuste de laisser cette masse sans culture. Tout le monde est d'accord sur ce point. Cependant, qu'a-t-on fait ? Bien peu. On a confié à la liberté les cours d'adultes, qui ne vivent que du dévouement des maîtres, de leur désintéressement. La loi Astier, charte de l'Enseignement technique, a organisé les cours professionnels et les a rendus obligatoires. Mais cette obligation est restée à peu près lettre morte. La loi Plissanier a organisé l'enseignement agricole, mais dans quelle mesure est-elle respectée. Dans quelle mesure l'éducation physique, qui est nécessaire à la santé du peuple, est-elle assurée ? Dans quelle mesure l'éducation ménagère ?

« Or, c'est de l'existence de tout cela qu'il s'agit si l'on veut qu'il y ait vraiment une Education populaire... La France n'a pas seulement besoin de mettre sur pied un grand programme d'enseignement post-scolaire afin de satisfaire aux exigences de son hygiène, de son économie, de sa politique ; elle doit le faire encore pour conserver sa place parmi les nations civilisées pour ne pas déchoir ».

Deux mesures pratiques sont proposées en conclusion de ces observations :

- prolonger d'un an la scolarité obligatoire ;
- établir un statut unique, fondé sur l'obligation, et embrassant tout le domaine de l'Education populaire.

Nous reviendrons sur ce programme pour l'examiner, dans nos conclusions. Notons seulement qu'il traduit la

tendance de la majorité du personnel universitaire et de la plupart des partis de gauche. S'il n'a pas encore été adopté par le législateur, c'est d'une part parce que celui-ci est long à mettre en branle et, d'autre part, parce qu'il a rencontré dans l'opinion l'opposition des partis qui souhaitent la liberté de tous les ordres d'enseignement, opposition qui manifesterait sans doute davantage sa force si le projet de l'enseignement post-scolaire obligatoire était effectivement mis en discussion au parlement.

2° *Travail pratique.*

A côté de ce travail doctrinal qui se fait au sein du Ministère de l'Instruction publique, mais qui ne constitue pas à proprement parler l'un de ses actes officiels, un travail pratique est opéré. Il consiste en des subventions aux œuvres privées complémentaires de l'école, qui viennent s'ajouter aux crédits ouverts au bénéfice de ces œuvres par les conseils généraux et municipaux.

Au gré des défenseurs de la thèse que nous avons ci-dessus énoncée, ces subventions, qui devraient être les préliminaires d'une intervention plus directe et plus complète, sont infiniment trop faibles. En fait, elles n'apportent à ceux qui bénévolement groupent, enseignent, distraient sainement les populations, qu'une aide pécuniaire tout à fait insuffisante. Mais leur masse paraît encore imposante à côté du total des subsides distribués à l'ensemble des œuvres d'Education populaire qui ne sont pas strictement affiliées à la Ligue de l'enseignement.

Pour conclure : l'activité du Ministère de l'Instruction publique est à la fois restreinte et partisane. Restreinte, parce qu'elle ne se traduit par aucune réalisation directe officielle ; partisane, parce qu'elle ne sert que l'action laïque. Ce second caractère rend le premier moins regrettable.

c) *Direction générale des Beaux-Arts.*

Nous avons montré, dans la seconde partie de cet ouvrage, la part de l'art dans l'Education populaire à

l'étranger. Arts pour le peuple, arts par le peuple, y sont l'objet d'institutions nombreuses, auxquelles s'intéresse directement l'institution officielle des Beaux-Arts.

En France, rien de semblable. Par des compilations patientes, on arriverait sans doute à dresser une liste des réalisations effectuées ou patronées par la Direction générale des Beaux-Arts, qui ont contribué à l'éducation artistique du peuple : prolongation de la durée d'ouverture des musées, abaissement des droits d'entrée à certaines manifestations d'art officielles, subventions au Théâtre populaire, etc... En sorte que l'on peut dire que les Pouvoirs publics n'ont pas de politique dans ce domaine. Nous verrons cependant dans nos conclusions que c'est l'administration des Beaux-Arts qui serait, à notre sens, la mieux placée pour avoir une action efficace.

Ministère des Postes, Télégraphes, Téléphones (organisation de la Radiodiffusion). — Après avoir donné à la Radiodiffusion française un statut — qui contient sans doute des lacunes, mais qui a le grand mérite d'exister — les Pouvoirs publics et singulièrement le Ministère des P.T.T., font effort depuis peu pour améliorer la valeur artistique et éducative des émissions radiophoniques.

Nous verrons plus loin les résultats de cet effort.

CHAPITRE II

TABLEAU DES RÉALISATIONS

Les diverses activités qui rentrent dans le domaine de l'Education populaire peuvent être classées en France sous trois rubriques :

— les bibliothèques, les cours, conférences, etc... qui se rattachent à l'idée d'*étude* ;

— les manifestations artistiques auxquelles le peuple participe comme spectateur ou comme acteur ;

— les manifestations générales de la vie culturelle (théâtre, cinéma, radiophonie, publications) dont certaines sont spécialement destinées à une audience populaire.

I

BIBLIOTHÈQUES ET ŒUVRES D'ENSEIGNEMENT
EXTRA-SCOLAIRE

Nous allons examiner successivement la situation des Bibliothèques et celle des œuvres d'enseignement extra-scolaire.

A. Bibliothèques.

En dépit du nombre des bibliothèques mises à la disposition du public, la lecture apparaît en France assez peu développée.

a) Les bibliothèques.

Il est peu de pays où le nombre des livres mis à la disposition du public soit aussi élevé, où les institutions qui possèdent une bibliothèque soient à la fois aussi nombreuses et aussi variées. L'Etat, comme les particuliers, ont fait dans ce domaine un effort matériel considérable. S'ils n'ont pas créé des bibliothèques spécialement destinées aux ouvriers, ils en ont constitué ou subventionné dans les quartiers les plus excentriques de Paris, dans les localités les moins florissantes de province, et dans toutes les campagnes.

1° Bibliothèques urbaines¹.

« La ville de Paris possède en outre de ses vingt bibliothèques centrales d'arrondissement, soixante bibliothèques de quartier, installées le plus souvent dans des écoles, qui servent aux ouvriers, aux artisans et aux petits commerçants demeurant dans le voisinage. La Bibliothèque d'Art et d'Industrie Forney et la Bibliothèque du Conservatoire des Arts et Métiers

1. Extraits du rapport présenté par M. Henri Lemaître, vice-président d'honneur du Comité international des bibliothèques à l'Institut international de Coopération intellectuelle (voir à la bibliographie).

fournissent encore les ouvriers d'ouvrages techniques. Alger a neuf bibliothèques, Lille cinq, Lyon quatre, etc... qui servent aux besoins de la population ouvrière ».

Quant aux organisations patronales, leurs réalisations dans le domaine des bibliothèques sont nombreuses. Nous en avons donné un exemple en parlant de l'*Union des Industries Métallurgiques*. Notons que dans certaines usines, les livres ne sont pas prêtés au personnel, mais mis en vente avec une très forte réduction sur les prix courants de librairie.

2° Bibliothèques rurales.

Ce sont, soit les bibliothèques des écoles, soit les bibliothèques des œuvres rurales, qui sont destinées à alimenter de lecture les campagnes.

Les bibliothèques des écoles sont aidées par un certain nombre de sociétés : la *Ligue de l'enseignement*, qui envoie gratuitement des caisses de livres ; le *Comité national des loisirs*, qui possède une soixantaine de Comités locaux chargés de la diffusion du livre. Le Comité de Guéret, dans la Creuse, en particulier, a déjà créé une bibliothèque circulante qui comprend vingt-quatre sections ».

D'autre part, ce sont essentiellement des œuvres catholiques qui se sont spécialisées dans la fourniture de livres aux villageois : la moitié environ des paroisses (soit 15.000) possèdent une bibliothèque prêtant à domicile, alimentées grâce aux envois de certaines organisations telles que :

— la J.O.C. (*Jeunesse ouvrière chrétienne*) qui en trois ans a fourni 40.000 volumes ;

— l'*œuvre des bibliothèques populaires catholiques* qui offre gratuitement trente volumes neufs à toute paroisse de moins de 1.100 habitants désirant avoir une bibliothèque ;

— la *Société de saint Vincent de Paul* a un service de prêt de livres adjoint au service de secours aux familles nécessiteuses ;

— la *Ligue patriotique des françaises* a organisé des bibliothèques itinérantes dans plusieurs départements ;

— l'*œuvre des campagnes* a institué un service

de bibliothèques circulantes. Elle envoie en moyenne 10.000 volumes par an ;

— la *Société Bibliographique et des publications populaires* a organisé un service de bibliothèques renouvelables. Elle possède un fonds de 35.000 volumes répartis en 53 séries différentes.

3° *Bibliothèques maritimes.*

Le *Livre du marin* entretient dans les ports des bibliothèques-dépôts pour fournir de la lecture aux marins embarqués. Cette association qui demande une cotisation de 1 fr. par an et par personne, comptait, en 1930, 50.000 adhérents.

b) *La lecture.*

En dépit de ce *réseau* de bibliothèques qui comporte sans doute des lacunes, mais qui dans l'ensemble paraît déjà remarquable par rapport à la plupart des réseaux étrangers, le nombre des lecteurs populaires demeure très réduit.

Témoin cet exemple pris parmi tant d'autres.

Les bibliothèques de l'*Union des industries métallurgiques* sont mises à la disposition d'un personnel qui comprend au total 11.330 ouvriers et employés. Elles ne fonctionnent en fait que pour 1512 lecteurs à qui elles prêtent 29.730 livres par an. Ce résultat, tout à fait caractéristique, traduit un échec du mouvement des bibliothèques sur le plan social. A quoi faut-il imputer cet échec ?

« Nous avons de vieilles bibliothèques ; elles seront définitivement vouées à la poussière et aux érudits si nous ne les réorganisons pas, si nous ne nous préoccupons pas de mettre réellement à la disposition d'un public large ces livres qui sont les dépositaires de toute science et de toute création artistique. L'édition sans l'aiguillon des nécessités commerciales, a dû se mettre au goût du jour. La conversation et la mise en circulation des ouvrages, fonctions complémentaires, semblent n'avoir pas encore subi le contrecoup de ce progrès... Nous connaissons ces paisibles nécropoles parisiennes où dorment côte à côte, loin du monde et du bruit, les œuvres complètes d'Alexandre Dumas Père et l'Histoire du Consulat et de

l'Empire de M. Thiers ». — Telle est la réponse de M. Labbé de la *Ligue de l'enseignement*.

Nous avons signalé à propos des Bibliothèques populaires à l'étranger les divers moyens par lesquels on s'est efforcé ailleurs de moderniser les bibliothèques, d'inciter la masse à les fréquenter :

- aménagement des locaux,
- élargissement des heures d'ouverture,
- réduction des formalités d'accès,
- choix judicieux des collections selon le milieu social, et rédaction intelligente du catalogue ;
- développement des bibliothèques enfantines, afin de donner aux gens du peuple dès le plus jeune âge le goût de lire ;
- formation des bibliothécaires qui doivent être véritablement les *guides* du lecteur.

Signalons enfin un procédé que les enquêtes effectuées hors de France n'ont pas relevé et dont la mise en pratique par certaines œuvres françaises a donné les meilleurs résultats : lectures à public restreint, suivies du prêt des livres dont des passages ont été lus.

Pour résumer, il convient d'aller chercher les lecteurs populaires et non de les attendre dans des *lieux hostiles*.

B. Enseignement extra-scolaire.

L'Enseignement populaire est, en France, comme à l'étranger, donné sous quatre formes principales : les cours, les cercles d'études, les lectures et les conférences.

a) Les cours.

Les cours organisés dans l'ensemble des institutions qui contribuent à l'Éducation populaire se divisent en :

- cours pour le perfectionnement des connaissances élémentaires (français, arithmétique, histoire et géographie) ... ;
- cours pour la préparation au métier (pour les

hommes et les femmes); cours d'enseignement industriel et agricole; pour les femmes seules: cours d'enseignement ménager;

— cours de culture générale.

Une partie de ces cours est soumise à un régime légal, l'autre est entièrement livrée à l'initiative privée.

1^o Cours soumis à un régime légal.

La loi du 25 juillet 1919, dite loi Astier ou *Charte de l'apprentissage en France*, régit l'enseignement industriel et commercial. Une loi plus récente dite loi Plissonnier régit l'enseignement agricole.

Enseignement industriel et commercial. — La première de ces lois « *soucieuse d'atténuer les dangereux effets chez les adolescents, du passage brutal de l'école au métier* » rend l'apprentissage obligatoire jusqu'à 18 ans.

En voici le principe. Des écoles d'enseignement technique sont organisées dans le plus grand nombre de localités possibles, soit par les autorités locales (départementales, communes), soit des par organismes privés, subventionnés par les Pouvoirs publics (Chambres de commerce, entreprises industrielles, œuvres d'Éducation populaire). — Les employeurs sont tenus, d'une part, de faire suivre ces cours par leurs apprentis; d'autre part, de contribuer aux frais de l'enseignement (ils paient à cet effet une taxe assimilée aux contributions directes, dite *Taxe d'apprentissage*, sauf s'ils organisent eux-mêmes des cours pour les apprentis ou contribuent directement à la subsistance d'une école interpatronale).

L'application de ces mesures, théoriquement judicieuses, laisse dans le fait beaucoup à désirer. « *Si dans les grandes entreprises les résultats sont en général satisfaisants, parce qu'il y existe des écoles d'apprentis bien adaptées à la profession, il n'en est pas de même des cours publics donnés hors de l'usine ou de l'atelier dont les patrons se désintéressent* ». Ces cours sont « *donnés en série sans qu'il soit possible de tenir compte des aptitudes ou du métier particulier à chacun* ». Les professeurs sont chahutés. « *Quant aux élèves qui doivent venir à ces cours en dehors des heures de travail et souvent*

d'assez loin, ils sont fréquemment absents. Enfin, les apprentis qui appartiennent à de petites entreprises disséminées, échappent en grand nombre à l'application de la loi. Celle-ci dépend du bon vouloir des patrons ou de l'efficacité du contrôle qui est effectué sur eux. Les apprentis ne peuvent être directement surveillés. Il est en effet impossible de suivre les adolescents après l'âge de treize ans, étant donné que dans aucune commune la déclaration de domicile n'est obligatoire ».

Voici, pour montrer l'insuffisance des résultats obtenus, quelques chiffres valables pour 1932.

Nombre total d'organisations contribuant à l'enseignement technique : 883. — Nombre total des élèves : 151.111. — Nombre total des jeunes salariés français : 1.817.048 (dont 301.386 employés et 1.211.881 ouvriers).

Pour améliorer ces résultats, il faudrait, semble-t-il, organiser l'éducation professionnelle exclusivement à l'intérieur de la profession et pendant les heures de travail. Ainsi l'enseignement technique sortira-t-il, comme il est normal, du domaine de l'occupation des loisirs et par conséquent de celui de l'Education populaire.

Enseignement agricole. — L'enseignement agricole n'est pas soumis au même principe de l'obligation. Son utilité n'a pas encore paru assez grande pour que fût adoptée une méthode qui risque d'être coûteuse pour les finances publiques. Il est donné en général par des instituteurs et des institutrices spécialisés. On a compté en 1932, 957 cours post-scolaires agricoles et 936 cours d'adultes à orientation agricole, représentant pour l'Etat une dépense de 1.200 mille francs environ.

Des projets ont été établis, nous l'avons dit, par le Ministère de l'Instruction Publique pour faire entrer les cours de perfectionnement des connaissances élémentaires et les cours de culture générale dans un vaste système d'Enseignement post-scolaire fondé sur l'obligation.

Mais pour l'instant, ces cours sont entièrement laissés à l'initiative privés.

2° Cours laissés à l'initiative privée.

La situation de ces cours est très variable.

Ceux qu'organisent les Sociétés d'Instruction, que nous avons précédemment examinées (*Associations Polytechnique, Philotechnique et Philomatique*), conservent une importance à peu près stable. Les cours d'adultes organisés auprès de l'Ecole publique déclinent au contraire, d'année en année. En 1921-1922, ils étaient encore au nombre de 36.257; assurés par 42.783 instituteurs et institutrices, ils atteignaient 472.000 personnes environ. En 1932-1933, il n'y avait plus que 16.991 cours faits par 21.348 maîtres, atteignant 216.000 personnes. De même les associations culturelles patronales ou ouvrières, religieuses ou laïques, laissent-elles parmi leurs activités à l'enseignement proprement dit une place de plus en plus réduite. Quant aux cours des Universités populaires, ils ont aujourd'hui à peu près complètement disparu avec ces institutions elles-mêmes.

A quoi faut-il donc attribuer la diversité de ces résultats ? A des différences de méthodes ? L'habileté du maître a sans doute une très grande influence sur le succès du cours. Mais à l'intérieur de chaque institution il y a nécessairement équilibre des bons et des mauvais maîtres. A des différences d'*esprit* ? Pas davantage semble-t-il, puisque certaines institutions qui proposent à leurs adhérents un idéal élevé (les œuvres catholiques en particulier) ont à leur actif des résultats plus médiocres que certaines autres (les associations polytechnique, etc.) qui n'ont pas de mystique.

C'est, à notre sens, selon que les cours organisés ont ou non, pour ceux qui les suivent, une utilité immédiate qu'ils connaissent ou ignorent le succès. Il faut, dès à présent, semble-t-il, au moins dans notre pays, renoncer à cette idée que le peuple éprouve le besoin de s'instruire hors de toute ambition immédiate. Les Universités populaires qui étaient basées sur l'attente d'un public populaire avide de science par amour de la science pure, ont, en périlicant, condamné une telle conception. Ce n'est, au contraire, qu'en satisfaisant l'ambition individuelle ou collective des travailleurs que l'enseignement populaire donné sous la forme de cours est susceptible de quelque rendement. Telle est d'ailleurs également la condition de son utilité sociale. Ne

sont-ce pas, en effet, ses objectifs essentiels que d'offrir aux travailleurs les plus doués les moyens de s'élever dans la société en dépit de l'infériorité de leur situation matérielle ou d'accroître par l'étude leur valeur d'action pour contribuer au succès des revendications populaires, ou encore d'asseoir leurs convictions religieuses avec assez de solidité pour accomplir un apostolat ?

Pour nous, il n'est pas de doute possible : la survivance exclusive des institutions qui ont pour but, soit de préparer de jeunes travailleurs à l'acquisition de certains diplômes, soit de former des *militants* ouvrier ou des *apôtres chrétiens*, est à notre sens entièrement conforme à la nature des choses.

Il faut, en conséquence, s'attendre à voir disparaître peu à peu les organismes d'enseignement populaire qui n'ont point une utilité apparente et certaine pour les travailleurs. Parmi les causes auxquelles on attribue d'ordinaire le déclin régulier des *Cours d'adultes*, à savoir : « la dispersion des habitants, l'attrait des plaisirs, le travail fatigant dans les usines, la dénatalité, l'inexpérience des maîtres, l'indifférence des municipalités, l'importance croissante des préoccupations matérielles », la dernière seule nous semble retenable si on la définit plutôt : « importance croissante et irréductible des préoccupations matérielles et spirituelles ». Nous reviendrons d'ailleurs là-dessus en conclusion.

b) *Cercle d'études.*

« *Le cercle d'études, ce n'est plus la terrible impersonnalité des cours du soir, cette classe qui continue la journée de travail ; c'est la grande table ouverte à tous, autour de laquelle on cause, on apprend à se connaître et à connaître* »¹.

C'est à cause de ce caractère que les cercles d'études se sont de plus en plus développés au cours des dernières années dans la plupart des œuvres d'Education populaire. Aucune statistique ne permet cependant d'en apprécier le nombre, ni de savoir combien d'adolescents et d'adultes

1. De l'ouvrage de Mme Estienne, déjà cité.

les suivent. Néanmoins, il est à peu près certain qu'ils n'atteignent encore et sans doute n'atteindront jamais qu'une minorité, une élite. Il est vrai qu'ils n'ont pas besoin comme les cours, d'avoir une utilité immédiate pour connaître le succès : les sujets traités y peuvent être divers et partant moins arides ; le principe de la discussion, de l'étude en commun, est par surcroît susceptible de les rendre à maints égards attrayants. Mais ils exigent de ceux qui y participent une certaine *fidélité*.

Les cercles sont en général périodiques et comme ils ne peuvent comprendre une large audience ils ne s'organisent le plus souvent qu'avec un noyau de participants réguliers. C'est pourquoi ils n'existent d'ordinaire que dans des communautés organisées (associations religieuses, laïques ou neutres), les groupements quelconques ne présentant pas des chances suffisantes de continuité. En d'autres termes, ils sont des *cercles* et se réussissent que lorsqu'ils prennent véritablement le caractère de *Confréries*. C'est le mouvement des *Equipes sociales de jeunes gens* qui paraît avoir le mieux compris et mis en pratique la *technique* du cercle d'études. Après lui, ce sont les associations qui poursuivent la réalisation de quelque idéal collectif qui, ayant adopté ces derniers, leur ont assuré le développement le plus intéressant.

Aussi bien, de même que le déclin de certaines catégories de cours est explicable, l'expansion modérée des cercles d'études est-elle à prévoir.

Ces deux catégories de manifestations présentent en effet ce caractère commun de n'être pas destinées au grand nombre. C'est aux lectures et aux conférences que la tâche incombe au contraire de réunir une large audience.

c) *Lectures.*

La *lecture* procède de la *veillée* traditionnelle qui a, de tous temps, réuni les hommes pour « *lire et méditer en commun des textes essentiels* ». — Elle ne constitue donc pas une innovation. Néanmoins, elle est une des formes de l'Éducation populaire qui sont nées le plus récemment et

sur lesquelles il est permis de fonder les meilleurs espoirs. En France, elle renaquit dans les œuvres laïques attachées à l'Ecole, grâce à Maurice Bouchor, qui organisa au début de ce siècle les premières *Lectures populaires*. Dans les œuvres religieuses, partie intégrante de l'enseignement du dogme, elle n'avait, à vrai dire, jamais disparu. Dans les œuvres neutres enfin, elle tend depuis peu à se développer de plus en plus (en particulier, des expériences intéressantes ont été faites récemment dans certains *centres sociaux* de la périphérie parisienne).

La *lecture* présente de nombreux avantages : elle est plus attrayante que le cours, plus intime et *pénétrante* que la conférence. Elle peut être l'illustration d'un enseignement et la préparation des lectures individuelles. Sa pratique se répandra de plus en plus, sans qu'il soit nécessaire d'utiliser la force. Le seul problème est celui de la qualité des lecteurs. Peu de gens sont de bons lecteurs nés et la technique du lecteur est délicate qui s'apparente par maints côtés à l'interprétation dramatique. Quand existera-t-il des écoles pour les lecteurs publics ? Comment organiser un tel enseignement ? C'est ce que nous essaierons de fixer en concluant.

à) *Conférences.*

On n'a pas non plus de statistiques qui permettent d'évaluer le nombre total des conférences organisées chaque année dans les milieux populaires. En admettant même qu'on les possédât, il faudrait « ventiler » de telles statistiques pour ne retenir que les manifestations dont la valeur éducative est réelle et qui ne sont point trop exclusivement des meetings politiques ou des divertissements oratoires. Le travail serait difficile. Contentons-nous donc de traduire quelques constatations générales basées sur de nombreuses expériences.

1° *Première constatation.* — *Pour connaître le succès, les conférences populaires doivent comporter une certaine part de « spectacle ».*

Quel que soit, en France, l'attrait de la parole, les confé-

rences subissent chaque jour davantage la concurrence des spectacles de tous ordres offerts à la population. « *J'avais beaucoup plus de monde à mes séances instructives avant que le cinéma X... ne fût construit dans le quartier...* ».

« *C'est la vulgarisation des appareils de T.S.F. qui a fait le plus grand tort à mes séries de conférences* ».

De tels témoignages arrivent nombreux à l'enquêteur. Les organisateurs de conférences populaires ont eu de plus en plus la préoccupation de rendre leurs manifestations attrayantes. Un peu partout, on voit depuis deux ans, des films de voyage venir illustrer des causeries sur la géographie, des disques interpréter les chefs-d'œuvre de la musique et de la littérature qui font, par ailleurs, l'objet d'une étude théorique. Pour obéir à ces nouvelles nécessités, les grandes associations culturelles ont créé des services cinématographiques. Le *Comité national des loisirs*, la *Ligue de l'enseignement*, le *Musée Pédagogique* et divers organismes catholiques possèdent aujourd'hui des collections importantes de films et de disques éducatifs dont la *circulation* est minutieusement organisée par le moyen de dépôts ou *cinématèques* régionales. Notons cependant que la naissance et le développement du cinéma parlant ont fait perdre beaucoup de leur prestige aux appareils de projection des groupements d'Éducation populaire. « *Mais ce n'est qu'un mauvais moment à passer. Bientôt le système sonore sera adapté aux films de format réduit* ».

2° *Seconde constatation.* — *Le public des conférences populaires manifeste de plus en plus des goûts analogues à ceux des publics plus cultivés.*

Nous avons fait remarquer ailleurs que les progrès réalisés à l'époque actuelle dans les divers modes d'expression de la pensée (cinéma, radio) et dans les moyens de transport, tendaient à uniformiser le goût. Ce phénomène est particulièrement sensible en France. Non seulement de nombreuses personnalités éveillent une égale curiosité et un égal intérêt dans les milieux les plus divers, mais encore ce sont les mêmes questions qui passionnent à une époque donnée toutes les catégories de la population.

Le Secrétaire Général de l'Université populaire de Saint-Denis, M. Bertrand, a fort bien compris cela ; sans doute doit-il la plus grande part de son succès à ce que, depuis quelques années, il fait appel pour ses conférences au concours d'un grand nombre de *vedettes* et sacrifie en particulier au *snobisme* des voyages et de l'exotisme.

3^o *Troisième constatation.* — *L'enseignement par conférence est de moins en moins « méthodique », de plus en plus « éclectique ».*

Nous avons vu que dans le mouvement de l'*extension universitaire* tel qu'il fonctionne en Angleterre, l'enseignement par conférences est organisé selon des programmes rationnellement établis et peut être considéré comme *méthodique*. Rien de semblable en France, les deux constatations qui précèdent la laissent d'ailleurs prévoir. Les organisateurs de conférences populaires, pour retenir un public qui tend « à aller au cinéma ou à rester chez lui pour écouter la radio », cherchent principalement à exciter la curiosité, à retenir l'attention. Le choix des sujets s'en ressent. Leurs programmes sont de plus en plus hétéroclites et témoignent d'un éclectisme qui va jusqu'à l'incohérence la plus absolue. Comme, par surcroît, le système de la « discussion » a peu à peu été partout introduit pour « donner de la vie » aux problèmes traités, les conférences populaires qui sont nées sous l'idéologie sévère des Universités populaires se rapprochent de plus en plus du système facile des *Tribunes libres*, dont nous examinerons en conclusion les mérites et les défauts.

II

ÉDUCATION ARTISTIQUE ;
ARTS POUR ET PAR LE PEUPLE

La France est un des pays où les Beaux-Arts occupent la plus faible place dans les manifestations de la vie populaire.

Après avoir constaté le fait, nous en chercherons les raisons.

A. La place des arts dans la vie populaire française.

Quand nous disons que la vie artistique du peuple français est singulièrement ralentie, nous n'entendons pas par là que le nombre des manifestations artistiques auxquelles le peuple est mêlé est réduit à l'excès. Bien au contraire. Nous voulons dire plutôt que ces manifestations expriment ou suscitent rarement parmi les masses un *esprit d'art*. C'est, en effet, une crise de la qualité bien plus qu'une crise de la quantité qui se manifeste à cet égard dans notre pays. *Les réalisations les plus fréquentes sont, en général, dépourvues de valeur ou d'efficacité. D'autre part, celles qui témoignent d'un certain mérite demeurent rares.*

a) *Médiocrité des réalisations courantes.*1° *L'enseignement et la pratique des beaux-arts à l'école.*

C'est à l'école, nous l'avons vu, que la plupart des pays, soucieux de développer le goût et la pratique des arts dans le peuple, confient le premier travail et peut-être le plus important. Ces pays ne considèrent point l'enseignement artistique comme une des branches de l'enseignement supérieur qu'il est éventuellement possible de vulgariser à l'intention des écoliers de l'enseignement primaire. Ils

se sont appliqués, au contraire, à adapter pour ces derniers l'histoire et la théorie des arts comme on a partout adapté les principales connaissances au niveau de l'instruction élémentaire. Ils ont conçu un enseignement faisant appel aux sens plus qu'à la mémoire et plus pratique que théorique.

Une tendance semblable se manifeste en France depuis peu. Mais elle n'a pas encore donné de résultats appréciables. Les écoles de l'Etat, comme les écoles libres, ne disposent pas encore du matériel qu'elles devraient posséder à l'égal d'un grand nombre d'écoles étrangères : reproductions d'œuvres d'art qui ne soient point seulement ces plâtres ennuyeux qui ornent les préaux et les classes ; vues monumentales pour les murs et les projections qui soient présentées de façon attrayante, etc.

C'est en ce domaine que l'exemple de la Russie des Soviets pourrait être, semble-t-il, le plus judicieusement suivi par nos spécialistes de l'enseignement. C'est à l'école également que les jeunes talents peuvent être le mieux découverts et mis à même de se développer. En France, des cours de dessin et de musique ont été créés auprès des écoles publiques, dans les patronages catholiques et dans un grand nombre de mairies, précisément pour éviter que des dons ne fussent perdus. Mais ces cours paraissent à bien des égards basés sur des idées fausses. Ils tendent à développer chez les enfants ce que l'on appelle couramment de *jolis talents d'amateurs*, ils préparent à la pratique à peu près exclusivement des « arts d'agrément », au lieu de donner aux dons qui se manifestent une orientation pratique utile aussi bien à ceux qui en témoignent qu'à la collectivité tout entière. Il est à peine nécessaire de dire qu'ils sont assez peu suivis. On a peine à croire qu'ils ne le seraient pas davantage s'ils dirigeaient, comme il est fait souvent à l'étranger, les bricoleurs vers l'artisanat, les dessinateurs vers la publicité, en un mot, s'ils avaient les mêmes préoccupations pratiques que les cours de dessin industriel. Au surplus, dans les régions qui possèdent une civilisation bien personnelle, ils devraient, avec l'appui de toutes les forces agissantes du pays, contribuer,

dans une très large mesure, à la renaissance des arts populaires.

2° *Les beaux-arts dans les groupements pour l'utilisation des loisirs.*

Si l'on s'en tenait aux statistiques, il faudrait reconnaître que les œuvres de loisirs de toutes sortes et de toutes tendances ont une activité artistique très intense. Le nombre des représentations données annuellement dans toutes les catégories de patronages, amicales, sociétés culturelles, tel qu'il ressort des registres de perception de l'administration des Contributions indirectes est considérable. Celui des cliques, orphéons ou orchestres affiliés aux diverses « fédérations musicales » françaises ne l'est pas moins.

Mais il suffit d'avoir un peu vécu dans *le milieu* des œuvres pour savoir combien navrantes sont, en général, ces manifestations d'art. L'expression *théâtre de patronage* a acquis droit de cité pour désigner les pires échantillons de l'art dramatique. Quant aux fanfares et aux chorales françaises, leur réputation n'est plus à faire.

Dans la plupart des groupements populaires, on a recours à la pratique des arts, soit pour se procurer des ressources (représentations payantes), soit pour « occuper » les membres. L'activité artistique n'est, pour ainsi dire, jamais considérée comme partie intégrante de l'œuvre éducatrice du groupement (l'art est un plaisir, non un moyen de formation) ou de sa vie communautaire (on considère rarement que le théâtre, par exemple, soit un moyen pour la communauté de s'exprimer. Quelques « revues » répondent seulement à cette idée).

b) *Rareté des réalisations de qualité.*

Depuis peu, il se manifeste une réaction contre ces tendances à l'origine de laquelle on trouve l'exemple de la Russie des Soviets. Cet exemple a directement agi sur le mouvement artistique révolutionnaire qui y a trouvé à la fois des enseignements et une inspiration neuve. Il

n'a, par contre, déterminé qu'indirectement le nouveau mouvement artistique chrétien en l'incitant à rénover ses plus anciennes traditions. Mais l'un et l'autre de ces mouvements n'ont eu encore qu'une efficacité très limitée. Ils se sont développés à l'intérieur de certaines communautés bien définies et assez fermées. Ils constituent néanmoins toute question d'opinions politiques ou religieuses mise à part, l'espoir d'une renaissance des masses à la vie artistique.

1^o *Le mouvement artistique révolutionnaire.*

En parlant de l'action culturelle des partis d'extrême gauche, nous avons signalé l'*Association des écrivains et artistes révolutionnaires*, ainsi que ses deux sections : la *Fédération du théâtre ouvrier français* et la *Fédération musicale populaire*. Voici quelques indications sur l'activité de ces organismes :

La *Fédération du théâtre ouvrier français* coordonne les efforts de plus de 800 groupes dramatiques, nés chacun dans une agglomération déterminée, par les moyens suivants :

— elle forme les metteurs en scène et les régisseurs, qui vont ensuite faire travailler les groupes ;

— elle encourage les auteurs dramatiques révolutionnaires, rassemble, publie et diffuse leurs œuvres ;

— elle organise des congrès et de grandes manifestations dramatiques qui permettent aux divers groupes de se produire hors de leurs publics habituels et de se connaître entre eux ;

— elle publie un bulletin périodique : *La Scène ouvrière*.

La *Fédération musicale populaire*, fondée en juin 1935, est destinée à poursuivre dans le domaine de la musique une action similaire. Mais elle n'est pas encore entrée dans la période des réalisations.

A l'intérieur de ce mouvement artistique, il s'est produit, au cours des dernières années, l'évolution que nous avons signalée à propos de l'œuvre culturelle des Soviets.

1. Depuis peu suspendu.

Partis en guerre dès l'origine contre la formule *l'Art est un jeu*, expression de ce qu'on appelle aussi *l'Art pour l'Art*, ils ont été conduits d'abord à cette autre formule : *l'Art est une forme d'agitation et de propagande* que les groupes dramatiques en particulier ont appliqué avec la plus grande rigueur. Du répertoire du théâtre ouvrier ont été systématiquement bannis tous les classiques, parce qu'ils ont servi le régime bourgeois et parce que, même déformés comme en Russie, ils n'ont pas une vertu de propagande suffisante. Ce répertoire, aujourd'hui encore, est, en conséquence, à base de chœurs parlés où la doctrine communiste est déclamée en cadence, et de scènes satiriques d'actualité. Depuis peu cependant, une réaction se manifeste. M. Paul Nizan, à la fondation de la *Fédération musicale populaire*, reprenant une idée énoncée au *Congrès pour la défense de la culture* par M. André Gide, a déclaré : « *L'Art est plus qu'une distraction et plus qu'un moyen de propagande. Il est un moyen de conquête parce qu'il est de nature à donner, selon l'expression de Malraux, « plus de conscience » au prolétariat* ». Mais cette réaction ne s'est pas encore manifestée dans la production artistique.

2° *Le nouveau mouvement artistique chrétien.*

Il y a plus d'une dizaine d'années que ce mouvement est né pour réagir contre la médiocrité artistique des manifestations communautaires catholiques (*Art Saint-Sulpicien*, *Théâtre de patronage*, etc.). Cependant, au sein même de la communauté catholique, ce mouvement est resté, jusqu'à présent, assez restreint.

Dans l'ordre des arts plastiques d'inspiration religieuse, la rénovation s'est opérée autour d'une maison d'éditions, *l'Art catholique*. Mais la clientèle de cette maison, clientèle aisée et limitée, paraît avoir été la seule profondément touchée. Le style *Art catholique* n'a pas encore réussi à pénétrer la masse des fidèles. Qui plus est, la majorité du clergé manifeste encore à son égard une certaine méfiance.

Dans l'ordre de l'Art dramatique, un mouvement nova-

teur s'est créé autour des *Compagnons de Notre-Dame*, fondés par M. Henri Ghéon et actuellement dirigés, sous le nom de *Compagnons de jeux*, par M. Henri Brochet. Le style des Compagnons de Notre-Dame n'a pas manqué d'impressionner nombre de réalisations théâtrales des patronages. Mais en raison de son caractère *d'avant-garde*, il a été contesté et combattu ; on lui a opposé un théâtre plus réaliste, dont M. Pierre Dumaine est le principal dramaturge, qui a su gagner plus vite la faveur du clergé et des communautés catholiques. Le mouvement de M. Ghéon est resté, de ce fait, tout comme celui de l'Art catholique, le privilège d'une élite.

Plus intéressante, au point de vue de l'Education populaire, est l'action de rénovation artistique entreprise depuis 1930 au sein du mouvement catholique des Scouts de France, par M. Léon Chancerel et les *Comédiens routiers*. Cette action se développe, en effet, avec une rapidité remarquable dans la communauté scout qui comprend plus de 50.000 garçons et dispose d'une *audience* considérable et constitue par le fait un public unique en France ; qui plus est, elle se développe en profondeur. Le style *Comédien routier* est né de la rencontre d'une certaine doctrine artistique (celle de M. Jacques Copeau, fondateur du théâtre du Vieux-Colombier, inspirateur de tout le mouvement dramatique français de l'après-guerre et maître de M. Léon Chancerel) et d'une certaine doctrine de vie (l'idéologie scout). Parfaitement adapté à l'organisation à laquelle il s'est destiné, il en pénètre toutes les cellules, s'appliquant tant aux activités intérieures de celles-ci qu'à leurs manifestations extérieures. Il contribue à la formation des garçons et leur sert à s'exprimer.

Le mouvement de M. Léon Chancerel n'est pas strictement théâtral. Il a l'art dramatique pour centre, mais il se prolonge dans toutes les manifestations culturelles de la communauté scout (poétiques, plastiques, etc.). Nul doute qu'il ait ainsi une influence importante sur une grande partie de la génération catholique qui vient. Nous en tirons en conclusion une leçon générale.

B. Explications.

La médiocrité artistique des manifestations collectives du peuple français est rarement contestée. Mais les points de vue diffèrent sur les explications qu'il convient d'en donner. *On l'attribue tantôt à une infériorité congénitale de la race dans ce domaine, tantôt aux défauts de l'organisation culturelle.*

a) *Infériorité de la race dans le domaine des arts.*

Il est rare qu'une telle accusation soit portée à l'ensemble des arts et à l'ensemble de la population. Dans ce sens, elle serait la négation manifeste de la vérité. Les peuples slaves, auxquels on reconnaît d'ordinaire le maximum de génie artistique, n'ont pas produit au cours des siècles, ne produisent pas encore aujourd'hui, plus d'œuvres d'art et de plus belles que les Français (hormis, peut-être, dans le domaine de la musique où l'infériorité des créateurs et des exécutants français est indéniable). Aussi bien est-ce sur la masse que l'on porte d'ordinaire cette appréciation définitive : *le peuple français a le sens artistique peu développé* — et c'est au point de vue de la vie artistique des masses que l'on oppose par exemple les Russes aux Français.

Pour fondé qu'il soit à certains égards, un tel jugement apparaît en bien des points excessif.

D'abord, l'on ne demande pas à la masse du génie ; du goût et du talent suffiraient pour que sa vie artistique fût satisfaisante. Or, l'un se forme et l'autre existe, indubitablement. Nous n'en voulons pas d'autres preuves que le développement remarquable des arts populaires en Belgique où le peuple pourtant ne présente point à cet égard des dispositions extraordinaires.

M. Labbé, ancien directeur de la Ligue de l'enseignement, s'exprime comme suit sur ce point : « *Il faut que le goût populaire soit formé, défendu, entretenu. Ce n'est pas un fruit de nature, c'est un fruit de société... Dans le domaine*

du cinéma où il n'existait pas, on en a créé un qui est mauvais, mais qui eut été bon si l'on avait pris les soins nécessaires ».

Ensuite, il n'est pas nécessaire, pour que le peuple ait une vie artistique d'y développer les formes supérieures de l'Art. L'art populaire est nécessairement un art inférieur. Il se peut que certains villageois russes égalent les meilleurs chanteurs et les meilleurs instrumentistes et qu'un grand nombre de paysans allemands connaissent par cœur l'œuvre entière de Wagner. Cela n'a rien à faire avec l'art populaire, qui doit être à la hauteur de la majorité et, pour cela, comprendre encore une fois les formes simples de l'Art.

Enfin, le peuple a déjà dans le passé participé à la vie artistique du pays. Rien ne permet de croire qu'il en est depuis lors devenu incapable.

Il est un autre argument sur quoi l'on fonde aussi des doutes sur les possibilités d'une renaissance des arts populaires en France : le Français, dit-on, est devenu trop individualiste pour se plier aux disciplines des arts collectifs qui sont par excellence ceux du peuple (chant choral, théâtre, etc.).

« *L'on n'a pas plutôt réuni des ouvriers pour représenter une pièce de théâtre, que chacun d'eux devient un cabotin* », nous a dit M. Bertrand, directeur de l'Université populaire de Saint-Denis, qui a dû renoncer pour cela à monter ses spectacles avec les membres de son association. La même constatation a été faite dans de nombreuses organisations populaires. Elle pose ici la question de la discipline posée en bien d'autres domaines lorsqu'on cherche à prévoir le destin de notre nation. Pour notre part — nous y reviendrons en conclusion — nous croyons fermement que les disciplines renaissent lorsque les *communautés* se réorganisent sur des bases authentiques. Déjà, nous avons vu le *théâtre scout* de M. Léon Chancerel, susciter le déploiement de talents anonymes et partout *l'esprit d'équipe* tend à renaître après avoir disparu pendant le *grand âge de l'individualisme*, qui maintenant s'achève.

Aussi faut-il conclure, selon nous, en niant que le peuple

français soit gêné dans la contemplation et la pratique des beaux-arts par une infirmité incurable. Tout au plus, souffre-t-il d'une *indisposition* temporaire à laquelle on peut, on doit porter remède dès maintenant.

b) *Défauts de l'organisation culturelle.*

Mais quels remèdes employer ? Il suffirait, répond-on, de faire disparaître les défauts de l'organisation présente de la vie culturelle de la nation. Celle-ci se caractérise par la séparation profonde des artistes et du peuple, que les révolutionnaires ne sont pas les seuls à critiquer. Le capitalisme des cent dernières années a provoqué le retour du régime de *mécénat* qui caractérisa l'époque de la Renaissance. Les écrivains et les artistes ont travaillé pour une *audience* de possédants trop restreinte, laissant aux *marchands* le soin de vulgariser leurs œuvres lorsque celles-ci se prêtaient à la diffusion. Ils ont perdu le contact du peuple et créé une littérature et un art de cénacle, dont l'insuffisance apparaît aujourd'hui et rend nécessaire ce renouvellement de la culture dont nous avons parlé en débutant.

De son côté, le peuple est demeuré livré aux « marchands » d'une part qui, se prêtant par souci de lucre à sa paresse naturelle, lui ont présenté des œuvres d'une qualité sans cesse décroissante, d'autre part aux « professeurs » qui lui ont représenté l'Art comme une des branches de la connaissance scolaire et l'ont ainsi inévitablement rebuté. Mis entre l'organisateur de tournée théâtrale populaire et le maître de dessin de l'école, l'homme du peuple a perdu tout contact avec *l'Art vivant*.

Un mouvement se dessine déjà pour mettre fin à cet isolement. Les révolutionnaires, les catholiques, certains esthètes éclairés s'y emploient. De son succès dépend sans nul doute le retour du peuple à la vie artistique.

III

**ADAPTATION DES MANIFESTATIONS GÉNÉRALES
DE LA VIE CULTURELLE
AUX BESOINS PARTICULIERS DU PEUPLE**

En parlant des réalisations étrangères dans le domaine de l'Education populaire, nous avons examiné les principaux moyens par lesquels le peuple est mis à même de participer aux manifestations générales de la vie culturelle d'un pays, et nous avons constaté que ces moyens n'étaient véritablement efficaces que lorsqu'ils effectuaient une certaine « adaptation » des manifestations au peuple. En effet — nous l'avons dit ailleurs — la démocratisation de la culture ne s'accompagne pas, il s'en faut, d'une égalisation des connaissances et des intelligences. Le peuple conservera longtemps, et sans doute toujours, des besoins particuliers que l'on doit satisfaire séparément. C'est ainsi qu'il faut introduire à son intention de l'instructif dans le distrayant, faute de quoi il consacre trop exclusivement au distrayant ses courts instants de liberté et ne s'instruit pas.

A l'inverse, nombreuses sont les manifestations supérieures de la vie culturelle (ainsi que : littérature, théâtre) qui ne sont pas *assimilables* par le peuple, et dont il convient en conséquence d'atténuer pour lui la difficulté ou la sévérité.

Nous laisserons de côté tous les efforts, fragmentaires ou dispersés, qui tendent à permettre aux classes nombreuses de participer aux mêmes réalisations dramatiques, littéraires ou artistiques que celles dont bénéficient les catégories plus favorisées de la population. Aucun d'entre eux ne présente une originalité particulière et, dans leur ensemble, ils demeurent trop rares pour que l'on puisse déterminer leurs résultats sensibles.

Nous examinerons seulement ce qui a été fait ou ne l'a pas été pour *adapter aux besoins particuliers du peuple les manifestations générales de la vie culturelle*, c'est-à-dire les

spectacles et les fêtes d'une part, la radiophonie et le cinéma, d'autre part, les publications enfin.

A. Spectacles et fêtes populaires.

« On est humilié pour la civilisation moderne quand on songe à toutes les ruines éparses sur le sol de l'univers et qui lémoignent que dans l'Antiquité, au Moyen-Age, à la Renaissance, partout où il y avait une réunion d'hommes, il y avait aussi des monuments qui symbolisaient la vie des foules et les émotions prises en commun. En Grèce, à Rome, c'était l'amphithéâtre aux innombrables gradins où toute une cité pouvait s'asseoir à l'aise. Au Moyen-Age, c'était la cathédrale où l'architecture, la décoration, les chants racontaient les légendes familières où se complaisait l'imagination populaire. Pendant la Renaissance, c'était ces palais communaux qui disent l'orgueil et les passions de toute une province. La Révolution elle-même, si elle n'eut pas le temps de créer une esthétique eut celui d'avoir ses fêtes, et Bailly disait que le théâtre où beaucoup d'hommes se rassemblent et s'électrisent mutuellement est une partie de l'enseignement public. Mais nous, qu'avons-nous fait pour satisfaire ce besoin irrésistible et permanent de l'humanité de célébrer par les spectacles collectifs qu'elle se donne à elle-même, ses joies, ses tristesses, ses espérances ou ses révoltes ? »

Ainsi s'exprimait, en 1911, M. Paul-Boncour, alors rapporteur du budget des Beaux-Arts. Il traduisait dans ces lignes les idées d'un certain nombre de littérateurs et d'artistes de l'époque qui, sous le titre d'Ouvrierisme, ou sous l'idéal socialiste, souhaitaient faire accéder rapidement le peuple aux manifestations jusqu'alors réservées à une élite.

De ce mouvement était déjà sorti, vers le début du siècle, l'œuvre des *Trente ans de théâtre*, fondée et dirigée par M. Adrien Bernheim, pour que le grand répertoire allât chercher le peuple chez lui, dans les faubourgs, de temps à autre. L'œuvre connut un certain succès. Mais la ju tesse de son inspiration et son efficacité profonde furent bientôt

contestées par un groupe d'intellectuels révolutionnaires, à la tête duquel était M. Romain Rolland. Celui-ci posa en principe qu'il ne convenait pas d'apporter au peuple en des locaux proches de ses résidences et à des prix plus réduits que ceux des grands théâtres, quelques échantillons du *répertoire bourgeois* (« répertoire de lectures populaires, non de théâtre populaire », disait-il), et vulgariser le théâtre régnant, mais bien qu'il fallait plutôt créer un « *théâtre du peuple conforme à lui et lié à ses fêtes* ». De cette idée sortit tout un travail théorique dont peu de réalisations pratiques finalement résultèrent. Travail théorique : autour de la *Revue d'art dramatique* des spécialistes de la question se rassemblèrent et mirent sur pied un projet de théâtre populaire à Paris. Réalisations pratiques : les *Fêtes du peuple*, d'Albert Doyen, données en majeure partie à la salle Wagram, à Paris. Les grandes manifestations populaires de Firmin Gémier, soit au Trocadéro, soit à l'aide d'un dispositif ambulant. Les Fêtes du peuple, données au sein du parti socialiste, n'eurent pas de lendemain. Quant à l'effort de Gémier, mené en dehors de toute action politique directe, il connut un insuccès à peu près complet. Le Théâtre national populaire du Trocadéro en est néanmoins issu ; mais il n'a nullement cherché à appliquer les idées premières de son fondateur.

Dans le même temps, deux tentatives faites l'une à Bussang, dans la Moselle, l'autre à Mézières, près de Lousanne, connaissaient un très large succès. A Bussang M. Maurice Pottecher avait créé, en 1895, un *Théâtre du peuple*, vaste tréteau adossé à la montagne et entouré de gradins. De 1895 à 1911, il y donna à raison de deux représentations par an — en fin août — plus de quinze pièces écrites la plupart par lui-même, afin d'être mieux adaptées à son public, et interprétées par les paysans du lieu. A Mézières, M. René Morax entreprit, en 1908, sous le nom de *Théâtre du Jorat*, une activité très semblable à celle de M. Maurice Pottecher, activité qui se poursuit encore actuellement.

Quelles conclusions faut-il tirer de ces trois exemples qui résument à peu près tous les efforts tentés sous la

troisième République dans l'ordre du Théâtre et des Fêtes populaires ?

Tout d'abord, selon nous, qu'il ne faut pas opposer comme incompatibles le *théâtre pour le peuple* et le *théâtre du peuple*. Ce sont là deux domaines d'activité également légitimes, également nécessaires. A l'intention du peuple, il faut, en effet, à la fois adapter ce qui est et créer ce qui doit être. C'est un dosage judicieux qui s'impose, pour lequel aucune règle absolue ne saurait être établie.

Il n'en est pas de même, semble-t-il, en ce qui concerne le *cadre* des manifestations populaires. Seule, en effet, une action *dans le milieu* nous paraît susceptible de quelques succès. Les réussites du théâtre de Bussang et du théâtre du Jorat en sont la preuve. C'est à l'intérieur des communautés populaires que doivent être, sans nul doute, organisées toutes les fêtes destinées au peuple. Une des plus grosses erreurs de Gémier fût de monter ses spectacles au Trocadéro, dont la structure favorable ne pouvait compenser la mauvaise situation (entre Passy, le Champ de Mars et les Champs-Élysées, toutes localités essentiellement « bourgeoises »). M. Bernheim ne fit pas beaucoup mieux. Sans doute choisit-il les salles de la périphérie parisienne, mais les quartiers populaires de Paris ne sont pas des communautés en eux-mêmes, en sorte que, tout proche du public qu'il voulait atteindre, il ne l'atteignit qu'imparfaitement ; en fait, ses salles furent toujours composées en majorité de *petits bourgeois* habitués, de la Comédie Française et de l'Odéon. Les manifestation organisées par Albert Doyen au sein du parti socialiste eurent au contraire — et grâce à cela — une assez grande efficacité spirituelle.

A la place des fêtes actuelles, dites populaires, qui, données dans un but de propagande touristique, sont à base de reconstitutions historiques ou folkloresques, et de quelconques représentations dramatiques, il conviendrait donc, selon nous, d'organiser des manifestations communautaires : fêtes du travail, fêtes religieuses ou fêtes régionales rigoureusement *authentiques*.

Il faudrait de nombreuses pages pour développer cette

idée d'*authenticité*. Nous devons nous borner ici à le mentionner.

B. Radiophonie et cinéma.

Ce qui caractérise essentiellement ces deux formes d'expression de la pensée, c'est qu'elles sont destinées à satisfaire également et en même temps la masse et l'élite. Autrement dit, elles sont les seules, peut-être, dont le public soit *unique*. Par le fait, elles posent un certain nombre de problèmes complexes, parmi lesquels celui-ci : comment, en raison de leur audience indéterminée, faire contribuer la production cinématographique et les émissions radiophoniques à l'éducation du peuple ?

Deux moyens paraissent s'imposer :

— d'une part, créer à l'intérieur de ces deux domaines une activité particulièrement destinée au peuple : production de films attrayants, mais éducatifs, destinés à circuler dans les salles de projection des agglomérations ouvrières ou rurales ; — émissions spéciales dans le genre de la « Radio ouvrière » en Tchécoslovaquie ;

— d'autre part, agir sur l'ensemble des activités cinématographiques et radiophoniques pour en développer la valeur éducative (entreprendre dans ce sens une action semblable à celle de l'Opera nazionale Dopolavoro en Italie).

Remarquons que les efforts du Ministère des P. T. T. pour améliorer la qualité des émissions officielles ont eu déjà des résultats favorables au développement intellectuel de la masse des auditeurs de T. S. F.

Par contre, rien encore n'a été fait dans le domaine du cinéma, où pourtant, il y aurait beaucoup à faire.

C. Publications populaires.

Depuis un demi-siècle, les éditeurs de livres et de périodiques ont largement profité de l'élévation du niveau

général de l'instruction. Ils n'ont pas attendu qu'on les y invitât pour faire paraître des collections de romans à bon marché, des éditions populaires d'œuvres classiques et, plus récemment, des magazines au goût de la foule. Mais n'ayant pas eu d'autre souci que celui de plaire au plus large public possible, leurs efforts apparaissent dans l'ensemble à peu près complètement dépourvus de mérites. Seules, leurs séries de classiques ont eu au point de vue du relèvement du goût et de la sensibilité populaires, quelque qualité. Les *romans à deux sous* (aujourd'hui à 0.50, 0.75 ou 1 fr.), au lieu d'être même de bons romans vulgarisés, ont été les fruits d'une production spéciale sur la valeur de laquelle il n'y a pas même à discuter. Quant aux magazines populaires, qui se sont, au cours des dix dernières années, multipliés, ils exploitent sans aucune honte les instincts les plus bas de la foule, prenant au crime et à la pornographie la plupart de leurs matières.

Au nom de la moralité, deux réactions se sont manifestées ; l'une, extrêmement modérée, s'est produite dans la grande presse : plusieurs campagnes ont été entreprises, dans les principaux quotidiens pour stigmatiser l'attitude des « *marchands* » à l'égard de la masse des lecteurs. Mais ces campagnes n'ont jamais été jusqu'à des dénonciations précises par crainte sans doute de faire une concurrence déloyale à des confrères, par souci aussi de ne pas mécontenter des participants à leur *publicité rédactionnelle*.

La seconde réaction, infiniment plus agissante, est née et s'est développée au sein du catholicisme. Chacun connaît M. l'Abbé Bethléem et sa *Revue des Lectures*, ses proclamations et ses esclandres sur la voie publique. Mais l'efficacité d'un tel mouvement apparaît à peu près nulle. A l'intérieur même de la catholicité, il est, en raison de ses excès, considéré avec une certaine ironie et, somme toute, assez peu suivi. Dans le public, il est facilement ridiculisé, — d'autant plus facilement que les ouvrages dont il recommande en contrepartie la lecture sont, en général, tout aussi dénués de qualités, s'ils sont meilleurs quant aux mœurs.

Il nous semble du reste que la *moralité* est un mauvais mobile de réaction. Elle confère à ceux qui prétendent la

défendre, une allure *puritaine* que tous les esprits libres tournent automatiquement en dérision. A l'inverse de ce qui se passe dans les pays anglo-saxons, la morale est en France un mauvais emblème pour le combat, et le ridicule y *tue* mieux que le vice apparent, si celui-ci ne nuit pas à la collectivité.

Voici donc quelles devraient être selon nous les grandes lignes d'une action concertée pour l'amélioration des publications populaires :

1° Une campagne de presse, soutenue par la radio et, éventuellement par le cinéma, fait ressortir les ridicules d'une certaine production littéraire, les méfaits effectifs de certains magazines (influence sur l'imagination, puis sur les actes) ;

2° Des encouragements aux éditeurs qui font effort pour imposer au grand public des livres de qualité et des récompenses à ceux qui réussissent commercialement dans cette voie ;

3° Encouragements à tous les organes (bulletins, revues, etc.), qui, s'adressant à des communautés bien définies et nombreuses, s'appliquent à donner à leurs lecteurs des textes de valeur (on ne saurait trop insister sur l'efficacité possible d'une action entreprise de concert par toutes les *presses communautaires*).

Il y aurait une étude passionnante à faire sur ces presses pour montrer l'importance de leurs tirages, et l'influence qu'elles exercent sur des catégories nombreuses de la population et établir les bases d'une *politique* à leur proposer.

Il est bien évident qu'une telle action ne pourrait aboutir sans être incluse dans une action plus vaste sur la réformation du goût populaire. Or, nombreux sont ceux qui contestent l'utilité ou l'efficacité possible de cette dernière. D'un côté, les *marchands* font peu de crédit à ceux qui, au nom d'une certaine esthétique, prétendent intervenir dans une question commerciale ; s'en tenant au criterium strict du succès certain, ils repoussent toutes les suggestions qui tendent à leur faire courir un risque inconnu. De l'autre côté, beaucoup de personnes appartenant à l'élite estiment le mauvais goût profondément ancré dans le peuple et

considèrent comme des utopies tous les projets qui visent à l'en faire disparaître.

La meilleure politique en ce domaine serait donc nous semble-t-il, tout au moins pour l'instant, de procéder par expériences limitées (lancer une collection, un journal, etc. dont le succès, si succès il y a, par une forte publicité, servirait à convaincre ceux qui, détenant les principaux leviers de commande, croient encore à l'incompatibilité dans l'édition populaire de la qualité et du tirage.

CHAPITRE III

CONCLUSIONS

Afin de faire servir — conformément au but que nous nous sommes fixé en débutant — les résultats de cette étude à la solution du problème de l'Education populaire en France, nous nous proposons de conclure en trois étapes.

En résumant tout d'abord l'ensemble des constatations faites tant dans notre pays qu'à l'étranger, nous essaierons de tracer les grandes lignes d'un *système général de l'Education populaire*.

Puis, prenant en considération les caractéristiques particulières de la France, à savoir les tendances et la situation de ses œuvres éducatives, nous adapterons ce système au cadre français.

Enfin, par souci de traduire ce système en propositions pratiques, nous établirons le projet d'une *Alliance française pour l'Education du peuple*.

I

CONCLUSIONS GÉNÉRALES
(APPLICABLES A LA FRANCE)

Nous dégagerons d'abord, d'après l'ensemble de notre étude, les conclusions générales qui nous paraissent valables aussi bien pour la France que pour les autres nations, en présentant ces conclusions dans l'ordre du questionnaire que nous avons établi en débutant. Ce questionnaire distinguait *l'aspect social* de *l'aspect technique* du problème de l'*Education populaire*.

A. Conclusions relatives à l'aspect social du problème.

a) *Première question : rôle de l'Etat.*

La diversité des attitudes adoptées par les Etats devant le problème de l'Education populaire tient le plus souvent à ce que la plupart des nations sont encore sur ce point en pleine évolution. Pour beaucoup, en effet, la question n'est soulevée que depuis une dizaine d'années et il faudra attendre quelque temps encore avant qu'une détermination définitive ne soit prise.

Pour ce qui est au contraire des pays où cette évolution, plus tôt commencée ou volontairement plus hâtée, est finie, le rôle que les Pouvoirs publics se sont assignés dans le domaine de l'Education populaire dépend essentiellement du régime politique en vigueur. Les dictatures et les démocraties s'opposent à cet égard avec une très grande netteté. Chez les premières, l'éducation des adolescents et des adultes est considérée comme le prolongement de l'Education des enfants ; l'une et l'autre sont monopolisées par l'Etat entre les mains duquel elles sont un moyen de gouvernement.

Dans les démocraties, au contraire, Instruction publique et Education populaire sont en général considérées comme deux domaines distincts dont le premier seul appartient

principalement à l'Etat. En effet, lorsqu'un Etat libéral a conféré à tous les citoyens un minimum de connaissances et permis aux mieux doués de gravir tous les échelons du savoir à l'égal des plus riches, il a rempli son devoir strict. Pour le reste, l'initiative privée est plus qualifiée que lui pour agir. Cela n'empêche pas les démocraties de prendre au domaine de fait de l'éducation populaire ce qui leur paraît susceptible de combler les lacunes du système d'enseignement dont elles recherchent la perfection. C'est ainsi que pour les adultes, elles organisent elles-mêmes ou subventionnent seules les cours destinés à remédier sur le tard à l'insuffisance de l'instruction élémentaire, et qu'en faveur des adolescents que le métier a pris à l'étude, elles instituent un régime de l'apprentissage capable de leur donner toutes les chances, soit de réussir dans leur métier, soit de rejoindre, en dépit de leurs faibles moyens de fortune, ceux qui poursuivent leurs travaux scolaires ou universitaires. Mais, ce faisant, elles ne font en somme que dégager l'Education populaire de tout ce qui ne lui appartient pas en propre. Hors de cela, elles n'accomplissent que des obligations fragmentaires et n'exercent en général qu'une action indirecte. C'est ainsi que certains gouvernements :

1° suscitent le plus grand nombre possible d'œuvres privées qui peuvent contribuer au développement intellectuel et à la formation morale des classes nombreuses ;

2° encouragent ces œuvres financièrement et leur donnent l'appui officiel dans toute la mesure compatible avec la sauvegarde de leur neutralité ;

3° coordonnent leurs efforts afin d'accroître leur rendement. Ils s'assurent en même temps que leur action s'étend partout et qu'elle est conforme aux buts sociaux qu'ils poursuivent eux-mêmes par ailleurs (par exemple, le développement de la vie de famille...) ;

4° agissent enfin directement partout où l'initiative privée est nécessairement impuissante, où seuls les moyens dont ils disposent eux-mêmes sont susceptibles d'opérer (radiophonie, théâtres nationaux populaires, grandes bibliothèques publiques, etc...).

Nous verrons à propos de la France comment en fait les

démocraties peuvent ne pas suivre cette ligne de conduite, soit par inaction, soit par excès de zèle.

b) *Seconde question : l'organisation des œuvres d'Education populaire.*

Qu'elles soient privées ou publiques, les œuvres d'Education populaire ont à déterminer dans quel *cadre social* elles doivent fonctionner. La question a souvent été posée de savoir si le travailleur doit occuper ses loisirs avec sa famille, avec ses voisins, avec ses compagnons de labeur, ou avec ceux qui partagent ses opinions politiques et religieuses. Les discussions basées ou non sur l'expérience, ont été à ce sujet abondantes, mais sans résultats appréciables, chaque système ayant, en définitive, autant de mérites que de défauts.

Il nous apparaît à nous que toutes les formes de communauté sont bonnes pourvu qu'elles constituent réellement des communautés. L'individualisme contemporain a tué un grand nombre de *ressorts* parmi lesquels l'idéal ou plus simplement l'enthousiasme, ou plus simplement encore, l'esprit d'équipe, à quoi la vie culturelle du peuple devait, avant l'avènement du machinisme, son intensité. Un esprit d'élite peut encore se former et produire sans se sentir entouré, encouragé, exalté. Il n'en est pas de même de l'homme du peuple qui, dans l'isolement est sans ambition et demeure stérile. Ainsi s'explique, selon nous, l'insuccès à peu près général des institutions culturelles privées, neutres et désintéressées ou des organisations officielles qui ne sont pas soumises à une *mystique nationale*. Pour que les hommes aient plaisir à s'assembler et produisent, en commun, il doit exister entre eux une certaine unité de goûts, de sentiments, d'habitudes ou d'intérêts, autrement dit, une communauté authentique que ni l'une, ni l'autre de ces catégories d'œuvres ne réalisent.

Nous reviendrons sur cette idée à propos de la France pour en tirer les conséquences pratiques.

c) *Troisième question : l'inspiration des œuvres
d'Education populaire.*

Toutes les discussions sur les buts ou l'esprit de l'Education populaire, telles que nous les avons exposées à deux reprises¹, semblent en définitive assez vaines. L'individu doit-il être considéré comme la fin ou comme le moyen de toute action éducative ? Celle-ci doit-elle être objective, ne doit-elle pas être utilitaire ? Ce sont, à notre sens, autant de questions qui, posées sur le plan philosophique, social ou moral, restent théoriques à l'excès. Nous voudrions, pour éclaircir les idées, ramener le problème à ses dimensions pratiques.

L'œuvre d'Education populaire nécessite la rencontre de deux catégories de personnes : des intellectuels, des gens du peuple. Sauf dans les cas où elle est un service public et fonctionne sur la base de l'obligation, elle dépend uniquement du bon-vouloir des uns et des autres. Quels sont donc les facteurs autres que l'argent ou la force, susceptibles de provoquer ce bon-vouloir ?

Du côté des intellectuels, ce peuvent être l'esprit de charité (visant à améliorer les conditions morales des classes les moins favorisées, au même titre que leurs conditions matérielles), le besoin de propager le savoir (dont témoignent un grand nombre d'apôtres de l'esprit) ou le désir de servir un mouvement (social, politique ou religieux).

Du côté des gens du peuple, ce peuvent être l'intérêt personnel (l'accroissement des connaissances ou des talents, servant à améliorer la situation matérielle), la foi (recherche de l'élévation de l'esprit pour le salut de l'âme, ou préparation à une action collective pour laquelle l'amélioration des capacités individuelles est nécessaire) ou l'agrément (occupation agréable des heures de loisir).

Chacun de ces facteurs est à la fois légitime et efficace. Chaque institution est en droit de mettre en œuvre un ou plusieurs d'entre eux. Elle opère son choix selon les buts

1. Cf. dans la première partie, les développements relatifs à l'*Utilité de l'Education populaire* et aux diverses conceptions théoriques qui agissent dans chaque pays, sur le mouvement de l'Education populaire.

qu'elle poursuit et les conditions du milieu dans lequel elle agit. Son succès dépend de l'accord qu'elle établit ainsi entre son objet et les moyens dont elle dispose. Son échec apparaît inévitable si cet accord n'existe pas. Nous illustrerons plus loin cette idée dans le cas de la France.

B. **Conclusions relatives à l'aspect technique du problème.**

Pour chacune des branches de l'Education populaire, nous avons donné déjà des conclusions particulières. A propos des réalisations étrangères, nous avons dit quelle doit être la politique des Bibliothèques, comment le goût et la pratique des Beaux-Arts sont le plus efficacement répandus dans la masse. A propos des institutions françaises, d'autre part, nous avons établi les méthodes et les chances de succès de l'enseignement pour adultes et montré comment le peuple peut être conduit à participer aux manifestations générales de la vie culturelle.

Il nous reste donc à établir ici la réponse aux deux questions générales suivantes :

— dans quelle mesure convient-il d'adapter aux besoins du peuple des activités qui sont en usage dans l'enseignement (cours, conférences... et bibliothèques) ou qui font partie de la vie littéraire et artistique (arts, spectacles, publications) ?

— dans quelle mesure convient-il de coordonner à l'intérieur d'une même institution, ces diverses activités ?

Ces deux questions posent le problème de la *méthode*. y a-t-il une méthode particulière à l'Education populaire ? Quelle est-elle ?

Or l'étude des réalisations étrangères conduit à reconnaître que si la nécessité de la méthode ne fait pas de doute, il n'est pas encore possible de la déterminer avec précision. Partout où nous avons interrogé à ce sujet les directeurs d'œuvres, ceux-ci nous ont répondu que l'Education populaire en est encore à la *phase empirique*, bien loin encore sans doute de la *phase rationnelle*.

On doute peu en général qu'il ne faille *forger* à l'intention du peuple les principaux éléments d'une vie culturelle : de plus en plus, on reconnaît l'impossibilité de faire participer la masse aux mêmes études, aux mêmes arts que l'élite, de l'intéresser aux mêmes sujets, de retenir son attention par les mêmes moyens. Il est à peine besoin de rappeler le désastreux essai des Universités populaires qui ont prétendu enseigner la philosophie avant la science, et les vaines tentatives de ces esthètes qui prétendaient initier d'un seul coup les foules à la musique, à la poésie et à la peinture les plus hermétiques.

Pour le peuple qui a le goût dominant du plaisir, qui n'est pas rompu aux exercices de l'esprit et qui dispose de fort peu de temps pour s'instruire, les manifestations culturelles doivent être attrayantes, faciles et utiles. Cependant trop peu d'expériences ont été, jusqu'à présent, accumulées pour que des principes généraux concernant les modalités de telles adaptations puissent être sûrement posées.

De même estime-t-on partout que les diverses activités qui contribuent à l'Education populaire doivent être menées selon un plan d'ensemble afin d'effectuer un travail de formation complet et cohérent. Il ne convient pas de donner à la foule, comme on l'a fait parfois, une *teinture de connaissances hétéroclites*, mais les règles du *dosage* nécessaire n'ont pu être encore établies.

Pour progresser dans cette double voie, il importerait que l'on reconnût plus effectivement qu'on ne la fait d'ordinaire la nécessité primordiale d'une *technique* dans le domaine de l'Education populaire et que l'on confiât le soin d'établir cette technique, ni aux seuls *spécialistes* de l'enseignement, des bibliothèques, des arts populaires, etc., ni aux seuls *hommes d'action sociale*, apôtres ou politiciens, mais à des personnes possédant la science des uns et l'expérience des autres. En fait, les œuvres culturelles ne sont prospères que là où des commissions de techniciens orientent et coordonnent les efforts, marquent un égal souci de la qualité technique des réalisations et de leur efficacité sociale. Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin.

*
* *

Pour conclure, il apparaît possible, sans systématiser ni schématiser à l'excès, de déterminer à l'intérieur de l'Education populaire trois branches distinctes :

1^o Une branche *Instruction populaire*, destinée à satisfaire l'intérêt personnel et immédiat de chaque individu, comportant dans ce but un enseignement général ou professionnel directement axé sur l'obtention d'avantages tangibles et rapides. Cette branche doit tendre à se réduire de plus en plus au fur et à mesure que les Etats institueront des systèmes scolaires réellement sans inégalités ni lacunes.

2^o Une branche *Formation populaire*, s'adressant aux adolescents et offrant à leur enthousiasme, sous un idéal précis, une activité complète. Toutes les œuvres éducatrices qui connaissent aujourd'hui le succès, présentent cette quadruple caractéristique. Elles limitent leur action à la jeunesse (la confusion des âges, à une époque où la transformation rapides des habitudes et des goûts a créé entre les générations des différences essentielles, apparaît de plus en plus une erreur). Elles ne font appel ni à l'intérêt strict, ni au plaisir pur, mais elles réclament un enthousiasme. A cet enthousiasme, elles donnent pour objet un idéal moral, civique, religieux ou politique, autrement dit, à quelque bord qu'elles appartiennent, elles proposent à leurs membres un *esprit de croisade*. Enfin, elles s'efforcent de réunir dans leurs activités tous les éléments de la formation du caractère, du corps et de l'esprit.

L'avenir est à elles : associations de scoutisme ou cohortes fascistes, jeunesses ouvrières chrétiennes ou jeunesses socialistes.

3^o Une branche *Relèvement populaire*, enfin, destinée à relever la sensibilité et le jugement de la masse, et principalement des adultes, ne répondant pas précisément aux intérêts de ceux-ci, ne cherchant pas à susciter

parmi eux des enthousiasmes effrénés, mais procédant à l'élévation de leur esprit, tout en contribuant à leur agrément. Branche considérable qui est encore la plus négligée parce que son utilité ne cadre pas toujours avec l'objet précis des différentes forces sociales.

Nous reprendrons l'idée de ce classement un peu plus loin, en parlant de la France.

II

CONCLUSIONS POUR LA FRANCE

Nous devons maintenant, afin d'atteindre le but fixé à cet ouvrage — la solution du problème de l'Education populaire en France — ramener sur le plan français toutes les observations jusqu'à présent accumulées.

Rappelons d'abord les deux caractères de notre peuple qui ont une influence directe et inévitable sur la vie culturelle du pays :

— son goût limité pour l'étude, qui l'incite plus souvent à rechercher son plaisir qu'à accroître ses connaissances ; une certaine désaffectation pour l'école et tout ce qui s'en rapproche, désaffectation dont on ne saurait dire si elle est plus imputable à sa propre paresse ou à la maladresse des maîtres ;

— son individualisme extrême qui ne l'empêche point d'avoir une certaine tendance au grégarisme, mais qui lui confère peu de penchants à la discipline (de l'esprit ou du corps).

Ces caractères servent à expliquer bien des échecs ; ils peuvent aussi, nous semble-t-il, servir de base à des réussites. C'est en tous cas ce que nous allons essayer d'établir *en recherchant quels doivent être, dans le domaine de l'Education populaire, le rôle de l'Etat français et l'orientation des initiatives privées.*

A. Rôle de l'Etat français.

L'Etat français tient assez mal, selon nous, le rôle qui incombe normalement aux démocraties, rôle que nous avons résumé plus haut. Ses efforts infiniment restreints semblent, par surcroît, mal orientés, *tant sur le plan social que sur le plan technique.*

a) *Action sur le plan social.*

Cette idée, exprimée plus haut, qu'une action éducative ne peut être profonde et durable que si elle s'exerce à l'intérieur d'une communauté *authentique* est particulièrement valable pour la France. Ce n'est pas par le développement et le renforcement des communautés d'intérêts, d'habitudes et de sentiments, que l'individualisme français, qui paralyse aujourd'hui la vie publique dans tous les domaines, cessera d'être la cause de l'apathie et de la stérilité des manifestations culturelles de la collectivité. Or, nul n'est mieux placé que l'Etat pour provoquer ce développement et ce renforcement. Il a jusqu'à présent adopté une attitude tout à fait différente. Partageant les craintes des législateurs de la Révolution, il s'est toujours attaché à réduire au maximum la vie communautaire, à l'effet de sauvegarder l'autorité de l'Etat. Mais, ce faisant, il a semble-t-il, obtenu des résultats exactement contraires à ceux qu'il recherchait. Il n'a pas empêché, en effet, des coalitions imprécises et occultes de faire dangereusement pression sur ses représentants. Les divisions qu'il s'est efforcé d'opérer pour pouvoir mieux régner l'ont, par un curieux phénomène, finalement empêché de gouverner librement ; en sorte que le plus sûr moyen pour lui de rétablir son autorité paraît être désormais de pousser à la formation de collectivités précises et apparentes entre lesquelles il lui serait plus facile d'établir l'équilibre des forces et la compensation des tendances pour satisfaire l'intérêt général.

Cette idée est d'ailleurs de plus en plus admise à l'heure actuelle. De partout pleuvent des projets pour l'encouragement du régionalisme, le rétablissement des corporations et la tolérance religieuse. Par un revirement dont l'évidente nécessité est la meilleure explication, on réclame chaque jour davantage la renaissance au grand jour des *clans* dont on a longtemps poursuivi la destruction.

Pour revenir plus précisément à notre sujet, il nous semble que les Pouvoirs publics devraient encourager l'existence de tous les groupements qui utilisent les rela-

tions de voisinage, les liens d'intérêts ou les indentités de sentiments à des fins qui ne sont pas absolument contraires à la sûreté de l'Etat et, à l'intérieur de ces groupements, donner tous les appuis susceptibles de faciliter le maintien ou de provoquer le développement des activités éducatives et culturelles.

Au lieu de cela, nous voyons actuellement son principal effort — du reste assez réduit — tendre à faire subsister, en dépit de leur insuccès général, les œuvres dites *complémentaires de l'Ecole publique* ou mieux, *œuvres laïques*. Or, ces œuvres ne sont pas réellement et sincèrement neutres. Nous avons vu qu'en combattant pied à pied les œuvres catholiques, elles font preuve d'un certain sectarisme et sont contraintes de s'allier étroitement à des partis politiques ; et cependant elles proposent aux adolescents et aux adultes un idéal tantôt imprécis (le *civisme* et *l'esprit démocratique* ne sont pas leurs privilèges exclusifs), tantôt insuffisant (l'anticléricalisme à quoi se réduit *l'esprit laïque*, perd chaque jour davantage sa vertu d'exaltation).

D'autre part, elles utilisent une assez mauvaise communauté : celle de l'école. Le symbole de l'école a sans doute une force politique. Il a peu de force sur le plan social. Cela, les hommes d'action catholique l'ont bien compris : ils ont détaché de plus en plus leurs œuvres d'Education populaire des établissements d'enseignement. Mais les hommes d'action laïque ne semblent pas disposés à le reconnaître même, et cette attitude explique nombre de leurs échecs passés, comme elle fait prévoir leurs échecs à venir.

Il apparaît, enfin, que le corps des instituteurs primaires, auquel les œuvres laïques ont toujours fait un large appel, les incitant à être hors de l'école comme à leur chaire, les apôtres de l'idée laïque, échappent de plus en plus au contrôle des partis radicaux pour passer sous la coupe des partis socialiste et communiste. Il s'en suit que l'action culturelle laïque, qui n'a point déjà une mystique très forte, dispose d'un nombre de plus en plus réduit d'apôtres sûrs et de propagandistes véritables.

On conçoit mal, pour tout dire, de mouvement qui soit, dans les conditions nouvelles de la vie sociale, moins conforme aux besoins de l'avenir. On attend en conséquence que l'Etat dispense ses libéralités à des institutions qui les méritent davantage.

b) *Action sur le plan technique.*

Au point de vue technique, l'Etat français pourrait exercer une double action :

— organiser d'une façon complète et cohérente ce que nous avons appelé la branche *instruction* de l'Education populaire ;

— coordonner, d'autre part, les activités des œuvres privées relatives à la branche *formation* et à la branche *relèvement*.

1° *Organisation de « l'Instruction » populaire.*

Toutes les institutions qui connaissent la situation des jeunes travailleurs, qui contribuent à leur éducation, sont d'accord sur ce point : la nécessité d'organiser, par un texte de loi, unique, simple, clair, *l'apprentissage*, dans le sens large du mot.

Nous avons dit, en débutant, qu'il fallait en toute logique retrancher du domaine de l'Education populaire tout ce qui ne concourt pas, à proprement parler, à l'occupation des loisirs des travailleurs et le porter dans le domaine de l'enseignement. Les activités qui se rattachent à l'idée d'instruction n'ont pas, en effet, à être confondues avec celles qui concernent l'éducation. C'est à l'Etat de faire cesser cette confusion en posant que l'instruction est un labeur et non un loisir, qu'elle doit être donnée à la place du travail lui-même (c'est le cas de l'enseignement primaire) ou pendant le temps du travail (c'est le cas, dans une minorité d'entreprises, de l'enseignement technique) en prenant, en conséquence, les dispositions suivantes :

Apprentissage obligatoire. — Il faudrait décider que les patrons sont obligés : de prendre des apprentis (garçons

de 13 ans, ou 14 si la scolarité est par ailleurs prolongée d'un an¹ à 18 ou 19 ans, l'apprentissage étant d'une durée de cinq ans) dans une certaine proportion par rapport au nombre total de leurs employés ; de laisser à ces apprentis une heure de liberté par jour sur les huit heures de travail, ou sept heures pour la semaine, bloquées en deux ou trois fois ; de contribuer financièrement à leur instruction.

Certaines de ces mesures ont été déjà adoptées par la loi Astier de 1919, dite *Charte de l'apprentissage en France*. Mais leur application est restée, nous l'avons déjà dit, très fréquemment théorique.

Apprentissage complet. — Un apprentissage qui n'a pour objet que d'améliorer les connaissances techniques d'un jeune ouvrier dont l'affectation professionnelle est chose faite, présente les plus grandes lacunes. L'organisation de l'apprentissage devrait permettre d'abord à chaque adolescent de choisir en connaissance de cause le métier qui lui convient le mieux (problème de l'orientation professionnelle), puis de réaliser dans ce métier, pendant qu'il est encore en âge de se former, *son maximum*, c'est-à-dire de gravir, dès le départ, tous les échelons qu'il est capable de gravir, d'entrer par la porte qu'il mérite.

Véritable antichambre de la vie professionnelle, l'apprentissage ainsi conçu devrait remplacer tout le système des bourses par lequel la charité privée ou publique s'efforce de remédier aux inégalités de la fortune et de donner *leur chance* aux plus doués.

Dans quel cadre un tel apprentissage devrait-il être organisé ? Dans le cadre de la profession, selon nous, hors des œuvres d'Éducation populaire proprement dites, dans le cadre corporatif pour tout dire, tel qu'il sera sans doute établi un jour. (Notons que la prise en charge de l'apprentissage par une organisation corporative permettrait seule

1. Nous n'avons pas à examiner ici la question de la prolongation de la scolarité. Notons néanmoins qu'elle paraît souhaitable à un double point de vue : pour accroître la somme des connaissances élémentaires de chacun (la dernière année de classe s'effectuant à l'âge de 13 ou 14 ans, où les individus se transformant subissent les influences les plus durables) ; pour diminuer le chômage en décongestionnant le marché du travail.

d'éviter que les discussions soulevées par la liberté des « trois enseignements » ne se renouvellent).

2^o *Coordination des œuvres de « formation » et de « relèvement » populaires.*

L'Etat pourrait apporter une aide technique aux œuvres d'Education populaire en agissant soit à l'intérieur, soit en dehors de celles-ci.

À l'intérieur des œuvres, il pourrait — à l'exemple de l'organisation officielle belge que nous avons étudiée — veiller à la qualité technique des manifestations en prodiguant des *subventions à contrepartie* dans le détail desquelles nous n'entrerons pas.

En dehors des œuvres, il devrait organiser toutes sortes de manifestations mises à la disposition de celles-ci (représentations dramatiques, stocks de livres, de films, de disques, musées, etc.).

Pour accomplir cette double action, il lui faudrait sans doute créer un organisme de liaison entre plusieurs administrations. Nous dirons plus loin comment la création de cet organisme, à de nombreux égards peu désirable, pourrait être provisoirement au moins évitée par l'établissement d'une institution privée dont nous indiquerons l'organisation et les activités possibles.

B. Orientation nécessaire des initiatives privées.

Quant aux principes qui doivent, selon nous, régir l'activité des œuvres qui contribuent au développement intellectuel du peuple, ils sont de deux sortes : les uns peuvent s'appliquer à l'ensemble de ces œuvres ; les autres concernent en particulier chacune des branches que nous avons déterminées à l'intérieur de l'Education populaire.

a) Principes généraux.

Les principaux facteurs de succès que nous avons pu observer à l'étranger comme en France, sont plus négatifs que positifs. Nous entendons par là que l'expérience fait,

pour l'instant, davantage ressortir ce qu'une œuvre doit ne pas faire pour prospérer que ce qu'elle doit faire. Seuls, les écueils ont pu être jusqu'à présent déterminés avec quelque précision, mais il n'a pas encore été possible de tracer rigoureusement la route à suivre.

Ces écueils, il nous paraît possible de les résumer en disant que deux excès généraux sont à éviter : celui des *pédagogues* et celui des *meneurs d'hommes*.

1° *L'excès des pédagogues.*

Nous avons indiqué le *besoin de propager le savoir* parmi les principaux mobiles qui poussent certains intellectuels, des professeurs surtout, à s'adonner à l'éducation du peuple. Nombreux sont en France ces *apôtres de l'esprit*, et bien des initiatives, parmi lesquelles certaines furent heureuses, n'eussent pas été prises sans eux. Mais la plupart ont fait preuve, en agissant, d'une certaine déformation professionnelle à laquelle sont imputables bien des échecs. Quelle que fut l'idéologie sous laquelle ils se sont placés pour aller vers le peuple — charitable, sociale, politique ou religieuse — leur attitude est demeurée pédagogique à l'excès. Ils ont prêté, sans s'inquiéter de la réalité, leur amour de la connaissance à la masse des travailleurs qui n'a, en fait, souhaité posséder cette connaissance que pour son utilité ou son agrément. Ils ont appliqué aux œuvres qu'ils ont organisées un aspect scolaire ou universitaire bien propre à en détourner la foule. Enfin, oubliant comme on l'a dit, « *qu'ils devaient leur propre formation à l'application d'une méthode pédagogique bien adaptée à eux et progressive* », ils ont donné leur enseignement sans souci des conditions particulières du milieu auquel ils s'adressaient, sans souci même d'une graduation logique dans l'enseignement. Il n'est pas besoin de rappeler pour illustrer ces faits la lamentable histoire des Universités populaires ni le déclin lent, mais régulier, des œuvres complémentaires de l'école publique.

Il faut laisser aux pédagogues le domaine de l'*instruction* qui est le leur, et faire que ce domaine soit de plus en plus distinct de ceux de la *formation* et du *relèvement*

populaires, où l'esprit pédagogique est un facteur certain d'insuccès.

2^o *L'erreur des meneurs d'hommes.*

La réaction contre les pédagogues, sur le terrain de l'Éducation populaire, se manifeste d'ailleurs avec force, depuis longtemps. Nombreux sont les *hommes d'action sociale* qui ont relevé la tendance erronée des apôtres de l'esprit, la vanité de leurs tentatives et dénoncé le danger de leur intervention partout où l'œuvre éducative n'a pas des fins purement culturelles.

Mais certains d'entre eux paraissent pêcher par excès contraire. Ils sont utilitaires à l'extrême. Par esprit de contradiction, ils vont même parfois jusqu'à nier que les ouvriers aient besoin d'une vie intellectuelle dégagée de leurs préoccupations journalières. Ce sont eux en particulier qui, en France, ont aussitôt après la guerre, opposé le projet d'une Université du travail à celui de la rénovation des Universités populaires. Nous avons dit leurs arguments en cette occasion : « *Ne faisons pas de déclassés semblables à ceux qu'ont produit les Universités populaires d'avant-guerre et qui traînent aujourd'hui dans les syndicats une savante bêtise... Donnons aux ouvriers des connaissances pratique ou des connaissances générales aux applications immédiates* ». Nous avons aussi mentionné leur échec : l'Université du travail n'a jamais vu le jour.

On voit bien que la vérité est à mi-chemin de ces deux tendances excessives. Ne réussiront, semble-t-il, que ceux qui sauront la reconnaître et s'y tenir.

b) *Les trois branches de l'Éducation populaire.*

Nous avons dit que les institutions d'Éducation populaire pouvaient être ramenées à trois types principaux : le type *instruction populaire*, le type *formation populaire* et le type *relèvement populaire*, selon les catégories de personnes auxquelles elles s'adressent, et les méthodes qu'elles mettent en œuvre. Ce classement n'est pas fait seulement pour satisfaire l'esprit ; il fait ressortir une division des

tâches effective, sinon entre toutes les œuvres, du moins entre celles qui connaissent le succès. Rien n'est plus frappant, en effet, que de voir prospérer les seules organisations qui ont pris le soin de délimiter strictement le champ de leur activité, de fixer par avance leur esprit, leur programme, leur milieu de recrutement, en un mot, d'annoncer leur *système*. A l'inverse, partout où l'on a cru devoir agir dans l'imprécision et l'empirisme, les résultats ont été médiocres, et ils s'affirment tels de plus en plus. Nous avons vu, dans le courant de cette étude, maints exemples d'associations qui invitent la masse à s'instruire dans un but indéterminé, ou prétendent la former tout en ne lui offrant pour la retenir que de creuses distractions, ou ne consentent à la délasser qu'après avoir exigé d'elle une adhésion très précise — et nous avons constaté leur échec.

« *On ne peut agir efficacement sur la masse ouvrière que si on lui présente un programme net, répondant à ses besoins et à ses aspirations* », lit-on dans le *Manuel de la Jeunesse chrétienne*. Tous ceux qui ont réussi dans un domaine quelconque de l'action populaire partagent cet avis. L'attitude contraire est trop souvent adoptée ; mais elle n'a jamais pu être défendue.

Tout cela est aussi vrai pour la France que pour le reste du monde. Plus encore, peut-être, car le Français « *a le goût des pancartes explicites* ». Il va sans doute où on lui propose quelque avantage immédiat, mais son adhésion est fragile tant qu'on ne lui a pas dit clairement où l'on veut le conduire.

Il y a donc tout à gagner à lui offrir, ou bien ce qui est à l'évidence de nature à lui être utile ou agréable, ou bien ce qui est susceptible de l'exalter ; autrement dit, tantôt à passer avec lui un marché, tantôt à réclamer sa fidélité.

Cela ne signifie pas, bien entendu, qu'il faille faire appel soit à son intérêt, soit à son désintéressement. On sait assez qu'il n'y a point entre l'un et l'autre mobile de démarcation rigoureuse, que le désintéressement est parfois de l'intérêt bien compris, etc. Nous voulons dire, plus simplement, qu'il faut, pour réussir, savoir opter pour un système et s'y tenir. Or, l'expérience et la logique

conduisent ensemble à compter trois systèmes pour éduquer le peuple, basés respectivement sur l'intérêt, sur l'enthousiasme et sur l'agrément, et à prévoir que la confusion de ces systèmes est génératrice d'insuccès.

1^o *Les œuvres « d'instruction populaire ».*

Partout où l'on a cru que les ouvriers feraient appel à un enseignement donné dans les formes scolaires ou universitaires, sans poursuivre la satisfaction d'une ambition immédiate, l'on a été rapidement déçu. Partout, au contraire, où on leur a offert les moyens de préparer certains examens ou de se perfectionner dans un métier déterminé, la demande s'est avérée nombreuse. C'est ainsi que l'histoire des petites sociétés Polytechnique, Philotechnique et Philomatique, s'oppose à celle des cours d'adultes et, dans une certaine mesure, à celle des Universités populaires. C'est ainsi encore qu'à l'intérieur du mouvement des Equipes sociales, l'on a constaté que les cours d'anglais, de comptabilité, de dessin industriel, se développaient normalement, tandis que les cours de français ne pouvaient vivre que grâce à l'organisation de concours entre les élèves.

En attendant que cette branche de l'Education populaire disparaisse par suite de l'établissement d'un régime complet et obligatoire de l'apprentissage, les œuvres privées qui l'assument doivent se résigner, semble-t-il, à satisfaire les besoins immédiats de leurs membres et à ne plus compter sur leur désir d'apprendre pour apprendre.

2^o *Les œuvres de « formation populaire ».*

Elles sont rares encore, mais le succès rapide de chacune d'elles montre assez qu'elles sont sur un bon chemin. Leur attitude ne prête point à l'équivoque : elles font appel à la jeunesse et lui demandent des engagements précis. Le jeune salarié qui adhère à l'une d'elles sait qu'il prend un parti et quel parti il prend. S'il adhère à la Jeunesse ouvrière chrétienne, c'est qu'il préfère cette organisation à celle des Jeunesses socialistes qui le sollicite aussi ouvertement. S'il devient « Scout », il sait quelle attitude morale et civique on lui propose ; qui plus est, en s'inscrivant à

l'une des trois associations plutôt qu'à une autre, il opte pour une certaine attitude religieuse.

Cela ne signifie pas cependant que les œuvres de formation populaire doivent nécessairement imposer une discipline rigoureuse et une option étroite à leurs membres pour remplir leur objet. Bien au contraire. Pour recruter plus qu'elles n'ont fait jusqu'à présent (elles ne groupaient toutes ensemble, en 1934, qu'un dixième environ de la jeunesse française), il serait souhaitable que certaines d'entre elles fissent preuve d'un plus grand libéralisme. Un cloisonnement excessif des mouvements nuit à leur efficacité générale. On aimerait, en particulier, que les questions religieuses ne fussent pas continuellement mêlées à toutes les autres et qu'à l'exemple des institutions similaires de Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, le plus grand nombre possible des associations françaises de jeunesse se contentassent d'une étiquette civique pour se distinguer les unes des autres.

Notons, enfin, que si les œuvres de formation populaire s'adressent bien, en France comme ailleurs, aux seuls adolescents, elles négligent parfois de travailler à leur formation complète. Parfois, ce sont les activités de l'esprit qui, bénéficiant de plus de soins que celles du corps, réduisent à l'excès ces dernières. (Le mouvement des Equipes sociales et celui de la Jeunesse ouvrière chrétienne se prêtent un peu à ce reproche.) Mais, le plus souvent, c'est le contraire : nous avons dit déjà le grief dirigé dans ce sens contre les associations de scoutisme.

3° *Les œuvres de « relèvement populaire ».*

Si la diversité des œuvres de cette dernière catégorie est grande, et rend difficile leur énumération, l'insuffisance de leur nombre est manifeste. Or, c'est surtout leur quantité qui importe. Il n'est pas nécessaire, en effet, qu'elles revêtent des formes précises, qu'elles annoncent clairement, comme les précédentes, leurs intentions et leurs méthodes. Il est surtout souhaitable qu'elles établissent sur le territoire national un réseau serré de manifestations de toutes sortes, qu'elles profitent de tous les rassemblements et

utilisent tous les modes d'expression de la pensée pour « relever » dans la masse le niveau du savoir, celui du jugement et celui du goût.

Peu importe qu'elles n'obtiennent pas des individus une fidélité durable et active, qu'elles soient dues principalement à l'initiative des marchands, à celle des philanthropes, à celle des politiciens, si le peuple tire de leur action un profit quelconque.

Notons seulement que ce profit sera d'autant plus grand qu'elles s'appliqueront à travailler le plus possible dans les communautés existantes et qu'une coordination technique de leurs efforts sera mieux établie. Nous n'avons pas à revenir sur l'une et l'autre de ces idées qui ont été déjà développées.

III

PROJET D'UNE « ALLIANCE FRANÇAISE
POUR L'ÉDUCATION DU PEUPLE »

Afin de donner aux conclusions qui précèdent une forme pratique, nous proposons ici les grandes lignes d'une institution susceptible de coordonner les efforts dispersés des œuvres françaises dans le sens que nous venons d'essayer d'indiquer.

A. Idée de base.

Il n'existe en France aucun organisme analogue au Conseil supérieur de l'Education populaire de Belgique, à l'Œuvre nationale Dopolavoro d'Italie, à l'Institut Masaryk de Tchécoslovaquie, etc., dont la fonction est de susciter, d'aider et d'orienter toutes les initiatives qui ont pour but l'éducation du peuple.

Or, l'utilité de telles institutions est manifeste. Partout où elles ont été instaurées, elles n'ont pas pour unique objet de couronner une organisation préexistante. Nées tantôt avant les œuvres privées, tantôt en même temps qu'elles, elles ont grandement servi leur formation et leur développement. Il n'est donc pas, selon nous, de raison d'attendre que le mouvement de l'Education populaire ait pris dans notre pays plus d'importance et plus de force pour en créer une semblable.

Mais, des trois exemples ci-dessus énumérés, italien, belge ou tchécoslovaque, lequel suivre ?

Aucun de façon complète. Partiellement tous trois.

De l'Œuvre nationale Dopolavoro, il faut, bien entendu, rejeter l'absolutisme, incompatible avec le régime de liberté sous lequel nous vivons. Du Conseil supérieur belge de l'Education populaire, il ne nous semble pas souhaitable même d'adopter le caractère officiel. Ce serait une erreur, croyons-nous, de remettre brusquement à l'Etat français, surtout dans les conditions actuelles, le soin

d'agir d'une façon cohésive dans un domaine où jusqu'à présent ni lui, ni les autorités locales, n'ont eu une action sérieuse. Il convient plutôt d'édifier avec son appui, mais en dehors de ses services, un organisme privé qu'il lui sera loisible de prendre petit à petit en tutelle, au fur et à mesure que les expériences de base auront été faites et que l'œuvre aura pris de la force.

Ce n'est pas non plus sur le modèle exact de l'Institut Masaryk de Prague que cet organisme devrait être créé. La grande œuvre tchécoslovaque est issue en effet d'un mouvement qui doit à un siècle d'efforts son importance et sa solidité. Sous sa forme présente, il sert de coupole à un bel édifice, non de fondations.

Ce dont notre pays a besoin, c'est d'un organisme qui n'ait d'autre pouvoir que celui qu'il gagnera par le succès, d'autre lien avec les gouvernants qu'une confiance réciproque, d'autre fonction, enfin, que d'accumuler les expériences et d'en tirer les premières leçons. Dans ce sens, cet organisme pourra utilement emprunter aux grandes institutions étrangères certaines de leurs méthodes et partie de leur organisation.

C'est donc une association privée de petite taille, mais susceptible de s'agrandir par ses propres efforts, qu'il conviendrait, selon nous, d'instaurer. Cette association serait, bien entendu, indépendante et neutre. Mais indépendance et neutralité devraient être ici non les principes stricts d'un programme, mais les résultats d'un état de fait à créer. Expliquons-nous :

L'*indépendance* qui risque de s'appeler solitude et, par conséquent, *faiblesse* si elle commande l'interdiction de tout lien avec les *partis*, peut être l'effet nécessaire de la multiplicité des liaisons et, par le fait, un facteur de force. De même, la neutralité qui, d'une façon générale, est une mauvaise formule d'action, peut-elle résulter tout naturellement de la confrontation de tendances contraires sur un terrain bien déterminé où ces tendances n'ont pas à s'exercer précisément.

C'est pourquoi nous proposons une *alliance* des forces sociales qui poursuivent, chacune pour son compte, le

développement intellectuel de la masse, et, pour cette alliance, un champ d'action limité à tout ce qui, dans l'Éducation populaire, ne met en jeu ni la question de *l'esprit*, ni celle des *buts*.

B. Organisation.

Comment organiser cette alliance ? Selon nous, en réunissant un Conseil qui crée un mouvement d'opinion et entretienne des services.

a) Conseil.

La première chose à faire est de réunir des personnalités qui représentent l'ensemble des œuvres d'Éducation populaire et qui reconnaissent même la nécessité d'une coopération sur le plan technique. Dans le *Conseil* ainsi formé, semblable à celui qui fonctionne en Belgique, un certain équilibre des partis et des spécialités devrait être recherché pour réaliser son indépendance et sa neutralité, dans le sens où nous avons défini l'une et l'autre plus haut. Ce Conseil aurait un rôle d'étude et de décision. Il nommerait une *Direction permanente*.

b) Mouvement.

Assuré par sa composition même d'une influence profonde sur l'ensemble des œuvres privées, le Conseil ne saurait agir avec une égale efficacité sur les Pouvoirs publics s'il ne suscitait un mouvement d'opinion et ne groupait autour de lui une vaste assemblée de zéloteurs. Son premier soin devrait donc être de fonder une association se recrutant dans l'élite intellectuelle et dans les classes aisées. Cette association serait la raison sociale de l'alliance. Par les cotisations de ses membres, elle permettrait d'entretenir les « services » nécessaires.

c) *Services.*

Pour traduire en actes les décisions du Conseil, décisions appuyées par le mouvement, deux catégories de *services* devraient fonctionner :

1. des services de coordination purement administratifs et, comme tels, inclus dans l'association ;

2. des services d'action directe, auxquels il conviendrait de donner un caractère nettement commercial et, par conséquent, une certaine autonomie financière.

C. **Activité.**

L'activité de l'alliance serait double, s'exerçant tantôt au sein des communautés qui contribuent à l'éducation du peuple, tantôt en dehors de toute communauté.

a) *Action au sein des communautés.*

Un certain nombre de services auraient pour but d'établir la collaboration technique des grandes œuvres d'Éducation populaire, par exemple en organisant pour elles des manifestations communes en les faisant procéder à des échanges de toutes sortes, en leur fournissant, enfin, les moyens de développer matériellement leur action. Ils assumeraient ainsi des fonctions qui se retrouvent dans toutes les grandes institutions nationales étrangères.

b) *Action en dehors des communautés.*

L'efficacité de cette première forme d'action serait assez réduite si l'alliance ne s'efforçait d'autre part d'agir *sur la voie publique*. Elle le pourrait faire de deux manières différentes :

— soit en affectant les subventions qu'elle recevrait à des *campagnes* pour le relèvement de la qualité des manifestations offertes au peuple (théâtre, cinéma, presse, radio, éditions, etc.) ;

— soit en créant de petites entreprises commerciales (boutiques d'art populaire, spectacles, éditions, etc.) destinées à agir par l'exemple.

Nous ne croyons pas devoir préciser davantage les lignes de ce projet. Pour le faire, nous devrions passer du terrain de l'analyse à celui de la synthèse, de l'étude à la proposition ; nous serions conduit à sortir des limites que nous avons fixées à ce travail.

Juin 1935-avril 1936.

Vu :
le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu :
le Président de la Thèse,
Roger PICARD.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Liste des ouvrages auxquels nous nous sommes référés pour :

I. — LES CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

a) Ouvrages très généraux intéressant le problème de l'Éducation populaire.

DUBREUIL (H.). — *Standards*, Bernard Grasset, Paris, 1929.

DE MUN (Albert). — *Ma vocation sociale*, Lethielleux, Paris, 1925.

DE MAN (Henri). — *L'Idée socialiste*, édition française, Bernard Grasset, Paris, 1935.

Encyclopedia for Social Science (publiée à New-York, U. S. A.), les articles sous les titres suivants : « Adult Education », « University Extension », « Settlements », « Communities », « Leasures », « Theory of the Bourgeois », etc.

BURNS (Cecil Delisle). — *Leisure in the modern World*, New-York Century.

HANSOME (Marius). — *World Workers Educational Movement*, New-York, Columbia, University Press.

b) Documents issus des travaux internationaux relatifs à l'Éducation populaire.

1. Sur la question des loisirs en général :

Publications du Bureau international du Travail : « Rapport sur l'utilisation des loisirs », Genève, 1924, p. 121 ; « Rapport supplémentaire », p. 51 ; « Deuxième rapport supplémentaire », p. 20 ; « Recueil des recommandations et des vœux », année 1924. — Numéro de juin 1924 et novembre 1934 de la *Revue internationale du Travail*. — Informations recueillies dans les rapports du directeur à la Conférence (1925, p. 238 ; 1926, p. 256 ; 1927, p. 126 ; 1928, p. 257 ; 1929, p. 265 ; 1930, p. 289) ; dans les « Année sociale » (1930, p. 463 ; 1931, p. 432 ; 1932, p. 28 ; 1933, p. 292).

Rapports des Congrès : du Congrès de Liège, 1930 (ce rapport contient en particulier, à la page 254, une bibliographie par nations extrêmement complète) ;

— du Congrès de Los Angeles, 1932, « Proceedings » ;

— du Congrès de Bruxelles, 1935.

2. Sur la question de l'Éducation populaire en particulier :

Publications de l'« Association internationale pour l'Éducation des adultes », dont l'*International Handbook*, Londres, 1929.

Document dactylographié du B. I. T. : *Les organisations professionnelles et l'Education ouvrière* (une partie générale et des monographies par nations).

3. *Sur certaines branches de l'Education populaire :*

Trois ouvrages publiés par l'Institut international de Coopération intellectuelle.

Arts populaires et loisirs ouvriers, 1934.

Bibliothèques populaires et loisirs ouvriers, 1933.

(Ces ouvrages contiennent, outre les résultats, d'importantes enquêtes, des bibliographies très complètes.)

4. *Sur certains mouvements internationaux qui contribuent à l'Education populaire :*

Compte rendu du Congrès international des Settlements, 1926.

Union Catholique d'Etudes internationales, *La pensée catholique dans le monde moderne*, Genève, 1931.

II. — L'ÉDUCATION POPULAIRE HORS DE FRANCE

Cf. la bibliographie très complète publiée à l'occasion du Congrès international des loisirs, de Liège, 1930. Nous nous bornerons à signaler ici les monographies effectivement utilisées pour la présente étude, en dehors des documents internationaux signalés plus haut.

1. *Italie.*

STARACE (Achille). — *L'Opera nazionale Dopolavoro*, 1933 (« I primi anni di attività dell'Opera nazionale Dopolavoro », anno IV, anno VIII, 1930).

2. *Belgique.*

DEPASSE et ANDRÉ. — *L'utilisation des loisirs du travailleur en Belgique*, éditions Labor, Bruxelles, 1931.

BUSET (Max) et DELSONNE (Léon). — *L'Education ouvrière en Belgique*, Lucifer, 1931.

3. *U. R. S. S.*

GOURFINKEL (Nina). — *Théâtre russe contemporain*, La Renaissance du Livre, Paris, 1932.

III. — L'ÉDUCATION POPULAIRE EN FRANCE

a) *Ouvrages généraux.*

1. *Sur l'organisation des loisirs en général.*

BEAUDEMOULIN (Jean). — *Enquête sur les loisirs de l'ouvrier français*, thèse, Paris, 1924.

ETIENNE (Mme Gaston). — *Utilisation des loisirs des travailleurs*, Eugène Belin, Paris, 1935.

RIVES (Paul). — *La corvée de joie*, Presses Universitaires, Paris, 1924.

2. *Sur l'Education populaire en général.*

ADAM (J.-H.). — *L'Education populaire*, cahier n° 121 du Redressement français, Paris, 1927.

GARRIC (Robert). — *Belleville*, Grasset.

GUEHENNO (Jean). — *Caliban parle*, Grasset, Paris, 1928.

MENDIGAL (Louis). — *La rude montée des jeunes*.

ROPS (Daniel). — *Le monde sans âmes*.

b) L'action des classes économiques.

SAYOUR (M.). — *Les œuvres sociales du patronat*.

PINOT (R.). — *Les œuvres sociales des industries métallurgiques*.

PACAUD (H.). — *Essai sur l'organisation des loisirs ouvriers*, thèse, Nancy, 1929.

POUSSIN (M.). — *L'Education populaire et le socialisme*, Spes, Paris, 1933.

c) L'action des forces spirituelles.

1. Catholiques.

Confédération française des syndicats chrétiens. Rapports des douze derniers congrès nationaux, 1923-1934.

Les Semaines sociales de France (Marseille, 1930 ; Lille, 1932 ; Reims, 1933), Gabalda et Cie, Paris.

PRADEL (Henri). — *Comment former des hommes*, Desclée, de Brouwer et Cie, Paris, 1931.

Manuel de la J. O. C., éditions Jocistes, Paris, 1930.

Secrétariat social catholique du Sud-Est. Travaux 1922, 1924, 1925.

Association catholique de la Jeunesse française. Publications diverses. Scouts de France. Publications diverses.

2. Protestantes et juives.

Unions chrétiennes de jeunes gens. Publications diverses.

Union des Jeunesses juives, Châlons, revue mensuelle.

3. Laïques.

Rapports au Ministre de l'Instruction publique sur les œuvres complémentaires de l'Ecole publique, par M. Maurice Roger, *Journal officiel*, 1916-1931.

Ligue française de l'Enseignement. Publications diverses, dont *l'Enseignement post-scolaire*, par E. Labbé, Paris, 1932.

L'action laïque, revue mensuelle.

Jeunesses laïques et républicaines. Publications diverses (*Le cri des jeunes*, publication périodique).

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Chapitre I^{er} — Définition, utilité et problème de l'Education populaire	3
Chapitre II. — L'action internationale en faveur de l'Education populaire. Congrès et institutions permanentes.....	29
Chapitre III. — Les forces qui agissent à l'intérieur de chaque nation sur le mouvement de l'Education populaire. Influence des caractères ethniques, des situations politiques, des conceptions philosophiques et sociales.....	51

SECONDE PARTIE

LES ŒUVRES D'ÉDUCATION POPULAIRE HORS DE FRANCE

Chapitre I^{er}. — L'Education populaire et le rôle de l'Etat. L'Etat organise et dirige : l'Œuvre du Dopolavoro en Italie ; — l'Etat coordonne : le Conseil supérieur de l'Education populaire en Belgique.....	83
Chapitre II. — Les formes principales de l'initiative privée. Les organisations ouvrières. Les organisations religieuses, catholiques et protestantes. Les organisations neutres dans et hors le « système académique ».....	101
Chapitre III. — Les principales réalisations. Les bibliothèques populaires. Les arts populaires. Participation du peuple aux manifestations générales de la vie culturelle	139

TROISIÈME PARTIE

LES ŒUVRES FRANÇAISES D'ÉDUCATION POPULAIRE

Chapitre I^{er}. — Tableau des initiatives. L'action des grandes classes économiques, patronat et prolétariat ; — l'action des « forces morales », œuvres catholiques et œuvres laïques ; — l'action des pouvoirs publics et des institutions neutres.....	187
--	-----

Chapitre II. — Tableau des réalisations.

Bibliothèques et œuvres d'enseignement extra-scolaire ;
— éducation artistique ; — adaptation des manifestations
générales de la vie culturelle aux besoins particuliers du
peuple..... 235

Chapitre III. — Conclusions.

Conclusions générales applicables à la France. Conclusions
pour la France. Projet d'une « Alliance française pour l'Edu-
cation du peuple »..... 265

BIBLIOGRAPHIE..... 291

